CAVALIERS

ET

TÊTES-RONDES.

I. — *Memoirs of prince Rupert and the Cavaliers*, by Eliot Warburton; 3 vol. London, 1849.
II. — *The Fairfax Correspondence*, edited by George Johnson, in two vol. London, 1848.
III. — *Memorials of the Civil War*, edited by Robert Bell, in two vol. London, 1849. Richard — Bentley.

I.

Les affaires humaines se gouvernent par la pensée et par la force. Des esprits saugrenus s'avisèrent, de nos jours, que la pensée allait détrôner à jamais son immortelle rivale; des pense-creux avaient dénoncé la force comme l'aveugle instrument de la barbarie, et avaient promis à la civilisation qu'elle serait désormais affranchie de ce joug brutal. Les débauches de la pensée n'ont pas tardé à confondre cette hâblerie révolutionnaire et à rendre nécessaire l'action moralisante de la force. Nous savons maintenant, pour l'avoir senti dans nos ames et pour l'avoir vu de nos yeux, que, lorsqu'une société est divisée dans ses pensées, la parole et l'écriture sont impuissantes à la réconcilier avec elle-même. Nous avons appris à nos dépens que, loin de ramener la lu-

mière et l'entente dans les contentions humaines, les élucubrations effrénées de la pensée ne produisent à la fin qu'un assourdissement et un obscurcissement universels. L'excès des controverses fait de nous des espèces de derviches hurleurs, chacun pivotant sur son idée fixe et mettant sa gloire à crier plus fort que le voisin. Il y a un moment où cette abrutissante confusion des langues devient intolérable, où l'esprit, agacé autant que les nerfs, demande à en finir, et invoque la raison du plus fort et le jugement de Dieu. Alors la lutte s'ennoblit; on sort de l'énervante atmosphère des polémiques troubles et des paroles vaines, et l'on respire l'air rafraîchissant et sain de l'action; on ne se soucie plus que de bien faire; on donne à sa cause le courage du soldat ou la foi du martyr. Alors l'intervention providentielle de la force épure les causes légitimes, châtie les fautes de tous et remet impérieusement dans le droit chemin les peuples domptés et quelquefois régénérés.

Je me figure que lorsque Charles Ier prit enfin le parti de terminer par les armes ses démêlés avec les communes, ce dut être un grand soulagement, en Angleterre, pour beaucoup de braves gens. Les disputes du roi et des communes duraient depuis un grand nombre d'années. Le parlement se plaignait des usurpations et de la mauvaise foi du roi : le roi avait fait les concessions les plus extrêmes, les agitateurs populaires redoublaient d'exigence, et Charles ne pouvait davantage se fier à leur modération. On avait des deux côtés épuisé tous les argumens; la justice entre les deux causes paraissait douteuse aux esprits les plus consciencieux. Il n'y avait qu'un recours : la force. Le 22 août 1642, Charles Ier leva son étendard dans la petite ville de Nottingham, et appela autour de ses couleurs ses sujets loyaux et fidèles.

Ce fut pourtant une triste cérémonie, accompagnée de tristes présages. Depuis plusieurs mois, Charles avait quitté Londres, laissant à ses ennemis toutes les ressources et toutes les forces de l'empire. Suivi d'une petite troupe d'amis, il avait promené ses irrésolutions errantes de château en château, de ville en ville. Quelquefois les habitans refusaient de lui ouvrir leurs portes; d'autres fois ils le suppliaient de quitter leur pays, de peur d'y attirer la colère de ses ennemis et les malheurs de la guerre. A la fin, il résolut d'arborer son étendard à Nottingham. Au jour fixé, des milliers de curieux l'attendaient dans cette ville. C'était un jour d'orage et de tempête. Charles arriva tard. Du haut du vieux château en ruine, on voyait s'avancer le long de la Trent, au milieu des champs où commençait la moisson, les gentilshommes de la cavalcade royale, le bassinet en tête, le haubert sur leurs pourpoints de cuir, et, sur leurs épaules, le manteau à l'espagnole, qui laissait paraître leurs grandes bottes éperonnées et les fourreaux battans de leurs longues rapières. Il y avait dans la figure de Charles Ier une profonde mélancolie. Dès qu'il fut arrivé, ses serviteurs les plus

affidés tinrent conseil autour de lui. Roi sans soldats, sans argent, sans pouvoir, allait-il porter aux parlementaires un irrévocable défi? Avec cette fougue particulière aux caractères faibles lorsqu'ils ont une fois coupé court à leurs doutes par un parti violent, Charles voulut qu'à l'instant même l'étendard fatal fût arboré. On descendit aussitôt dans le parc: le drapeau fut déployé sur une petite éminence. Tandis qu'il souffletait de ses larges plis fouettés par la tempête les chevaliers rangés en cercle, un héraut d'armes lisait la proclamation royale. Le lendemain, l'étendard était renversé: un coup de vent l'avait balayé dans la nuit. Charles le fit relever ailleurs. Pour enfoncer la hampe en terre, les hérauts furent obligés de creuser le sol avec leurs dagues; quatre chevaliers la tinrent à deux mains, et la proclamation fut lue de nouveau. L'étendard était surmonté du drapeau de guerre rouge, sur lequel une main sanglante montrait une couronne et la devise chrétienne : Rendez à César ce qui est à César; *give Cæsar his due.*

L'appel fut entendu par cette forte race des cavaliers qui soutint pendant tant d'années une lutte inégale, mais héroïque, et qui, même par sa défaite, a implanté des sentimens invincibles et impérissables au cœur de l'Angleterre. Ces braves gens, pour la plupart, ne voyaient goutte dans les tours et retours de la casuistique parlementaire et religieuse; mais, lorsque le drapeau royal fut arboré, ils se sentirent entraînés par un devoir clair, saisissant, vivant: ils dérouillèrent leurs armures de combat, et allèrent, d'un cœur léger, au-devant de la mort. Les sentimens qui les animaient sont bien exprimés dans cette noble lettre écrite en ce moment par l'un d'eux, sir Bevill Grenvil, à un de ses amis qui lui conseillait la prudence : « Quant à mon voyage, monsieur, il est fixé. Je ne peux me tenir derrière ma porte lorsque l'étendard du roi d'Angleterre flotte en campagne pour un motif si juste, sa cause étant telle qu'elle ne doit faire de ceux qui meurent pour elle guère moins que des martyrs. Pour mon compte, je désire acquérir un nom honnête ou une tombe honorable. Je n'ai jamais aimé ma vie ou mon aise assez pour manquer une pareille occasion, ce que faisant, je serais indigne de ma profession ou de succéder à ces miens ancêtres dont un si grand nombre, en divers siècles, ont sacrifié leurs vies pour leur pays. Monsieur, les barbares et implacables ennemis, malgré les gracieux procédés de sa majesté à leur égard, continuent leurs insolences et leur rébellion au plus haut chef, et sont unis en un corps d'une grande force, en sorte qu'il faut nous attendre, si nous n'allons les prévenir et les vaincre chez eux, à être inquiétés chez nous avant peu..... Je n'ai rien à vous demander que vos prières, et si je survis et retourne chez moi, qu'il vous plaise de me continuer au nombre de vos serviteurs. »

Un écrivain de beaucoup d'esprit, M. Eliot Warburton, vient de ra-

viver l'histoire de cette glorieuse prise d'armes par la publication d'un précieux recueil de lettres de cavaliers, écrites, pour la plupart, à leur héroïque chef, le prince Rupert. Avant le livre de M. Warburton, il n'existait pas de biographie du chef des cavaliers. En fouillant avec une patience minutieuse les archives publiques et privées, en commentant ses découvertes à l'aide des livres déjà publiés sur cette dramatique époque, en soudant et illustrant ces documens d'un style plein de couleur et de relief, l'auteur des *Mémoires du prince Rupert* a composé un ouvrage aussi intéressant pour l'homme du monde que pour l'érudit. Il faut joindre à ce livre la *Correspondance des Fairfax*, formée de matériaux semblables empruntés aux hommes du parti contraire, aux têtes-rondes, éditée également avec la magnificence anglaise par un de ces libraires comme on n'en voit plus dans notre France démocratique, M. Richard Bentley. C'est quelque chose d'émouvant et de fortifiant que la lecture de ces lettres de soldats couchés depuis si long-temps dans la tombe honorable que souhaitait sir Bevill Grenvil. Elles sont courtes, rapides, haletantes. Elles ont été écrites au bivouac, sur une table d'auberge ou sur un tambour. Un grand nombre portent sur la suscription : « Pressée, pressée, très pressée, » et sont endossées par les divers officiers aux mains desquels elles ont couru. Elles ont traversé le feu des champs de bataille. Plusieurs ont été interceptées; les taches de sang noirci qui les couvrent encore témoignent de la fidélité avec laquelle elles furent défendues. Il y en a qui ont été trouées par les balles sur la poitrine des porteurs. Singulière fortune pour ces vieux papiers, qui furent dans leur temps des tisons de guerre civile, de sortir de leur poudre cinéraire après deux siècles, et de se renflammer dans une Europe encore fumante des batailles révolutionnaires!

En parcourant ces lettres, on fait comme les combattans qui les écrivirent, et c'est aussi, je vous jure, un des charmes de ces volumes. On se laisse aller à l'émotion actuelle, on suit les événemens qui se précipitent sans songer à débattre la légitimité ou l'injustice des causes hostiles, sans s'inquiéter un instant de la philosophie de l'histoire. Le temps des discussions est loin; il ne s'agit plus de bien dire, il s'agit de se bien battre. On ne fait un retour rapide sur le passé que pour se pénétrer des sentimens des deux armées et pour mieux comprendre la bataille même.

Vous vous souvenez de ces pages courantes et profondes où le cardinal de Retz raconte, en prélude à la fronde, comment s'éteignirent les vieilles libertés françaises et comment grandit chez nous le despotisme royal. La contre-partie de ce tableau serait la digne préface de l'histoire de la révolution anglaise. Les parlemens anglais avaient long-temps couvé dans l'humiliation et la servilité leurs priviléges populaires. Henri VIII avait quelquefois fait pendre des membres des

communes qui osaient contester ses prérogatives. La sanglante Mary se contenta de les envoyer à la Tour. Des étincelles d'indépendance éclatèrent sous Élisabeth. Il lui arriva un jour de dissoudre les communes en leur disant : « Vous avez la présomption de vous mêler des affaires d'état, qui sont matière au-dessus de votre entendement, je vous décharge de cette tâche. » Il y eut dans les communes une voix qui répondit que « sans la liberté de parole, c'était une moquerie d'appeler cette chambre une chambre de parlement; ce n'est qu'une école de flatterie et dissimulation, et si un lieu bon à servir le diable et ses anges, et non à glorifier Dieu et à bénéficier la communauté. » La hardiesse et la force des communes augmentèrent sous le ridicule et méprisable Jacques Ier; mais celui-ci, qui cédait sur les choses, se rattrapait sur les mots. Il disait nettement aux communes qu'il était roi absolu. Il avait une singulière façon de leur demander de l'argent, de présenter son budget : « J'attends de vous une contribution d'amour, mais quant à discuter avec vous la somme et la forme, c'est un détail trop bas pour ma qualité. » A cela, les communes objectaient avec une hypocrite humilité, dans une adresse qu'on croit avoir été rédigée par Bacon : « La raison que nous avons, nous vos pauvres communes, pour veiller à nos priviléges est manifeste à tous les hommes. Les prérogatives du prince peuvent aisément s'accroître et grandissent chaque jour. Les priviléges du sujet sont éternellement en question. Ils peuvent, par bonne prévoyance et sollicitude, être conservés, mais, une fois perdus, on ne les recouvre qu'avec beaucoup de troubles. » Savez-vous comment Jacques répondait à ces remontrances? Il envoyait chercher le procès-verbal des délibérations des communes, et, de sa propre main, déchirait la page où étaient inscrites les paroles mal sonnantes. La lacune se voit encore sur le vieux registre, dans les archives parlementaires, reliquaire auguste des libertés anglaises.

Voilà le combat que Charles Ier portait dans sa destinée. On a bien eu raison de l'appeler le roi martyr. Il n'y a pas de figures plus touchantes dans l'histoire que celles de ces hommes-victimes sur lesquels se résolvent les crises de la vie des peuples, et dont le crime est de porter la responsabilité d'un passé qu'ils n'ont point fait, d'un avenir qu'ils n'ont pu prévoir. Il y a deux choses dans Charles Ier : le roi, l'homme. Roi, son rôle était tracé; il ne pouvait sans avilissement laisser s'amoindrir en lui le caractère de la royauté, tel que le lui avaient transmis ses ancêtres, tel qu'il le voyait resplendir dans le reste de l'Europe; il ne pouvait découvrir ces idées constitutionnelles, ces vérités politiques qui s'éveillaient vaguement dans le cœur de quelques patriotes, dans les aspirations de quelques beaux génies, et qu'un siècle d'agitations et de malheurs devait seul fixer dans la conscience du peuple anglais. Homme, il avait ces qualités entremêlées de faiblesses

qui mènent à toutes les fautes en retenant toutes les sympathies. Quand il prit le trône, c'était un jeune homme grave, instruit, modéré, humain, brave, romanesque. « Il était, dit mistriss Hutchinson, la chroniqueuse puritaine, tempéré, chaste et sérieux. Les courtisans dépravés, qui ne pouvaient abandonner leurs débauches, respectaient le roi au point de se retirer dans des coins pour s'y livrer. Tous les bouffons de l'ancienne cour furent bannis, et des hommes de science et de talent encouragés par le roi, qui était un excellent juge. » Ses ennemis, Lilly, May, disent que « l'amour et l'estime le suivirent au trône, que sa vie fut plus conforme aux règles de la religion protestante que celle d'aucun prince de l'Europe, qu'il était parfait ami, père indulgent, ennemi du sang répandu. » Le sévère *covenanter* écossais Baillie écrivait de lui : « C'est une très juste, raisonnable et douce personne. » Le régicide Henry Martyn disait enfin après sa mort, dans la chambre des communes : « Si nous devons avoir un roi, j'aurais mieux aimé le dernier gentleman que tout autre. » Mais nous avons un témoin toujours parlant de l'attachante distinction et du charme de ce prince infortuné, c'est le portrait de Van Dyck. Dans un de ces mauvais momens où, à force d'être whig, on dirait qu'il se croit membre du long parlement, M. Macaulay a écrit, avec une sorte de dépit contre le peintre des cavaliers, que Charles Ier devait au portrait de Van Dyck la pieuse et romantique popularité qu'il a conservée jusqu'à nos jours. Qui a pu passer en effet sans attendrissement devant cette tête où la tristesse des pressentimens tragiques voile la fierté de la couronne? Qui a pu résister à l'attrait de cette chevaleresque attitude? Qui a pu rester froid devant cette délicate figure mélancolique et rêveuse comme celle d'un amant malheureux, sous ce regard bleuâtre et vague où se lisent les mortelles indécisions et les folles témérités d'une ame faible? Pauvre roi, avec sa main fièrement campée sur la hanche et l'autre mollement posée sur sa canne! Lorsqu'il fut devant le tribunal des régicides, il s'appuyait aussi sur une canne : la tête se détacha sous sa main; il lut le sort qui l'attendait dans ce présage. Que M. Macaulay ne dise point que c'est le peintre qui prête sa séduction au prince. Le tableau de Van Dyck nous révèle la fascination que Charles Ier exerça sur tant d'ames poétiques et généreuses; il nous explique comment le brave Montrose, à la seule vue de Charles, quitta le covenant et se jeta dans la cause royale; il justifie les infatigables dévouemens qui allèrent jusqu'au martyre; il fait comprendre l'histoire.

Entre Charles Ier et ses parlemens, les tricheries furent mutuelles, les empiétemens réciproques. Charles avait besoin d'argent pour soutenir ses guerres imprudentes et malheureuses avec la France, avec l'Espagne, avec ses sujets écossais. Ses parlemens ne lui accordaient que des subsides insuffisans, et mettaient pour prix à leurs votes des

demandes toujours croissantes. Ils décrétaient d'accusation les ministres aimés du roi, ils s'ingéraient dans la politique étrangère, ils s'immisçaient avec jalousie dans le gouvernement de l'église. Charles cédait au moment du besoin comme un dissipateur qui accepte toutes les conditions d'un usurier. Une fois dégagé, il n'éprouvait plus que le ressentiment de l'injure faite à son autorité. Pendant douze ans, il se passa de parlement et gouverna en roi absolu. Il échoua encore sur la question d'argent. Vainement il voulut lever des impôts illégaux, des emprunts forcés; la résistance de Hampden, qui, avec un admirable courage civil, refusa de payer le *ship-money*, et ne craignit pas d'entrer seul en lutte avec le roi devant la justice du pays, lui enleva cette extrême ressource. Cependant les *covenanters* écossais avaient envahi l'Angleterre et chassaient devant eux l'armée désorganisée et mal commandée de Charles; il fallut se rendre et convoquer le parlement qui fut le long parlement. Celui-ci, averti par le sort des assemblées précédentes et tenant Charles à sa merci, prit d'abord ses précautions contre lui en lui arrachant le sacrifice de ses deux principaux ministres, Laud et Strafford, et voulut ensuite prendre ses précautions contre la royauté même en s'emparant de toutes les attributions du pouvoir exécutif.

Laud et Strafford, les premiers martyrs de la cause royaliste, doivent occuper la place d'honneur dans la galerie des cavaliers, bien que leur chute ait été antérieure à la guerre civile. Des deux, Laud était le plus haï, Strafford le plus craint. Laud, archevêque de Cantorbéry, avait eu le gouvernement des affaires ecclésiastiques; c'était le plus important, à une époque où la fermentation religieuse travaillait tous les esprits depuis l'homme du peuple jusqu'au seigneur. Aujourd'hui encore, il y a en Angleterre des gens qui parlent de Laud avec vénération, et des gens qui ne parlent de lui qu'avec haine et mépris. A ces jugemens contraires on peut reconnaître les partisans des doctrines qu'on appelle de haute église et les partisans des doctrines de basse église, *high church* et *low church*. Ce sont les deux fractions qui, dans le juste-milieu qu'occupe l'église anglaise entre l'église romaine et les églises presbytériennes, inclinent l'une vers le catholicisme, l'autre vers le calvinisme. Laud appartenait à la première; il en a été en quelque sorte le fondateur. C'était un homme pénétré de l'esprit d'autorité et de l'esprit de piété. Il regardait l'épiscopat comme une institution nécessaire à la conservation du vrai christianisme, et il regardait la liturgie catholique comme l'expression la plus complète, la plus digne et la plus pure du sentiment chrétien. Si Laud eût vécu de nos jours, il eût été le chef de cette renaissance catholique qu'on a nommée le puséisme, ou, à mieux dire, le puséisme n'a été que le rajeunissement des doctrines de Laud. Le primat-ministre avait en face de lui les puritains : homme d'église, il détestait leurs principes reli-

gieux; homme de gouvernement, il redoutait leurs entreprises politiques. Il voulut comprimer le puritanisme et le débordement de sectes qu'il traînait après lui. Il le combattit par la force que le pouvoir politique mettait dans ses mains; mais il y a des temps où l'on ne fait que grossir et irriter l'esprit de révolte, en travaillant à le contenir. Laud vivait dans une de ces crises. Il souleva contre lui-même, contre l'église d'Angleterre et contre Charles Ier toutes les fureurs du fanatisme. Il fut une de ses premières victimes. Sa mort, sublime d'héroïsme chrétien, commande l'admiration à ceux qui lui reprochent le plus amèrement ses fautes.

Le grand homme du parti de Charles Ier était Strafford. Il avait débuté sous le nom de sir Thomas Wentworth dans la cause populaire. Il passa bientôt du côté du roi. Il y a des natures, des caractères, des tempéramens qui ne sont propres qu'à l'opposition, à la résistance, à la révolte; il y a des hommes qui, du poids de leur génie et par élan de naissance, ne peuvent aller qu'à l'autorité, au pouvoir : tel était Strafford. On le sent rien qu'à voir le portrait de ce vaillant homme. Vous vous feriez de lui une fausse idée par le tableau populaire de M. Delaroche, qui nous le montre le front dépouillé et incliné sous la main bénissante de Laud. Le vrai Strafford est le Strafford de Van Dyck. Celui-là avance sa tête intrépide au-dessus de son armure brunie. Ses cheveux se tordent vigoureusement sur son large front, creusé aux tempes par les desseins énergiques. Ses grands yeux lancent ces flammes de bonne humeur intérieure qu'allument le courage et la conscience de la force. Ses moustaches à quatre crocs se dressent et ondulent avec un air de défi. Il a le menton proéminent des dominateurs, et sur tout cela un rayonnement de bonne grace, un parfum de chevalerie. Voilà bien l'homme qui aimait à tenir tête à l'orage, l'homme qui, employant lui-même le mot français, disait qu'il fallait « tenir raide, » l'homme du *thorough*, autrement dit de la politique à outrance. Lorsque Charles Ier essaya de gouverner sans parlement, il mit Strafford à la tête de l'ingouvernable Irlande. Strafford y fit des prodiges. La durée de sa vice-royauté est peut-être la seule époque où l'Irlande ait eu quelque repos. Strafford gouverna en despote; mais, à la manière de son grand contemporain Richelieu, il n'opprima que les oppresseurs du peuple. Il ranima le commerce et l'industrie, il organisa une armée disciplinée, il accrut d'une façon prodigieuse, sans exaction et par sa seule habileté, les revenus de la couronne. Il donna du reste un tel éclat à son autorité, qu'un voyageur écrivait qu'il n'avait vu en Europe qu'une seule cour, celle du vice-roi de Naples, qui pût le disputer en magnificence et en galanterie à la cour de Dublin.

Lorsque le long parlement fut convoqué, Strafford était dans le nord de l'Angleterre, et, ramassant les troupes du roi, déjà, par son énergie

entraînante, il relevait les affaires du côté des Écossais. Charles Ier, se voyant en face d'une assemblée hostile, crut avoir besoin d'un conseiller aussi puissant que Strafford et l'appela auprès de lui. Strafford hésita long-temps à venir se jeter au milieu de ses ennemis; il essaya de faire comprendre au roi que sa présence en Irlande servirait bien mieux ses intérêts; à la fin, il fut obligé de se rendre aux obsessions de Charles. A peine arrivé à Londres, il fut pris dans un traquenard parlementaire. Pym fit voter un acte d'accusation contre lui et le porta le même jour à la chambre des lords, en demandant qu'avant tout jugement il fût arrêté et conduit à la Tour. Strafford était en ce moment chez le roi. Prévenu, il court à la chambre des lords. Il entre impétueusement et marche vers sa place, le regard enflammé. Un murmure s'élève dans la majorité, heureuse d'humilier cette puissance. On le fait sortir; on ne le rappelle que pour lui faire écouter à genoux l'ordre de son arrestation. Pym avait atteint son premier but; il l'avait séparé de Charles. « S'il voit le roi, avait-il dit auparavant à ses amis, le parlement sera dissous; nous sommes perdus. » L'histoire du procès et de la mort de Strafford est trop connue pour que je la reproduise longuement. On sait la magnanimité avec laquelle Strafford défendit sa cause et l'intérêt qu'elle excita. Un témoin oculaire et ennemi, l'Écossais Baillie, rend naïvement dans ses lettres l'impression publique. Pour avoir une place à ce dramatique spectacle, Baillie était obligé d'aller à la chambre des lords à cinq heures du matin. Un grand nombre de dames y venaient et payaient leurs places fort cher. La séance commençait à huit heures. Le roi et la reine arrivaient à neuf, mais restaient dans une loge grillée. « C'était, dit Baillie, la plus glorieuse assemblée que puisse présenter cette île; cependant la gravité n'est pas telle que je m'y serais attendu. Il y a souvent de grandes clameurs du côté de la porte. Dans les intervalles, quand Strafford prépare ses réponses, les lords sont debout, marchent et font du bruit; les hommes de la chambre basse aussi font beaucoup de bruit. Après dix heures, on mange beaucoup, non-seulement des gâteaux, mais du pain et de la viande; les bouteilles de vin et de bière circulent de bouche en bouche, sans coupe, et tout cela sous les yeux du roi; oui, un grand nombre ne font que tourner le dos et pis que cela, car on ne peut sortir et rentrer, et souvent la séance dure jusqu'à quatre heures. » L'attitude de Strafford durant cette épreuve fut pleine d'assurance, de noblesse et de grace. Aussi, comme dit naïvement Baillie, « il gagnait chaque jour beaucoup chez les gens simples, spécialement auprès des dames. » Bientôt, écrivait un historien puritain, le peuple commença à se diviser sur son compte. Le clergé était tombé en une si grande admiration et une si grande tendresse à son égard, qu'il en oubliait Laud; les courtisans jetaient les hauts cris et les femmes

étaient passionnées pour lui. Son plaidoyer est resté un chef-d'œuvre d'éloquence : il excita l'admiration avouée de plusieurs de ses ennemis. « Il émut tant nos passions, dit le poète Denham, que pour une pareille défense plusieurs auraient voulu avoir sur eux le crime. La pitié privée luttait avec la haine publique, la raison avec la rage, et l'éloquence avec le destin. »

Pym, qui dirigeait l'accusation, désespéra d'obtenir contre Strafford un jugement légal. Il eut recours à la proscription pure et simple. Il fit voter contre lui un bill d'*attainder*, ce qu'était chez nous, sous la convention, la mise hors la loi. Il semblait que cette mesure eût dû sauver Strafford, car, pour faire tomber sa tête, le bill d'*attainder* avait besoin de la sanction royale. Avant son arrestation, Charles lui avait dit : « Tant qu'il y aura un roi en Angleterre, pas un cheveu de votre tête ne sera touché par le parlement. » Plus tard, il lui avait écrit dans sa prison : « Je ne pourrais satisfaire mon honneur ni ma conscience, si je ne vous assurais sur la parole d'un roi que vous ne souffrirez ni dans votre vie, ni dans votre honneur, ni dans votre fortune. » Mais son implacable ennemi, le démagogue à la bouche bavarde et lippue, Pym, avait dit autrefois à Strafford au moment où il quitta l'opposition : « Vous allez nous lâcher, mais moi je ne vous lâcherai pas tant que votre tête sera sur vos épaules. » De la parole du roi ou de celle du tribun, laquelle maintenant allait l'emporter?

Avant que le bill d'*attainder* eût été voté par la chambre des lords, Charles avait déjà trahi sa faiblesse par une imprudente et insolite démarche. Il était venu en personne à la chambre des lords, y avait mandé les communes, et leur avait tenu le discours suivant : « Mylords et gentlemen, je n'avais pas l'intention de vous parler de cette affaire qui cause ma présence ici aujourd'hui, qui est l'accusation du comte de Strafford, parce que je ne veux rien faire qui puisse traverser votre marche; mais, comme il peut arriver que par nécessité j'aie une part dans ce jugement, je regarde comme indispensable de vous déclarer à cet égard ma conviction. Je suis sûr que vous savez tous que j'ai assisté au débat de cette grande affaire d'un bout à l'autre. Ce que j'ai à vous déclarer est en deux mots ceci : que, dans ma conscience, je ne puis le condamner sur le chef de haute trahison. Il ne me convient pas de discuter l'affaire : je suis sûr que vous ne l'attendez pas de moi. Une doctrine positive sied mieux à la bouche d'un prince.... Je désire être bien compris : je vous dis que, dans ma conscience, je ne peux le condamner sur le chef de haute trahison; cependant je ne puis dire que je l'acquitte de tout délit; c'est pourquoi j'espère que vous pourrez trouver un moyen de satisfaire la justice et vos propres craintes sans violenter ma conscience. » Pour parler net, Charles venait supplier son parlement de faire ce qu'il pouvait faire de sa royale autorité, sau-

ver la vie de Strafford. Il précipita seulement la perte de son ami. Les lords, offensés de l'intrusion de la couronne dans leurs délibérations et s'enhardissant de tout ce que la démarche du roi décelait de faiblesse, frappèrent Strafford sur le chef de haute trahison. *Qui timide rogat docet negare,* disait Pym avec dédain.

Il ne fallait plus que la sanction royale au bill d'*attainder*. Strafford écrivit au roi une lettre héroïque; il y disait : « J'ai devant moi la ruine de mes enfans et de ma famille; j'ai devant moi les maux nombreux qui peuvent s'appesantir sur votre personne sacrée et sur tout le royaume, si le parlement et vous, vous vous séparez moins satisfaits l'un de l'autre qu'il n'est nécessaire à la préservation du roi et du peuple; j'ai devant moi les choses les plus estimées, — les plus redoutées des hommes : la vie ou la mort. Dire, sire, qu'il n'y a pas eu de combat dans mon cœur serait me faire supérieur à l'homme dont Dieu connaît en moi les infirmités. Appeler la destruction sur mes enfans et sur moi, on ne peut croire que cela se fasse du consentement facile de la chair et du sang. Cependant, avec beaucoup de tristesse, j'en suis venu à une résolution que je regarde comme la plus convenable pour moi, la plus conforme à la prospérité de votre personne sacrée et de la communauté, choses infiniment supérieures à l'intérêt d'un homme. C'est pourquoi, en peu de mots, m'en remettant entièrement à la justice et à l'honneur de mes pairs, aussi formellement que j'ai désiré que votre majesté se fût épargné sa déclaration de samedi dernier et m'eût entièrement abandonné à leurs seigneuries; — ainsi, aujourd'hui, pour mettre en liberté la conscience de votre majesté et prévenir les maux qui pourraient être la conséquence de votre refus, je vous prie de sanctionner ce bill, et par ce moyen d'écarter, s'il plaît à Dieu, cette affaire, je ne peux pas dire maudite, mais malheureuse, de la voie qui doit vous conduire à l'accord béni que Dieu, j'espère, établira pour toujours entre vos sujets et vous. » Cette grandeur d'ame ne put électriser la volonté de Charles. Entouré de lâches conseillers, pressé, dit-on, par la reine, qui appréhendait que la colère du parlement ne se tournât contre elle, Charles, noyé dans le plus impardonnable de ses découragemens, signa la sanction de l'arrêt de son noble serviteur en disant : « La condition de mylord de Strafford est maintenant plus heureuse que la mienne. » Il fit encore le lendemain une maladroite, pusillanime et vaine tentative pour le sauver. Il écrivit aux lords une lettre pour leur demander que la peine de mort fût commuée en celle de l'emprisonnement ou de l'exil, et, dans un incompréhensible *post-scriptum,* il ajoutait, détruisant tout l'effet de sa lettre : « S'il doit mourir, ce serait charité de lui donner sursis jusqu'à samedi. » Une députation de quatorze pairs vint porter la réponse : « Ils ne pouvaient conseiller ni l'une ni l'autre des deux intentions expri-

mées dans cette lettre sans trahir leurs devoirs et sans danger pour le roi, sa chère épouse et les jeunes princes leurs enfans. » Tout était fini. Strafford restait seul avec la mort.

Il écrivit à son fils, à ses amis, à ses juges. A son fils, il disait : « Cher Will...., évitez autant que vous pourrez de rechercher ceux qui ont été cruels dans leur jugement envers moi; je vous défends de laisser entrer dans votre cœur une pensée de vengeance. » Le jour du supplice, la foule inondait les abords de la Tour. Le lieutenant de la Tour craignit qu'elle ne mît le condamné en pièces; il voulut le faire monter dans une voiture. « Non, monsieur le lieutenant, dit-il, je peux regarder en face le danger et le peuple aussi. Je meurs pour son plaisir, et je mourrai comme il lui plaira. » Le peuple, comme celui qui applaudissait jadis les gladiateurs qui mouraient bien, l'accueillit avec respect. On le saluait dans la foule; il ne manquait au sanglant spectacle que les vestales qui avaient droit de grace au cirque. « Il avait l'air, dit un contemporain, d'un général marchant à la tête de son armée et respirant la victoire. » Son frère et plusieurs amis l'accompagnèrent sur la plate-forme de l'échafaud. Son frère pleurait. « Frère, lui dit-il, que voyez-vous en moi qui cause vos larmes? Quelque crainte trahit-elle en moi une faute, ou une audace insouciante l'irréligion? Figurez-vous que vous m'accompagnez encore une fois à mon lit de noces. Ce billot va être mon oreiller, et là je me reposerai de tous mes travaux. Ni pensées d'envie, ni rêve de trahison, ni jalousies ou inquiétudes pour le roi, l'état ou moi-même, n'interrompront plus ce facile sommeil. » Il adressa une allocution aux amis qui l'entouraient : « Mylord primat d'Irlande, mylords et le reste de ces nobles gentilshommes, ce m'est une grande consolation d'avoir vos seigneuries près de moi aujourd'hui, car je vous suis connu depuis long-temps, et je désire vous dire quelques mots. Si vous m'écoutez, je le tiendrai pour grande courtoisie de votre part. Je viens ici me soumettre au jugement porté contre moi. Je le fais, l'esprit tranquille et content; je pardonne librement à tout le monde, non un pardon du bout des lèvres, comme on dit, mais du fond du cœur. En présence du Dieu tout-puissant, devant qui je vais paraître, je déclare qu'il ne s'élève en moi aucune pensée déplaisante contre aucun homme... Je suis très heureux que sa majesté ne me regarde pas comme méritant une punition aussi sévère que l'extrême exécution de cette sentence. Je me réjouis infiniment de cette grace de sa part, et je prie Dieu de la lui rendre, et qu'il trouve merci lorsqu'il en aura besoin. Je désire à ce royaume toute la prospérité et tout le bonheur de ce monde. Ce fut mon application vivant, et maintenant c'est mon vœu. J'appréhende du fond du cœur, je vous soumets humblement mon doute, et je voudrais que tout homme, la main sur la conscience, y songeât sérieusement; j'appréhende que le

commencement du bonheur d'un peuple ne se puisse écrire en lettres de sang. Je crains qu'on ne soit dans une mauvaise voie; je prie Dieu qu'aucune goutte de mon sang ne se lève en jugement contre eux.... J'espère en Dieu que nous nous réunirons pour vivre éternellement au ciel et recevoir l'accomplissement du bonheur là où les larmes seront chassées de nos yeux et les tristes pensées de notre cœur. Et ainsi que Dieu bénisse ce royaume, et que Jésus ait mon ame à merci! » Alors il fit sa toilette de décollé et dit : « Je remercie Dieu de n'avoir point peur de la mort; je n'ai jamais ôté plus gaiement mon pourpoint pour aller au lit. » Le bourreau lui demanda pardon : « Je vous pardonne, répondit-il, et à tout le monde. » Il s'agenouilla devant le billot entre son chapelain et l'archevêque d'Armagh, et pria un peu de temps. Puis il prononça quelques mots doucement, les mains élevées et pressées entre celles de son chapelain. En se baissant vers le billot, il dit à l'exécuteur qu'il essaierait d'abord la place où poser sa tête avant de lui donner le signal. Quand il eut pris ses aises sur cet oreiller, il fit de la main le signe convenu. Sa tête fut détachée d'un seul coup de hache. Il n'y a pas eu de plus superbe mort parmi les modernes.

« Ainsi tomba, écrivait son ennemi Whitelocke, ce noble comte qui, pour les talens naturels, pour l'expérience acquise dans les plus grandes affaires, pour la sagesse, la fidélité et la vaillance d'esprit, a laissé peu d'égaux. » En apprenant cette mort, le grand cardinal de Richelieu dit : « Les Anglais sont si fous, qu'ils ne veulent pas laisser la plus sage tête d'entre eux sur ses épaules. » Quand Pym vit le roi sanctionner le bill d'*attainder*, il s'était écrié : « Quoi! il nous donne la tête de Strafford? Alors il ne nous refusera plus rien. » Il dit encore : « Maintenant le pouvoir de la préservation future est en nous. » Quelques mois après, en effet, Charles Ier avait été tant abaissé, la puissance du parlement s'était tant agrandie, que le peuple appelait Pym le roi Pym. Quant à Charles, le souvenir de la mort de Strafford fut son éternel remords. Le 14 janvier 1645, il écrivait à sa femme Henriette-Marie : « Rien ne saurait être plus évident, c'est le sang innocent de Strafford qui a été une des grandes causes des justes jugemens de Dieu sur cette nation par une furieuse guerre civile, les deux partis étant également punis, comme ayant été également coupables. » Il demandait pardon à Dieu de sa faiblesse homicide, ce sont ses propres paroles dans l'*Ikon Basilikon :* « O Dieu d'infinie miséricorde! pardonne cet acte de complicité coupable dont l'aggravation pèse sur moi plus lourde que sur personne, puisque je n'avais pas contre lui la moindre tentation d'envie ou de malice, et que, par ma place, j'aurais dû au moins le sauver en refusant mon consentement à sa destruction. O Seigneur! je reconnais ma faute, et mon péché est toujours devant moi. » La destinée du magnanime Strafford n'eût point été complète, s'il y eût manqué un trait

féminin. On raconte qu'il était l'amant de la comtesse de Carlisle, favorite de la reine Henriette. Quelques jours avant son arrestation, il écrivait à son secrétaire en Irlande : « Pour l'amour de Dieu, prenez soin que tout l'argent dû à milady Carlisle soit payé avant Noël, car je n'ai jamais rencontré en ma vie une amitié plus noble et plus intelligente. » Peu de temps après la mort de Strafford, la belle comtesse de Carlisle,

Une Vénus sortant d'une mer de noirceurs,

comme l'appelait alors un poète, était la maîtresse de Pym. Le nœud de la tragédie s'était peut-être serré dans le cœur de cette Hérodiade.

II.

Le héros avait donc péri avant la guerre. Cependant, lorsque Charles Ier s'avançait vers Nottingham, à côté de lui chevauchait un jeune homme dont les conseils vigoureux raffermissaient déjà le roi, tiraillé par ses propres anxiétés et par les avis contradictoires de son entourage : c'était le palatin Rupert. Le jeune prince avait à peine vingt-trois ans, son visage, pourtant bronzé par la guerre, était encore imberbe; mais ses mâles et chevaleresques allures annonçaient le soldat qui devait couvrir d'une gloire guerrière les malheurs de la cause royale.

Rupert était né pour être chef de partisans et capitaine aventurier. Il vint au monde dans le berceau, pour ainsi dire, et au feu de la guerre de trente ans. Il était fils d'Élisabeth, sœur de Charles Ier, et de l'électeur palatin qui accepta follement la couronne de Bohême des mains des Bohémiens insurgés contre la maison d'Autriche. Il naquit à Prague peu de temps après le couronnement funeste de son père et de sa mère. La royauté de l'électeur ne dura guère plus que les fêtes de son sacre. La reine Élisabeth fut obligée de s'enfuir de Prague, pris par les impériaux. Une nourrice sauva Rupert. Il grandit avec les infortunes de sa maison et fut élevé en Hollande, où sa mère avait trouvé un refuge. Cette guerre de trente ans était alors l'école des principaux officiers écossais et anglais qui figurèrent plus tard dans les guerres civiles d'Angleterre. Rupert y fit ses premières armes à l'âge de quatorze ans; à seize, il servit, sous le maréchal de Brézé, avec un autre apprenti-soldat, Turenne. Il accompagna ensuite en Angleterre son frère aîné, Charles-Maurice, devenu l'électeur titulaire. Rupert fut dès-lors très populaire à la cour. On voulut le marier. On lui destinait l'héritière de ce grand duc de Rohan, le dernier chef du parti calviniste en France. La négociation de ce mariage alla fort loin et dura jusqu'en 1643. Il y eut un moment où Mlle de Rohan, se considérant

comme engagée, refusa de grandes alliances; l'affaire tomba par le refus définitif de Rupert. C'était le beau temps du règne de Charles Ier, celui où il gouvernait sans parlement, partant sans soucis. Sa cour, animée par la vivacité française d'Henriette-Marie, nageait dans un tourbillon d'élégantes intrigues, de charmantes frivolités, d'amusemens et de fêtes; elle était, au témoignage de Bassompierre, une des plus belles d'Europe pour les femmes. Quoique le brillant duc de Buckingham eût été tué, plus d'un seigneur, formé à son école, eût pu passer pour fort *honnête homme* à Paris, comme ce comte de Holland, qui fixa quelque temps la pétulante duchesse de Chevreuse, et, au rapport du cardinal de Retz, « l'entretint dans les affaires. » Des poètes gentilshommes, comme Suckling, Waller, Lovelace, mêlaient à ce gai tapage les fusées de l'esprit. C'est sous l'éclat de cette heure riante, entre une chasse et un bal masqué, que de si galans modèles durent laisser leur image sur les toiles de Van Dyck. De ces plaisirs, celui que préférait Rupert était la chasse. Il chassait comme il chargeait l'ennemi, avec furie. Un matin, en partant pour la chasse avec le roi, il dit qu'il voulait s'y casser le cou, afin de laisser ses os en Angleterre. C'était bien de l'amour aussi pour l'Angleterre; cependant il la fallut quitter.

Sa famille était à la tête des intérêts protestans en Allemagne; elle avait perdu, dans la guerre de trente ans, ses possessions héréditaires. La guerre continuait. Quand Suédois, Hollandais, Allemands, Suisses, Français se canonnaient et s'arquebusaient sur ce champ de bataille cosmopolite, des palatins ne pouvaient tirer pacifiquement le daim dans le parc de Richmond. Rupert partit pour la Hollande afin de lever quelques troupes et de tenter une expédition sur le Palatinat. Son frère et lui réunirent un petit corps de trois ou quatre mille hommes. Avec cette bande, écumée dans les débris de vingt armées, ils se mirent bravement en campagne. Leur dessein était d'aller joindre dans le Hanovre les Suédois de Banier. Malheureusement, ils tombèrent dès leurs premiers pas sur un corps d'armée autrichien. La discorde se mit parmi les condottieri. Quelques-uns refusèrent de donner, les autres ne purent supporter le choc des impériaux. Rupert, en voyant l'ennemi, ne savait que se battre; il chargea au plus épais avec son régiment, rompit les Autrichiens, mais fut bientôt enveloppé et pris. Il fut remis à la garde du colonel Devereux, l'officier qui avait tué Wallenstein. L'empereur Ferdinand III le fit enfermer dans la forteresse de Lintz. Pour lui donner la liberté, on exigeait que Rupert se convertît au catholicisme : il refusa. Sa captivité fut d'abord sévère. Personne n'approchait de lui. Il ne pouvait s'accouder sur un parapet pour voir couler le Danube sans être suivi de deux hallebardiers et de douze mousquetaires. Mais les prisons des héros sont toujours roma-

nesques. Lintz avait un brave gouverneur, le comte de Kuffstein, qui s'intéressa au sort de son prisonnier. Ce gouverneur avait une fille qui s'attendrit davantage encore sur l'infortune du palatin. Mlle de Kuffstein possédait une ame dont les qualités égalaient, dit la chronique du prince Rupert, « les charmes de son beau corps. » Il l'aima et fut aimé d'elle. Sa maîtresse et son chien, — un chien si beau que le Grand-Turc en voulut avoir la race, et si fidèle que les puritains crurent plus tard qu'il était le diable familier de Rupert, — lui adoucirent sa longue détention. Elle dura trois ans. Il avait obtenu d'être prisonnier sur parole. Un jour, l'empereur vint chasser l'ours dans le voisinage de la forteresse; Rupert, comme cela se passe dans les contes bleus, s'alla mêler à la chasse impériale et attira sur lui un regard clément du souverain. Il put venir à Vienne. Charles Ier avait besoin de son épée, et réclamait sa liberté avec instance. L'empereur la lui accorda sous la condition qu'il ne porterait plus les armes contre l'empire. Il lui offrit un commandement contre les Français; Rupert répondit qu'il ne commettrait jamais la lâcheté de combattre les alliés de sa famille. Il partit enfin, arriva à Douvres au moment où Henriette-Marie s'embarquait pour la Hollande, et y allait chercher de l'argent, des munitions et des secours pour la guerre que méditait Charles. Rupert accompagna la reine; lorsque la levée de l'étendard fut résolue, Henriette le renvoya auprès de son mari, qui l'avait nommé général de sa cavalerie. Rupert rejoignit Charles Ier à quelques lieues de Nottingham.

Quand on passe la revue des hommes qui entouraient alors Charles Ier, on est forcé de toute façon de donner ses sympathies à la cause royale, et involontairement, malgré l'histoire, l'on se prend à en espérer le succès. La vraie probité politique était alors de son côté. Charles avait fait au parlement les plus grandes, les plus sincères concessions. Le parlement n'avait pas voulu modérer sa victoire; c'était lui-même à présent qui, en usurpant les plus justes prérogatives de la couronne, en s'emparant des attributions du pouvoir exécutif, en subissant les exigences populaires les plus mobiles et les plus insatiables, violait la constitution. Ainsi en avaient jugé les hommes les plus modérés d'abord partisans du parlement, tels que Falkland, Hyde, Colepepper, qui avaient accepté maintenant d'être ministres du roi. Le plus beau caractère parmi cette nuance des cavaliers était celui de Falkland. Falkland avait trente-deux ans au commencement de la guerre civile. Il avait été, tout jeune, maître d'une immense fortune. Il avait vécu dans la retraite, s'occupant de philosophie et de littérature, n'ayant commerce qu'avec les hommes de bien et les gens d'esprit. Il fut membre du court parlement et en rapporta, pour les institutions parlementaires, cette admiration de patriote et d'artiste qu'elles ont inspirée à tant de beaux génies. Dans le long parlement,

il s'éloigna de l'opposition à mesure qu'il découvrit sa passion, sa mauvaise foi, ses pernicieux desseins. Son ami Hyde, depuis lord Clarendon et le grand historien de la guerre civile, dit qu'il fit tout cependant pour éloigner de lui la faveur de la cour, tout, excepté ce qu'il fallait pour ne la point mériter. Lorsque le roi le voulut nommer secrétaire d'état, il refusa d'abord nettement; il accepta ensuite pour deux raisons d'une exquise délicatesse : premièrement, il eut peur que son refus ne jetât de la défaveur sur les affaires du roi; secondement, il ne voulut pas avoir l'air de craindre de faire une chose déplaisante à la majorité démagogique des communes. Hyde et Colepepper avaient moins d'élévation et de noblesse dans le caractère; mais leur renommée parlementaire, leur talent, leur éloquence, étaient, pour la cause royale, une imposante garantie de légalité et un lustre politique.

Il y a toujours dans les partis des caractères malades de je ne sais quelle hypocondrie : enrôlés dans une cause, ils n'en voient plus que les inconvéniens, les faiblesses, les perspectives noires. Quelques hommes de ce naturel étaient parmi les cavaliers, mais en petit nombre. Leurs défiances, leurs doutes, expriment assez bien les tortures qu'éprouvent les esprits médiocres et les consciences timides dans les crises qui n'admettent plus que deux partis tranchés. De ceux-là était le comte de Sunderland : c'était un très honnête homme, qui avait choisi la cause royale comme un pis-aller. Il écrivait à sa femme, un mois après la levée de l'étendard : « Mon cher cœur, la cause du roi a beaucoup gagné dans ces derniers temps; ses forces s'accroissent journellement, ce qui augmente l'insolence des papistes. Combien je suis mécontent des procédés qu'on suit ici, je l'ai assez dit dans plusieurs de mes lettres; il ne manquerait pas chaque jour de belles occasions pour se retirer, si ce n'était la question d'honneur, car l'occasion ne sera jamais si belle, — à moins qu'on ne fût décidé à combattre du côté du parlement (pour ma part, j'aimerais mieux être pendu), — qu'on n'attribuât votre retraite à la peur. Si l'on pouvait trouver un expédient pour sauver le point d'honneur, je ne demeurerais pas une heure ici. » A cet esprit chagrin je préfère la tristesse du chevalier maréchal sir Edmund Varney, qui devait représenter aussi les sentimens de plusieurs de ses compagnons d'armes. Sir Edmund Varney était un brave gentilhomme, universellement aimé. Après la levée de l'étendard, il disait à Hyde, à Nottingham : « Je suis heureux de vous voir, au milieu des angoisses qui oppressent l'esprit de tant de gens, conserver encore votre vivacité naturelle et votre bonne humeur. Vous connaissez mieux que personne la condition du roi et celle du parlement; aussi j'espère que vous pourrez procurer à ses amis quelque consolation qui relève leurs esprits. Quant à moi, ajoutait-il en souriant, je voudrais de grand cœur faire comme vous; mais

ma situation est pire que la vôtre et justifie bien la mélancolie qui, je l'avoue, me possède. Vous croyez dans votre conscience que vous êtes dans le droit chemin, que le roi ne doit pas accorder ce qu'on lui demande : vous faites donc ensemble votre devoir et votre affaire. Moi, je n'aime pas cette querelle; je désire cordialement que le roi cède ce qu'on lui demande, de sorte que ma conscience n'est engagée que par l'honneur et par la gratitude à suivre mon maître. J'ai mangé son pain et l'ai servi près de trente ans : je ne voudrais pas commettre la bassesse de l'abandonner; j'aimerais mieux perdre la vie, ce que je ferai certainement. » Sir Edmund Varney fut aussi bon que sa parole, et se fit tuer, deux mois après cette conversation, à la bataille d'Edgehill.

Au reste, dans le camp des parlementaires, il y avait aussi quelques esprits modérés, mais plus hardis, qui osaient blâmer ouvertement la voie où s'engageaient les communes, qui auraient voulu qu'on acceptât les dernières propositions du roi, qui s'efforçaient de détourner la guerre civile. Sir Benjamin Rudyard, dans un mâle discours, disait aux communes, après avoir énuméré les priviléges qui venaient de leur être concédés : « Si l'on vous avait dit, il y a trois ans, que vous auriez tout cela, vous l'auriez regardé comme un rêve de bonheur; cependant nous l'avons maintenant, et nous n'en voulons pas jouir. Nous demandons de nouvelles garanties, tandis que les choses que nous possédons sont des garanties convenables, suffisantes et qui s'assurent les unes les autres..... Nous obtiendrions tout ce que nous poursuivons que nous ne pourrions jamais atteindre à une garantie mathématique. Toute précaution humaine est exposée à la corruption et à la défaillance. La providence de Dieu ne sera jamais liée; à elle appartient le succès final. Monsieur l'orateur, il nous convient d'évoquer tout ce que nous avons de sagesse en nous, car nous sommes au bord de la combustion et de la confusion. Si le sang commence une fois à toucher le sang, nous tomberons présentement dans une misère certaine, attendant un succès incertain, Dieu sait quand et Dieu sait quoi. » Whitelocke annonçait au parlement les conséquences de la guerre avec des accens de prophète : « Nous allons livrer nos vies aux mains d'insolens mercenaires, dont la violence et la rage se rendront maîtresses de nos personnes et de nos biens, et la raison, l'honneur, la justice, quitteront notre pays. L'ignoble gouvernera le noble, la bassesse sera préférée à la vertu, le sacrilége à la piété. D'un peuple puissant nous ferons de nous un peuple faible, et nous serons les instrumens de notre ruine : nous brûlerons nos propres maisons, nous dévasterons nos propres champs, nous pillerons nos propres biens, nous ouvrirons nos propres veines, nous mangerons nos propres entrailles. Le résultat de la guerre civile, c'est la rage du feu et du

sabre, et la domination des brutes. » On voit que les sages conseils et les prédictions infaillibles ne manquèrent jamais aux peuples ivres de leur souveraineté, et ne les ont jamais empêchés de faire des sottises et de commettre des crimes.

Les discours de Rudyard et de Whitelocke n'eurent donc aucune influence sur le parlement. Un loyaliste, sir Henry Killigrew, qui avait voulu rester à la chambre des communes jusqu'au bout, leur adressa les seules paroles qui pussent aller à un auditoire si têtu. On lui demanda ce qu'il pensait de « la bonne cause, » comme cela s'appelait en jargon parlementaire : « Je pense, répondit-il, que, lorsque je verrai le moment venu, je me procurerai un bon cheval, une bonne cotte de buffle, une bonne paire de pistolets, et alors je ne ferai point de question, mais je saurai trouver une bonne cause. » Voilà le tempérament du plus grand nombre des cavaliers. Une fois la guerre déclarée, ils ne pensèrent plus qu'à trouver de bons chevaux, de bonnes armes, de bons équipemens pour eux et pour leurs tenanciers. Les riches firent des levées à leurs frais, les pauvres apportèrent leur courage et leur épée, et tous, électrisés par la martiale ardeur de Rupert, ne demandèrent plus qu'à se mesurer avec l'ennemi.

Cet ennemi les appelait eux-mêmes les *malignans;* il n'y avait sorte d'accusations d'impiété, de débauche, de brigandage, que le puritanisme ne leur envoyât. Ces imputations ont laissé leur rouille sur la mémoire des cavaliers; parce que ces vaillans hommes étaient élégans ou bons vivans, il a coulé de source qu'ils avaient le monopole de tous les vices. C'est faux. Il y avait sans doute parmi les cavaliers des hommes de mœurs faciles et molles comme le brillant marquis de Newcastle, qui commanda les forces royales dans le nord de l'Angleterre. C'était un grand seigneur poli, lettré, luxueux, sensuel; mais il quitta noblement la vie de plaisir dont il jouissait au milieu d'une fortune immense, et à laquelle rien autre ne l'aurait pu arracher, lorsqu'il vit le roi dans le malheur, déserté par un trop grand nombre de ceux qu'il avait obligés. Il y avait des flatteurs et des intrigans de cour, comme lord Digby; ce fut le dernier et le plus fatal des favoris de Charles; il réunissait, dit M. Warburton, la grace et l'inquiétude de Buckingham, l'éloquence et l'humeur impérieuse de Strafford, l'esprit d'intrigue et l'incompétence militaire d'Hamilton; il devint l'amer ennemi de Rupert. Il y avait des hommes corrompus à fond qui cachaient toutes les trahisons sous toutes les graces, comme ce lord Goring, si séduisant, que Clarendon a écrit qu'il ne pouvait y avoir de honte à l'aimer ou à se laisser tromper par lui, si vicieux, que Saint-Simon n'aurait pas manqué de l'appeler le plus solidement malhonnête homme de son siècle. Il y avait des rufians, comme le colonel Lunsford et ces officiers de fortune qui avaient apporté du continent toutes les licences de la

vie militaire; c'était aussi la faute du temps : « Il n'y a pas eu de siècle, dit Clarendon, où un si grand nombre de jeunes gentilhommes, qui n'avaient pas d'expérience ou d'ange gardien, aient été engloutis dans cette mer de vin et de femmes, de duels et de jeu, qui déborda sur tout le royaume; » mais il y avait aussi parmi les cavaliers des hommes d'une irréprochable décence de mœurs et d'une probité intacte, comme le duc de Richmond, le marquis de Hertford, le comte de Northampton, et des milliers de gentilshommes du métal de ce sir Bevill Grenvil dont on a vu plus haut les façons de sentir et de faire.

Les révolutionnaires d'aucun temps n'ont ri ou su rire; aussi n'ont-ils jamais pardonné à leurs adversaires leur bonne grace et leur charmante humeur, et, par envie et par colère, les ont-ils toujours accusés de corruption. Le cavalier était gai; le tête-ronde était sombre. D'où venait la gaieté du cavalier? Sa situation n'était pas gaie; tous les périls de la guerre, sauf celui de la vie, étaient exclusivement pour lui; il ne pouvait rien gagner à la victoire, il perdait tout à la défaite. Les royalistes firent à leur cause des sacrifices inouis. Le marquis de Newcastle dépensa plus de sept cent mille livres sterling pour le roi; le marquis de Worcester un million sterling : si l'on veut avoir une idée de l'énormité de ces sommes dans notre temps, il faut au moins les multiplier par trois. Le cavalier n'eut d'abord, pour se monter le cœur, que l'orgueil de sa race et la tradition chevaleresque. Les premiers et brillans succès de sa cause confirmèrent en habitude cette confiance intérieure; l'héroïsme du désespoir en entretint encore l'apparence quand vinrent les irréparables revers. Dans la victoire et dans la défaite, le cavalier eut la bonne humeur de l'homme qui s'est dit à lui-même le mot que l'archevêque Turpin dit à Olivier dans la chanson de Roland : « Méprise ta vie et ta mort. » Donc il rayonnait sur son cheval de bataille, un grand cheval flamand à forte membrure, comme ceux que fait Wouvermans. Il secouait galamment, sous la plume de son chapeau ou le fer de son heaume, ses longs cheveux où flottait la boucle d'amour, et qui venaient onduler sur son col de capricieuse dentelle. Il croisait avec orgueil sur sa cotte de buffle ou sur sa cuirasse luisante la grande écharpe brodée par une main chérie et le riche baudrier où pendait sa longue épée. Il riait surtout, rien qu'à voir l'accoutrement de ces marauds de puritains. D'où venait à ceux-ci leur triste figure? Les meilleurs, les patriotes et les fanatiques, croyaient être les instrumens de Dieu, élus de toute éternité pour fonder le règne des saints sur la terre; les pires, les cupides et les hypocrites, avaient en perspective le pillage des riches manoirs de la noblesse et des « maisons à clocher, comme ils disaient, des prêtres de Baal. » C'était de quoi s'éjouir. Pourtant les têtes-rondes grimaçaient la tristesse à faire peur ou à faire rire. Toute leur façon était farouche et ré-

barbative. Eux qui détestaient les clochers au sommet des vieilles églises, ils en portaient sur leurs têtes sous forme de chapeaux pointus. Ils s'allongeaient la figure par piété et la prolongeaient au moyen d'un mince rabat tel que ceux que portent nos prêtres. Comme ils avaient horreur des boucles d'amour, ils se tondaient ras. Ils cachaient leur linge, portaient des vêtemens sombres, étroits, serrés, courts. Au lieu du haut-de-chausses large et frangé du cavalier qui s'immergeait richement dans la botte, le tête-ronde arrêtait maigrement sa culotte au genou. Ces personnages raides, moroses, nasillards, paraissaient grotesques aux cavaliers dans le commencement de la guerre surtout, lorsque ceux-ci les voyaient fuir devant eux, ce qu'ils faisaient toujours dans les premières rencontres; mais, plus tard, quand ces maladroits eurent acquis la discipline que les cavaliers dédaignèrent, quand ils furent transformés en cuirassiers irrésistibles et impénétrables, quand ils devinrent les « côtes de fer » de Cromwell, ou les « homards » de Hazelrig, un poète cavalier disait : « Ces hommes qui reniflent des psaumes se battent comme des diables. »

En dépit de la sévérité de leur habit et de l'affectation de leurs postures, les têtes-rondes étaient infectés des vices qu'ils reprochaient le plus à leurs joyeux adversaires. Ils avaient aux premiers rangs de leur sainte congrégation des impies, des débauchés, tels que Pym, Marten, Wharton, Warwick, Pembroke. Rien n'est curieux et instructif comme de les voir se juger les uns les autres lorsqu'ils eurent détruit les fils de Bélial et dépouillé les prêtres de Baal. Voici comme Denzil Holles parle de ses anciens associés : « Les plus médiocres des hommes, les plus bas et les plus vils de la nation, ont pris le pouvoir dans leurs mains. Ils ont foulé aux pieds la couronne, bafoué le parlement, supprimé la noblesse et la *gentry*, opprimé les libertés du peuple en général, rompu tous les liens de religion, de conscience, de foi, de devoir, de loyauté et de bonnes mœurs, rejeté toute crainte de Dieu et de l'homme : faisant de leur volonté leur loi, de leur pouvoir leur règle; élevant, pour fin de leurs actions, une Babel de confusion. » Un autre zélé parlementaire, Clément Walker, écrivait : « La cupidité, agissant sur la fragilité humaine des chefs et des orateurs des chambres, les entraîna à mêler au bien public leurs intérêts particuliers et leur ambition. Ils ont monopolisé les profits et les places. Lorsqu'il est question de donner quelque bénéfice ou quelque emploi, on voit un indépendant puissant le demander pour un presbytérien, ou un presbytérien influent pour un indépendant : c'est ainsi qu'ils se partagent la république. » L'honnête Fairfax, le général parlementaire, écrivait en 1648 : « Hélas! quand ma pensée se reporte sur les tristes conséquences que des hommes rusés et ambitieux ont données à ces premières et innocentes entreprises, je suis prêt à perdre la confiance

que j'avais mise en Dieu, et à dire avec Job : « Pourquoi ne suis-je point mort? » Les graces que nous avions reçues ont été bientôt obscurcies d'hypocrisies abominables, même dans les hommes qui avaient contribué à terminer cette guerre. Les factieux ont accompli leur dessein d'élever leur propre fortune sur la ruine publique. » Sir Harry Vane parle à peu près sur le même ton et accuse Cromwell d'être « l'Achan qui s'est emparé de la chose maudite; » mais c'est Cromwell qui nous a laissé le meilleur signalement de ces hommes, lorsqu'il chassa le parlement croupion, et que, voyant déguerpir les meneurs, il les marquait au passage d'une flétrissure immortelle : Henri Marten licencieux parmi les femmes, Peter Wentworth adultère, l'alderman Allen concussionnaire, Challoner ivrogne, Whitelocke prévaricateur, et sir Harry Vane!... Arrivé à lui, Cromwell, comme s'il avait épuisé le vocabulaire du vice, s'écria : « Que le Seigneur me délivre de sir Harry Vane! » Ainsi les démagogues anglais devaient porter la peine de leurs hypocrisies et de leurs crimes. Ils avaient déchaîné, avec l'esprit de secte, la convoitise universelle; ils avaient par trahison livré le pouvoir à la populace; d'autres, plus méchans ou plus fous qu'eux, lui dirent, comme le Jack Cade de Shakspeare : « Nous mettrons le royaume en commun. C'est pour la liberté. Nous ne laisserons pas subsister un seul lord, un seul gentilhomme; n'épargnez que ceux qui portent des souliers ferrés. » Le vertueux Hampden était mort à temps pour ne point perdre ses illusions libérales; Pym était mort à temps pour échapper aux vengeances populaires; il avait pu entendre les tricoteuses de Londres crier à la porte de la chambre des communes : « Donnez-nous le traître Pym, donnez-nous ce chien de Pym, que nous le mettions en pièces! » Il fallait que la force vînt mettre le holà dans cette anarchie, « la force, dit le grand historien Hallam, arbitre suprême des disputes humaines. » C'était l'heure de Cromwell.

III.

Le prince Rupert arrivé auprès du roi, les choses prirent rapidement une tournure favorable aux cavaliers. Rupert n'eut point d'abord le commandement nominal de l'armée royale, qui fut donné au vieux comte de Lindsey; il avait pourtant la direction réelle des affaires militaires, ne recevait d'ordres que du roi, et c'était à lui que tous les cavaliers demandaient l'élan et la victoire. Sir Philip Warwick, le Froissard des cavaliers, explique le secret de cette influence par un mot français (la chose étant surtout française) : « Rupert étoit toujours soldat. » Il avait parmi les chefs de l'armée royale un autre trait particulier. Étranger à l'Angleterre, n'y tenant que par sa parenté avec Charles Ier, aucun préjugé, aucune considération, aucun intérêt per-

sonnel ne se plaçaient entre l'intérêt du roi et le sien. De la sorte, il demeura éloigné des intrigues qui ne cessèrent malheureusement de déchirer la cour de Charles.

Entre les premiers témoignages de la confiance que Rupert inspira tout de suite aux cavaliers, je trouve avec plaisir une lettre de la comtesse de Derby, écrite en français. La comtesse de Derby était une La Trémouille : elle fut une des héroïnes de cette guerre. Voici ce que la Vendéenne anglaise disait à Rupert, à peine arrivé à Nottingham :

« MONSEIGNEUR,

« Il n'y a personne qui ait eu plus de joie de votre arrivée en ce pays que moi, et qui ait plus craint les dangers que vous pourriez courir par le comte de Warwick, dont Dieu vous a délivré, j'espère, pour le service du roy et le bien de ce royaume, qui sera bien misérable depuis l'approche de la révolte, et que l'on fait courir le bruit de quelque retraite des gens de sa majesté. Cela a enflé le courage des séditieux tellement que je ne crois pas que l'on les puisse désarmer, s'il ne plaisoit au roy d'envoyer quelques compagnies de cavalerie en cette province, qui seroit un grand avantage pour le service de sa majesté. Par ce moyen, l'on n'aura besoin de retenir ces compagnies de cavalerie que pour fort peu de temps, et l'on pourroit lever et armer des gens de pied pour le service du roy, ce que je crains ne se pourra faire sans cela, car l'on aura assez affaire de se défendre des ennemis de dedans notre pays, et je ne sais comment s'y peut demeurer avec sûreté sans cette assistance, qui pourra servir à assurer toutes ces provinces à sa majesté, ce qui ne sera pas de peu de conséquence. Pardonnez à ma liberté et à la hardiesse que je prends; mais l'honneur que j'ai de vous appartenir la donne, et j'espère tout en votre générosité que vous avancerez cette affaire avec le plus de diligence que ce pourroit être.

« Votre très humble et très obéissante servante,

« CHARLOTTE DE LA TRÉMOUILLE.

« A Ladom, ce 31 d'oust 1641.

« *A monseigneur, monseigneur le prince Ruper.* »

Le parlement avait mis à la tête de ses troupes le comte d'Essex. Rupert, s'étant un peu approché avec sa cavalerie de l'armée du comte, lui envoya un trompette avec la lettre suivante. Ce défi à la manière des temps chevaleresques montre le caractère de Rupert et ouvre dignement la campagne.

« MYLORD,

« J'apprends que vous êtes général d'une armée envoyée, de l'accord des deux chambres du parlement, sous prétexte de soumettre quelques personnes *malignantes* dans ces quartiers; mais nous craignons que vous ne visiez à un pouvoir plus haut, à savoir, la souveraineté. Si tels sont vos desseins, donnez-m'en le moindre avis, et je serai prêt, pour l'aide du roi, à vous rencontrer en un lieu choisi, à Dunsmore-Heath, le 10 octobre prochain. Ou, si vous pensez que ce soit trop de peine et de dépense de mener là vos forces, je suis disposé, pour ma part, à recevoir de vous, à votre gré, satisfaction particulière en un

duel singulier. S'il vous plaît d'accepter cette offre, vous ne me trouverez pas lent à tenir ce que j'ai dit ou promis. Je sais ma cause si juste que je ne crains rien; car ce que je fais est agréable à la fois aux lois divines et humaines, — défendant la vraie religion, la prérogative d'un roi, le droit d'un oncle, la sûreté d'un royaume.

« J'ai tout dit, et le surplus que vous pouvez attendre de moi vous sera dit sur un champ plus large qu'une petite feuille de papier, et ce par mon épée et non par ma plume. En attendant, je suis votre ami jusqu'à notre prochaine rencontre.

« RUPERT. »

Comme on pense bien, le comte d'Essex n'amena point ses troupes au rendez-vous et y vint encore moins de sa personne. Rupert l'alla chercher. Il eut une brillante affaire près de Worcester, où il chargea et enfonça la meilleure cavalerie des têtes-rondes. Ce début donna une vive confiance aux cavaliers. Notre vieille connaissance, sir Bevill Grenvil, écrivait à cette occasion à sa femme, — à sa meilleure amie, lady Grace Grenvil : « Le vaillant prince Rupert marche glorieusement au service de son oncle; il a donné un autre coup à l'ennemi plus grand que le premier, et a détruit leur cavalerie avec la sienne, de sorte que le grand *cuckold* (il veut parler d'Essex, je n'ose traduire le mot) est forcé de s'abriter avec ses gens de pied derrière les murs de Worcester... J'espère que nous reverrons bientôt de bons jours. » En ce temps-là, les forces royales se réunirent à Shrewsbury. Elles étaient encore très imparfaitement armées et équipées, tous les magasins et arsenaux militaires étant au pouvoir du parlement. Charles passa ses recrues en revue. On se préparait à une bataille décisive. Le prédicateur du roi, le docteur Symmons, prononça devant l'armée une admirable exhortation par laquelle on peut voir l'esprit vraiment chrétien qui animait les cavaliers. Le docteur Symmons s'adressait aux deux classes du parti, les licencieux à la façon de Lunsford, les cœurs généreux à la manière de Falkland. Aux premiers il disait : « Hélas! vaillans gentilshommes et chrétiens, vous savez tous qu'il y a trop et de trop grandes raisons données par quelques-uns d'entre vous à nos ennemis pour dire du mal de nous; c'est pourquoi je vous prie, dans la crainte de Dieu, de vous montrer dignes d'être employés par lui. Vous qui êtes chefs, je vous demande de punir plus strictement le péché, conformément aux ordres militaires prescrits par sa majesté sacrée, votre religieux maître. » Aux seconds, il adressait ces nobles paroles : « Un parfait cavalier est un enfant de l'honneur. Il est l'unique réserve de l'honneur et de la valeur anglaise, et il a mieux aimé s'ensevelir lui-même dans une tombe d'honneur que de voir la noblesse de sa nation mise en vasselage, la dignité de son pays subjuguée ou obscurcie par un vil ennemi domestique ou par un étranger autrefois

vaincu. Peut-être attendez-vous maintenant que, par manière d'usage, je vous excite à être cruels; mais, nobles gentilshommes et soldats, si je faisais cela, j'oublierais moi-même que je suis un ministre du prince de merci et un sujet du plus miséricordieux des rois, dont la douce et gentille nature étant aimée et admirée de nous tous, aussi nous devons nous efforcer de l'imiter. Et je bénis Dieu de ce que je n'ai jamais parlé encore ce langage de tuerie, de massacre et de destruction dans lequel les ministres du parti rebelle sont si experts. Je n'ai jamais osé exciter les hommes à se battre pour le sang. L'esprit de l'Évangile n'est point un esprit sanguinaire. » Le prédicateur concluait en recommandant aux cavaliers la clémence, en les exhortant à ne pas jurer, et à punir les blasphémateurs d'amendes, avec lesquelles il les engageait à procurer des soulagemens aux pauvres prisonniers rebelles. Quel contraste avec les déclamations forcenées de la plupart des prédicans têtes-rondes! En lisant cette noble définition du cavalier, je me ressouviens de ce gentilhomme français du XVIe siècle, « dont les faits et la parole avoient toujours cheminé par un chemin, qui n'eust jamais intelligence ny amitié avec les ennemis du roy son maistre, » et ne demandait qu'à mourir « avec ceste belle robbe blanche de fidélité et loyauté. »

Les puritains étaient plus fanatiques, ils n'étaient pas plus religieux que les cavaliers. Ils avaient la déclamation et le jargon de la piété, le *rant* et le *cant*. M. Warburton leur attribue l'origine de ce mot odieux, qui fut d'abord le nom de deux de leurs plus furibonds théologiens. Ils souillèrent leur cause par d'impies sacriléges; ils profanèrent les églises avec une brutalité d'iconoclastes ou de musulmans. Quelquefois, sous ces vieilles nefs gothiques envers lesquelles l'Angleterre est demeurée si pieuse, ils baptisaient des chevaux en moquerie. Dans plusieurs églises, ils ouvrirent les tombes et jetèrent au vent les ossemens des morts. A Sudeley, ils firent du sanctuaire un abattoir, coupèrent des carcasses de bœufs sur la sainte table et en jetèrent les tripes dans la voûte des Chandos. Dans la glorieuse abbaye de Westminster, sous les yeux du parlement, les soldats s'asseyaient sur l'autel, buvant et fumant. Partout ils brisaient les vitraux coloriés, renversaient ou mutilaient dans leurs niches les saints de pierre, mettaient les orgues en pièces pour en vendre les matériaux, ou les transportaient dans les tavernes pour la musique de leurs orgies. Les chefs s'enrichirent des dépouilles des églises; sir Arthur Hazelrig s'empara d'une si grande quantité de biens ecclésiastiques, qu'on l'appelait l'évêque de Durham. Cependant les têtes-rondes allaient au feu en chantant des psaumes. Les cavaliers, avec moins d'affectation, priaient aussi avant le combat. Un de leurs chefs, sir Jacob Astley, prononça à la bataille d'Edgehill une des plus belles prières qui soient jamais parties d'un cœur de soldat : « O Seigneur, s'écria-t-il, tu sais combien je vais avoir

de besogne aujourd'hui; si je t'oublie, ne m'oublie pas. » Puis, se tournant vers ses hommes : « Enfans, dit-il, en avant! » Cette invocation fait penser à celle de La Hire : « Mon Dieu, je voudrais que tu fisses pour moi ce que je voudrais faire pour toi, si tu étais La Hire et si La Hire était toi. » Il me semble que la piété militaire des cavaliers devait être de la même famille que celle de notre Montluc, lequel eut pareillement affaire à des têtes-rondes. Ce vieux capitaine, qui écrivait ses mémoires après avoir porté les armes cinquante-cinq années, qui, ayant été soldat, était devenu maréchal de France, qui s'était trouvé, je crois, en mille et cinquante et un faits de guerre, « me voyant stropiat presque de tous mes membres, d'arquebuzades, coups de picque et d'espée, et à demy inutile, sans force et sans espérance de recouvrer guérison de ceste grande arquebuzade que j'ay au visage, » Montluc racontait ceci : « Encore que j'aye eu des imperfections et des vices, et ne sois pas sainct non plus que les autres (les huguenots en ont leur part, quoiqu'ils facent les mortifiez), si est-ce que j'ay toujours mis mon espérance en Dieu.... Et plusieurs fois je puis dire avec la vérité que je me suis trouvé, en voyant les ennemis, en telle peur que je sentois le cœur et les membres s'affoiblir et trembler (ne faisons pas les braves, l'appréhension de la mort vient devant les yeux); mais, comme j'avois fait mon oraison à Dieu, je sentois mes forces revenir. Elle étoit ainsi, l'ayant dès mon entrée aux armes apprise en ces mots : — Mon Dieu qui m'as créé, je te supplie, garde-moi l'entendement, afin qu'aujourd'huy je ne le perde, car tu me l'as donné et ne le tiens que de toy. Que si tu as aujourd'huy déterminé ma mort, fais que je meure en réputation d'un homme de bien, laquelle je recherche avec tant de périls. Je ne te demande point la vie, car je veux tout ce qu'il te plaist. Ta volonté soit faite, je remets le tout à ta divine bonté. — Puis, ayant dit mes petites prières latines, je promets et atteste devant Dieu et les hommes que je sentois tout à coup venir une chaleur au cœur et aux membres, de sorte que je ne l'avois pas achevée que je ne me sentisse tout autre que quand je l'avois commencée. »

Je n'essaierai point de suivre l'histoire de la guerre civile : les trois gros volumes de M. Warburton ne suffisent même pas à la narration complète et à la description des actions militaires de Rupert et des cavaliers. Ce fut une guerre de partisans, la petite guerre telle que, sur le continent, on la pratiquait encore le plus souvent au XVIe siècle, mais comme on ne la faisait presque plus au XVIIe. Pour en avoir une idée, puisque j'ai nommé Montluc tout à l'heure, il faut lire ses *Commentaires*. — Ce sont combats, rencontres, escarmouches, embuscades, rarement batailles, petits siéges, assauts, escalades, prises ou surprises de places (mais rarement bien fortifiées), défenses des assaillies et assiégées. — Dans les grandes affaires qui décidèrent de la fortune de Charles Ier, les deux partis mettaient rarement en présence quinze ou

vingt mille hommes. Dans ces occasions, au commencement, les troupes royales obtinrent presque toujours l'avantage; mais, même dans celles où elles eurent le dessous, les choses se passaient presque toujours de la façon que voici : l'aile de l'armée que commandait Rupert, son chef en tête, enfonçait l'aile opposée de l'ennemi; l'aile des têtes-rondes où se trouvait un grand chef parlementaire, Hampden, Fairfax ou Cromwell, culbutait les cavaliers qu'elle avait en face. La plupart du temps, on pouvait résumer ces affaires comme le fit un jour un des soldats de cette guerre : *Victor uterque fuit, victus uterque fuit.* Cependant, à la fin, les cavaliers se trahissant eux-mêmes par leur impétuosité, les têtes-rondes se fortifiant par la discipline, l'avantage resta à ces derniers. Les charges des cavaliers de Rupert se terminaient en fantasias arabes; il était impossible de les rallier pour les ramener sur le champ de bataille. Ils excellaient dans les surprises, dans les coups de main, dans les reconnaissances. En son beau livre sur Cromwell, Carlyle peint, avec ses pittoresques hachures, cette fougue des cavaliers secondant si bien la fougue de Rupert : « Toute l'Angleterre est en feu, mais un feu sombre, et tout le pays se tord en un sombre conflit, souffrant mainte détresse. Et des quartiers de sa majesté, par momens darde, tantôt ici, tantôt là, à travers la noire fumée, un vif, ardent prince Rupert, comme un éclair de flamme soudaine. » Cette impétuosité, cet imprévu d'éclair et de tonnerre, inspiraient une terreur profonde et mystérieuse aux têtes-rondes, principalement à ceux des villes et aussi aux bourgeois de Londres, que Rupert alla un jour effrayer jusqu'à Windsor. La légende populaire rendait surtout formidable le manteau rouge que Rupert endossait en certaines occasions, et son chien, auquel les têtes-rondes ne comprenaient pas que les cavaliers pussent porter des santés, à moins qu'il ne fût le diable. Ce furent les guérillas royalistes qui firent le plus de mal aux parlementaires. Ces expéditions avaient un air romanesque qui ravivait sans cesse l'ardeur des cavaliers; c'était aussi un moyen d'alimenter leurs ressources, d'exercer des représailles et de tenir de loin en respect des populations hostiles. Ordinairement, au coucher du soleil, les trompettes sonnaient au camp, et des poignées de cavaliers, des troupes de *sallades,* allaient battre un pays rebelle. Souvent, au milieu de la nuit, les pavés de quelque petite ville isolée résonnaient du piétinement d'une cavalcade. Les bourgeois, éveillés en sursaut, passaient sous la guillotine des fenêtres leurs museaux barbouillés de sommeil et de peur. Le maire, les aldermen, arrachés à leur lit, les hauts-de-chausses mal attachés sur la bedaine, venaient comparaître devant le chef de la bande qui les sommait de fournir immédiatement de l'argent, des munitions ou des vivres, et quelquefois les emmenait au quartier général, montés en croupe derrière ses soldats. Avant la petite pointe du jour, les cavaliers avaient disparu, ou l'on voyait à peine à l'horizon

scintiller, sur le dos d'une colline, les derniers reflets de leurs armures. C'est ainsi qu'ils interceptaient des convois, surprenaient des avant-postes ou tombaient sur des arrière-gardes. Leur façon de vivre, M. Warburton la décrit au moyen d'une peinture analogue empruntée aux *Mémoires* de Bussy-Rabutin : « Quand l'armée marche, nous travaillons comme des chiens; quand on séjourne, il n'y a pas de fainéantise égale à la nôtre. Nous poussons toujours les affaires à l'extrémité. On ne ferme pas l'œil trois ou quatre jours durant, ou bien on est trois ou quatre jours sans sortir du lit. On fait fort bonne chère ou l'on meurt de faim. »

Pendant la première période de la guerre, avant que les troupes parlementaires fussent commandées par des généraux fanatiques, il y avait quelquefois entre les deux partis des courtoisies chevaleresques. Dans l'ouest, sir Ralph Hopton pour le roi, sir William Waller pour le parlement, furent presque toujours en présence. Ils étaient amis. Au début des hostilités, sir William Waller écrivit cette belle lettre à sir Ralph Hopton : « Mon affection pour vous est si immuable, que la guerre elle-même ne peut violer l'amitié que je porte à votre personne; mais je dois être fidèle à la cause où je sers. La vieille limite *usque ad aras* tient encore. Le grand Dieu, qui est le témoin de mon cœur, sait avec quelle répugnance je vais à ce service et avec quelle haine parfaite je regarde une guerre où je ne vois point d'ennemis; mais je la considère comme *opus Domini*, c'est assez pour faire taire toute passion en moi. Que le Dieu de paix, en son bon temps, nous envoie la paix et nous rende propres à la recevoir ! Nous sommes tous deux sur la scène, et nous devons jouer les rôles qui nous sont assignés dans cette tragédie. Faisons-le dans le chemin de l'honneur et sans animosités personnelles. » Hopton battit plusieurs fois son ami Waller. Dans une de ces victoires périt l'excellent sir Bevill Grenvil, en ramenant pour la troisième fois son régiment à la charge. On a vu le défi que le prince Rupert avait envoyé tout d'abord à Essex. Il lui écrivit un jour « pour lui demander le nom d'un gentilhomme qui, poursuivant des cavaliers avec ardeur, fut rencontré par O'Neale et un autre grand soldat : il se battit avec les deux, logea une balle dans la cuisse d'O'Neale, démonta l'autre gentilhomme; mais, une troupe de cavalerie royale venant à leur rencontre, il fut obligé de battre en retraite. La modestie de cette personne est telle qu'il semble qu'elle désire se faire connaître par ses actions plutôt que par son nom, car on ne sait qui elle est. » Ne dirait-on point dans un tournoi le chevalier vainqueur qui ne veut pas lever sa visière? Les fanatiques ne connaissaient pas cette galanterie militaire. Quand le colonel Bagot commandait à Lichfield pour les cavaliers, il reçut un jour ce défi brutal d'un capitaine Hunt, qui commandait à Tamworth pour les parlementaires : « Bagot, toi, fils d'une Égyptienne, rencontre-moi à moitié chemin, entre Lichfield et Tamworth, si tu

l'oses. Sinon je te cravacherai partout où je te rencontrerai. » Bagot ne manqua pas au rendez-vous, battit ce malotru, et peu s'en fallut qu'il ne le fît prisonnier.

Durant toute la guerre, la conduite personnelle de Charles Ier fut noble et généreuse. Il fut souvent sur le champ de bataille. A la dernière bataille de Naseby, il se serait fait tuer, si quelques-uns de ses serviteurs n'eussent arrêté son cheval par la bride : aussi bien Cromwell avait déjà dit, au scandale même d'un grand nombre de révolutionnaires, que, s'il rencontrait Charles au combat, il lui déchargerait son pistolet dans la tête comme au premier venu. A la bataille d'Edgehill, la première que livra son armée, Charles, avant l'action, passa au front de ses troupes dans une brillante armure et leur adressa ces belles et confiantes paroles : « Si ce jour nous est prospère, nous serons tous heureux d'une glorieuse victoire. Votre roi est à la fois votre cause, votre querelle et votre capitaine. L'ennemi est en vue. Faites voir vous-mêmes que vous n'êtes pas un parti *malignant*, et montrez avec vos épées ce que vous avez en vous de courage et de fidélité. J'ai écrit et déclaré que j'entends toujours maintenir et défendre la religion protestante, les droits et priviléges du parlement et la liberté du sujet, et maintenant je vais prouver mes paroles par l'argument de l'épée. Que le ciel montre sa puissance par la victoire de ce jour et me déclare juste et, autant que roi légitime, roi aimant pour mes sujets. Le meilleur encouragement que je vous puisse donner est celui-ci : Que vienne la vie ou la mort, votre roi vous tiendra compagnie et toujours gardera ce champ, cette place et le service de ce jour dans son reconnaissant souvenir. » Malheureux roi ! la première année de la guerre civile lui fut favorable : il espérait rentrer dans la plénitude de son autorité royale, et il appréhendait en quelque sorte sa victoire. « J'avais peur, a-t-il écrit dans l'*Icon Basilicon*, de la tentation d'une conquête absolue, et je n'ai jamais demandé la victoire sur mes ennemis avec plus de ferveur que la victoire sur moi-même. La première m'a été refusée et la seconde accordée; Dieu a vu que c'était le meilleur pour moi. » Pendant ces années agitées, il passait tour à tour, suivant la mobilité de son ame indécise, de la confiance à l'abattement, du désespoir à une foi superstitieuse. Parfois il lisait de funestes présages dans de futiles circonstances. Un jour qu'à Oxford, dans la ville de la religion et de la science, il s'abandonnait, avec lord Falkland, à une de ces flaneries littéraires qui étaient leurs délices à tous deux, il eut l'idée de chercher son horoscope dans Virgile, de consulter les *Sortes Virgilianæ*. En ouvrant l'Énéide, il tomba sur l'imprécation de Didon.

At bello audacis populi vexatus et armis,
Finibus extorris; complexu avulsus Juli,
Auxilium imploret, videatque indigna suorum

Funera; nec, quum se sub leges pacis iniquæ
Tradiderit, regno aut optata luce fruatur :
Sed cadat ante diem mediaque inhumatus arena.

Lord Falkland, voyant le roi ému de cette prophétie de hasard, prit le volume en riant, et promit d'y trouver le démenti; il l'ouvrit sur ce vers du neuvième livre : « Je t'ai averti, mais en vain. » La mélancolie de Charles redoubla. D'autres fois, quand ses amis les plus fermes désespéraient de sa cause, il s'y cramponnait avec une religieuse confiance. Après les défaites de Marston-Moor et de Naseby, Rupert lui donna le conseil de traiter à tout prix avec le parlement; Charles lui écrivit : « Si j'avais une autre querelle que la défense de ma religion, de ma couronne et de mes amis, vous auriez pleinement raison. Comme chrétien, cependant, je dois vous dire que Dieu ne souffrira point que des rebelles prospèrent ou que cette cause soit détruite; quelle que soit la punition personnelle qu'il lui plaira de m'infliger, rien ne m'arrachera une plainte et ne me fera encore moins déserter la lutte. » Puis, à la veille ou au lendemain des plus grands désastres, lorsqu'on le croirait déchiré des angoisses les plus terribles, il s'oublie avec une insouciance bien digne du roi des cavaliers dans les plus pacifiques amusemens. Deux jours avant la bataille de Naseby, au moment où il allait se heurter aux avant-postes de Fairfax, la plupart de ses officiers et lui chassaient. Après cette bataille, qui détruisit son armée, il se réfugia dans le grand vieux château du marquis de Worcester, Ragland-Castle. Le fidèle et généreux marquis l'y reçut avec la plus magnifique splendeur de l'hospitalité féodale. Toute la noblesse du pays de Galles vint former une cour autour du roi fugitif. « Là, dit Walker, sa majesté demeura trois semaines, et, comme si le génie de ce lieu eût conspiré avec nos destinées, nous nous y endormîmes tous dans les *sports* et dans les fêtes; on eût dit qu'il n'y avait point de couronne en jeu et en péril d'être perdue. »

La fortune commença de devenir contraire à Charles Ier lorsque sa femme Henriette-Marie le fut venue rejoindre. Dans l'oraison funèbre de cette princesse, Bossuet, ce héros de la parole, a exprimé en une phrase d'une divine délicatesse l'empire attrayant qu'elle exerça sur l'ame aimante de Charles : « Ce grand Dieu avait préparé un charme innocent au roi d'Angleterre dans les agrémens infinis de la reine son épouse. » Le grand évêque se faisait illusion : ce fut un charme fatal. Henriette-Marie était de la race des reines fascinatrices et funestes dont furent Marguerite d'Anjou et Marie Stuart, dont a été Marie-Antoinette. Elle avait le grand cœur d'une fille d'Henri IV, l'esprit faux et brouillon d'une fille de Marie de Médicis. Elle était vaillante et légère. Elle était pleine de graces, et portait malheur à qui l'aimait. Elle servit bien Charles tant qu'elle resta en Hollande; elle lui envoya officiers,

soldats, munitions, argent; puis elle arriva elle-même, escortée par l'illustre amiral hollandais Van Tromp; elle faillit naufrager. Dans la tempête, elle rassurait ses dames pâmées d'effroi en leur disant que les reines d'Angleterre ne se noyaient jamais; elle accompagnait de ses éclats de rire les confessions salées que ses gentilshommes effarés faisaient à haute voix à des prêtres mourant du mal de mer. Elle débarqua dans l'Yorkshire. Tous ceux de ce pays qui avaient quelque chose de chevaleresque dans l'ame l'allèrent rejoindre. Plusieurs mêmes qui étaient engagés au parlement se rallièrent à la cause royale, représentée par une femme jeune, belle, héroïque. Le vaillant Montrose, qui était alors à York, courut au-devant d'elle. Elle eut bientôt une petite armée dont elle se nomma elle-même généralissime (*she-majesty generalissima*). Elle arriva en triomphe à York, où commandaient Newcastle et Goring. Le roi la réclamait pourtant avec impatience à Oxford. Là commencèrent les difficultés qu'elle devait susciter aux opérations des royalistes. Les comtés qu'elle avait à traverser étaient occupés par les parlementaires; il fallut que Rupert quittât le théâtre de la guerre pour lui frayer un chemin. De son côté, elle mit des lenteurs à se rendre au vœu de son mari. Pendant le trajet, elle se sépara avec tristesse de lord Charles Cavendish, brave et beau seigneur que les chroniques du temps lui donnent pour amant, lequel fut tué peu de temps après dans un engagement avec Cromwell. Elle trouva Rupert à Stratford-sur-Avon. Leur entrevue eut lieu chez la petite-fille et dans la maison de Shakspeare. La nouvelle Marguerite et le nouveau Clifford se rencontrèrent dans la chambre du poète qui avait mis en action la catastrophe du dernier des Lancastre. La tragédie vivante vint s'asseoir au foyer du tragique mort. Henriette-Marie et Rupert ne firent point ces rapprochemens; mais quelques jours après, lorsque Henriette eut revu Charles, lorsqu'elle eut efféminé ce cœur déjà si faible, lorsqu'elle eut bouleversé par ses exigeantes caresses les plans de la guerre, Rupert dut souvent mâchonner les mots du bouillant Hotspur : « Ce n'est pas le lieu de jouer avec les poupées et de becqueter des lèvres; nous allons avoir des nez en sang et des couronnes brisées... Dieu du ciel! mon cheval! »

Heureux Charles! heureuse Henriette-Marie! si elle s'était contentée d'être une héroïne comme cette brave comtesse de Derby, qui soutint un siége victorieux contre les têtes-rondes dans son château de Lathom; comme cette noble lady Arundel de Wardour, qui défendit aussi son manoir avec une poignée de domestiques, — la plus ravissante châtelaine qu'on ait vue, si son portrait ne ment point. Malheureusement Henriette fit de la politique; elle dirigea des factions de cour; elle contrecarra Rupert et appuya son adversaire Digby. Le premier résultat de son arrivée fut d'empêcher Rupert de marcher sur Londres après la prise de Bristol. Si la reine et ses favoris ne s'étaient opposés

à cette pointe hardie, la guerre pouvait être finie d'un coup. Du moins, jamais Charles ne revit si belle chance. Depuis lors, au contraire, ce ne fut qu'une succession de revers un moment entrecoupés par le court triomphe de Montrose en Écosse. Sur une lettre du roi qui lui commandait de combattre l'ennemi à la première rencontre, Rupert livra et perdit la bataille de Marston-Moor. Charles fut battu en personne à Naseby. Henriette-Marie, quinze jours après être accouchée de la princesse qui devait être la duchesse Henriette d'Orléans, fut obligée de s'embarquer de nouveau pour la France sur cet « océan étonné de se voir traverser tant de fois en des appareils si divers et pour des causes si différentes. » Le prince Rupert rendit, après une courte résistance, la place de Bristol, la première ville d'Angleterre après Londres. Alors éclatèrent ces dissensions intestines qui ne manquent jamais de déchirer les partis au moment de leur déroute. Dominé par les ennemis de Rupert, Charles se crut trahi par son neveu. Il lui retira le commandement militaire pour le donner à Goring. Acculé dans Oxford, il s'échappa sous un déguisement vulgaire et se rendit aux Écossais, qui le livrèrent aux indépendans et à Cromwell. Puis viennent la captivité de Charles, ses projets de fuite malheureusement contrariés par la désastreuse influence d'Henriette-Marie, son jugement et son supplice.

Ce qu'il y a d'admirable dans la mort de Charles Ier, c'est qu'elle fut un véritable triomphe. Il n'y a pas d'événement dans l'histoire qui confonde davantage ce matérialisme grossier des révolutionnaires qui joue le juste et l'injuste, le vrai et le faux à la loterie du succès. Voilà un roi combattu, jugé, décapité au nom de la liberté. On dresse son échafaud en face de son palais, au niveau de la salle des festins. Le billot sur lequel il pose sa tête est si bas, comme si on voulait l'humilier encore dans sa mort sanglante, qu'il est forcé de se coucher à plat ventre pour s'ajuster à la hache du bourreau masqué! Mais non seulement son héroïque et pieuse sérénité rendit sa mort glorieuse; par un des plus extraordinaires desseins de la providence de Dieu, en mourant, il personnifia aux yeux des peuples les causes mêmes qui s'étaient armées contre lui. Quand il fut jugé par un tribunal révolutionnaire, sa voix était la seule, sous la compression du sabre, qui protestât pour la loi et la justice du pays et les libertés abolies. Sa mort porta témoignage non-seulement pour la royauté, mais pour les institutions au nom desquelles l'Angleterre s'était soulevée. Le coup qui frappa le roi tua la constitution. Aussi, quand ce peuple eut été guéri par le despotisme révolutionnaire de Cromwell de sa démence anarchique, quand sous le dur joug du fanatique soldat il put mesurer l'étendue de ses erreurs à l'amertume de ses déceptions, il se prit à regretter ensemble la liberté et la royauté mortes le même jour. L'épreuve du jugement de Dieu par la guerre civile, l'action sévère et salutaire de la force, le cruel mystère du martyre royal, réconcilièrent le peuple anglais avec

ses traditions et son génie, et la restauration s'accomplit par un retour spontané, unanime et irrésistible de tous les esprits et de tous les cœurs.

Quelque grands que furent pour les cavaliers les malheurs de cette lutte, ils sont amplement rachetés par l'honneur immortel qui s'attache au souvenir de leur dévouement, de leur bravoure et de leur mort. Bien mourir est une vertu vulgaire dans les temps de révolution; mais il y a des morts entourées d'un éclat si lumineux, qu'on ne songe jamais à les plaindre, et qu'elles attirent par un prestige attrayant. Telles furent les morts des cavaliers, qu'ils aient péri sur l'échafaud, sur le champ de bataille, ou fusillés après la défaite. Strafford leur avait donné le ton. Charles Ier, comme Bossuet l'a dit de sa fille, fut doux envers la mort; les autres furent pieux et gais. Sir Charles Lucas et sir George Lisle, pris dans une insurrection qui suivit le supplice du roi, sont un dernier exemple de ces belles fins. Aussitôt après le combat où ils furent faits prisonniers, Fairfax donna ordre de les fusiller. Ils demandèrent que l'exécution fût remise au lendemain, « afin de pouvoir arranger quelques affaires en ce monde et préparer leurs ames pour l'autre. » On ne leur donna que le temps de faire une courte prière. A sept heures, on les mena sur un terrain gazonné dans l'enceinte de la citadelle de Colchester. On les sépara au moment de l'exécution. On commença par sir Charles Lucas. Ce galant homme s'agenouilla sur l'herbe et pria un instant avec ferveur; puis, se levant la figure riante, il déboutonna son pourpoint et découvrit sa mâle poitrine disant : « Me voici, je suis prêt, rebelles, faites. » Il tomba mort de quatre balles au cœur. On amena sir George Lisle : il s'agenouilla devant le cadavre de son ami et le baisa au visage. Debout et promenant un regard sur le peloton des mousquetaires, il leur dit qu'ils étaient trop loin. « N'ayez pas peur, monsieur, riposta un soldat, nous ne vous manquerons pas. — Imbécile, dit le cavalier en riant, j'ai été souvent plus près de vous, et vous m'avez manqué. » Alors il fit une courte prière. Ses derniers mots furent : « Je suis prêt, traîtres, feu ! »

Personne n'a jamais plaint ces cavaliers qui ont eu le bonheur de mourir ainsi pour la cause de l'autorité, des traditions patriotiques et religieuses, de toutes les choses qui sont la force et le décor de la vie sociale et de la vertu. En dehors des considérations purement philosophiques et politiques auxquelles on est si heureux de pouvoir se dérober, des destinées si généreuses n'éveillent d'autre sentiment que l'admiration et l'enthousiasme : c'est que le cœur se dilate en contemplant ces glorieux soldats, qui grandirent deux fois leur vie et par la religion du passé et par une foi radieuse en l'avenir éternel. Il y eut parmi leurs ennemis de grands génies et de puissans caractères. Ces

ennemis avaient pactisé avec la tentation fatale de l'esprit et du cœur de l'homme, avec cet appétit de la liberté déréglée qu'attise depuis le commencement la curiosité du bien et du mal, et qui livre le monde à la libre conscience des méchans et au libre jugement des sots. Oui, ce fut un bonheur de mourir, dans cette lutte, avec la noble et aveugle abnégation d'un sentiment passionné, de la mort des martyrs et des héros. Les survivans seuls furent à plaindre. Voyez, en effet, quelle fut la fin de Rupert. Lorsque la guerre civile fut terminée, il prit le commandement des vaisseaux qui étaient restés au pouvoir du parti royaliste : pendant plusieurs années, il poursuivit avec l'audace et le bonheur des plus fameux corsaires la marine républicaine de l'Angleterre. Vint un moment où ces expéditions furent impossibles : il arriva en France, et fut quelque temps le lion de Paris, avec ses esclaves noirs, ses singes, ses perroquets et son bric-à-brac de boucanier pillé dans tous les climats et sous toutes les latitudes. Dans la retraite, il s'adonna avec ardeur à l'étude des sciences mathématiques et physiques et à des travaux d'art : on lui attribue l'invention de la gravure à la manière noire. A la restauration, il rentra en Angleterre et y fut comblé de grands emplois et d'honneurs; mais, sous le règne libertin de Charles II, le prince Rupert se survivait à lui-même. Le dernier souvenir qu'il ait laissé à l'histoire est une ridicule anecdote qui a livré aux traits moqueurs et ineffaçables d'un muguet, d'un petit maître, d'un *coxcomb* comme Hamilton, le héros martial des cavaliers et le terrible écumeur de mer. Les *Mémoires de Grammont* racontent la chose ainsi : « La reine ayant fait venir les comédiens à Tunbridge pour ne laisser aucun vide dans les plaisirs, le prince Robert trouva des charmes dans la figure d'une petite comédienne appelée Hughes, qui mirent à la raison tout ce que ses penchans naturels avaient de plus sauvage. Adieu les alambics, les creusets, les fourneaux et le noir attirail de la soufflerie; adieu tous les instrumens de mathématiques et ses spéculations. Il ne fut plus question chez lui que de poudre et d'essence. L'impertinente voulut être attaquée dans les formes, et, résistant fièrement à l'argent pour vendre ses faveurs plus chèrement dans la suite, elle faisait faire un personnage si neuf à ce pauvre prince, qu'il ne paraissait pas seulement vraisemblable. Le roi fut charmé de cet événement. On en fit de grandes réjouissances à Tunbridge; mais personne ne fut assez hardi pour en faire des plaisanteries. » L'ancien amant de Mlle de Kuffstein mourut en effet au service de la Hughes. Strafford sur son échafaud, Falkland tombant dans la mêlée, ne furent-ils pas plus heureux?

EUGÈNE FORCADE.

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

SUR

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

III.

LE PARTAGE DE LA POLOGNE EN 1772.[1]

III.

Parmi les calamités sans nombre qui poursuivent l'espèce humaine, ce qu'il y a de plus fatal et de plus triste, c'est d'avoir été le dernier représentant d'un ordre de choses ancien et respecté, d'être le dernier roi d'une glorieuse monarchie ou le dernier doge d'une république illustre, de dater de son nom le dernier jour de sa dynastie ou de sa ville, et d'en conduire éternellement les funérailles à travers l'histoire. Encore reste-t-il un dédommagement à ces grandes victimes du destin : la dignité de leur malheur protége leur mémoire et la rend sacrée; mais, à part l'exception toujours si rare du génie, lorsqu'un homme monte sur le faîte et en tombe presque au même moment, lorsqu'il assiste à la destruction de l'établissement politique fondé par lui ou pour lui, toujours ses contemporains, souvent la postérité elle-même, le jugent avec une impitoyable rigueur. On ne veut plus voir que ses

(1) Voyez la livraison du 1er octobre.

fautes; on lui impute les ruines qui l'ont écrasé; on ne songe pas que son élévation et sa chute avaient eu un principe commun dans l'insurmontable mobilité de son pays et de son temps.

Tel était l'arrêt qui tôt ou tard devait atteindre Stanislas-Auguste, le dernier roi de Pologne. Il ne pouvait pas éviter sa destinée, et dès les premiers jours de son règne, malgré les joies de l'avénement, des symptômes menaçans et sinistres apparurent de toutes parts. En effet, sa situation était plus que difficile; à la longue, elle devait devenir impraticable. Manifestement porté au trône par la volonté d'une puissance étrangère, il espéra concilier l'obéissance d'un vassal, suite inévitable de l'origine de son pouvoir, avec l'indépendance d'un monarque vraiment maître de sa couronne. Stanislas voulait bien être un vice-roi à la condition de paraître un roi. Il suffisait d'un instant de réflexion pour apprécier ce qu'il y avait d'insoluble dans ce problème.

Au surplus, on ne doit pas juger Poniatowski sur les diatribes de ses ennemis ou sur les panégyriques de ses admirateurs, car il en eut, et c'est l'amitié qui les lui donna. Poniatowski mérita des amis par la douceur de ses mœurs, l'agrément de son commerce familier; mais, quoique les personnes qui y furent admises en aient conservé un souvenir reconnaissant, pour rendre une entière justice à un particulier aimable, devenu un souverain médiocre, il faut se placer entre les exagérations haineuses de M. de Rulhière et les exagérations bienveillantes de M. Dupont de Nemours. Ce qu'il y eut d'honorable dans les intentions de ce prince, c'est qu'il se proposa réellement d'attacher son nom à d'utiles réformes, surtout dans l'éducation publique. Il n'était pas insensible au désir de rendre sa patrie heureuse, de l'initier à la civilisation et de la façonner au joug salutaire de la loi. Par malheur, il y avait dans ces grands desseins plus d'émotion que de volonté; sans être incapable ni d'intentions honnêtes ni même de quelque adresse, il se laissait aller, avant tout, à beaucoup d'hésitations, de petitesse et de peur.

Les Czartoriski avaient plus de fermeté et plus de courage; nulle préoccupation accessoire, nulle minutie ne les détournait de leur but; ils ne s'égaraient point, comme leur neveu, dans l'étalage de goûts militaires, bien moins encore dans le déploiement plus frivole d'un luxe théâtral. Ils ne citaient guère les législateurs de l'antiquité, n'entremêlaient pas avec la langue des affaires quelques lambeaux de tragédies françaises, et ne se montraient pas en public, comme Stanislas, revêtus de ce costume sans époque et sans patrie où le casque s'allie à la perruque poudrée, la cuirasse aux bas de soie, amalgame hétérogène et fantasque qu'on retrouve encore sur les statues des deux derniers siècles, et qu'alors on nommait très sérieusement *un habit à la romaine*. C'est ainsi que Stanislas-Auguste parut à son couronne-

ment. Il portait aussi quelquefois le costume espagnol, qui convenait admirablement à sa taille élevée et à sa noble figure; mais tous ces travestissemens de bal masqué étonnaient et blessaient les regards, surtout dans un pays où le vêtement national est plein d'originalité et de caractère.

A la fois audacieux et timide, Poniatowski se proposa un double objet. Il résolut de fixer l'hérédité du trône dans sa famille, de créer une dynastie, et d'entrer définitivement dans le collége des rois par une alliance matrimoniale avec la maison d'Autriche. On voit que les grands et les petits hommes ont quelquefois les mêmes pensées, et qu'elles peuvent les mener également à leur perte. L'exécution d'un tel plan était difficile. Les yeux fixés sur Pétersbourg, Poniatowski ne touchait qu'en tremblant à ce sceptre qu'il voulait héréditaire et qu'il ne sentait pas même viager; il soupirait pour la main d'une archiduchesse, mais il soupirait tout bas, dans la crainte que le moindre souffle de sa voix ne retentît dans le palais lointain d'où la foudre pouvait partir. Cependant il ne négligeait rien pour se concilier la cour de Vienne. Dans la prévision d'événemens graves et peu éloignés, la maison d'Autriche cherchait alors à se créer un parti en Pologne. C'est avec un soin curieux et persévérant qu'elle avait ramassé les débris du vieux parti français pour en former le noyau d'une faction impériale. Avant l'élection, de mystérieux messages promettaient à la cause de Stanislas un intérêt qu'on se gardait bien de lui montrer ouvertement. Que Poniatowski échoue, rien ne paraît, et, s'il le faut, tout est désavoué; qu'il réussisse, le temps de Michel Koributh peut encore renaître, et l'archiduchesse Éléonore se retrouvera dans la nombreuse famille de Marie-Thérèse.

Comme cette négociation n'a pas eu de suites, elle a été niée; le cabinet autrichien lui-même a accrédité le bruit d'un piége tendu à l'amour-propre crédule de Stanislas. D'après l'opinion généralement reçue, la fierté de la maison d'Autriche n'aurait jamais souffert une telle mésalliance. Il est bien certain qu'en cette circonstance, la mésalliance n'aurait été justifiée ni par la nécessité ni par la victoire. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que l'hérédité du trône formellement établie dans la dynastie nouvelle était la condition absolue d'un mariage. Tel était aussi le vœu de Poniatowski et désormais le but de tous ses efforts.

La reconnaissance officielle du nouveau roi par les magnats avait été prompte, celle des puissances du Midi se fit attendre; Vienne et Versailles ne se hâtèrent pas de suivre l'exemple de Pétersbourg, de Berlin et de Londres; ou plutôt Vienne y était disposée, mais Versailles l'arrêtait encore. Le cabinet autrichien pressait vainement la France de se déclarer. La résistance du ministère français venait enfin de

trouver un point d'appui à Constantinople. Les Turcs, si long-temps indifférens aux destinées de la Pologne, s'étaient irrités du choix de Stanislas-Auguste; ils craignaient son mariage avec Catherine, dont on avait faussement répandu le bruit. En vain cette princesse l'avait fait démentir; elle n'avait pu calmer les défiances de la Porte, qui avait donné une exclusion tardive à Poniatowski quelques jours avant son avénement, et, depuis qu'il était roi, ne songeait plus qu'à le détrôner. Fidèle à ses instructions, l'ambassadeur de France fomentait ces inquiétudes. Par une inconséquence trop ordinaire à la diplomatie, tandis que M. de Vergennes excitait les Turcs, au risque de se compromettre, Louis XV, pour plaire à l'Autriche, reconnaissait le roi de Pologne. Comme pour donner un démenti public à M. de Vergennes, un officier français, le marquis de Conflans, entrait à Varsovie et complimentait Stanislas-Auguste en le traitant de majesté, titre refusé jusqu'alors par la France aux souverains électifs. On avait proposé à Louis XV d'envoyer un ambassadeur non pas au roi de Pologne, mais à la diète, comme l'avait fait Louis XIV sous le règne même de Sobieski; mais les exemples de Louis XIV n'étaient pas faits pour son successeur.

La cour de Vienne avait imposé au duc de Choiseul la reconnaissance de cette royauté nouvelle; elle avait porté dans cette démarche une vivacité étrangère à ses habitudes, expliquée par ses vues secrètes. En cette circonstance comme en beaucoup d'autres, la cour de Vienne exploitait l'alliance uniquement dans le sens de ses intérêts; mais le duc de Choiseul commençait à trouver le joug trop pesant, et le prince de Kaunitz, qui s'en était aperçu, s'en irritait au fond de l'ame. Quoiqu'il fût le promoteur du traité de Versailles, jamais M. de Kaunitz ne voulut y voir un contrat synallagmatique. Humilier la France, la fatiguer d'exigences sans réciprocité, de plaintes sans motifs, d'accusations sans preuves; n'admettre aucune de ses réclamations, fussent-elles équitables; lui faire un mystère de tout et lui arracher impérieusement les confidences les plus intimes; demander ses plans et ne l'instruire que des choses faites; vouloir lui imposer le rôle honteux de satellite, d'alguazil, et lui refuser même les services d'ami; pousser la *prepotenza* à tel point que non-seulement toute dissidence lui serait reprochée comme une déloyauté, mais qu'il lui serait imputé à crime de s'en être aperçue; se livrer à une jalousie ardente des richesses, de l'industrie, des arts de la France, à un éloignement vindicatif, à une aversion d'orgueil blessé par la légèreté quelquefois impertinente des Français de cette époque : tel fut le levain qui, depuis le traité de 1756, surnagea constamment dans les relations de Vienne et de Versailles.

Un dissentiment entre les deux cours existait depuis long-temps au

fond, mais l'impératrice Marie-Thérèse l'avait empêché d'éclater par la douceur de son sexe et la modération de son caractère. Joseph II l'envenima. A l'ancienne rivalité de la maison d'Autriche avec la France, il joignit la haine de la maison de Lorraine, haine plus ardente que la première, parce qu'elle venait de plus près et qu'elle tombait de moins haut. Joseph II avait toujours rêvé au profit de la monarchie autrichienne cette unité de l'Allemagne que la révolution essaie aujourd'hui dans un autre intérêt. Voulant la fonder sur l'humiliation et même sur l'anéantissement des cours secondaires, il craignit que la France ne se mît en travers d'un projet si opposé à la liberté de l'Europe et surtout à sa propre sécurité. Aussi Joseph, dès son avénement au trône impérial, témoigna un extrême éloignement pour les liens qui attachaient les Habsbourg aux Bourbons. Il ne garda même aucune mesure dans l'expression de ses sentimens, et, soit flatterie du prince de Kaunitz, soit sympathie de ce ministre pour une opinion qu'il partageait lui-même en secret, Joseph se persuada que la France l'aiderait sans murmure et sans pudeur à opprimer le corps germanique. Il n'exceptait pas de ses sarcasmes le titre qu'il avait tant convoité, le titre pompeux de César romain. En parlant aux ministres étrangers, il affectait de n'estimer de sa position que la puissance héréditaire d'un archiduc d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême. Toutefois il ne feignait de dédaigner la couronne impériale que pour avoir un prétexte d'en étendre la prérogative. Il se moquait des vieux abus, mais il n'y renonça jamais pour son compte; loin de là, il rechercha, il ressuscita des formules oblitérées. S'armant de ces antiques oracles pour ruiner l'indépendance des princes de l'empire, il exhuma les prétentions les plus surannées, les plus exorbitantes, et, pour les faire reparaître sur les débris du traité de Westphalie, il imprima une activité presque fébrile à la chancellerie aulique, vénérable, mais paresseuse machine.

L'ancienne pratique d'épier en silence les événemens fut oubliée. Au lieu de les attendre avec patience, on les provoqua avec précipitation, et ce ne fut pas sans une surprise mêlée d'effroi que les princes d'Allemagne, bercés jusqu'alors dans un doux loisir, virent tomber de Vienne une profusion d'ordres, de rescrits, qui tous rendaient l'empereur non pas le chef, mais le maître de l'empire. Joseph II avait devancé son siècle : on voit qu'il tendait dès-lors, comme nous l'avons dit, à l'*unité de l'Allemagne*, sans la vouloir dogmatiquement, il est vrai. En 1767, on n'en savait pas tant; mais l'instinct du jeune César l'avait bien servi, et il avait deviné ce qu'on n'a professé que beaucoup plus tard, avec le succès que nous voyons.

Dans cette vue, Joseph II jugea prudent de faire un essai non sur le territoire germanique, mais en Italie. La petite ville de San-Remo,

située dans cette partie des Alpes maritimes qu'on appelle la *Rivière de Ponent*, était disputée depuis des siècles, malgré son peu d'importance, par la république de Gênes et par le saint-empire romain, bien décidée toutefois à rester italienne dans le présent comme elle avait été guelfe dans le passé. Appuyés sur de vieux diplômes, les empereurs d'Allemagne l'avaient toujours réclamée; mais San-Remo produisait sans relâche d'autres titres et refusait de se reconnaître fief impérial. Elle avait eu constamment recours aux rois de France, qui, pendant six cents ans, lui avaient accordé leur protection. Enfin, par le traité d'Aix-la-Chapelle, Louis XV s'était rendu garant de son indépendance. Joseph II résolut de l'attaquer; il s'en fit un point d'honneur. Il y mit toute l'impatience, toute l'ardeur d'un jeune souverain dans les premières jouissances du pouvoir suprême. Sans avoir été ni consulté ni averti, le gouvernement français apprit qu'un arrêt du conseil aulique avait formellement déclaré San-Remo fief de l'empire. A cette violation de ses droits, la république de Gênes se tourna vers la France, dont elle réclama la garantie. Le duc de Choiseul, au lieu d'éluder l'affaire, approuva les Génois, les soutint, traita d'abus les prétentions du conseil aulique, et signifia au prince de Kaunitz que, si l'empereur n'y renonçait pas, les droits de Gênes sur San-Remo seraient soutenus par les armes.

Ce parti était vigoureux. A en juger superficiellement, l'objet ne le méritait guère : il ne s'agissait que d'une ville de pêcheurs cachée dans des bois d'orangers et de palmiers, au bord de la mer; mais M. de Choiseul avait raison : d'une tentative de suzeraineté sur San-Remo à des prétentions sur Gênes, il n'y avait pas loin. Permettre que l'Autriche dominât Gênes en possédant Milan, c'était lui donner l'Italie. Il lui fallait un grand port dans la péninsule; ne pouvant pas encore songer à Venise, elle aurait été suffisamment dédommagée par la possession de la république génoise. Le cas avait donc de la gravité. D'ailleurs, il s'agissait de prouver à l'Europe que la France n'était point la complaisante de l'Autriche. M. de Choiseul fut assez fier pour le sentir, assez courageux pour ne pas le dissimuler. Il s'adressa directement à M. de Kaunitz lui-même : il se plaignit hautement du jeune empereur, de son peu de considération pour un aïeul roi de France (1), et, dans cet écrit tout entier de sa main, il traça avec fermeté le droit et le devoir d'une grande puissance, son droit au respect des forts, son devoir de protéger les faibles.

Dans le conseil impérial, la consternation fut égale à la surprise; on ne s'attendait pas à tant d'audace : c'était une révolte, une révolution;

(1) Louis XV était le grand-père maternel d'Élisabeth de Bourbon-Parme, épouse de Joseph II.

il s'agissait d'en conjurer les suites. On comprit qu'en parlant de la sorte, le roi de France et son ministre venaient de céder à l'entraînement de l'opinion. Malgré leur désintéressement des affaires politiques à cette époque, les Français se sentirent indignés de tant de sacrifices à l'alliance autrichienne. Les ambassadeurs, chargés par état de la soutenir, ne pouvaient se soustraire eux-mêmes à ce souffle contagieux. Ainsi qu'il arrive souvent dans les traités négociés par les cabinets en contradiction avec l'esprit public, le mécontentement perce, se fait jour et maîtrise le gouvernement lui-même.

L'alliance autrichienne inspirait alors des sentimens de répulsion à toute la France, et M. de Kaunitz le savait bien; mais l'Autriche avait encore besoin d'elle. Il sentit que, pour ne pas la laisser échapper, il fallait céder à l'orage et plier. Ce parti fut adopté, et les rôles aussitôt partagés : à l'empereur le silence, au ministre les raisonnemens politiques, à l'impératrice la plainte affectueuse et tendre. « Je suis mécontente, monsieur l'ambassadeur, dit-elle à M. de Durfort, successeur de M. du Châtelet, je suis affligée. La lettre de M. de Choiseul à M. de Kaunitz est bien dure; personnellement je n'ai pas à m'en plaindre, bien au contraire, mais elle est remplie de soupçons qui font injure à l'empereur. Le duc de Choiseul veut-il gâter son propre ouvrage?... Cette affaire de San-Remo doit-elle troubler notre alliance? » Le prince de Kaunitz se plaignit à son tour dans des termes moins affectueux, mais avec une tristesse qu'il voulait rendre majestueuse; puis, mêlant à ce langage sérieux une légèreté soi-disant française qu'il croyait devoir plaire au brillant ministre de Louis XV, il se railla des petites affaires, persifla les petits alliés, conseilla au duc de Choiseul de « donner des coups de bâton » aux Génois pour en finir, et promit que désormais l'empereur serait « plus coquet pour une aussi belle maîtresse que la France (1). »

Choiseul ne se laissa séduire ni par une éloquence sophistique ni par des graces un peu lourdes : il s'obstina à protéger ses *petits alliés* opprimés par de grandes puissances, et, au lieu de leur *donner des coups de bâton*, il les couvrit de la glorieuse égide de la France. Cette expression de *coquetterie* blessa Louis XV et son ministre; le duc s'en expliqua avec noblesse et répondit à Kaunitz :

« Ce n'est pas de la coquetterie que le roi demande à l'empereur, mais de la justice et de la confiance. On apprécie souvent très faussement le cœur des souverains à qui l'on a affaire, tout comme l'on apprécie leurs forces. Ces calculs sont contraires à l'amitié; on ne les détruit pas par de la *coquetterie*, mais par des preuves de sentimens réels. Pardonnez, mon prince, la longueur de mes réflexions, la matière en vaut la peine. Le roi a cru que l'empereur avait traité

(1) Archives des affaires étrangères.

trop légèrement ses bons offices. Sa majesté a senti quelque chose de pire dans cette légèreté, elle en a été blessée; il ne s'agit point de San-Remo, il s'agit du procédé; il est impossible de l'excuser entre deux cours amies, unies par leurs intérêts et leurs liens, procédé qui devient offensant vis-à-vis de toute l'Europe pour le roi, et marque le peu de considération que l'on a à Vienne pour la France. Voilà comment l'affaire a été vue ici, et je pense, si j'ose dire mon avis, que ce qu'il y a de mieux, soit pour la suite, soit pour le passé, est de l'ensevelir dans le plus profond oubli. Il vaudrait mieux, selon moi, que la France perdît deux provinces que d'essuyer un manque de considération (1). »

Ce langage produisit l'effet infaillible de toute parole ferme appuyée sur le bon droit. Kaunitz baissa de ton. Il sentit en outre que l'ancienne amitié avait besoin d'être réchauffée par un rapprochement plus intime. L'introduction d'une archiduchesse dans la maison royale de France pouvait seule neutraliser les boutades patriotiques du ministre français, et plus tard les punir par sa chute.

On ne songea donc à Vienne qu'à multiplier les liens de famille avec tous les princes de la maison de Bourbon. Ce fut alors que l'archiduchesse Caroline épousa le roi de Naples, l'archiduchesse Amélie le duc de Parme, et que la main de Marie-Antoinette fut proposée au roi Louis XV pour M. le dauphin, son petit-fils. Tous les historiens nous montrent, dans le duc de Choiseul, l'auteur de ce mariage; on suppose qu'il l'a ardemment poursuivi dans son intérêt personnel, afin de donner un appui à son crédit chancelant. Il n'en est rien. Le roi et son premier ministre ne briguèrent point l'union de Marie-Antoinette avec l'héritier de la couronne. Ils ne voulaient point donner une nouvelle force à l'alliance autrichienue, dont les liens n'étaient plus que des chaînes. La politique de M. de Choiseul, nous allons le voir, avait pris une autre direction; mais l'empressement de la cour de Vienne fut extrême : ses désirs devinrent si ardens, ses démarches si publiques, qu'un refus eût été l'équivalent d'une rupture.

Ce mariage, au surplus, ne fut qu'un palliatif; l'alliance était frappée au cœur. Personne ne le savait mieux que Frédéric; pour mieux élargir la plaie, il résolut d'exciter la jalousie réciproque des deux cours en faisant à chacune d'elles des ouvertures destinées en apparence à rester secrètes, mais que lui-même, par de sourdes manœuvres, prit sion d'ébruiter partout, sans les avouer nulle part. Son but n'était pas seulement de brouiller les cabinets de Versailles et de Vienne, afin d'opérer un rapprochement entre la Prusse et l'Autriche; il voulait encore, par la menace de cette alliance, inquiéter Catherine et la forcer de concentrer toute son activité sur la Pologne, dont elle avait été

(1) Choiseul à Vergennes, 14 mars 1767.

détournée par d'autres soins. La gloire de donner un code à son empire la préoccupait alors; elle avait conçu un projet plus vaste encore, mais un peu chimérique. Sous le nom *d'alliance du Nord*, elle voulait réunir toute cette zone de l'Europe dans une ligue semblable au pacte que le duc de Choiseul avait formé dans le Midi. Peu importait à Frédéric que Catherine ceignît le laurier de législatrice et se fît l'émule de Justinien; mais il lui importait beaucoup qu'elle ne devînt pas le chef avoué de toute l'Europe septentrionale. Il en conçut une vive jalousie, et, tant pour rompre ce dessein que pour renouer le fil abandonné des affaires de Pologne, il se hâta de reporter sur ce pays l'attention de son alliée, trop distraite à son gré par d'autres pensées plus fécondes et plus brillantes.

Pleins de confiance dans le calme trompeur où ils vivaient depuis le couronnement de Stanislas-Auguste, les Czartoriski avaient repris leur travail de réforme, et, malgré les avertissemens des agens diplomatiques des cours de Pétersbourg et de Berlin, ils n'avaient pas renoncé à l'abolition de la loi d'unanimité et du *liberum veto;* mais, quoiqu'ils fussent assez éclairés pour comprendre ce qu'il y avait d'illogique et d'injuste dans la situation des dissidens, exclus, dès la diète d'élection en 1764, du sénat, des charges publiques, enfin du droit commun; quoiqu'ils eussent tenté de leur prêter quelque appui, ils avaient cédé à la clameur publique, fortement prononcée dans la diète de couronnement contre tous ceux qui ne professaient pas la religion catholique romaine. S'il y avait eu alors dans la nation polonaise l'esprit politique dont elle a toujours été dépourvue, les réformateurs d'une législation vicieuse, mais locale, auraient compris que, pour se concilier l'Europe et pour ôter tout prétexte à l'ingérence étrangère, il fallait satisfaire aux grands principes de justice naturelle, violés par l'oppression des dissidens. Le droit de tout homme à l'exercice de son culte et à la liberté de sa conscience n'avait pas encore été généralement reconnu. La législation des nations les plus éclairées était, sous ce rapport, défectueuse et incomplète: l'Angleterre, par exemple, qui, avec la Russie, la Prusse, le Danemark et la Suède, appuyait en Pologne l'émancipation des non catholiques, l'Angleterre était certes bien loin de prêcher d'exemple; mais la théorie avait déjà devancé partout l'application, et la liberté religieuse, toujours repoussée des constitutions politiques, était déjà hautement annoncée sous le nom provisoire de *tolérance*.

Rendre hommage à cette doctrine sacrée qui allait devenir la loi du monde, c'était mettre la raison de son côté, c'était enrôler sous les drapeaux de la Pologne tout ce qui tenait une plume, cette épée du XVIIIe siècle. Les Polonais rétrogradèrent jusqu'au XIIIe. Au lieu d'étendre le cercle où les dissidens étaient renfermés, ils les y resserrèrent avec une nouvelle rigueur. On leur ôta même les droits qu'ils avaient

partagés jusqu'alors avec le reste de la noblesse, car il ne s'agissait dans tout cela que de la noblesse : on les déclara désormais incapables de posséder des starosties, et, pour justifier ce fanatisme encore plus impolitique qu'injuste, on argumenta sur la lettre de vieux diplômes, tous obscurs, tous contradictoires, tous susceptibles de révision, une diète pouvant faire rapporter de droit les décisions des diètes précédentes. Une telle conduite répugnait surtout au sentiment général du monde civilisé; les conséquences en étaient faciles à prévoir.

Frédéric, qui guettait tous les mouvemens de la Pologne, comprit qu'il était nécessaire d'agir promptement pour la rendre à son antique anarchie et se hâta *d'avertir* Catherine: c'est lui-même qui nous l'apprend (1); mais, quoique l'abolition du *liberum veto* lui semblât le vrai danger du moment, il conseilla de ne pas s'y opposer immédiatement et de commencer l'attaque en exigeant d'un commun accord une satisfaction immédiate et complète aux dissidens. Pour donner l'exemple, il se fit présenter une supplique par les principaux protestans de la Prusse polonaise, et, selon les paroles du royal auteur, la *cour de Pétersbourg entra dans toutes ses vues.*

Cette cour était alors représentée à Varsovie par le prince Repnin, brave militaire, passionnément dévoué à sa souveraine et à son pays, mais violent, audacieux, toujours porté à la menace et à l'injure, même cruel par emportement; caractère singulier, mêlé de bien et de mal, que Rulhière a développé avec une verve entraînante. Malgré ses préventions contre Repnin, poussées jusqu'à la haine la plus ardente, Rulhière n'a pu se dissimuler que *ce barbare, ce Tartare,* comme il l'appelle, s'autorisait non-seulement des armes étrangères mais d'un parti indigène. Par un mélange inconcevable de séduction et d'autorité, il réunissait autour de lui l'élite de la jeunesse polonaise, qui le défendait auprès de l'impératrice contre les plaintes que les *vieux* (c'est ainsi qu'on désignait les Czartoriski) avaient adressées à Pétersbourg. Bien plus, Repnin était l'homme à la mode dans la société de Varsovie. Au milieu des fêtes, des bals, des plaisirs sans cesse renaissans, car jamais Varsovie ne fut plus brillant, plus animé, les beautés les plus célèbres de la Pologne acceptaient les hommages de Repnin, et c'est précisément dans les rangs ennemis qu'il conquit ses succès les plus flatteurs.

C'est que, dans la réalité, il y avait là non une guerre étrangère, mais une guerre civile. Deux ans auparavant, les Czartoriski et Stanislas-Auguste avaient demandé l'appui des Russes; maintenant il n'y avait de changé que le parti qui invoquait leur secours. Ils n'étaient plus appelés par les Czartoriski, mais par leurs rivaux. En voulant ré-

(1) *Œuvres de Frédéric-le-Grand,* tome VI, p. 14. Leg.

former les lois, surtout en refusant à Catherine une alliance offensive et défensive, ceux-ci avaient encouru son inimitié. Dès que la faction qui se vantait du titre de patriotique eut appris la disgrace de ses adversaires, elle courut à Pétersbourg et invoqua la protection qu'elle leur avait tant reprochée; Podoski, ancien partisan de la maison de Saxe, mit sous les auspices de Catherine une confédération nouvelle; le comte Braniçki y adhéra. Les confédérés voulurent placer à leur tête ce Nestor de la république de Pologne; mais un ordre de Catherine leur donna un chef et leur enjoignit d'élire pour leur maréchal (président) le prince Radziwil, deux ans auparavant ennemi déclaré de l'impératrice. On la supplia de renverser le roi qu'elle avait couronné. Elle ne promit point de retirer son bras de Stanislas-Auguste, mais l'espérance tint lieu de réalité; et comme l'anarchie polonaise était réglementée par une législation très positive qui contenait des formules pour tous les cas, et que le désordre y était soigneusement prévu, les patriotes signèrent la confédération à Radom, sous la clause : *Salvis salvandis.* Ainsi le parti patriotique, qui avait si violemment attaqué Catherine II dans ses manifestes et dans ses *universaux,* se vantait maintenant du patronage de cette princesse. A peine constituée, la confédération de Radom fut entourée d'un cordon de troupes; quarante mille Russes, appelés par les confédérés, pénétrèrent dans l'intérieur de la république et servirent d'escorte au prince Radziwil. Ce palatin, revêtu d'habits magnifiques, couvert d'or et de pierreries, entouré de deux mille gentilshommes et suivi d'un peuple immense, rentra en triomphateur dans Varsovie, sous la protection des drapeaux qui naguère l'en avaient chassé.

Dès ce moment, la capitale de la Pologne ne présente plus qu'une arène confuse où la violence combat la violence; la diète devient une horrible mêlée. Les Czartoriski succombent : ils sont forcés de signer le rétablissement du *liberum veto* et de tout le code anarchique dont ils ont voulu affranchir leur patrie; mais rien n'est fini. Les dissidens réclament à grands cris le droit commun; les évêques, tout-puissans dans l'assemblée, déclarent que c'est la ruine de la religion elle-même. Le roi éperdu frappe à toutes les portes; il est repoussé de toutes parts; il met sa couronne aux pieds de tous les partis; au clergé, il dit qu'il veut mourir pour la foi catholique; aux dissidens, il parle philosophie moderne; à Radziwil, vieilles lois et vieille Pologne : personne ne l'écoute; tous demandent sa déchéance. Dans une séance solennelle, il s'évanouit sur son trône. Mais voilà que, sous la menace de Repnin et des Polonais du parti russe, les dissidens sont appelés au partage de tous les droits civils; la loi qui les réhabilite est garantie par l'impératrice. Le clergé catholique en appelle au saint-siége et prêche la croisade. Repnin fait arrêter deux évêques; ils partent pour le camp russe, et de là

pour la Sibérie. Rome s'indigne et lance ses foudres; Ferney applaudit à la *tolérance;* la Pologne est en feu, et Frédéric, qui a allumé l'incendie, se tient à l'écart, regarde et attend.

Alors Choiseul se lève irrité. Ce n'est pas l'intérêt de la Pologne qui provoque sa colère, c'est cette *ligue du Nord* que Catherine poursuit avec une infatigable persévérance, malgré le mauvais vouloir de la Prusse et la froideur de l'Angleterre. Choiseul y voit une injure personnelle, une insulte à son amour-propre d'auteur. Il a fait le pacte du Midi, Catherine lui oppose le pacte du Nord; c'est un défi. Choiseul l'accepte; il saisit le portefeuille des affaires étrangères, qu'il reprend à Praslin, relégué sur l'arrière-plan, au ministère de la marine; puis, oubliant tout le reste, il ne pense qu'à écraser Catherine en lui jetant les Turcs sur les bras. Lui, si indifférent naguère au sort des Polonais, il ne songe plus qu'à eux; c'est en Pologne qu'il va atteindre la Russie.

Mais, avant de porter les premiers coups, Choiseul voulut savoir ce qu'il pouvait attendre de la cour de Vienne; il essaya de l'associer à ses desseins et ne put y réussir. Pour cacher les traces d'un rapprochement secret avec le roi de Prusse, le prince de Kaunitz affecta une crainte extrême de Frédéric; il insista sur le danger qu'il y aurait à le faire sortir de son inaction, et feignit d'appréhender que le roi de Prusse ne déclarât la guerre à l'Autriche, si elle prêtait appui aux Polonais contre les dissidens. Kaunitz accordait bien à Choiseul qu'il y avait quelque chose à dire à la manière un peu vive dont l'impératrice de Russie traitait la république, mais il ajoutait qu'à sa place *tout le monde en aurait fait autant* (1). Enfin, pressé par son bouillant confrère, le froid ministre autrichien lui ôta tout espoir de coopération, en professant la plus grande indifférence pour ce qui se passait à Varsovie.

Le duc de Choiseul fut bien convaincu qu'il n'avait rien à attendre de M. de Kaunitz, et encore moins de l'empereur Joseph, dans la campagne qu'il méditait contre Catherine. Son irritation s'en accrut, et il s'y abandonna sans réserve et sans mesure. Rien de plus étrange, de plus insolite, de moins conforme aux usages de la diplomatie que le ton des dépêches émanées de M. de Choiseul à cette époque. Quand bien même les minutes conservées au dépôt des affaires étrangères ne seraient pas pour la plupart écrites ou annotées de sa main, il serait difficile de ne pas y reconnaître sa verve, son éloquence, mais, il faut le dire aussi, l'inconséquence et la légèreté de son caractère. Il s'y livre à toute sa haine pour Catherine dans un langage qui tient des philippiques les plus virulentes. Un antagonisme politique ne suffit pas pour expliquer une telle animosité; son excès laisse supposer quelque ressentiment personnel. Pour le comprendre, il ne suffit pas de remonter

(1) Durfort à Choiseul. Vienne, 25 novembre 1767. — Archives des affaires étrangères.

à des tracasseries d'étiquette de cour. Une amie de Stanislas-Auguste, qui même s'était rendue à Varsovie en qualité d'ambassadrice de la philosophie, Mme Geoffrin, donne une explication de la haine vouée par Choiseul à Poniatowski. Elle l'attribue à une anecdote de famille. La nomination de la Pologne au cardinalat avait été donnée à l'évêque de Noyon (Broglie) préférablement à l'archevêque de Cambrai (Choiseul); mais cette présidente d'un bureau d'esprit, qui se croyait femme politique, pouvait seule se payer d'une explication aussi frivole (1).

Enfin, quels que fussent ses motifs, Choiseul montra un singulier mélange d'aversion active contre la Russie et d'amitié paresseuse pour les Polonais. A peine écrivait-il à Durand et à Gérard, ses agens, et, quand il daignait s'y résoudre, il ne leur parlait que des jésuites. Sa mobilité l'entraînait autant que sa colère. Pendant qu'il prodiguait l'injure à son ennemie dans ses dépêches et qu'il y compromettait plus encore la sagacité de l'homme d'état que le bon goût de l'homme du monde en refusant à Catherine la capacité la plus ordinaire, l'admiration le ramenait à la justice et lui faisait reconnaître, quoiqu'à regret, la grandeur à travers la haine. « Le véritable objet de l'impératrice de Russie, écrivit-il un jour, est de soutenir par la force sa considération extérieure pour maintenir l'intérieur, d'acquérir la renommée d'une grande et forte princesse, de dominer sur toutes les puissances du Nord. Ce projet, qui est grand et l'on peut dire glorieux, est presque exécuté (2). » Catherine, de son côté, rendait justice aux talens de Choiseul et le jugeait avec beaucoup de sang-froid. Malgré cette équité réciproque, l'aversion l'emporta. Pour dénoncer les hostilités à l'impératrice de Russie, sans lui déclarer la guerre en forme, ce qui n'entrait pas dans les intentions de Louis XV, le duc de Choiseul profita de la mort de M. de Bausset, ministre de France à Pétersbourg; afin de ne pas lui donner de successeur, il imagina d'entamer une rupture politique par une critique grammaticale.

L'académie française, ou du moins quelques-uns des membres de cette compagnie, amis particuliers de M. de Choiseul, déclarèrent que l'expression *majesté impériale* n'était pas conforme au génie de la langue, que les rois de France, prenant le titre de majesté sans y ajouter aucune épithète, ne pouvaient accorder ce surcroît de qualification à personne. Catherine, peu curieuse de philologie, se tint à l'étiquette adoptée jusqu'alors, et il en résulta que les deux cours ne s'envoyèrent plus de plénipotentiaires, et ne se firent plus part des événemens qui les regardaient personnellement, tels que naissances, mariages; à Pé-

(1) Correspondance secrète de Louis XV.

(2) Choiseul à Rossignol. Versailles, 1er juillet 1767. — Archives des affaires étrangères.

tersbourg comme à Paris, il n'y eut plus que des chargés d'affaires et enfin des consuls seulement.

Le plan du duc de Choiseul était de dénoncer à la Porte, comme une infraction au traité de Karlowitz, l'entretien permanent d'une armée russe en Pologne, d'en faire demander le rappel à Catherine II, et, en blessant la fierté de cette princesse, d'amener une guerre dont la conséquence serait la ruine de la puissance russe. M. de Choiseul ne doutait pas de la prépondérance des forces de la Turquie sur celles de la Russie; ce fut là son erreur radicale. Pour lui, la défaite de Catherine était le but; la liberté de la Pologne n'était que le moyen. C'est dans le sens d'un mouvement simultané des Polonais et des Turcs qu'il écrivit à tous les agens de la diplomatie française et principalement à M. de Vergennes, ambassadeur de Louis XV près de la Porte ottomane. M. de Choiseul dut s'applaudir d'autant plus de la nouvelle secousse imprimée à la politique européenne, que les événemens intérieurs de la Pologne semblèrent d'abord justifier ses prévisions et favoriser ses projets.

Une confédération générale qu'il avait mise au nombre de ses instrumens les plus puissans éclata en Pologne très peu de temps après la diète qui avait rétabli les anciennes lois et fait admettre les dissidens au partage de tous les priviléges de la noblesse, sous la garantie de l'impératrice de Russie. Le 29 février 1768, quelques gentilshommes assez obscurs se confédérèrent dans une petite ville de Podolie nommée Bar. Un vieux *szlachtych*, du nom de Pulawsky, accompagné de ses quatre fils, leva l'étendard, et réunit autour de lui beaucoup de petite noblesse. L'insurrection était l'ouvrage de cette classe; les magnats y adhérèrent plus tard, et le peuple, selon l'usage en Pologne, laissa faire sans se mêler de rien. Cette insurrection était toute catholique, ainsi que le serment des confédérés en fait foi.

« Je jure devant Dieu, la sainte Trinité, la sainte Vierge et tous les saints patrons du royaume de Pologne, et vous, saint père de Rome, chef de l'église de Jésus-Christ, que je ne trahirai point le secret qui m'a été confié pour la conjuration et la défense de la religion catholique romaine; que je ne découvrirai pas non plus les personnes, l'endroit et le rendez-vous de notre réunion concertée, devant qui que ce soit, même devant le plus intime ami, soit du beau sexe, soit des hommes, jusqu'au terme fixé; que je n'abandonnerai pas la religion catholique romaine, mais que je la défendrai de mon corps et de mon épée, au risque de ma vie, jusqu'à ce qu'elle soit entièrement fondée et rétablie dans ma patrie. Je m'engage, par ce serment, à ce qu'aucun confesseur ne puisse me remettre ma transgression.

« Chacun sera obligé de défendre la religion catholique romaine au prix de sa vie. On ne fera aucune violence, soit aux catholiques, soit aux juifs, et on ne

le fera ni par soi-même ni par des gens subordonnés. Chacun obéira religieusement au commandement du chef, exécutera ses ordres au risque de sa vie, et se soumettra à la sentence prononcée par lui. Défense rigoureuse qu'il y ait aucune femme au camp.

« Le premier drapeau de la conjuration portera le crucifix; le second, Notre-Dame. Sur tous ces drapeaux, mais principalement sur le premier, seront représentés des cadavres tombés les uns sur les autres, avec cette légende : *Les ennemis de la religion ne nous les enlèveront point*. La parole générale ou devise sera *Jésus et Marie*. On n'aura aucune correspondance ni intelligence avec les ennemis de la religion, ni avec les catholiques qui nous seront contraires. Chaque cavalier conjuré aura deux chevaux, une paire de pistolets et un sabre, avec un valet armé. Il portera la croix au côté gauche.

« Chaque drapeau de cavaliers sera composé de cent chevaux et n'aura qu'un officier.

« Notre solde sera Dieu et la sainte Providence; cependant quiconque sera en état de soulager et de secourir son compagnon sera obligé de le faire.

« Les gros fourrages et provisions seront distribués au quartier-général.

« Le choix du commandant-général dépendra de l'affection et de la confiance de tous les confédérés; les autres officiers tireront au sort, outre ceux qui, avec leurs drapeaux, viendront se ranger sous ceux de Jésus-Christ, lesquels cependant seront obligés de prêter serment et fidélité au commandant-général.

« Aucun luthérien, calviniste, grec désuni ni juif baptisé ne sera admis à la présente conjuration. De plus, on ne confiera le secret à personne, ni à sa mère, ni à sa sœur, ni à sa femme, bref, à qui que ce soit.

« Chacun des conjurés animera et engagera à cette conjuration les autres amis et bons catholiques.

« Que chacun des conjurés ait soin de vivre sans reproche de sa conscience, en demandant pardon à Dieu de tous ses péchés; qu'il évite toute occasion de rechute qui attirerait la malédiction du ciel sur les confédérés. A cet effet, on commencera et on finira ses prières par implorer la bénédiction sur toutes nos actions.

« En cas qu'un des confédérés transgresse malicieusement les susdits articles ou fasse quelque trahison, il sera puni de mort sans délai.

« Le sceau des conjurés sera le crucifix dans la poitrine d'un aigle, tenant des deux côtés une épée dans ses serres, avec cette légende : *Vaincre ou mourir* (1). »

Certes, il y a dans ce serment un caractère dont il faut reconnaître la grandeur : il reporte les esprits en plein moyen-âge, et respire l'enthousiasme des croisades; mais, à l'époque où il fut prononcé, il y avait là un germe de mort pour la confédération : c'était un anachronisme évident. En effet, devant qui ces fils des croisés parlaient-ils ainsi? Non-seulement devant les fils de Voltaire, mais devant Voltaire lui-même! Aussi dès ce moment furent-ils traités de fanatiques dans l'Eu-

(1) Copie textuelle. — Archives des affaires étrangères.

rope entière, et, grace aux pamphlets expédiés de Ferney avec une profusion intarissable, leur entreprise passa pour ce qu'il y avait alors de plus triste au monde, elle passa pour ridicule. Elle ne l'était pourtant pas autant que le prétendaient les philosophes et le roi de Prusse, qui comparait les confédérés à des *guêpes* (1), et faisait des vers contre eux. Leur nombre se grossissait d'une foule de petites confédérations partielles qui vinrent se réunir à celle de Bar. Les comtes Potoçki, Paç, Krasinski, Myaczinski et d'autres principaux membres de la noblesse y avaient formellement adhéré : ils remportèrent des avantages partiels sur les troupes russes et sur la contre-fédération qui s'était formée à Varsovie sous les auspices du prince Repnin; mais bientôt la discorde se mit entre les chefs, et on se ressentit de cette absence de science militaire qui, chez les Polonais, a toujours accompagné la plus admirable bravoure.

Toutefois, par cette triste habitude de recourir aux puissances étrangères, c'est à leurs négociations plus encore qu'à leur épée que les Polonais confiaient le salut de la patrie. Potoçki et Paç s'étaient rendus à Constantinople; Krasinski, évêque de Kaminiek, était parti pour Versailles; « il venait, disait-il, jeter la Pologne dans les bras de la France. » C'était toujours la même méthode que par le passé. Il ne s'agissait pas de rendre la Pologne indépendante, mais d'y substituer une protection à une autre. Krasinski promettait la déchéance de Poniatowski et l'acceptation d'un roi donné par la France, dont la couronne serait à l'unanimité proclamée héréditaire. Choiseul accueillit l'évêque de Kaminiek avec empressement; il lui fit les protestations les plus chaudes en faveur des confédérés de Bar, s'engagea à leur fournir des secours d'argent et à leur envoyer un plénipotentiaire. Nous avons le compte-rendu de cet agent diplomatique. Son récit donne une idée très nette de la situation où il trouva la Pologne au moment où il y fut envoyé.

Il se nommait le chevalier de Taulès; c'était un homme d'esprit, mais d'un esprit tout voltairien; il l'avait puisé à la source, ayant été résident de France à Genève. Taulès avait passé sa vie à Ferney, très bien accueilli par le patriarche. Voilà l'homme que M. de Choiseul envoyait à des gens qui ne juraient que par la sainte Vierge. De là un malentendu inévitable, mais vraiment original. Cet agent a fait le journal de sa mission; malgré l'incorrection de son style, il faut le laisser parler lui-même. Le faux XVIIIe siècle qu'on nous fabrique aujourd'hui dans les romans et dans les vaudevilles ne vaudra jamais trois lignes du véritable.

(1) « Cet essaim de guêpes, dispersé d'un côté, reparaissait aussitôt d'un autre. » *Mémoires* de 1763. *Œuvres de Frédéric*, tome VI, page 22.

« Après avoir traversé toute la Hongrie, écrit le chevalier de Taulès, j'entrai en Pologne le 8 du mois de mai 1768. Dès ce moment, j'oubliai tout pour m'occuper des confédérés. Je croyais d'abord trouver des gens qui m'informeraient de ce qui pouvait les intéresser, mais les premiers soins que je me donnai ne me procurèrent aucun éclaircissement. Il y avait lieu de me flatter que je serais plus heureux à Bolechoff. Cette ville appartient au comte Potoçki, grand échanson de Lithuanie, le même qui, depuis mon départ de Paris, s'était joint à la confédération, et dont le nom était fait pour donner de grandes espérances à son parti. Je fus trompé dans mon attente; son commissaire et son intendant ignoraient dans quels lieux il pouvait être, et ne savaient rien de l'état de ses affaires.

« De Bolechoff, je fus à Kaluska; j'y trouvai trente confédérés qu'on y avait envoyés pour lever quelque contribution. Celui qui les commandait, quoique de l'armée de M. Potoçki, ne fut pas en état de me dire où étaient ce général et cette armée. Il était lui-même très embarrassé sur le chemin qu'il lui conviendrait de prendre lorsqu'il serait obligé de se retirer...

« Je passai ensuite à Stanislaoff. J'y vis des gens de M. le comte Potoçki. Ils n'étaient pas plus instruits que les plus indifférens. Ils savaient en général que leur maître avait marché du côté de Sniatin après la déroute de Podhaizé, mais ils doutaient qu'il eût pu s'y arrêter. Une ignorance aussi extraordinaire provient de la difficulté qu'il y a de communiquer entre les lieux les plus proches, et de la précipitation avec laquelle les confédérés se retirent devant les Moscovites. Ils ne fuient pas, ils volent, et se rendent en quelque sorte invisibles...

« Après Stanislaoff, on trouve Horodenka, ville située sur les limites mêmes de la Moldavie. Elle n'est qu'à trente-cinq lieues de Bar, le siége principal de la confédération. Cependant je n'avais pu savoir encore où je devais aller chercher les confédérés; personne n'avait été en état de me donner quelque lumière à cet égard. Toutes les communications étaient interceptées. M. Krasinski et M. Potoçki se cachaient pour ainsi dire à tout le monde, et une égale obscurité couvrait leurs opérations et leur conduite. »

Enfin M. de Taulès apprit que le comte Potoçki, vivement poursuivi par les Russes, avait demandé au pacha de Chotim la permission de passer par la Moldavie; mais, une grave indisposition l'ayant forcé de s'arrêter, il campait avec son armée devant cette même ville de Chotim, lorsque l'agent secret de la France se rendit auprès de lui par les forêts impénétrables de la Bukowine. Il arriva à Otak, où il trouva plusieurs Polonais de toutes les classes de la société, qui s'y étaient réfugiés, et ne fut pas moins frappé de l'ignorance profonde où ils étaient de la véritable situation de leur pays.

« Une foule de Polonais, dit-il, entouraient ma voiture en m'accablant de questions impertinentes, car ces bonnes gens s'imaginaient que toutes les puissances avaient suspendu leurs plus chers intérêts pour ne s'occuper que de la Pologne, et qu'il n'était question dans toute l'Europe que de leurs affaires.

« Une petite hutte valaque, couverte d'un chaume pourri et consistant dans

une chambre malpropre, était tout le logement du comte Potoçki. Sa femme, qui l'avait suivi dans ses malheureuses expéditions, ne pouvait trouver d'issue pour passer dans ses terres, et n'était pas logée plus convenablement que lui.

« Mon début était embarrassant, ou, pour mieux dire, je n'avais pas la liberté de choisir. Si j'avais voulu faire quelque mystère à M. Potoçki sur ma mission, il s'en serait aperçu; cela lui aurait fait naître des soupçons; j'aurais passé dans son esprit pour un aventurier; on m'aurait renvoyé avec honte, et peut-être arrêté. Les confédérés, qui portent la défiance à l'excès, ne souffrent point parmi eux d'observateurs. J'aurais été le premier étranger qui se serait présenté sous ce titre; ils ne veulent pas qu'on connaisse leur faiblesse; ils ne voient que des traîtres, que des espions dans tous ceux qui ne sont pas de leur parti.

« Après avoir remercié le comte de la liberté dont j'espérais lui être redevable, je lui dis que le roi, ne pouvant être informé plus exactement de l'état de la confédération de Bar, avait jugé à propos de m'y envoyer, que la première loi qui m'était prescrite était de tenir ma mission secrète, qu'il ne m'était permis de m'en ouvrir qu'avec les chefs de la confédération, mais que, malgré cette condition dictée par la prudence, les confédérés ne devaient voir dans cette première démarche qu'un effet de la bienveillance du roi; que sa majesté, remplie d'estime pour les dignes citoyens qui avaient eu le courage de prendre les premiers la défense de leur patrie opprimée, désirait qu'on lui fournît les moyens de leur faire voir par une assistance utile que son affection, dont des raisons particulières avaient suspendu pendant quelque temps les témoignages, était toujours la même pour la république. J'ajoutai que j'étais adressé à M. le comte Krasinski, maréchal de la confédération, et que je ne pouvais me dispenser de me conformer littéralement à mes ordres, quoique persuadé que si, avant mon départ de France, on eût su qu'un seigneur tel que lui avait embrassé le même parti, je lui aurais été adressé par une attention qui était due à sa haute naissance et au rang qu'il tenait en Pologne; mais mon devoir étant d'aller trouver M. le comte Krasinski, quelque part qu'il pût être, je priai M. le comte Potoçki de vouloir bien me faciliter les moyens de me rendre auprès de lui.

« M. le comte Potoçki, couché sur un mauvais grabat dans cette hutte où je l'ai représenté, se trouvait dans un état digne de compassion. Quoiqu'il l'attribuât aux suites d'une maladie qu'il avait essuyée depuis son expédition, il était aisé de voir qu'il succombait sous le poids de son infortune. Une fièvre ardente le consumait; il respirait à peine; il ne parlait que par propos entrecoupés et interrompus. La conversation ne put donc être longue, et ce qu'il me dit se réduisit aux lignes suivantes.

« J'entendis d'abord tous ces grands mots que les confédérés répétaient actuellement par habitude, c'est-à-dire que, « libres de toute vue d'intérêts, ils « n'avaient pris les armes que pour la défense de la foi, des lois et de la liberté; « que Dieu répandrait sans doute sa bénédiction sur une cause juste qui regar- « dait sa gloire. » Il ajouta que « les puissances intéressées à empêcher l'op- « pression des Polonais ne les abandonneraient pas; qu'ils étaient encore en « état de résister aux Moscovites, mais qu'ils succomberaient enfin, s'ils étaient « livrés à leurs propres forces. » Il me parla des troupes de la confédération de

Bar, et il m'assura que si le public se trompait en faisant l'armée de trente-six mille hommes, elle était au moins de vingt mille.

« J'étais arrivé chez lui à dix heures du soir, je n'avais rien vu, et j'étais impatient de voir son armée. Je me levai, dans ce dessein, dès la pointe du jour; les troupes étaient déjà en mouvement pour se mettre en marche. M. le comte Potoçki, se soutenant à peine, ne tarda pas lui-même à paraître; je tâchai de tout observer, et, quoique le bruit public lui donnât trois à quatre mille hommes, j'oserais assurer qu'il n'en avait pas plus de cinq cents.

« J'arrivai le 3 juin à Baline, quartier-général des confédérés. A mesure que j'approchais de la ville, mon étonnement augmentait; je ne pouvais concevoir pourquoi je ne voyais rien de ce qui annonce un camp et une armée. Tout était tranquille aux environs. Je m'adressai aux premiers paysans que je rencontrai, pour savoir où était logé M. le comte Krasinski. Aucun d'eux ne put me répondre.

« M. le comte Krasinski étant alors à une lieue de Baline avec l'armée, je fus l'y trouver, escorté par quatre hommes à cheval que l'on me donna pour m'accompagner.

« Il me fut impossible de savoir la vraie force des confédérés. M. Krasinski me répondit qu'il l'ignorait, et ce qu'il y a de singulier, c'est qu'il disait la vérité. Il fut question des Moscovites. M. Krasinski en parla avec tant de mépris, avec une si grande sécurité, que son air et son ton ne firent que confirmer la bonne opinion qu'on m'avait donnée de son courage. Il assurait que les Moscovites craignaient les confédérés. « Ils ne viendront pas, me dit-il; mais, s'ils « viennent, ils seront battus. — Si vous devez les battre, lui répondis-je, il ne « faut pas les laisser venir, mais aller au-devant d'eux et les attaquer. Ne leur « donnez pas le temps de devenir plus forts que vous. »

« Je ne fus pas long-temps à m'apercevoir que la confédération était perdue, et qu'il ne lui restait plus de ressource; mais il était dangereux d'irriter les confédérés en les quittant brusquement. Je feignis de ne pas voir ce qu'ils voulaient me cacher, et je résolus d'attendre, sans chercher à m'engager davantage avec eux; je ne sentais que trop qu'ils viendraient à moi, mais j'étais déterminé à leur tout refuser. Les raisons qu'ils m'auraient fournies eux-mêmes suffiraient pour autoriser mes refus.

« M. Krasinski, s'étant concerté avec les autres maréchaux de la confédération, vint à moi en effet, et me dit qu'il était temps que nous parlassions un peu sérieusement ensemble. Je lui dis que c'était ce que je désirais depuis long-temps.

« Il commença par me demander ce que je pourrais faire pour eux, et si je leur donnerais quelque chose. Je lui répondis que mes instructions leur étaient connues, qu'ils y avaient vu que l'intention du roi était de les secourir par quelque somme d'argent, et de les mettre en état, par ce moyen, d'attendre l'effet de ressorts plus puissans qu'on se proposait de faire jouer en leur faveur, mais qu'il savait aussi que, pour lui remettre cet argent, il m'avait été recommandé d'observer si ce secours pourrait les aider dans leurs projets et dans leurs affaires. « Jugez donc vous-même, monsieur, présentement, voyez si vous « m'avez mis en état de remplir cette condition conformément aux ordres du

« roi. Je n'ai encore aucune connaissance de vos forces; on m'a souvent « parlé de camp, d'armée, d'artillerie, et je n'ai pu encore obtenir qu'on me fît « voir ce camp, cette artillerie et cette armée. J'ignore tous vos plans; les dis- « positions que vous faites me sont totalement inconnues. En marchant tou- « jours, on ne dit jamais où l'on va; je ne sais quels sont vos projets, vos « craintes, vos espérances. Ne manquerais-je donc pas essentiellement à mon « devoir, si, malgré l'ignorance absolue où vous me laissez, je vous remettais « la somme dont je suis chargé, lorsqu'il m'est prescrit de m'assurer aupara- « vant si elle peut vous aider dans vos projets et avancer vos affaires? Dans « l'impuissance où vous m'avez mis de rien faire pour vous, ma mission se « réduit à ce que vous désirez de la France. Si vous daignez me confier vos « idées, je les enverrai par un courrier à ma cour, qui ne manquera pas de « me donner promptement des ordres en conséquence. »

« M. Krasinski, sans répliquer, me dit qu'il me remettrait un mémoire sur ce sujet, et me donna, quelques momens après, un chiffon de papier.... Après l'avoir lu, je dis à M. Krasinski que son mémoire était trop général, et qu'il ne m'apprenait rien de la situation des confédérés, mais que je l'enverrais à ma cour.

« Alors il me demanda de nouveau si je ne voulais donc pas leur donner les lettres de crédit dont j'étais chargé, et il employa toute la petite adresse dont il est capable pour me les arracher : flatterie, espérances, menaces, injures, rien ne fut épargné....

« Après avoir été environ trois heures à parler avec M. Krasinski de choses indifférentes ou à ne rien dire, sans que je pusse l'engager à faire la réponse qu'il m'avait promise, il me proposa tout d'un coup d'aller à l'église. Étonné de sa dévotion et de son indifférence dans un temps qu'il aurait dû donner au soin de ses affaires, je lui dis : « Vous savez, monsieur, que je veux partir ce « soir pour Mohilow, d'où je me propose d'envoyer un courrier en France; de « grace, expédiez-moi, ne négligez pas ces affaires; elles sont assez importantes; « laissez là l'église : travailler pour une cause qui intéresse la gloire de Dieu, « c'est le prier et l'adorer. »

« Je m'en défendis en vain; il m'entraîna malgré moi. Il n'y avait qu'un moment que nous étions dans l'église, lorsqu'il me dit brusquement que, « puisque « je ne leur donnais pas d'argent, il n'avait rien à me répondre; que je n'avais « même plus besoin de rester parmi eux, si je leur étais inutile; que ma pré- « sence n'inspirait que de l'ombrage aux troupes, qui me prenaient pour un « espion des Moscovites. » Je lui répliquai froidement que « l'opinion de la po- « pulace m'était indifférente, qu'il me suffisait d'être connu des chefs, et que « d'ailleurs je ne demandais pas mieux que d'avoir la liberté de partir. »

« Un instant après, profitant d'un sermon polonais qu'un moine allait prononcer, je sortis, et je remontai au château. J'ordonnai en entrant qu'on mît les chevaux à la voiture. Je fus ensuite chez le comte Potoçki, et, en l'abordant, je lui dis que je venais prendre congé de lui. Instruit de ce qui s'était passé avec M. Krasinski, il m'approuva. Il me pria, si je partais, de ne pas le compromettre, c'est-à-dire de le ménager. Il me confirma que son dessein était de s'en retourner en Moldavie, et ajouta qu'en séjournant quelque temps chez

les Tartares Lipski, où se trouvait déjà Mme la comtesse Potoçka, il espérait en obtenir un corps de trois mille hommes. Ce projet était une chimère, car tous les Tartares de Lipski établis en Moldavie formeraient à peine ce nombre.

« M. Krasinski revint; il me demanda si j'étais fâché contre lui. Je lui répondis que « je ne saurais l'être, mais que, m'apercevant qu'il ne me convenait « plus de rester parmi eux, je désirais partir sur-le-champ. » Il était presque nuit; il me fallait un passeport; il prit le prétexte de ma sûreté pour me dire que je partirais le lendemain.

« J'aurais mieux aimé sortir de Sinkofzé dans le moment. Ces messieurs jugeaient si mal des affaires, qu'ils croyaient que les Russes les laisseraient tranquilles. Je croyais évidemment le contraire, et je ne le leur cachai pas. Plein de l'humeur que me causait cette mauvaise conduite, j'allai me coucher. J'étais profondément endormi, vers onze heures du soir, lorsque je fus éveillé en sursaut par le bruit confus de la foule qui se précipitait en tumulte chez les maréchaux dont je partageais la chambre. On n'entendit que les mots: *Moscali*, *Moscali* (les Moscovites)! La voix altérée des Polonais portait tous les caractères de la frayeur. On me cria dans le même moment de me lever, parce qu'il fallait partir sur-le-champ. Jamais je n'avais été témoin de tant de désordre, de confusion et de terreur. Tous les feux étaient éteints, de crainte qu'ils ne servissent à guider les Moscovites, qui étaient à un quart de lieue de nous. Les chariots, dont la cour était pleine, ainsi que les chevaux pêle-mêle, ne pouvaient plus être reconnus par leurs maîtres dans l'obscurité. J'entrai chez M. le comte Potoçki; je le trouvai levé, mais avec une voix presque éteinte et ayant l'air d'un agonisant. Sa santé était le thermomètre de notre situation. Il était occupé à trier quelques papiers qu'il déchirait. Je pris alors mon parti. Mes lettres de change m'étaient inutiles, puisque j'étais déterminé à n'en point faire usage; mes chiffres pouvaient exposer la correspondance de la cour; l'esprit de mes instructions m'était présent : je profitai d'un four qui était resté embrasé pour tout brûler. Les papiers furent dans un instant consumés. Je savais que si quelqu'un parmi nous était prisonnier, ou s'il y avait quelqu'un de massacré, ce serait moi infailliblement; mais, dès ce moment, je fus tranquille, le secret du roi était en sûreté (1). »

La situation des confédérés n'est-elle pas peinte avec vérité dans ces fragmens d'un journal écrit sans art, mais non sans finesse? N'y voit-on pas, comme dans un miroir, cette ignorance politique, ce désordre incurable, cette incapacité stratégique qui rend stérile jusqu'à la bravoure même? Mais n'y trouve-t-on pas aussi cette patience invincible, cette foi imperturbable qui fait supporter tous les maux pour une espérance, cette abnégation sans bornes qui porte à rejeter tous les biens pour une illusion? Ici, à Chotim, sur la frontière de la Turquie, une comtesse Potoçka, l'une des plus grandes dames de la Pologne, passe sans se plaindre des palais de Varsovie ou de Tulczyn sous le sauvage abri d'une hutte valaque. A Slonim, le prince Rad-

(1) Archives des affaires étrangères.

ziwil combattait entre sa femme et sa sœur; la jeune princesse aperçoit dans la mêlée un jeune homme d'une admirable beauté qui se battait comme un lion. Ce n'était qu'un simple gentilhomme nommé Morasky. Au sortir du combat, la belle Radziwil lui donne sa main et ses richesses. Ce charme romanesque, mélange de grace et de force, n'appartient qu'aux femmes polonaises, et, s'il est vrai que leur influence politique ait contribué aux malheurs de leur pays, il était difficile de le faire tomber dans un piége plus attrayant.

La couleur exclusivement catholique donnée à la confédération de Bar devait amener un antagonisme inévitable dans une contrée sillonnée de sectes ennemies et diverses. On avait voulu une guerre de religion, on l'eut dans toute son antique horreur. Désignés à la vindicte publique, les dissidens s'armèrent à leur tour. La réponse des grecs non unis aux manifestes des confédérés ne se fit pas long-temps attendre. En Volhynie, en Podolie, dans le palatinat de Kiovie, on voyait marcher prêtres contre prêtres, la croix grecque contre la croix latine, et les paysans ukrainiens massacraient leurs seigneurs, tandis que ceux de la grande Pologne criaient : *Mort aux schismatiques!* Partout s'exerçaient des représailles; la Pologne nageait dans le sang.

Alors la déchéance de Stanislas-Auguste fut décidée par les chefs les plus influens, et pourtant, pendant tout son règne, ce moment fut le seul où Poniatowski montra une apparence de royauté. Pressé par Repnin de marcher contre les confédérés, il s'y refusa absolument, garda la neutralité, et à toutes les menaces opposa l'inertie, cette force invincible des ames faibles. S'ils avaient eu l'ombre d'une idée de gouvernement, si le démon de l'anarchie ne s'était pas attaché tout entier à sa proie, au lieu de proscrire Poniatowki, les confédérés se seraient joints à lui, ils l'auraient encouragé dans sa résistance. Peut-être la Pologne aurait-elle fixé ainsi ses destinées; mais ce bonheur ne lui était pas réservé. Ce n'est ni à Bar ni même à Varsovie, c'est à Constantinople qu'était renfermé le secret de son avenir, c'est là du moins que Choiseul l'avait placé.

L'année 1767 s'était passée tout entière en efforts impuissans. M. de Vergennes, ambassadeur de France, pour éveiller la jalousie des Turcs contre la Russie, s'était vainement efforcé d'appeler leur attention sur la ligue du Nord; cet intérêt leur semblait trop étranger à ceux de la Porte ottomane. Vainement, pour les frapper par une crainte plus rapprochée, il leur montrait le Gurgistan soulevé, des commissaires parcourant la Servie, le Monténégro, le Péloponèse,—toutes les sympathies de la nationalité slave et du rite oriental secrètement attirées vers un peuple coreligionnaire; ni la révolte des Géorgiens, ni les mouvemens des Monténégrins, ni les sourdes agitations de la Grèce, ni les discordes de la Pologne, ne purent secouer la torpeur des Ottomans.

Malgré sa propre conviction, loyalement manifestée à M. de Choiseul, mais ardemment combattue par ce ministre, M. de Vergennes s'efforçait en vain d'émouvoir le divan. Désespéré par l'apathie des Turcs, l'ambassadeur succombait sous la lutte et demandait grace; mais Choiseul, poussé à bout, agitait, ou, si ce mot nécessaire nous est permis, tracassait l'Orient. Ses émissaires étaient partout : Tott en Crimée, Taulès en Pologne; des officiers soudoyés par lui défendaient Cracovie contre les Russes. Il engagea les Polonais à s'adresser aux Turcs; l'évêque de Kaminiek écrivit au vizir pour implorer le grand-seigneur en faveur des libertés républicaines. Étrange relation d'un prélat catholique avec un sectateur de Mahomet, source intarissable de plaisanteries pour les philosophes, qui ne cessaient de représenter d'une manière burlesque l'alliance du nonce et du mufti! Il faut convenir que la Pologne était bien changée depuis le siége de Vienne. De son côté, la confédération envoya un message à la Sublime Porte. Le style en était oriental par l'emphase, mais non par la dignité. Le vizir répondit à l'évêque avec bonté, mais il fit un accueil glacé aux députés de la confédération. Découragé par tous ces obstacles, arrêté peut-être par Louis XV lui-même et par le parti du duc d'Aiguillon et de Mme Du Barry, qui déjà minait son crédit, M. de Choiseul voulut revenir sur ses pas. Il s'effraya de sa propre audace, et, au moment de voir ses plans réalisés peut-être par la démarche des Polonais à Constantinople, il recula devant le tableau des hordes turques se jetant sur une portion de l'Europe chrétienne, à l'instigation du ministre du roi très chrétien. Il sentit toutes les objections que pouvait soulever un si étrange résultat, et recommanda instamment à M. de Vergennes de concilier une déclaration de guerre avec le respect et l'inviolabilité du territoire polonais, mettant le comble, par cet ordre contradictoire, à l'embarras de l'ambassadeur.

Choiseul s'était enfin aperçu qu'il faisait fausse route; mais il n'était plus temps de revenir sur ses pas. Le hasard amena naturellement ce que n'avaient pu produire deux années de négociations longues et infructueuses. Dans une de ces escarmouches fréquentes sur les limites de la Turquie et de la Pologne, une troupe de Cosaques poursuivit les confédérés au-delà de la frontière jusqu'à une petite ville appelée Doubassar, située au-delà de Balta, près de Bender; ils y massacrèrent même quelques musulmans dans la chaleur du combat et de la poursuite. A la nouvelle de l'affaire de Balta, un cri de vengeance s'éleva sur le Bosphore; l'irritation fut générale et l'enthousiasme devint populaire parmi les vrais croyans : on voyait des enfans traîner de gros mousquets par les rues de Stamboul. M. de Vergennes crut enfin toucher au terme de ses désirs; il se hâta de s'adresser au divan dans une note dont la véhémence contre un état avec lequel la

France n'était pas en guerre semblerait aujourd'hui bien étrange. La Porte résista quelque temps encore aux provocations du duc de Choiseul, mais enfin elle céda, et la guerre fut allumée, guerre terrible qui pouvait s'étendre sur le monde entier et ramener les pavillons musulmans au pied de quelque capitale chrétienne. Un matin, les habitans de Constantinople apprirent, en s'éveillant, que le grand-vizir était déposé, que M. Obreskof, résident de Russie, venait d'être envoyé aux Sept-Tours, et que par conséquent la guerre était déclarée. Dans ce même moment, l'ambassadeur de France recevait la nouvelle de sa destitution et de son remplacement par M. de Saint-Priest.

Le nouveau grand-vizir était un gendre du sultan, très ennemi des Russes. Il encouragea l'insurrection polonaise, et signa avec la confédération de Podolie un traité cruellement onéreux pour ces mêmes confédérés, qui, vivant au jour le jour, n'ayant ni administration ni comptabilité régulière, s'engagèrent à nourrir une armée de deux cent mille Turcs. Cette fatale alliance, blâmée par tout ce qu'il y avait d'hommes sages parmi les Polonais (1), ne tarda pas à porter ses fruits. Au seul bruit d'une déclaration de guerre, les confédérations partielles surgirent de toutes parts. Radziwil, que Repnin ne daignait plus retenir à Varsovie, s'enferma dans sa forteresse héréditaire de Niesvij avec une troupe de femmes et de jeunes Lithuaniens. Assiégé par les Russes, il fut bientôt obligé de se soumettre, et quatre mille Polonais furent battus par six cents Russes. Ainsi les soldats de Radziwil ne servirent qu'à recruter l'armée ennemie, et lui-même, fuyant une seconde fois la vengeance de ceux qu'il avait combattus, servis, abandonnés tour à tour, s'enfuit à Teschen, en Silésie, où l'évêque de Kaminiek avait imprudemment placé sous le patronage prussien les débris de la confédération de Bar, désormais dissoute. C'est au moment où les Turcs se prononçaient pour elle que la confédération ne pouvait plus rien en faveur de ses nouveaux et redoutables alliés.

Le duc de Choiseul avait cru surprendre Catherine II par la déclaration si brusque de la Porte ottomane; mais l'impératrice y était préparée. On en trouve la preuve dans sa correspondance avec Voltaire. Toutefois, en prévoyant la guerre, elle désirait la paix : décidée à ne jamais céder sur quelques points essentiels, elle n'épargna rien pour prévenir la décision de la Porte; mais, lorsque cette puissance eut formellement demandé l'évacuation de la Pologne et le rappel immédiat des troupes russes, Catherine refusa avec fierté, et, sans attendre la déclaration de guerre, commença les hostilités.

La cour de Vienne avait été vivement contrariée de l'insistance du

(1) L'évêque Krasinski écrivit à Potoçki : « Attirer les Turcs pour se défaire des Russes, c'est mettre le feu à la maison pour se débarrasser des souris. »

duc de Choiseul. Pour tempérer son ardeur, et surtout pour lui ôter tout espoir de se voir soutenu par Marie-Thérèse, Kaunitz avait toujours nié la possibilité de mettre les Turcs en mouvement; les envoyés autrichiens, surtout le prince Lobkowitz, ministre à Pétersbourg, blâmaient hautement les manœuvres du ministère français. Dès les premiers soulèvemens des confédérés, la cour de Vienne s'y était montrée contraire; les délégués des patriotes avaient essayé en vain de pénétrer jusqu'au prince de Kaunitz. La guerre commencée, Kaunitz vit bien qu'en cas de succès Choiseul ne lui pardonnerait pas cette froideur, et Choiseul, de son côté, sentit que Kaunitz lui pardonnerait encore moins ses propres torts. Dans cette disposition réciproque, les deux ministres, à l'insu l'un de l'autre, se rapprochèrent du roi de Prusse. C'est là que Frédéric les attendait depuis longtemps.

IV.

Choiseul avait forcé Catherine à la victoire. Dès l'ouverture de la campagne, la fortune des armes s'était déclarée pour elle. Le roi de Prusse essaya de l'arrêter dans sa marche par une négociation captieuse. Tandis que les généraux russes entraient en vainqueurs dans la Moldavie et dans la Valachie, Frédéric essaya de mettre un terme aux succès de l'impératrice, et entama avec elle une négociation dont lui-même rend compte en ces termes :

« Il y avait, dit-il, deux partis à prendre : ou d'arrêter la Russie dans ses immenses conquêtes, ou, ce qui était le plus sage, d'essayer par adresse d'en tirer parti. Le roi n'avait rien négligé à cet égard : il avait envoyé à Pétersbourg un projet politique, qu'il attribuait à un comte de Lynar, connu dans la dernière guerre pour avoir négocié la convention de Klosterzeven entre les Hanovriens, commandés par le duc de Cumberland et campés à Stade, et les Français, sous les ordres du duc de Richelieu. *Ce projet contenait une esquisse d'un partage à faire de quelques provinces de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'objet d'utilité de ce partage consistait en ce que la Russie, par ce partage, pourrait continuer tranquillement sa guerre avec les Turcs, sans appréhender d'être arrêtée dans ses entreprises par une diversion que l'impératrice-reine était à portée de lui faire en envoyant un corps de ses troupes vers le Dniester, ce qui aurait coupé les armées russes de la Pologne, d'où elles tiraient la plus grande partie de leurs subsistances*; mais les grands succès des Russes, tant dans la Moldavie que dans la Valachie, et les victoires que leurs flottes remportèrent dans l'Archipel, avaient tellement enivré la cour de ses prospérités, qu'elle ne fit aucune attention au soi-disant mémoire du comte de Lynar (1). »

(1) *Œuvres du grand Frédéric*, tome VI, page 27. (Nouvelle édition.)

La partie du texte imprimée ici en italique vient de paraître tout récemment pour la première fois. Elle a été entièrement omise dans l'édition de 1803, et a été loyalement rétablie dans la nouvelle édition des œuvres du grand Frédéric, qui se publie par l'ordre du roi Frédéric-Guillaume IV (1). Rien n'est si remarquable, rien n'est même plus décisif que cette omission; elle dispense de tout commentaire. L'auteur du partage s'est révélé.

Catherine laissa les propositions de M. de Lynar sans réponse et écarta formellement la proposition du démembrement de la Pologne qui lui était faite au nom du roi de Prusse. Qu'avait-elle besoin, en effet, de gagner en influence par une invasion violente ce qu'elle avait acquis par le rétablissement des anciennes lois? Frédéric n'avait pas, d'ailleurs, été de franc jeu avec elle; elle s'en souvenait. Pressé de décliner la responsabilité des derniers événemens de Varsovie, qu'il s'efforçait de laisser tout entière à son alliée, le roi de Prusse avait refusé de joindre sa garantie à celle que l'impératrice de Russie venait d'imposer aux Polonais. Catherine avait même obtenu avec beaucoup de difficulté que le roi consentît à déclarer par un acte officiel le maintien de l'alliance russo-prussienne. Frédéric ne négligea rien pour atténuer ses démarches publiques par des insinuations secrètes. Pour conserver les honneurs de la modération et du désintéressement, l'illustre auteur de *l'Anti-Machiavel* affecte de blâmer ce qu'il appelait *l'enthousiasme* auquel on s'était abandonné de part et d'autre; son seul désir est « que tout cela pût s'ajuster doucement en modérant les prétentions des uns et en portant les autres à se relâcher sur quelque chose. » D'ailleurs, à l'en croire, il ne prend qu'un intérêt des plus médiocres à toutes ces tracasseries. « L'impératrice de Russie décidera cette querelle avec la république de Pologne comme elle pourra. Les dissensions polonaises et les négociations italiennes sont à peu près de la même espèce; il faut vivre long-temps et avoir une patience angélique pour en voir la fin (2). » C'est par ces paroles et d'autres semblables que Frédéric essaya de se disculper des événemens dont il avait pris l'initiative, car c'est lui, on ne l'a pas oublié, qui, de son propre aveu, *avertit* Catherine du danger de la réforme législative des Czartoriski, et qui réveilla les plaintes des dissidens en se faisant adresser une supplique par les comtes de Goltz, chefs des protestans de Pologne; mais, s'il prit la peine de donner le change aux contemporains, il se mit encore plus en frais avec la postérité. A son indignation toute patriotique, toute républicaine, on croirait reconnaître non pas un prince étranger,

(1) Berlin, de l'Imprimerie Royale (1846-1847), publiée en deux formats, in-4° avec des portraits, des plans, etc., et in-8°. Il y a déjà sept volumes ou cahiers de ce dernier tirage.

(2) Frédéric à Voltaire.

instigateur des violences qu'il déplore, mais un de ces magnats qui en ont été victimes.

On comprend ce qu'une telle duplicité avait dû jeter de froideur et de méfiance dans le commerce des deux souverains alliés. Ce fut alors que Frédéric se rapprocha de la cour de Vienne dans des intentions sérieuses, et de la cour de Versailles afin de masquer son jeu. Au reste, il avait toujours conservé des intelligences en France, même pendant la guerre. Après la rupture la plus violente, après les outrages mutuels les plus impardonnables et au fond les moins pardonnés, il n'avait cessé de correspondre avec Voltaire. Tout en se moquant des prétentions diplomatiques du philosophe, il en avait profité pour nouer des intrigues à Versailles, tantôt par la margrave de Baireuth, tantôt par le cardinal de Tencin ou le maréchal de Richelieu; mais la métromanie du roi de Prusse avait nui à sa politique. Tant que vécut Mme de Pompadour, le ressentiment de cette favorite, si cruellement outragée par le roi-poète, rendit un rapprochement tout-à-fait impossible. Malgré la paix d'Hubertsbourg, qui avait fait poser les armes à toutes les puissances belligérantes, les rapports diplomatiques ne s'étaient pas renoués entre la France et la Prusse. Il n'y avait pas d'agent français à Berlin ni d'envoyé prussien à Paris. Sans rien changer à cette situation officielle depuis la mort de la marquise, sans faire d'avances compromettantes, Frédéric ne tendit que plus sûrement à son but. Après quelques années de démarches alternativement progressives et rétrogrades, au moyen de rapports secrets, de voyages de philosophes tels qu'Helvétius, de princesses allemandes éprises de la France, de sa littérature, de son encyclopédie, malgré la sourde opposition de la cour de Vienne, les rapports entre la Prusse et la France furent rétablis. On nomma des ministres plénipotentiaires. M. de Goltz partit pour Versailles, M. de Guines pour Berlin. C'était un piége; le duc de Choiseul croyait l'avoir tendu, mais ce fut lui qui y tomba.

Choiseul avait cru se rendre arbitre entre la Prusse et l'Autriche en relâchant les liens qui l'attachaient exclusivement à celle-ci. Cette combinaison aurait été bonne en d'autres temps, elle était même excellente pour l'avenir, mais il y sacrifiait le présent. Comme tous les esprits d'un jet aventureux et d'une portée rapide, il franchissait les intermédiaires et dépassait le but. Sitôt que l'Autriche se sentit abandonnée par son alliée, ce fut elle qui se rapprocha de la Prusse. C'est ce que voulait Frédéric; aussi, dès que l'envoyé de France fut arrivé à sa cour, satisfait de l'y avoir attiré et d'avoir compromis le cabinet français aux yeux de l'Autriche, il lui supposa des torts, probablement imaginaires, le traita devant tout le corps diplomatique avec une négligence affectée, poussa enfin les procédés à un tel degré de hauteur et d'inconsidération, qu'il fallut mettre immédiatement un terme à

des relations à peine commencées. Au bout de quelques mois, M. de Guines retourna à Versailles, et M. de Goltz à Berlin.

Frédéric avait accompli tout ce qu'il s'était proposé. Il avait prouvé à la Russie et à l'Autriche qu'il ne dépendait ni de l'une ni de l'autre, qu'il n'était pas isolé, qu'il pouvait nouer, à son gré, des amitiés nouvelles; puis, après avoir fait cette démonstration, il rompait les relations qu'il venait de former avec la France et les sacrifiait à l'Autriche pour la rendre complice de ses desseins sur la Pologne. A peine l'envoyé de Louis XV avait-il quitté la cour de Frédéric, que ce prince proposa une entrevue à Joseph II. Eut-elle lieu secrètement sur les frontières de Bohême? Marie-Thérèse parvint-elle à l'empêcher alors? C'est un mystère historique, mais d'une médiocre importance. Le germe jeté ne tarda pas à fructifier. Seulement Frédéric comprit qu'il ne suffisait pas d'avoir le jeune empereur pour soi, qu'il fallait surtout conquérir le vieux ministre. L'œil d'aigle du roi de Prusse avait pénétré le cœur de Joseph II. Il y avait trouvé une ambition démesurée et facile à séduire. Marie-Thérèse, comme toutes les mères pieuses et vigilantes, avait voulu préserver son fils d'une liaison si dangereuse. Elle n'avait pas voulu qu'il rencontrât celui qu'elle appelait un contempteur des hommes et de Dieu; elle avait empêché une première entrevue. Il n'y avait qu'un moyen de l'endormir, c'était de flatter Kaunitz. Jusqu'alors, Frédéric s'était moqué des manies et des ridicules de ce ministre éminent, mais bizarre et vaniteux. Les railleries du grand homme avaient mis M. de Kaunitz au désespoir. « Le roi de Prusse, avait-il dit souvent avec amertume, est le seul homme qui me refuse l'estime qui m'est due. » Le roi de Prusse ne refusa plus cette estime si désirée; il supprima les sarcasmes et y substitua les complimens. Dès-lors il n'y eut plus d'obstacle entre le roi et l'empereur; sans éclater au dehors, une révolution complète s'opéra dans l'intérieur de la cour de Vienne. Marie-Thérèse aimait la paix, Joseph était ambitieux, et Kaunitz, placé entre l'empereur et sa mère, se trouva dans la position d'un intendant économe près d'un fils de famille mineur et prodigue. Plus d'une fois, pour éprouver son crédit, il essaya de donner sa démission, mais ces retraites, jamais acceptées, le raffermissaient au pouvoir; enfin, par un mélange d'adresse et de raideur, il se remit en équilibre, et devint en même temps le confident de la mère et le complaisant du fils.

N'essayant pas de heurter un jeune prince spirituel, entêté et présomptueux, Kaunitz réussit d'autant mieux à le conduire, qu'il eut toujours l'air de le suivre. Joseph se proposa le même manége, et chacun crut avoir gagné l'autre. D'ailleurs, la politique de Joseph II ne répugnait pas absolument à M. de Kaunitz. Nous le répétons, Kaunitz aimait la paix, il la maintenait dans la crainte de l'ascendant de M. de

Lascy et du parti militaire; mais son désir d'accroître la puissance de la maison d'Autriche l'emportait sur tout autre sentiment et défiait tous les scrupules. Son patriotisme était une passion. Qui pourrait lui en faire un crime?

Bientôt il fut impossible de douter de la connivence de M. de Kaunitz avec l'empereur, et d'un désir mutuel de se rapprocher du roi de Prusse. Il suffisait, pour les convaincre, de voir avec quel soin, tout en lançant encore de temps en temps, par une vieille habitude, des épithètes désobligeantes contre Frédéric, Kaunitz justifiait les démarches les plus équivoques de ce prince, le disculpait de tout projet d'envahissement, et se faisait son avocat, même auprès de la cour de Versailles. Marie-Thérèse parut négligée par son ministre, on crut partout à une espèce de gouvernement occulte entre le chancelier et l'empereur, à l'insu de l'impératrice-reine; mais on s'aperçut plus tard qu'il n'y avait rien de réel dans cette discorde fastueuse. Pour jouer une pièce nouvelle, il avait bien fallu faire une nouvelle distribution de rôles.

Il fut décidé entre l'empereur et le roi que la médiation de la Prusse et de l'Autriche serait proposée et, s'il le fallait, imposée à Catherine II. Ce n'était encore, sous un autre titre, que la pacification portée par le comte Lynar et rejetée par l'impératrice de Russie. Maintenant l'offre cachait une menace; un refus pouvait amener la guerre. En dédaignant de prendre sa part des dépouilles de la Pologne, Catherine risquait de s'attirer les armes combinées des deux puissances allemandes. Rien ne pouvait être plus agréable à Joseph qu'une telle éventualité. C'était un appât que le vieux roi présentait à un jeune ambitieux, avide d'affaires parce qu'il y était novice, jaloux surtout d'exercer, dès le début de son règne, une grande influence en Orient. Il lui demanda une entrevue, et cette fois il l'obtint.

Elle eut lieu à Neiss; c'est là, c'est dans cette Silésie si regrettée, que Joseph vit pour la première fois le vieil adversaire, le vainqueur de sa maison. Tout ce que l'esprit, la grace, le désir de plaire, peuvent avoir de plus séduisant, fut mis en usage pour effacer une impression pénible. Fasciner le jeune empereur, le conquérir par toutes les marques de respect, de déférence, qu'il était possible d'accorder sans bassesse à l'héritier des Césars; mêler avec art la subordination d'un électeur à l'autorité douce d'un vieillard et à l'ascendant d'un grand homme; applaudir aux idées de l'empereur comme philosophe, à ses prétentions comme guerrier, à ses plans comme administrateur; à chaque mouvement des lèvres ou des yeux, feindre de croire à une franchise qui, à force de vouloir paraître naturelle, se démentait à chaque syllabe, — à une simplicité trahissant l'orgueil qui en était la source; placer enfin sans humiliation un héros au niveau d'un jeune homme

que son rang seul empêchait d'être un inconnu : telle fut la magie dont Frédéric environna Joseph.

L'empereur répondit à ces avances avec une cordialité extérieure et une ruse prématurée. Sans émotion apparente à la vue de son héritage occupé par un rival, il protesta qu'il n'y avait plus de Silésie pour l'Autriche; mais il subordonna sa volonté à celle de sa mère, réserve que Frédéric trouva adroite et qui l'était en effet, puisqu'en donnant les assurances les plus fortes de sympathie, Joseph ne s'engageait à rien de définitif et laissait ainsi le champ libre aux chances de l'avenir. Toutefois, dès cette première entrevue, comme base principale et préalable d'une nouvelle politique, l'alliance française fut entièrement sacrifiée par l'empereur. Il promit la neutralité la plus absolue dans toute discussion entre l'Angleterre et la France. On déclara d'un commun accord que la violence du ministre qui gouvernait ce royaume, la perturbation dans laquelle M. de Choiseul précipitait l'Europe, lui avaient aliéné entièrement les deux grandes puissances germaniques. La cour de Versailles fut donc exclue de tous les arrangemens futurs; la promesse d'une correspondance particulière entre les deux monarques, à l'insu du gouvernement de Louis XV, cimenta cet accord. Dans cette première entrevue, il fut question d'un démembrement de la Pologne : des témoignages contemporains et immédiats le certifient; mais aucun plan ne fut arrêté et aucun ne pouvait l'être avant le retour de Joseph II à Vienne. Il n'avait paru à Neiss que pour sonder et préparer le terrain.

A peine Joseph était-il rentré dans sa capitale, que Marie-Thérèse fit appeler l'ambassadeur de France et lui parla en ces termes : « Le roi de Prusse n'a pas osé dire un mot contre l'alliance, il a respecté ma façon de penser. Je ne le crois pas éloigné d'adopter mon goût pour la paix, et c'est assurément ce qu'il peut faire de mieux. Ses troupes sont singulièrement bien disciplinées, un coup d'œil de sa part suffit pour que chacun sache ce qu'il a à faire; mais elles ne sont pas belles. Sa cavalerie est moindre que la nôtre, et c'est l'annoncer bien médiocre (1). » Quel est le sentiment qui dictait ce langage? Marie-Thérèse ignorait-elle que l'alliance française fût sacrifiée? Croyons-le pour l'honneur de sa mémoire.

Dès ce moment, l'Autriche, qui n'avait encore pris aucune part ostensible aux affaires de Pologne, s'en mêla ouvertement. D'abord, pour se concilier les Polonais, au lieu de parler avec dédain des confédérés, comme on l'avait fait jusqu'alors à la cour de Vienne, Marie-Thérèse afficha le plus vif intérêt pour leur cause; elle dit qu'ils étaient les défenseurs de la religion catholique, et que l'honneur s'était réfugié sous

(1) Archives des affaires étrangères.

leurs tentes. Un tel langage ne pouvait que les encourager à se jeter dans les bras de l'Autriche. On fit plus : pour maîtriser le conseil général des confédérés et l'annuler au besoin, la *généralité* (c'est ainsi qu'on appelait ce conseil) fut invitée à s'établir en Hongrie. C'était la reconnaître; aussi, dès que le bruit de cette invitation se fut répandu parmi les Polonais, ils en poussèrent des cris de joie; ils s'imaginèrent qu'ils étaient publiquement soutenus par l'Autriche et se crurent sauvés. La généralité quitta Biala pour Éperies. Joseph II vint y voir les chefs de la confédération, les assura de sa protection, et leur recommanda surtout de ne pas se laisser prendre aux promesses de la France.

Frédéric, de son côté, ne perdit pas de temps. Jusqu'alors, il s'était borné à intimider les magnats de la Prusse polonaise et à les empêcher de se joindre aux confédérés; les laissant dans l'incertitude de ses desseins, il s'était contenté de faire battre la campagne par ses troupes sur la frontière; il avait donné à ces excursions partielles un motif exclusivement fiscal. Les confédérés n'osaient pas approcher de plus de quatre milles des limites gardées par les troupes prussiennes, et toute la noblesse de la Prusse polonaise, cantonnée dans ses châteaux, ne se permettait ni une opinion ni un mouvement. *Le magistrat* (municipalité) de Dantzik fit plus : sommé par les patriotes de se joindre aux confédérés, il s'y refusa. Rien n'était comparable à l'état de gêne et d'anxiété dans lequel Frédéric avait tenu jusqu'alors la partie de la Pologne limitrophe de ses états. Dans ce moment, il hasarda quelque chose de plus. Comme pour accoutumer l'opinion à la prise de possession de Dantzik, il y fit entrer mille hommes, puis il les retira précipitamment et désavoua le général qui les conduisait. Ensuite, le grand encombrement de troupes qui occupaient la Pologne ayant amené une contagion, Frédéric déclara que c'était la peste, et établit un cordon de troupes sur la frontière. C'est à cette date qu'il faut rapporter la première métamorphose des cordons sanitaires en armées d'observation. Frédéric fut l'auteur primitif de cet expédient si souvent employé depuis. Thiébault raconte qu'à cette nouvelle Berlin se crut pestiférée, et que la ville entière se munit de vinaigre des quatre voleurs.

Tout s'était passé jusqu'alors entre Joseph et Frédéric : le prince de Kaunitz n'avait pas assisté aux conférences de Neiss; mais la position du chancelier était trop prépondérante et l'influence de l'empereur trop nouvelle, trop dépendante de sa mère et même du ministère, pour que celui-ci restât étranger à la négociation au moment où elle allait devenir vraiment importante. C'est à lui qu'il appartenait désormais de la conduire : Marie-Thérèse l'exigea, Kaunitz le voulait, l'empereur y consentit. On l'a vu plus haut, c'était une tactique. Kaunitz accompagna Joseph dans la seconde entrevue concertée entre lui et le roi de

Prusse; ils se rencontrèrent au camp de Neustadt, en Moravie; le jeune César s'y effaça comme Télémaque devant Mentor, abandonna à Kaunitz toute la partie politique, affectant de se réserver exclusivement le côté militaire. Frédéric y reprit avec une application nouvelle son système de séduction et de déférence; mais, soit mécontentement secret de ce rôle subordonné, soit impossibilité de vaincre ses habitudes de blâme et d'ironie, soit que l'enthousiasme juvénile de Joseph II, dégagé des premiers effets de la surprise, eût eu le temps de se refroidir dans l'intervalle, le roi frappa plus fort que juste et ne toucha pas le but. Ses respects semblèrent forcés, presque insultans. En tenant l'étrier de l'empereur lorsqu'il montait à cheval, Frédéric semblait indiquer par cette étiquette singulière bien moins le point de départ des marquis de Brandebourg que l'intervalle immense qui les en éloignait à jamais. Il fit avec trop d'emphase l'éloge des généraux qu'il avait battus; Joseph se sentit plus gêné que flatté. Frédéric perdit de son prestige à ses yeux; sa conversation devint trop peu mesurée, trop abondante. Quoique passablement philosophe, Joseph fut surpris et choqué de la légèreté de son royal interlocuteur sur des sujets sacrés. Il en avait été averti sans doute; mais peut-être avait-il compté au fond de l'ame sur une réserve commandée par la majesté impériale. Dans cette entrevue, les défauts des deux alliés furent trop long-temps en présence, et l'éloignement qu'ils ressentirent plus tard l'un pour l'autre commença à poindre dès-lors. C'est directement avec le prince de Kaunitz que traita le roi de Prusse. Dans une première conférence, ces deux hommes, qui s'étaient fait tant de mal, mais qui ne s'étaient jamais vus, s'observèrent sans se laisser entamer. Chacun prétendit garder ses avantages, laissant à son interlocuteur le soin de proposer des mesures qui leur causaient à tous deux un embarras secret. Ils commencèrent par des banalités diplomatiques : amour de la paix, maintien de l'équilibre européen, modération réciproque. Pour se mettre mutuellement à plus haut prix, chacun fit valoir ses alliances: celui-ci la France, l'autre la Russie. Ensuite, on fit bon marché de l'une et de l'autre, et dès ce premier entretien il fut décidé que l'ambition de Catherine II devait être arrêtée, surtout qu'il était nécessaire de se défier de la cour de Versailles. On se promit de l'amuser, de l'endormir, de ne lui faire savoir rien d'important, et de se communiquer fraternellement tout ce qui pourrait venir de cette source suspecte. Ces préliminaires consentis, il n'était pas nécessaire de s'entendre sur le reste. Au surplus, il fut question de tout, excepté du véritable sujet de la conférence. Frédéric fit comme Agamemnon : il ne parla point de la victime. Le nom de la Pologne ne fut prononcé ni par lui ni par Kaunitz.

Tout à coup un courrier arrive de Constantinople; il apporte la nouvelle de la destruction de la flotte ottomane par la flotte russe dans

les eaux de Tschesmé, et demande avec instance, de la part du sultan éperdu, la médiation de la Prusse. Ainsi s'accomplissaient, bien au-delà de ses espérances, les calculs du grand et rusé Frédéric. C'est à la face de ses anciens ennemis qu'il était proclamé l'arbitre de l'Europe et de l'Asie. Au lieu de se livrer à un élan de fastueux orgueil dont n'aurait pu se défendre telle ame encore plus haute, mais moins profonde que la sienne, il profita de sa position avec une habileté rare. Il offrit sur-le-champ à l'empereur de partager avec lui les honneurs de la médiation; il se fit fort du consentement de la Porte à cette adjonction inattendue. Ainsi c'est la maison de Brandebourg qui, dans une occasion d'une solennité sans égale, patronait la maison d'Autriche. Kaunitz en rougit, il affecta l'indifférence et sembla hésiter à accepter l'offre de Frédéric; il accepta pourtant, et voici le plan de conduite qu'ils adoptèrent d'un commun accord.

Les victoires de Catherine avaient frappé ses ennemis de stupeur et ses alliés d'étonnement : la Moldavie et la Valachie envahies dans une première campagne; la flotte russe, dont à peine on soupçonnait l'existence, partie de la Baltique et arrivée dans la Méditerranée avant qu'on eût appris son départ; cent cinquante mille Turcs battus par trente mille Russes (1) sur les bords du Kaghoul; la flotte ottomane dispersée dans les airs sur les côtes de l'Asie Mineure, voilà ce qui donnait à Catherine le droit de tout demander et de beaucoup obtenir. Il faut donc lui trouver une compensation aux provinces danubiennes que l'Autriche ne veut pas laisser entre ses mains. Cette compensation ne peut être qu'en Pologne; c'est là, non ailleurs, qu'elle doit la chercher. En prenant des parts égales à la sienne, les deux autres puissances rétabliront l'équilibre. Si Catherine résiste encore à cette offre, comme elle l'a fait jusqu'à présent, qu'elle s'attende à une guerre probable entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, et qu'elle compte sur une opposition certaine à tous ses projets en Orient. Cela dit, les deux futurs co-partageans se séparèrent, et le prince de Kaunitz alla se reposer dans sa villa d'*Austerlitz*, où il assura à M. Durand, notre chargé d'affaires, qui était venu lui faire sa cour, que, « sans le seraskier porteur de la demande de médiation, il n'aurait pas été question d'affaires à Neustadt. » Puis il fit à cet agent français une foule de fausses confidences pour mieux tromper M. de Choiseul, qui pourtant ne se trompait pas. Frédéric envoya donc ses propositions à Catherine. Il lui conseilla pour la troisième fois un accommodement aux dépens des Polonais.

L'impératrice répondit qu'elle ne prétendait à aucune extension de

(1) Turcs : infanterie, 50,000; cavalerie, 100,000. — Russes : infanterie (53 bataillons de 350 à 500 hommes), 23,610; cavalerie (47 escadrons), 3,500; Cosaques, 2,890.

territoire en Pologne, mais qu'injustement attaquée par les Turcs, qui s'étaient saisis du prétexte de l'accident de Balta pour lui déclarer la guerre, elle ne voulait pas en faire les frais; que c'était aux Turcs à les payer en lui abandonnant, avec les deux Cabardies et Azof, ancienne possession de Pierre Ier, une île dans l'archipel grec pour y former un entrepôt commercial, en stipulant la libre navigation de la mer Noire et l'indépendance des Tartares. Quant à la Moldavie et à la Valachie, elles formeraient des principautés indépendantes sous le protectorat de la Russie. Ni Joseph ni Frédéric n'acceptèrent ces conditions. Ils nièrent la possibilité de ces sacrifices pour la Porte ottomane, et insistèrent encore sur une indemnité en Pologne. Catherine déclara qu'elle continuerait la guerre. Alors Frédéric eut recours à des moyens plus efficaces que les dépêches des ambassadeurs et des ministres. Au lieu d'un diplomate de profession, il envoya à Pétersbourg son propre frère, le compagnon de ses travaux, l'illustre prince Henri. En attendant le résultat de cette démarche, Joseph II, d'accord avec le roi de Prusse, fit filer des troupes pour s'emparer de Zips, district polonais enclavé dans la Hongrie.

L'écho des canons de Catherine, le son des cloches des églises de Pétersbourg qui annonçaient de continuels *Te Deum*, retentirent jusque dans Versailles. A ce bruit triomphal, les ennemis de M. de Choiseul élevèrent la voix, et irritèrent le ministre au lieu de l'abattre. La fièvre d'activité qui le dévorait circula plus ardente dans ses veines. Par un bizarre effet de la colère, il ne perdit rien de sa perspicacité, mais il ne voulut point en faire usage. Rien dans la conduite ambiguë des cours de Vienne et de Berlin ne lui avait échappé; il avait saisi d'un coup d'œil ce que leurs réunions et leurs pourparlers recelaient d'hostile pour la France. D'avance, il avait tout prévu, tout deviné : ses dépêches sont remplies d'inductions précises; mais, dès que l'événement pressenti se fut rapproché, dès qu'il eut passé des conjectures dans les faits, Choiseul s'efforça de ne plus y croire; il s'arma contre son propre jugement, il eut recours à des illusions qu'il n'avait pas, et s'efforça de devenir sa propre dupe. Tant qu'il n'y eut aucun rapport ostensible entre Joseph et Frédéric, et que ce dernier se tint éloigné des frontières de la Prusse polonaise, Choiseul découvrait, indiquait aux agens diplomatiques les manœuvres des deux cours pour opérer un rapprochement entre elles. Il leur dénonçait les appétits secrets de Frédéric et ses projets de partage; mais, lorsque l'événement l'eut justifié complétement, lorsqu'à Neiss, à Neustadt, les nouveaux alliés délibérèrent sur la Pologne, lorsque les envoyés de France à Berlin, à Varsovie, à Pétersbourg, à Constantinople, confirmèrent les prévisions du ministre, et lui en fournirent les preuves justificatives dans leurs dépêches, furieux d'avoir eu raison, il gourmanda leur prévoyance, la traita de prématurée, d'intempestive,

presque de visionnaire. Lui qui avait vu le danger de si loin, il ne voulut plus le reconnaître sitôt qu'il put le toucher au doigt.

« Sans doute, dit-il, l'empereur et le roi de Prusse se sont vus, mais ils n'ont point parlé de la Pologne. Le prince Kaunitz a protesté de son attachement à l'alliance; Frédéric a lancé ses troupes dans la Prusse polonaise, mais c'est uniquement pour arracher une contribution aux habitans de Dantzick. On dit que les Russes ont remporté des victoires; c'est un faux bruit. On prétend que les confédérations se disloquent et se rompent de toutes parts; il n'en est rien : elles vont chasser les Russes et balayer la Pologne. » On pourrait croire que M. de Choiseul s'était fait illusion sur la faiblesse de la confédération de Bar. Bien loin de là, il l'avait connue et signalée lui-même (1); mais il avait conçu un plan, il l'avait établi sur des données fausses, il s'était trompé, cruellement trompé sur les forces respectives des Ottomans et des Russes; son imagination s'était trop échauffée sur la ligue du Nord; il n'avait pas vu qu'il était inutile de soulever l'Europe contre cette ligue, parce que l'Angleterre et la Prusse n'y accéderaient jamais, ce qui suffisait pour la frapper d'impuissance; il avait combattu avec acharnement une ombre, une chimère; l'espoir de se rendre arbitre entre la Prusse et l'Autriche lui avait également échappé; il n'était pas parvenu à les diviser sur les questions d'Allemagne, parce qu'elles s'étaient réunies sur celles de Pologne. Son système, si vivement mis en train, si ardemment poursuivi pendant tant d'années, s'affaissait devant lui, se fondait entre ses mains. Il le voyait disparaître avec d'autant plus de regret, qu'il y allait de son existence ministérielle. Dans cette situation, il ne songea plus qu'à s'étourdir sur les conséquences. Quelle que fût sa conviction intérieure, il imposa silence à cette voix secrète. Marcher, marcher toujours devant lui, sans regarder ni en avant, ni en arrière, ni à côté, voilà désormais toute la politique du duc de Choiseul. Lancé dans l'espace, il se sentait le besoin irrésistible de courir, fût-ce pour tomber dans un abîme. Ses projets n'étaient plus des combinaisons, mais des passions; sa haine pour Catherine II n'était plus qu'une fureur aveugle; son sourd ressentiment contre le prince de Kaunitz une plaie intime et profonde. Tout, jusqu'à son intérêt tardif pour les Polonais, prit le caractère d'une effervescence maladive. Il ne songea plus à s'informer de la vérité, il se refusa à l'évidence; servi par sa légèreté naturelle, il changea facilement ses craintes en sarcasmes et ses colères en mépris.

(1) « Dans les instructions de M. de Châteaufort, il faut y faire mention (*sic*) et lui donner ordre de dire à l'évêque de Kaminiek qu'il y aurait de l'absurdité à faire fonds sur la confédération de Bar, qui est conduite pitoyablement, et qui finira par faire plus de mal que de bien aux affaires. » (Écrit de la propre main de M. le duc de Choiseul sur le déchiffrement d'une dépêche de M. Gérault, datée de Varsovie le 28 décembre 1768 et reçue le 23 janvier 1769.)

Toutefois, voulant pousser sa chance jusqu'au bout, il ne renonça à aucune de ses entreprises. Il fit plus, il les exagéra, il les força, il les chargea outre mesure, comme une arme qu'on bourre, au risque de la faire éclater. Plus sa perte approchait, plus son enthousiasme devenait excessif.

Le seul moyen qui restât à M. de Choiseul pour se tirer d'une fausse position, c'était d'obtenir pour les Polonais un accommodement honorable et avantageux sous la garantie de la France et de toutes les autres puissances signataires du traité d'Oliva. Au lieu de cela, que fit le duc? Il alla chercher et trouva une tête encore plus chaude que la sienne. C'était Dumouriez, plus tard célèbre général républicain, alors simple aventurier monarchique, rempli de bravoure et d'esprit. M. de Choiseul le fit venir; il lui parla beaucoup, lui donna beaucoup d'argent, et lui commanda de courir au plus vite en Pologne pour exciter les patriotes en leur promettant six mille ducats par mois. Il approuva la déchéance de Stanislas-Auguste, prononcée malgré l'opposition de l'évêque de Kaminiek et des magnats les plus politiques et les plus sensés parmi les confédérés. Il renvoya un émissaire secret du roi de Pologne, et imagina de remplacer Poniatowski par le duc Albert de Saxe-Teschen, mari de l'archiduchesse Marie-Christine et beau-frère de Marie-Antoinette, alors dauphine. Choiseul espérait regagner ainsi les bonnes graces de Marie-Thérèse, dont l'appui lui devenait plus nécessaire que jamais contre les intrigues du duc d'Aiguillon et de Mme Du Barry. Ce calcul fut encore déjoué. « J'aime trop ma fille Christine, dit l'impératrice-reine, pour l'envoyer dans un tel pays. » Elle avait pourtant songé un moment à donner une de ses filles à Poniatowski lui-même; maintenant la sollicitude maternelle servait de voile aux engagemens formels pris dans Neustadt, à l'insu de la France. Joseph et Frédéric y étaient convenus de maintenir Stanislas-Auguste sur son trône précaire et chancelant.

Au premier abord, M. de Choiseul put s'applaudir de l'envoi de Dumouriez, accompagné d'ingénieurs et d'officiers au nombre de soixante. La confédération parut se ranimer. Ce fut son moment le plus brillant. Zaremba tenait dans le duché de Posen; Pulawski, dans la partie la plus méridionale de la grande Pologne; Joseph Miaczynski, vainqueur à Sieniawa et à Mislenice, s'était rendu maître des deux Gallicies, de la majeure partie de la petite Pologne, et, par la prise du poste fortifié de Landskorona, il avait assuré ses communications avec la Silésie autrichienne et menaçait Cracovie. Un chef de Cosaques polonais, Sawa Kalinski, poussa même une reconnaissance jusque dans les faubourgs de Varsovie; mais tous ces succès furent éphémères : Dumouriez avait trouvé les confédérés divisés, livrés au jeu, aux femmes, occupés de leurs plaisirs ou de leurs querelles, demandant avec ardeur

les subsides de la France, mais (à d'honorables exceptions près) les appliquant à toutes les recherches, à toutes les folies d'un luxe effréné (1). Par un contraste bizarre, les mœurs d'une société en décadence s'alliaient aux excès d'une superstition digne du moyen-âge. A Czenstochowa, lieu célèbre, moitié forteresse, moitié monastère, situé près de Cracovie, au milieu des forêts et au pied des montagnes, les confédérés jurèrent la mort de Stanislas-Auguste, en faisant bénir leurs sabres et leurs poignards par des moines, devant une madone miraculeuse : appareil qui, en d'autres temps, aurait provoqué de sauvages sympathies, mais qui, en plein XVIIIe siècle, produisit un effet de surprise et de dégoût.

Dans cet intervalle, le duc de Choiseul succomba sous les efforts redoublés de ses ennemis. Sa disgrace fut un triomphe pour lui; sa chute couvrit sa renommée. Il l'avait compromise dans les derniers temps de son ministère par de grandes fautes politiques qui avaient amené ou du moins hâté le partage de la Pologne. Plus tard, on fait dire à Louis XV : *Ah! si Choiseul était encore ici!* Ce mot est incompréhensible; il ne peut avoir été prononcé. Le roi savait trop bien ce qui en était. L'embarras dans lequel les entreprises aventureuses de M. de Choiseul l'avaient jeté avaient contribué au renvoi de ce ministre, pour le moins autant que les intrigues de Mme Du Barry et du duc d'Aiguillon; mais le public ne vit que ces lâches et viles manœuvres : il crut, il voulut croire au prétendu regret de Louis XV; il voulut voir dans le ministre tombé, non la victime d'un système politique, mais celle d'une révolution de sérail. On oublia les fautes de M. de Choiseul, qui d'ailleurs étaient alors peu connues; on ne lui tint compte que de ses vertus patriotiques. Ce fut justice, car ce ministre aimait vraiment la France; il savait ce que pèse son nom; il sentait vivement le bonheur, le plaisir, l'honneur insigne de la servir et de lui plaire. Ce qui honorera toujours le duc de Choiseul, c'est qu'au XVIIIe siècle il fut du petit nombre de ceux qui n'avaient pas encore perdu le sentiment et l'intelligence de ce mot divin : patrie!

(1) « Le tout formait 16 à 17,000 hommes sous huit ou dix chefs indépendans, sans accord, se méfiant les uns des autres, quelquefois se battant entre eux ou au moins se débauchant leurs troupes mutuellement. Cette cavalerie, toute composée de nobles égaux entre eux, sans discipline, sans obéissance, mal armée, mal montée, bien loin de pouvoir résister aux troupes réglées des Russes, était même bien inférieure aux Cosaques irréguliers. Pas une place, pas une pièce d'artillerie, pas un seul homme d'infanterie. » *Vie de Dumouriez* (collection des *Mémoires sur la révolution*), tome I, page 171.

V.

Ainsi tout était convenu entre les cours de Vienne et de Berlin. Si le démembrement de la Pologne n'avait dépendu que de ces deux puissances, il était fait; mais il restait encore à obtenir l'adhésion la plus importante, celle du cabinet de Pétersbourg, et le lecteur se rappelle que, pour ne pas remettre cette adhésion aux hasards et aux longueurs d'une négociation ordinaire, Frédéric avait employé le prince Henri, son frère, auprès de Catherine II.

Ce voyage avait encore un autre objet, moins immédiat, mais aussi précieux pour Frédéric. Le prince Henri n'était pas seulement chargé de séduire l'esprit de l'impératrice, il était destiné à tromper l'opinion publique. Après avoir porté pendant tout son règne le projet du partage de la Pologne, Frédéric songea à en secouer le fardeau dès qu'il fut sûr de réaliser la pensée de toute sa vie. Il feignit de ne l'avoir jamais conçue, et prit le parti d'en repousser la responsabilité. Pour accomplir ce nouveau dessein, ce fut son frère qu'il choisit. Lui-même a pris soin d'exposer ce système; c'est sur ses propres paroles que nous pouvons le juger. Le tissu en est captieux, il serait aisé de se laisser prendre à cette trame; mais, grace aux inadvertances et aux contradictions inséparables de l'homme, les assertions mêmes de Frédéric, quoique très calculées, peuvent mettre sur la trace de la vérité qu'il a voulu céler avec un soin minutieux et jaloux.

Selon le récit du royal historien, l'Autriche, irritée des prétentions de la Russie en Orient, était sur le point de lui déclarer la guerre; les intentions hostiles de la cour de Vienne n'étaient combattues que par la Prusse, et ce fut pour calmer l'irritation de Catherine II et pour prévenir une conflagration générale, que Frédéric, si enclin à la paix (comme personne ne l'ignore), avait envoyé à Pétersbourg un prince de son sang, le premier homme de son royaume après lui. Bien loin de proposer le partage de la Pologne, le prince Henri n'avait pas même prononcé le nom de la république, lorsqu'on apprit tout à coup à Pétersbourg que les Autrichiens venaient de s'emparer du district de Zips, enclavé dans la Hongrie, mais appartenant à la Pologne.

« Une démarche aussi hardie, ajoute Frédéric, étonna la cour de Russie, et ce fut ce qui achemina le plus le traité de partage qui se fit dans la suite entre les trois puissances. La principale raison était celle d'éviter une guerre générale près d'éclore; il fallait, outre cela, entretenir la balance des pouvoirs entre de si proches voisins, et, comme la cour de Vienne donnait suffisamment à connaître qu'elle voulait profiter des troubles présens pour s'agrandir, le roi ne pouvait se dispenser de suivre son exemple. L'impératrice de Russie, irritée de ce que d'autres troupes que les siennes osaient faire la

loi en Pologne, dit au prince Henri que, si la cour de Vienne voulait démembrer la Pologne, les autres voisins de ce royaume étaient en droit d'en faire autant. Cette ouverture se fit à propos, car, après avoir tout examiné, c'était l'unique voie qui restât d'éviter de nouveaux troubles et de contenter tout le monde. La Russie pouvait s'indemniser de ce que lui avait coûté la guerre avec les Turcs, et, au lieu de la Valachie et de la Moldavie, qu'elle ne pouvait posséder qu'après avoir remporté autant de victoires sur les Autrichiens que sur les musulmans, elle n'avait qu'à choisir une province de la Pologne à sa bienséance (1). »

A s'en tenir au récit du roi de Prusse, il ne fit que suivre l'Autriche et la Russie; c'est Marie-Thérèse qui, la première, envahit le territoire de la république, et, sur cet exemple, ce fut Catherine qui proposa le démembrement. D'où il résulte que Frédéric est parfaitement innocent de tout ce qui s'est passé, et qu'il s'est borné à suivre docilement les deux impératrices, ses alliées; mais il a oublié :

Que lui-même, du vivant de Guillaume Ier, avait supplié son père de s'emparer de la Prusse polonaise;

Que le partage, arrêté entre lui et Pierre III, ne fut ajourné que par suite de la révolution de 1762;

Que, dans les négociations qui précédèrent l'entrevue de Neustadt, il avait renouvelé les mêmes propositions, et qu'elles furent éludées par Catherine;

Que son projet de pacification, porté à Pétersbourg par le comte Lynar, contenait formellement un projet de partage, et qu'il en est convenu lui-même dans ses *Mémoires*, quoique ses premiers éditeurs aient supprimé cet aveu, loyalement rétabli depuis.

Ici, les preuves sont positives; elles seraient suffisantes. Celles qu'on peut tirer des conférences de Neustadt n'ont pas le même caractère d'évidence : personne n'a assisté aux entretiens particuliers de l'empereur, du roi et du prince de Kaunitz, peut-être aucun écho n'en aurait révélé les secrets, si le *scribendi cacoëthes* du métromane n'avait pas trahi la dissimulation du politique; mais, malgré les précautions de Frédéric, et surtout à cause de ces précautions, qu'y a-t-il de plus clair que ses aveux?

« Il y avait deux partis à prendre : ou l'arrêter (Catherine) dans le cours de ses immenses conquêtes, ou, ce qui était le plus sage, d'essayer *d'en tirer parti*.

« Le roi jugea qu'en y faisant intervenir la cour de Vienne et en y joignant sa *médiation*, on pourrait rétablir la paix entre les puissances belligérantes à des conditions *acceptables* des deux parts (2). »

(1) *Mémoires* de 1763.
(2) *Ibid.*

Tous ces mots captieux, toutes ces expressions variées avec art : *médiation, conditions acceptables,* n'ont pas de sens, si elles ne sont pas synonymes de *partage.* Le partage de la Pologne pouvait seul réunir dans un intérêt commun les trois puissances divisées entre elles sur toutes les autres questions. D'ailleurs, à défaut de ces preuves si convaincantes, on serait amené à la découverte de la vérité par le désaccord qu'on trouve dans le récit des deux frères, car nous avons aussi la leçon du prince Henri. Nous la devons à un témoignage irrécusable, celui du comte de Ségur, qui l'a consignée dans ses *Mémoires.* M. de Ségur s'entretenait avec le prince prussien du partage, en l'attribuant, selon la version généralement accréditée, à Catherine II.

« Ah! pour le partage de la Pologne, répliqua le prince, l'impératrice n'en a pas l'honneur, car je puis dire qu'il est mon ouvrage. J'avais été faire un voyage à Pétersbourg; à mon retour, je dis au roi mon frère : « Ne seriez-vous pas bien étonné et bien content si je vous faisais tout à coup possesseur d'une grande partie de la Pologne? » — « Surpris, oui, répondit mon frère, mais content, point du tout, car il me faudrait, pour faire cette conquête et pour la garder, soutenir encore une guerre terrible contre la Russie, contre l'Autriche et peut-être contre la France. J'ai risqué une fois cette grande lutte qui a failli me perdre. Tenons-nous-en là : nous avons assez de gloire; nous sommes vieux, et il nous faut du repos. » Alors, pour dissiper ses craintes, je lui racontai que, m'entretenant un jour avec Catherine II, comme elle me parlait de l'esprit turbulent des Polonais, de leur anarchie, de leurs factions, qui, tôt ou tard, feraient de leur pays un théâtre de guerre, où les puissances qui les entourent seraient inévitablement entraînées, je conçus et lui présentai l'idée d'un partage auquel l'Autriche devrait naturellement consentir sans peine, puisqu'il l'agrandirait.

Ce projet frappa vivement l'impératrice. « C'est un trait de lumière, dit-elle, « et si le roi votre frère adopte ce projet, étant d'accord tous deux, nous n'avons « rien à craindre, ou nous saurons sans peine la forcer à le souffrir. » Ainsi, ajoutai-je, sire, vous voyez qu'un tel agrandissement ne dépend plus que de votre volonté. Mon frère m'embrassa, me remercia, entra promptement en négociation avec Catherine et la cour de Vienne. L'empereur hésita, sonda les dispositions de la France; mais, voyant que la faiblesse du cabinet de Louis XV ne lui laissait aucun espoir de secours, il céda et prit doucement son lot. Ainsi, sans guerroyer, sans perdre de sang ni d'argent, grace à moi, la Prusse s'agrandit, et la Pologne fut partagée (1). »

Certes, il n'y a rien de moins croyable que le *trait de lumière* de Catherine et l'étonnement de Frédéric en recevant *pour la première fois,* comme quelque chose d'inattendu, une idée qui germait déjà dans la tête de Métra, de l'abbé *Trente mille hommes,* de tous les nouvellistes en plein vent de l'arbre de Cracovie, et qui traînait depuis un siècle

(1) Ségur, *Mémoires et Souvenirs,* tome II, page 144.

au moins au dépôt des affaires étrangères. La contradiction saute aux yeux. Frédéric attribue la proposition à Catherine, le prince Henri à lui-même. Comment les deux frères pouvaient-ils avoir deux opinions différentes sur un pareil fait? D'ailleurs, le faux et l'arrangement percent dans le récit du prince. Que dire de ce dialogue : *Ne seriez-vous pas bien étonné*, etc.? Où est le naturel, où est la vraisemblance? Le roi se garda bien d'envier à son frère l'initiative qu'il réclamait. Il voulut même le récompenser par une statue; mais, au grand regret de Frédéric, Henri aima mieux recevoir sa gloire en argent. Point de doute, l'auteur de ce projet est connu : c'est Frédéric. La première proposition et l'accord entre l'Autriche et la Prusse doivent être fixés, non pas à Neiss, mais à Neustadt. Il est donc absurde d'en faire un coup de théâtre entre le prince Henri et l'impératrice Catherine. Voici la vérité sur leur entrevue. Frédéric l'avait préparée en l'attribuant au hasard; Henri avait pris la route du Nord, sous prétexte de faire une visite à sa sœur Ulrique, reine de Suède. Le *hasard* l'avait ensuite conduit jusqu'à Pétersbourg; l'entrevue avait été pompeuse, mais froide. Le prince négociateur emporta à Berlin le consentement éventuel de Catherine II; mais aucun détail n'avait été débattu, aucune base arrêtée entre eux. L'impératrice n'avait encore admis le partage qu'en principe. La Pologne n'était pas entièrement sacrifiée, elle tenait encore à un fil, dont un bout était en Russie, et l'autre en France.

Le duc d'Aiguillon, comme le duc de Choiseul, avait pressenti le partage, il ne se faisait aucune illusion sur la conduite si double de la cour de Vienne; mais comme avant tout il voulait plaire aux cabinets étrangers, que ce système de complaisance lui semblait la base la plus solide de son crédit, il chercha, dès le premier jour de son arrivée au pouvoir, ce qu'on appelle aujourd'hui un *éditeur responsable*, qu'il lui fût facile d'accuser de négligence et d'impéritie, et sur lequel il pût se décharger du blâme d'un événement qu'il prévoyait sans songer à l'empêcher, et, soyons juste, sans pouvoir l'empêcher. M. d'Aiguillon s'efforça donc de trouver un homme d'un rang assez élevé pour représenter une dignité, d'un esprit assez cultivé pour ne pas paraître trop au-dessous de sa place, mais dissipé, étranger à la politique par son état et par son âge, et qui, énervé par les petites convenances du grand monde, se laissât accuser plutôt que de se défendre. Le ministre voulait surtout que cet apprenti diplomate fût très dérangé dans ses affaires, afin que, si par extraordinaire il avait la velléité de parler, on pût le faire taire avec des abbayes, des pensions, enfin avec ce qu'on appelait alors les bienfaits du roi. Il crut rencontrer toutes ces qualités dans le prince Louis de Rohan, coadjuteur de Strasbourg, très grand seigneur, d'une naissance presque souveraine, jeune et sans expérience, doué d'une vanité qui devait tomber dans tous les panneaux,

et, ce qui était encore plus précieux, criblé de dettes. Aussi M. d'Aiguillon ne prit-il pas un instant de repos que M. de Rohan n'eût accepté l'ambassade de Vienne. M. de Breteuil l'avait obtenue de M. de Choiseul; il n'eut que l'ambassade de Naples, ce qu'il ne pardonna jamais à son rival, rancune déplorable qui éclata malheureusement après dans l'*affaire du collier*, premier degré de l'échafaud où les monstres qui vingt ans plus tard déchiraient la France ont osé faire monter une reine.

Mais cet horrible avenir se dérobait dans un obscur et mystérieux lointain; la victime déjà parée était encore dans tout l'éclat de la puissance et de la beauté, et c'est à la cour de sa royale mère que se rendait l'ambassadeur avec un train d'une magnificence qui ne devait pas mettre un terme à de fâcheux embarras d'argent. Il prit au contraire le soin de les aggraver, et de justifier ainsi le choix du duc d'Aiguillon. Toutefois il trompa l'attente de son ministre par une perspicacité dont on ne saurait faire honneur au futur cardinal de Rohan, mais qui prouve qu'à cette époque du moins, le nouveau diplomate avait bien placé sa confiance. Après deux mois de séjour à Vienne, il démêla les artifices de cette cour, et au lieu de tenir le ministère français dans une ignorance stupide, ainsi que M. d'Aiguillon est parvenu à le faire croire depuis, il l'avertit de tout ce qui se préparait à Berlin, à Vienne et à Pétersbourg.

Au moment de livrer la Pologne au roi de Prusse et de s'indemniser par une partie des dépouilles de la république, Catherine II songea à sauver son intégralité : non qu'elle eût pitié de son malheur, elle en était assurément peu préoccupée, et les insultes dont les manifestes des confédérés avaient été remplis contre sa personne et contre son empire la disposaient peu à la bienveillance; mais la reprise d'Azof, jadis possédée et perdue par Pierre-le-Grand, la réparation des désastres du Pruth, un établissement sur la mer Noire, flattaient son orgueil et servaient ses intérêts beaucoup plus puissamment qu'un lambeau de république à disputer entre trois monarchies co-partageantes. Elle savait d'ailleurs que Marie-Thérèse éprouvait une répugnance réelle pour le démembrement de la Pologne, que le prince de Kaunitz était revenu de Neustadt plus humilié que satisfait, qu'en France une administration nouvelle ne pouvait avoir épousé les passions du ministre renversé, et que par conséquent il serait possible de s'entendre avec M. d'Aiguillon, précisément parce qu'on ne s'était pas entendu avec M. de Choiseul. Dans cette situation, Catherine, sans se compromettre par une démarche formelle, se tourna indirectement vers la cour de Vienne et lui fit comprendre qu'elle ne serait pas éloignée d'admettre sous ses auspices l'adjonction de la France à la médiation touchant les affaires de la Pologne. C'était opposer un contre-poids aux projets de Frédéric sur le partage. M. de Kaunitz ne laissa pas ignorer cette ou-

verture à M. d'Aiguillon; mais le duc, qui avait fondé ce qu'il croyait son système sur l'union avec la Prusse, trahit Kaunitz pour Frédéric, qui se hâta de divulguer à Vienne les confidences du ministre français. Dès ce moment, tout fut perdu, et il ne resta plus aux trois puissances que de se concerter aux dépens de la Pologne (1).

L'état intérieur de ce pays secondait plus que jamais les desseins de ses ennemis; la situation des Polonais dans les cours étrangères n'était pas plus favorable : M. d'Aiguillon n'avait rien changé en apparence aux dispositions de son prédécesseur à l'égard des confédérés, reconnus comme une autorité constituée, le trône de Pologne étant censé vacant. Un envoyé accrédité par eux, le comte Wielhorski, résidait à Versailles et traitait directement avec le ministre, qui leur avait promis l'envoi d'officiers expérimentés et la continuation d'un subside. M. de Viomesnil partit pour la Pologne, accompagné de M. de Choisy et d'autres militaires distingués; mais les affaires de la confédération étaient entièrement perdues. La discorde s'était mise entre Casimir Pulawski, vaillant condottiere, mais violent, indiscipliné, intraitable, et le colonel Dumouriez, dont la hauteur méprisante avait révolté les Polonais. Cette mésintelligence amena ses conséquences naturelles. Dans un combat décisif et sanglant livré sous les murs du château de Lanskorona, les confédérés désunis furent défaits par les Russes, et Dumouriez, qui avait bravement combattu dans leurs rangs, désespérant du salut de la république, emporta la correspondance du gouvernement français. Viomesnil arriva trop tard.

Un incident nouveau acheva d'ôter aux confédérés de Bar le crédit moral qui aurait pu survivre à leurs défaites. La nuit du 3 septembre

(1) C'est ce qui résulte d'une lettre écrite au roi Louis XV par le prince Louis de Rohan à la fin de novembre 1773.

« Sire, je ne me plains pas de M. d'Aiguillon, mais, quand même votre majesté pourroit soupçonner quelque partialité de ma part, elle en jugera, et je franchirai ce risque pour m'acquitter de mon devoir, en révélant à votre majesté ce que je ne puis taire plus long-temps. C'est, sire, l'opinion désavantageuse que l'impératrice, l'empereur et le prince de Kaunitz ont de M. d'Aiguillon. L'empereur et le prince de Kaunitz m'ont dit qu'ils ne pouvaient avoir de confiance en lui, puisque c'était par son indiscrétion, en instruisant l'envoyé du roi de Prusse près de votre majesté, et de la position critique de leur cour, et du peu de secours que la France lui porteroit, que la maison d'Autriche s'est trouvée dans la nécessité de changer de ton, d'être dans une sorte de dépendance du roi de Prusse, surtout depuis qu'il est si étroitement lié avec la Russie, liaison qui ne se seroit pas formée, si la maison d'Autriche avoit été à portée de secourir la czarine. C'est après et par cette indiscrétion que la cour de Vienne s'est vue dans l'impossibilité de prévenir et de détourner les malheurs qui ont accablé le Nord. Le roi de Prusse a révélé lui-même à la maison d'Autriche tout ce que M. d'Aiguillon avoit dit..... Les choses étant ainsi, la cour de Vienne eut à se décider promptement. Telle est la cause du secret qu'on a gardé si long-temps à votre majesté, et telle est la source de tous les malheurs qui ont ravagé la Pologne. » — Archives des affaires étrangères.

1771, trois d'entre eux, à la tête d'une escouade de trente-sept hommes, qui étaient entrés à Varsovie sous un déguisement, enlevèrent Poniatowski dans son carrosse, tuèrent quelques-uns de ses heiduques à coups de pistolet, et le mirent lui-même à cheval, de force et sous peine de la vie, pour le conduire à Czenstochowa, dans ce même monastère où sa mort avait été jurée devant une image de la madone. Stanislas allait payer de son sang cette couronne tant désirée : son étoile le servit encore cette fois. Les conjurés s'égarèrent avec lui dans une forêt. Craignant les patrouilles russes qui stationnaient dans le voisinage, ils se dispersèrent; on perdit du temps : Stanislas resta seul avec Kosinski, l'un des principaux de la troupe. Le roi avait une éloquence naturelle et le don des larmes; il parvint à fléchir son ennemi, qui le cacha dans un moulin, d'où il put revenir à Varsovie. Il avait été légèrement blessé, mais on contesta sa blessure, comme celle du roi de Portugal, peu d'années auparavant, dans la fameuse affaire des jésuites. La conjuration, la blessure surtout, furent vraies ou simulées, au gré des opinions. Cependant en général on crut l'aventure authentique : ce fut le coup de grace pour les confédérés. Le dégoût, l'indifférence, remplacèrent le peu d'intérêt qui s'était attaché à eux en Europe; car, il faut l'avouer, la Pologne n'y était pas populaire alors, et elle ne fut pas consolée dans son malheur par de bien vives sympathies.

Frédéric se hâta de profiter de l'attentat dont Poniatowski avait failli périr victime. Jusque-là, il l'avait traité en parvenu qui s'oubliait. Maintenant c'était un grand monarque dont la cause était celle de tous les rois; il n'y avait pas de tête couronnée qui n'en fût solidaire, et, avant tout autre soin, il fallait songer à punir les régicides. Frédéric s'occupa aussitôt de ce devoir en étendant au-delà de la frontière prussienne le cordon sanitaire qu'il y avait établi contre la peste. Chaque jour, chaque semaine, il le reportait un peu plus loin, toujours dans l'intérêt de la sûreté publique. Il le fit avancer jusqu'à Plock, établit ses magasins en grande Pologne, à Posen, à Marienwerder, à Elbing; puis ses troupes poussèrent leurs excursions jusqu'à Kalisch et Gnesne, rançonnant les habitans sur leur passage, payant en fausse monnaie les vivres et les fourrages extorqués, enlevant les plus belles filles, qu'on envoyait en Brandebourg pour les marier à des Prussiens avec un bon pécule, traitant enfin la Pologne en pays conquis, et faisant désirer sa domination, qui seule pouvait mettre fin à son invasion. Le principal objet du roi de Prusse était toujours Dantzick; mais, à l'instigation secrète de la France et de la Russie, qui, chacune de son côté et sans aucune entente réciproque, lui avaient donné le même conseil, cette ville s'était adressée à l'Angleterre. Le cabinet de Windsor s'opposa à la prise de possession de Dantzick par le roi de Prusse. Fré-

déric s'en vengea en dévastant le territoire de cette ville libre et en s'efforçant de transporter le commerce du Nord à Kœnigsberg. Il ne se contentait pas de pressurer les Polonais : il faisait encore un poème contre eux et les persiflait en vers détestables.

Une dernière tentative de résistance fut faite par un des plus grands seigneurs de la Pologne, le comte Oginski. Elle échoua. Au moment où Oginski fuyait devant les Russes, le vieux Branicki expirait dans le palais de Bialistock, emportant dans la tombe la vieille Pologne tout entière, avec ses lois, ses coutumes, son anarchie et sa grandeur. Le château de Cracovie, dernier boulevard de la confédération, tenait encore, défendu par le brave Choisy à la tête de quelques officiers français. Après une vigoureuse résistance, ils se rendirent aux généraux russes, qui les traitèrent en prisonniers de guerre. Le duc d'Aiguillon n'osa les réclamer. Voltaire et surtout d'Alembert furent plus hardis. Ils s'adressèrent directement à l'impératrice (1); parlant au nom de l'humanité et de la philosophie, ils lui redemandèrent les prisonniers. Leur requête ne fut pas écoutée; mais dans cette circonstance la France littéraire, tant accusée alors de manquer de patriotisme, donna à la France officielle une leçon d'esprit national.

Cependant l'Autriche commençait à jeter le masque. Jusqu'alors, elle s'était soigneusement séparée de ses secrets alliés; elle se présentait aux Polonais comme une libératrice, comme une amie, et, soit imbécillité, soit complaisance, le ministère d'Aiguillon l'avait fraternellement secondée dans ce manége. Tous nos agens en Pologne avaient reçu l'ordre de célébrer sur tous les tons l'innocence du cabinet de Vienne. M. de Kaunitz s'en montra médiocrement reconnaissant. Il ne payait pas le compérage par la confiance. Plus la grande affaire approchait de son dénoûment, plus le chancelier devenait énigmatique et impénétrable. A l'exemple des oracles vainement consultés, il s'enveloppait d'ombres et de mystères; son langage variait du jour au lendemain : quelquefois il semblait rejeter l'idée d'un démembrement comme impossible; dans d'autres momens, il le faisait pressentir comme inévitable. Le plus souvent, il gardait un profond silence, et ne répondait à M. de Rohan que par monosyllabes, quoiqu'il le traitât avec une distinction recherchée, moins de ministre à ambassadeur que de prince à prince. Il finit par lui montrer une extrême réserve. Rohan, éclairé par le dépit, conclut de ces réticences qu'il se tramait à son insu quelque chose de grave. Malgré les dénégations intéressées de M. Durand, placé auprès de lui, en qualité de surveillant, sous le titre de ministre plénipotentiaire, il soupçonna le complot, et finit par le deviner tout-à-fait, lorsqu'un jour M. de Kaunitz, venant à lui d'un air

(1) Correspondance de Voltaire avec Catherine II et avec d'Alembert.

riant qui lui était peu habituel depuis quelque temps, s'écria comme un homme qui secoue un lourd fardeau : « Je suis las de griffonner, mais enfin je vais être bientôt à moi-même. » Alors Rohan avertit d'Aiguillon de ce qui se passait, et, à la suite d'une longue dépêche, écrivit un *post-scriptum* en ces termes : « La tranquillité avec laquelle la cour de Vienne a vu les démarches du roi de Prusse, cette union des Prussiens avec les Russes pour décider du sort de la Pologne, me portent à croire qu'il y a, comme je l'avais déjà prévu, un accord secret fait entre les cours de Vienne, de Pétersbourg et de Berlin pour un démembrement et pour s'attribuer le territoire qui sera le plus à leur convenance (1). »

Des renseignemens si clairs irritaient d'Aiguillon : il avait bien accordé lui-même à la force de la vérité quelques vagues aveux de crainte pour l'avenir, il avait même poussé la hardiesse jusqu'à dire que « le silence de la cour de Vienne n'était pas naturel, et que les affaires de Pologne attiraient l'attention du roi; » mais, n'ayant pas trouvé dans M. de Rohan l'aveugle instrument sur lequel il comptait rejeter tous les torts, le ministre résolut de le perdre en le rendant odieux à la reine, qui le crut engagé avec Mme Du Barry dans une correspondance injurieuse pour l'impératrice Marie-Thérèse. La cour de Vienne, instruite également par ses espions de la clairvoyance de Rohan, le haït pour l'avoir pénétrée. Poursuivi par elle, il tomba victime d'une conduite patriotique, en cela d'autant plus à plaindre que la postérité elle-même, trompée par ses ennemis, lui a voué dès-lors un mépris qu'il n'a mérité que plus tard.

Les réponses de M. d'Aiguillon respiraient le dépit et trahissaient la maladresse. Tantôt il croyait aux projets de démembrement, tantôt il ne pouvait y croire. Voici ce qu'il écrivit à onze jours de distance :

« Nous ne prétendons pas ajouter foi aux bruits qui se répandent, ni même aux avis qui nous reviennent sur le concert établi entre les cours de Vienne et de Berlin. Nous sommes bien plus éloigné encore de croire que ce concert soit fondé sur la destruction de l'indépendance de la Pologne et sur des démembremens du territoire de la république en faveur des différentes puissances qui participent à la négociation, et dans lesquels la monarchie autrichienne aurait son lot comme le roi de Prusse; cet arrangement paraît bien contraire à tous les principes que les deux cours semblaient s'être faits sur cette matière (2).

« Les discours de l'impératrice qui vous ont été rapportés paraissent peindre au naturel la situation de cette princesse, et l'agitation qui a régné depuis quelque temps dans les conseils de la cour de Vienne; le résultat de ces discours et des autres particularités que vous nous mandez est entièrement conforme à toutes les notions qui nous viennent d'ailleurs, et il n'est presque plus permis

(1) 13 avril 1772.
(2) 16 mars 1772.

de douter que le concert entre les trois cours ne soit bientôt consommé. On ne peut que suspendre son jugement sur les conditions (1). »

Kaunitz joua un rôle double jusqu'à la fin; quelques jours même avant la déclaration du traité de partage, il le nia avec audace, et ce fut seulement au mois d'avril que, sans s'expliquer positivement, il laissa transpirer son secret. Livré aux plus violens soupçons, mais averti par ses conjectures, sans être arrivé jusqu'à la certitude, le prince de Rohan se proposa d'arracher à Kaunitz des aveux positifs. L'entreprise était difficile; il essaya cependant, et demanda au ministre autrichien s'il était vrai que le partage de la Pologne fût enfin décidé. A cet exorde inattendu, M. de Kaunitz éprouva un embarras extrême; tous deux gardèrent le silence; puis, quelques minutes ayant été données à une hésitation réelle et à une méditation étudiée, le chancelier reprit son visage imperturbable, sa mine hautaine, et dit au jeune prélat qu'il ne pouvait répondre à sa question, qu'il y avait entre alliés des éclaircissemens qui ne devaient point se demander, parce qu'ils tenaient à des secrets d'état dont on ne devait compte à personne. Enfin, il ajouta d'un air ironique :

« Lorsque la France s'est emparée de la Corse et du Comtat, lorsque le roi de Naples est entré dans Bénévent, la maison d'Autriche n'a marqué ni curiosité ni inquiétude.

« M. de Rohan. — Veuillez considérer, prince, la disparité des circonstances. La maison d'Autriche n'avait aucun intérêt direct dans les actes que vous me faites l'honneur de me rappeler. Que lui importaient l'occupation d'un rocher stérile, d'insignifiantes représailles contre le pape? Mais ici il s'agit de la Pologne!... Par les secours pécuniaires que le roi a donnés aux Polonais, avec l'approbation de la cour impériale, ou du moins sans aucune objection de sa part, il a peut-être quelque droit de s'informer des décisions dont la Pologne est actuellement l'objet; mais un motif plus noble le guide : ces secours n'ont été que l'expression d'un intérêt généreux. Des Français ont secouru la Pologne, quel sera leur sort? Quel sera celui des confédérés?

« M. de Kaunitz. — Il m'est impossible de le prévoir. Cela dépend beaucoup d'événemens qu'on ne saurait encore calculer. Mon prince, votre mémoire vous trompe; je n'ai jamais approuvé la confédération; je n'en ai jamais fait le moindre cas; jamais elle n'a eu ni consistance, ni ressources; je n'ai jamais espéré qu'elle pût produire le moindre effet : c'est sur ce ton que j'en ai toujours parlé à M. Durand. Pour ce qui regarde la Pologne, ainsi que le roi de Prusse et l'impératrice de Russie, nous sommes décidés à ne point souffrir que nos voisins s'y procurent aucun agrandissement qui puisse altérer l'équilibre ou diminuer l'égalité de la balance politique du Nord. C'est en conséquence de ce principe, dont nous ne nous départirons jamais, que nous sommes résolus à faire entrer incessamment une armée en Pologne, assez considérable pour

(1) 27 mars suivant.

imposer aux forces combinées qui s'y trouvent réunies, et pour pouvoir, en cas de nécessité, mettre obstacle à des projets d'invasion. D'ailleurs, avant ce temps et très incessamment, il y aura un congrès; les Turcs probablement ne feront pas beaucoup de difficultés sur le lieu; la Russie n'y mettra pas d'entêtement. Ainsi, ce premier obstacle sera bientôt levé; mais il y en a un autre qui offre de grandes difficultés, c'est l'indépendance de la Crimée. Catherine II l'exige absolument, et paraît d'autant moins vouloir s'en détacher, qu'elle fait, par pure générosité et par amour pour la paix, le sacrifice de la Valachie et de la Moldavie, que sa position actuelle la mettait à portée de conserver à titre de conquête.

« M. de Rohan. — Prince, dans un tel arrangement, n'y aurait-il pas quelque inconvénient, non-seulement pour l'indépendance ottomane, mais encore pour les frontières d'Autriche?

« M. de Kaunitz. — Que faire? il y a des occasions où il vaut mieux laisser un torrent s'écouler que de lui opposer une digue; la stupidité, la faiblesse des Turcs ont trompé nos espérances; nous n'en pouvons plus rien attendre.

« M. de Rohan. — Ainsi les Turcs sont forcés d'accéder aux conditions que leur impose la Russie?

« M. de Kaunitz. — Je le crois. (Puis, changeant d'objet :) L'incertitude des négociations qui vont être promptement entamées empêche de prévoir ce que les puissances exigeront pour les confédérés. Mais ne parlons plus de ce *mauvais ramassis*, je ne puis rien pour eux; je ne puis que les plaindre. »

L'ambassadeur insista; le chancelier ne lui répondit que par le silence le plus obstiné. Rohan le comprit; il sentit que tout était perdu. Aussi reprit-il plus que jamais l'air de la confiance. « Puisqu'il en est ainsi, dit-il au vieux ministre, vous êtes plus instruit que vous ne voulez le paraître. Je vois qu'il n'y a plus à compter sur la confédération. » Et comme il s'apercevait que sa feinte résignation plaisait à M. de Kaunitz, il ajouta : « Ne pensez-vous pas, mon prince, que nous ferions bien d'engager la généralité à faire son accord particulier?... » A ce mot, Kaunitz devint radieux. « Assurément, dit-il avec une vivacité qui lui était peu naturelle, c'est ce qu'il y a de mieux à faire; les confédérés n'ont plus que deux moyens à prendre : révoquer l'acte d'interrègne, recourir au roi de Pologne qui se chargerait de négocier leur paix, ou, ce qui serait mieux, remettre leurs places fortes entre les mains des Russes. » M. de Rohan n'avait plus rien à apprendre; il prit congé de M. de Kaunitz et se retira pour écrire au duc d'Aiguillon cette conversation rapportée ici textuellement (1).

Cependant la nouvelle devenait publique. A Vienne, on s'en expliquait tout haut à la cour et dans le monde. L'impératrice-reine en parla à quelques dames de son intimité, et le prince de Kaunitz ne se donnait

(1) Dépêches du prince de Rohan dans le courant d'avril 1772 (*passim*). — Archives des affaires étrangères.

plus la peine de cacher le projet de démembrement au prince de Rohan; mais, soit impossibilité de se plier à la franchise, soit désir de satisfaire la Russie, en dissimulant à l'ambassadeur de France ce qui était connu à Vienne de tout le corps diplomatique, M. de Kaunitz ne voulait entrer dans aucun détail avec M. de Rohan sur les conditions du partage, alléguant que le secret lui avait été demandé sous le sceau de sa parole d'honneur. A la fin, par grace, M. le prince de Kaunitz voulut bien dire à M. de Rohan : « J'expédie un courrier à Versailles pour vous donner connaissance de tout ce qu'il est possible de vous communiquer dans le moment présent. »

Le courrier arriva et consterna d'Aiguillon sans le surprendre. Le ministre n'avait plus qu'une ressource; il l'avait préparée depuis longtemps et la saisit avec avidité : il rejeta tout sur l'ambassadeur. Après avoir publiquement flétri à la cour et dans le monde l'imprévoyance supposée du prince de Rohan, le duc lui écrivit en ces termes :

« Vous avez jugé d'avance, monsieur, de la surprise que causerait au roi l'avis de la révolution survenue dans les vues et les déterminations de la cour de Vienne relativement au démembrement de la Pologne et à la réunion éventuelle de cette cour avec la Russie pour s'opposer aux projets ambitieux du roi de Prusse. Vos relations précédentes et les avis qui étaient parvenus d'ailleurs n'avaient point préparé à un changement aussi subit, qui ne paraît guère être dans le caractère ni dans les principes du cabinet de Vienne. »

Après un pareil démenti, M. de Rohan n'avait plus qu'une réponse à donner : sa démission. Malheureusement pour lui, son cœur était plus bouffi que haut. Il adressa quelques plaintes à un ministre qu'il ne devait traiter qu'avec le plus profond et le plus juste mépris, il essaya quelques récriminations auprès du prince de Kaunitz; mais celui-ci, n'ayant plus rien à cacher, ne jugeant plus le duc d'Aiguillon digne de ses artifices et de ses réticences calculées, changea de rôle, substitua l'arrogance à la réserve, la prolixité au laconisme, cessa de se défendre pour attaquer à son tour, et d'accusé secret se fit accusateur public.

« La France, dit-il au prince de Rohan, la France a été la cause première de ces événemens. Peut-être sommes-nous plus affligés qu'elle, mais c'est elle qui l'a voulu. Pourquoi, sur notre invitation, dans l'origine, n'a-t-elle pas parlé avec fermeté au roi de Prusse? Pourquoi, malgré nos conseils, M. de Choiseul a-t-il constamment poussé les Turcs à la guerre?... Voilà la source unique des maux actuels. La faiblesse des Ottomans devait être écrasée par la Russie, et c'est vous qui les avez armés. Qu'avions-nous à faire? Une guerre contre les forces reunies de la Russie et de la Prusse? Ce dessein raisonnable et glorieux avec des secours était impraticable, insensé, sans appui. Pouvions-nous compter sur le vôtre? Nous auriez-vous soutenus dans cette crise, qui pouvait décider de l'existence de la maison d'Autriche? Ce parti écarté, il n'y en avait que deux autres à prendre : voir avec une indifférence stoïque l'agrandissement de la puissance

russe et prussienne, ou se concerter avec Frédéric et Catherine pour conserver du moins l'équilibre européen par l'accession de l'Autriche à un partage qu'elle déplorait sans doute, mais qu'il lui était impossible de prévenir. Le premier parti était aussi humiliant qu'onéreux. Après les efforts que leurs majestés impériales ont tentés pour imposer à leurs voisins, après les sommes immenses qu'elles ont sacrifiées à l'espoir de contenir une ambition rivale, elles s'exposaient par l'inaction à une ruine financière complète et au mépris, ruine morale, la plus irréparable de toutes. Il ne restait donc plus que la détermination à laquelle ma cour s'est arrêtée, quoiqu'avec les plus grands regrets et la plus extrême répugnance. Contrainte par la force des événemens, sans être animée par aucune passion personnelle, elle se contente de s'assurer des acquisitions proportionnées à celles que fera la cour de Berlin. La balance européenne exige ce dédommagement. Seul il peut maintenir la puissance autrichienne dans sa situation naturelle. En conséquence, leurs majestés impériales feront suivre pas à pas les démarches du roi de Prusse, et feront marcher de front avec les envahissemens de ce prince leurs justes et antiques prétentions sur différens districts de la Pologne. »

Ensuite M. de Kaunitz revint sur ses griefs contre la France, mais avec un ton plus doux et même avec une nuance d'affection et de bonhomie. « Hélas! mon cher prince, dit-il à M. de Rohan, ceux qui m'aiment doivent me plaindre! »

M. de Kaunitz ne pouvait tromper M. d'Aiguillon. Comme après tout le duc ne manquait pas d'esprit, il sentit parfaitement ce qu'il y avait de faux dans les raisonnemens du chancelier de cour et d'état. Il les réfuta même avec raison et clarté dans une lettre à M. de Rohan; en même temps, il lui défendit d'en faire usage, et lui interdit non-seulement le reproche, mais la plainte. Dans une situation tellement humiliante qu'elle excusait le langage le plus véhément, il ne parut occupé que du soin de ménager le cabinet de Vienne. La nouvelle définitive du partage sembla ne lui suggérer qu'une seule idée, celle de ne point laisser échapper devant M. de Kaunitz le moindre signe de mécontentement et d'humeur. Il croyait devoir lui demander grace pour la France, dont le ministre autrichien avait pris la peine de se jouer.

L'abandon des Polonais fut résolu; d'Aiguillon leur fit déclarer « que le roi ne pouvait plus se mêler de leurs affaires, que sa majesté ne voulait plus ni suggérer ni autoriser leurs déterminations futures, et que désormais ils n'avaient à prendre conseil que d'eux-mêmes. » Après tant de promesses, ce langage était dur. Rohan, chargé de le transmettre, en adoucit l'expression par la délicatesse de ses procédés. Deux députés de la confédération résidaient depuis quelque temps à Vienne. Le prince de Rohan les avait introduits auprès du prince de Kaunitz, qui les avait reçus avec une indifférence polie. Cet accueil bien médiocre les avait pourtant remplis d'espérances et d'illusions; fermant

les yeux à l'évidence, ils comptèrent sur les secours réunis de l'Autriche et de la France pour détrôner Stanislas-Auguste. Quant au partage, ils ne s'arrêtèrent pas un seul instant à cette idée, qui leur semblait folle, chimérique, impossible, et lorsqu'avec des égards nobles et touchans l'ambassadeur de France leur en eut appris l'accomplissement définitif, ils refusèrent absolument d'y ajouter foi. A Paris, l'aveuglement des réfugiés avait eu un caractère encore plus marqué. La veille du partage, Jean-Jacques Rousseau, consulté par le comte Wielhorski sur une constitution future de la Pologne, lui avait remis cet étrange écrit, qui causerait à quiconque le relit aujourd'hui une surprise extrême ou plutôt une véritable stupéfaction, si on ne savait par expérience tout ce qu'on peut faire lire et entendre à des contemporains. Rousseau conseillait aux Polonais d'entretenir leur antique anarchie, d'exercer une surveillance jalouse sur le pouvoir royal, d'éviter soigneusement que la couronne devînt jamais héréditaire, et enfin il leur proposait pour souverain remède des fêtes publiques dans le goût de celles qu'on a vues en France il y a soixante ans, et que nous avons revues nous-mêmes, avec l'enthousiasme que chacun sait. L'homme de la nature leur indiqua encore un autre moyen, c'était de faire monter le roi de Pologne sur l'échafaud (1).

A la nouvelle du partage, la Pologne jeta un cri de surprise et de douleur, mais elle ne protesta point par les armes. Quant à Stanislas-Auguste, dans sa monomanie de royauté, il se résigna à tout. « Je resterai, dit-il, dût mon royaume ne pas être plus grand que mon chapeau. » Les imprécations des Polonais s'adressaient surtout à la cour de Vienne. Les Russes et les Prussiens étaient des ennemis, connus pour tels; mais Vienne leur avait promis son appui, Vienne, disaient-ils, les avait trahis : ils comptaient sur cette Autriche dont ils avaient jadis brisé les fers, et voilà comme elle les traite! On se récriait aussi très amèrement sur la France; cependant on la plaignait plus encore qu'on ne l'accusait. Elle était couverte par le nom de Choiseul, et les malédictions n'avaient que son successeur pour objet. On n'ignorait pas non plus que la Pologne avait été constamment défendue auprès de Louis XV par son conseil secret, auquel ce dénoûment donnait en effet gain de cause. Les avis généreux ne coûtent rien aux agens irresponsables; il leur est facile de jouer le beau rôle. Ici l'occasion était trop bonne pour la laisser échapper.

On a toujours éprouvé quelque difficulté à concilier la conduite de Marie-Thérèse avec son caractère. Elle-même sembla partager l'éton-

(1) « Gardez-vous de prendre envers le roi que ces cruels hôtes ont voulu vous donner aucun parti mitigé. Il faut, *ou lui faire couper la tête*, comme il l'a mérité, ou, sans avoir égard à sa première élection, qui est de toute nullité, l'élire de nouveau. » *Œuvres de Rousseau* (édition Dalibon, 1824), tome VI, page 364.

nement de l'univers, car son attitude fut celle d'une humiliation douloureuse. Elle versa des larmes sur le sort de la Pologne. Inquiète de l'opinion de ses amis, elle força le prince de Saxe-Hildburghausen à rompre un silence qu'il s'était promis de substituer désormais à des conseils mal écoutés. Le prince la supplia de ne pas l'exposer à lui manquer de respect par une appréciation équitable des derniers événemens; mais enfin il se rendit aux instances de l'impératrice-reine, et profita d'une position indépendante pour ne point ménager les termes. « Oui, lui répondit cette princesse après l'avoir bien écouté, j'ai été séduite, entraînée; ma situation est cruelle, le chagrin me tue : ma seule consolation est dans la droiture de mes vues, dans la constance de mes efforts pour empêcher un résultat auquel j'ai été obligée de prendre part (1). » Elle ne tint pas un autre langage à M. de Rohan. On l'a taxée généralement d'hypocrisie. Cette appréciation est trop sévère. Une scène courte, mais caractéristique, racontée par hasard dans une lettre officielle, jette une vive lumière sur Marie-Thérèse, caractère complexe, mélange de dignité, de vertu et d'artifice. « J'ai sept petits-enfans, dit-elle un jour au comte de Barck, ministre de Suède; Marie-Thérèse est heureuse, l'impératrice-reine ne l'est pas; j'ai de cruels chagrins, comte de Barck; vous ne pouvez les ignorer; ils sont d'une nature très sensible et portent sur un sujet trop délicat.... » (Elle parlait de l'empereur Joseph.) Puis elle dit avec le ton animé, la parole brève et pressée d'une personne qui ne peut contenir son ame : « Comte de Barck, l'affaire de Pologne me désespère... C'est une tache à mon règne!... — Les particuliers, reprit le ministre étranger, n'ont point à prononcer en ces matières; les souverains ne doivent de compte qu'à Dieu. » L'impératrice était assise, elle se leva précipitamment, leva la main au ciel et s'écria : « C'est aussi celui-là que je crains... » C'était une situation violente pour un diplomate. Le Suédois se serait passé de cette confession. Interdit, embarrassé, il exprima en balbutiant le vœu modeste de voir ces débats terminés. « Oui, reprit tranquillement l'impératrice, tout-à-fait remise de son trouble, cela finira, je crois, avec l'*uti possidetis* (2). »

Marie-Thérèse est là tout entière. Le premier mouvement est d'une ame pieuse, morale, sensible, capable d'un remords; le second appartient tout entier au génie tenace de sa maison. Catherine II se trouvait dans une situation bien différente. Des larmes, des regrets, n'étaient ni dans son caractère, ni dans son rôle. Maîtresse de la Pologne par l'exercice d'une influence exclusive, elle n'en avait pas désiré le partage; mais dès que ce partage était devenu une nécessité pour elle, dès qu'il y eut

(1) Rohan à d'Aiguillon, 28 mai 1772.
(2) Rohan à d'Aiguillon, 9 novembre 1772.

à choisir entre l'intégralité de la république et la perspective d'une guerre à soutenir seule contre les deux grandes puissances allemandes, elle en prit son parti; il ne lui échappa ni récrimination, ni regrets, et elle accepta la responsabilité de l'action qu'elle avait enfin consentie.

Frédéric agit moins simplement. Le traité signé, il ne songea plus qu'à en répudier le blâme. Voltaire, avec cette adulation étourdie et empressée qui lui était trop naturelle, s'était hâté de lui écrire : « On prétend que c'est vous, sire, qui avez imaginé le partage de la Pologne, et je le crois, parce qu'il y a là du génie et que le traité s'est fait à Potsdam. » Frédéric réprima aussitôt cet excès de zèle par une réponse froide et sèche. « Je ne connais point, répondit-il à Voltaire, de traités signés à Potsdam ou à Berlin; je sais qu'il s'en est fait à Pétersbourg. Ainsi le public, trompé par les gazetiers, fait souvent honneur aux personnes des choses auxquelles elles n'ont pas eu la moindre part. » Pas la moindre part! L'ironie était un peu forte et montrait encore moins de mépris pour les gazetiers que pour leurs lecteurs. C'est ce que dut penser Voltaire, mais il garda un silence prudent. Il se contenta d'en montrer un peu d'humeur *in petto* avec d'Alembert. « Le roi de Prusse jouira bientôt de sa Prusse polonaise; en digérera-t-il mieux? en dormira-t-il mieux? en vivra-t-il plus long-temps? » Voilà tout ce que le patriarche s'était permis. A la vérité, Frédéric lui avait envoyé un très joli service de porcelaine, et lui-même était alors beaucoup moins occupé de la Pologne que de Lekain, qui venait de jouer Tancrède et Gengiskan sur le théâtre de Genève. Le roi de Prusse rejeta tout sur Catherine II, mais dans les termes les plus magnifiques, comme pour lui faire honneur des faits accomplis. « Voilà enfin, s'écria-t-il, la pacification de la Pologne qui s'apprête! Ce beau dénoûment est dû uniquement à la modération de l'impératrice de Russie, qui a su mettre elle-même des bornes à ses conquêtes!..... Je sais que l'Europe croit assez généralement que le partage qu'on a fait de la Pologne est une suite de manigances politiques qu'on m'attribue; cependant rien n'est plus faux. Après avoir proposé vainement des tempéramens différens, il fallut recourir à ce partage, comme à l'unique moyen d'éviter une guerre générale. Les apparences sont trompeuses, et le public ne juge que par elles. Ce que je vous dis est aussi vrai que la quarante-huitième proposition d'Euclide. » — « Vous vous moquez de moi, mon *bon* Voltaire, écrivait-il une autre fois en réponse à des hyperboles flatteuses du patriarche, je ne suis ni un héros, ni un océan, mais un homme *qui évite toutes les querelles qui peuvent désunir la société..* » A force de le répéter, Frédéric finit peut-être par croire lui-même qu'il n'était qu'un bonhomme... à peu près comme son correspondant.

Croirait-on que d'autres écrivains aient également cherché à le faire passer pour tel? Lisez MM. Dohm, Görtz, Koch, Schöll, Preuss, Martens, etc.; ils vous diront que jamais Frédéric n'avait pensé au partage de la Pologne. Il est vrai qu'ils sont tous Prussiens, et que jusqu'à présent ils ont parlé à peu près seuls sur ce sujet. L'histoire n'a pourtant pas été frustrée de tous ses droits dans cette conspiration patriotique; elle peut s'appuyer sur le témoignage de Frédéric lui-même, qui ne s'est pas toujours surveillé avec une attention scrupuleuse, et qui dans des momens d'abandon ou d'oubli a laissé échapper son secret: on l'a vu plus d'une fois dans ce récit. Il a suffi pour cela de suivre le fil des événemens, et, pour parler le langage du royal historien, « d'en retrouver la généalogie. » Cette pudeur du conquérant devant sa conquête, ce soin de la voiler, de l'atténuer, de la répudier en quelque sorte, est une des plus grandes preuves du génie de ce grand homme, car il n'a pu que deviner, il n'a pu voir que dans l'avenir un blâme que ses contemporains ne lui ont pas fait entendre.

Aucun cabinet, aucun gouvernement, aucun peuple ne protesta contre le partage de la Pologne. Parmi les grandes cours, la France garda un silence désapprobateur, l'Angleterre un silence complice, et pourtant, par une injustice assez commune à l'égard des deux pays, la conduite de l'une a été jugée avec la dernière rigueur, tandis que l'autre n'a pas même été accusée; mais enfin toutes les deux crurent devoir se taire. La Turquie vaincue n'avait plus qu'à demander la paix; les cours du midi restèrent indifférentes, et l'Allemagne, sans en excepter la maison de Saxe, ne manifesta aucun intérêt pour la Pologne. Le sentiment de répulsion qui suivit la chute de la royale république n'éclata qu'après les derniers partages.

Ainsi s'accomplit, en 1772, le premier démembrement de la Pologne. Tel fut le fruit d'une anarchie séculaire. Cet arrêt de la Providence est-il définitif? Dieu seul le sait; mais ce qu'on peut hasarder de dire sans trop craindre de se tromper, c'est que, dans le cas où la Pologne attendrait sa restauration de l'Allemagne, elle courrait la chance de l'attendre long-temps.

Il reste à tirer de ce grand événement une conclusion plus sûre et plus générale. La leçon qui en résulte n'en doit pas être bornée au passé ou à l'avenir d'un seul peuple. Mille causes incidentes ont contribué à la chute de la république polonaise, une seule a consommé sa ruine. Sans doute, on peut l'attribuer en partie au maintien d'une organisation vicieuse, tant politique que militaire, en présence d'une transformation de l'Europe. Sous ce double rapport, cette appréciation a certainement beaucoup de force; mais, malgré ses confédérations et ses contre-confédérations, malgré ses diètes et ses dié-

tines, malgré son horreur pour l'infanterie et pour les places fortes (1) dans un temps où le monde se hérissait de forteresses et se couvrait de fantassins, la république aurait pu vivre. Elle aurait pu continuer à lancer contre l'Osmanli et le Tartare *cette cavalerie redoutable qu'on voyait fondre sur l'ennemi avec la vitesse de l'aigle* (2). Ses mains auraient pu tenir long-temps encore ces *marteaux d'armes tant vantés* et ces *arcs qu'on ne vit jamais tendus en vain*. Revêtue de la panoplie rouillée du moyen-âge, elle aurait suppléé par le prestige de sa bravoure à la faiblesse d'un mode de défense trop suranné. D'ailleurs, parmi tant d'erreurs politiques, il en est de très graves dont elle avait su se prémunir. Quelque danger qu'il pût y avoir et qu'il y eût en effet dans le maintien de mauvaises lois, uniquement parce qu'elles étaient anciennes, le respect des Polonais pour la tradition des ancêtres, leur esprit de conservation excessive, n'en étaient pas moins un préservatif contre le goût du changement, plaie des temps modernes. Au plus fort de leur anarchie, on n'a pas vu les Polonais se lancer dans cette course éperdue, dans cette danse de Saint-Guy des générations nouvelles, à travers les constitutions de rechange et les révolutions de hasard. Ce qui les a perdus, c'est de n'avoir pas su se défendre d'un autre mal qui vient à bout des nations les plus vigoureuses, qui paralyse, qui énerve, qui menace de décadence des sociétés bien autrement constituées, civilisées, influentes, bien plus puissamment établies au centre même des intérêts européens que ne le fut jamais la Pologne; mal affreux qu'il suffit, comme la peste, d'appeler par son nom... la discorde!

ALEXIS DE SAINT-PRIEST.

(1) « J'ai souvent ouï dire parmi nous que le nom de *Pologne* vient d'un ancien mot de notre langue qui signifie campagne. On inférait de là que nous ne sommes point faits pour nous renfermer dans des villes : on croyait les places fortes peu utiles; peu s'en faut même qu'on ne les crût pernicieuses, et la raison qu'on en donnait, c'est que ces places une fois entre les mains des ennemis, elles leur deviendraient un moyen de nous subjuguer avec plus d'avantage et peut-être sans espoir de retour. Un paradoxe si étrange ne peut avoir lieu que parmi nous. » *Œuvres du philosophe bienfaisant*, tome II, page LXXVII.

(2) Bossuet, *Oraison funèbre d'Anne de Gonzague*.

LES

BABOUCHES DU BRAHMANE.

Tous les navigateurs qui fréquentent la côte de Malabar connaissent le petit port d'Alepey, dans les états du radja de Travancore. C'est bien l'un des points les plus étranges et les plus curieux du littoral de l'Inde. Qu'on se figure, à quelques pas de la plage sablonneuse, une plaine verdoyante et fraîche, arrosée par de charmans canaux. Ces rivières en miniature sont coupées d'une multitude de ponts de bois fort élégans et sillonnées de pirogues sans nombre, les unes si légères, si effilées, qu'un homme peut à peine s'y tenir debout; les autres spacieuses, décorées à la proue de sculptures fantastiques et portant à la poupe de jolies cabines qui les font ressembler à des gondoles. Le long de ces canaux, qui vont se perdre dans la profondeur des bois, sont rangées très irrégulièrement des habitations de toute espèce. Ici, des magasins bariolés de peintures et chargés de boiseries travaillées avec beaucoup d'art offrent aux regards les plus riches tissus de l'Inde; là s'élèvent de vastes greniers, qui exhalent au loin l'odeur vive et pénétrante des épices dont ils sont remplis; puis ce sont des huttes faites de feuilles de palmier, pauvres cabanes qui se cachent au milieu de la plus opulente végétation. De places, de rues, il n'y en a point, mais seulement des sentiers qui se croisent, se mêlent, s'allongent sous les cocotiers ou s'arrêtent tout court devant une pagode. On se croit tantôt dans un bazar, tantôt dans une forêt, tantôt dans un parc; on est au milieu de la ville, qu'on la cherche encore. Du côté de la mer, des pro-

cessions de plusieurs centaines de femmes nues jusqu'à la ceinture, tenant sur la tête des paniers pleins de poivre fraîchement récolté, vont et viennent sans cesse, comme des fourmis noires, de la plage aux greniers d'entrepôt. Autour du port, où, durant la belle saison, les grosses barques arabes de Mascate et de Djedda viennent charger des bois de construction, se meuvent majestueusement des éléphans énormes, qui travaillent avec beaucoup de docilité et d'instinct à traîner des poutres et à transporter des fardeaux : ce sont là les forçats du radja de Travancore.

Dans cette ville, le voyageur ne trouve ni hôtel ni auberge, mais en revanche un caravansérail de l'aspect le plus pittoresque : c'est un palais de bois, ancienne résidence du radja; des sculptures fantastiques délicatement exécutées encadrent les galeries, les portes, les fenêtres cintrées et les balcons; de vastes plantations de cocotiers, qui se prolongent vers le port, lui tiennent lieu de jardin; une cour carrée, défendue non par des murs, mais par une haie touffue et des arbres élevés, lui donne un certain air de grandeur. Dans ce préau passent deux ou trois fois le jour les éléphans, que leurs cornacs, en revenant du travail, ne manquent jamais de faire parader devant les étrangers. Ils saluent avec la trompe, ramassent dans la poussière la pièce de cuivre qu'on leur a jetée, et se retirent battant l'air de leurs larges oreilles. Puis viennent les mendians, les paralytiques qui se traînent sur les mains, les lépreux dont la peau est couverte de taches blanchâtres comme celle des serpens, enfin une foule d'infirmes tourmentés par des maladies hideuses, particulières à ces climats violens, et qui n'ont point de nom dans notre langue. Ils s'asseient autour du caravansérail, et, dès que les voyageurs paraissent au balcon, ils poussent un cri en élevant vers eux leurs mains suppliantes.

Une circonstance assez bizarre me retint deux jours dans ce petit palais et dans cette ville singulière, où je ne croyais pas séjourner. J'avais une affaire à traiter avec un parsi ou guèbre, adorateur du feu, et, comme le jour de mon arrivée il y eut éclipse de soleil, la visite fut forcément remise au lendemain. Le guèbre s'était renfermé chez lui; il jeûnait et se mortifiait pour mieux sympathiser avec les souffrances de l'astre-dieu. Il faut convenir aussi que les Hindous ne se montraient pas très rassurés : « Voyez, voyez, disaient-ils, le gros dragon qui ronge le soleil! » Les *nacodas* (capitaines arabes), qui partageaient quelque peu cette croyance, tiraient gravement en l'air des coups de pistolet, et faisaient battre le tambour par leurs équipages pour forcer le prétendu monstre à lâcher sa proie. Pendant ce temps-là, une ombre bienfaisante se répandait sur la terre; nous respirions en plein midi. On ne voyait plus personne dans les chemins ni autour du caravansérail. L'instant était bien choisi pour reposer; je m'allongeais

donc sur ma natte, quand, une chambre voisine de la mienne s'étant ouverte, je vis paraître sur le seuil un Anglais pâle comme un spectre; ses cheveux noirs flottaient en désordre, il était hâve et maigre. On ne voyait plus sur sa personne aucune trace de ce soin recherché qui distingue un *gentleman*, et cependant cet homme semblait appartenir à la classe la plus élevée de la société. Un seul domestique l'accompagnait : qui l'avait déposé là? qui était-il? d'où venait-il? comment semblait-il abandonné dans un pays où ses compatriotes sont tout-puissans? Il y avait là un mystère que je résolus de pénétrer. L'incident fortuit qui, ce jour-là, suspendait tous les travaux dans la ville me laissait d'ailleurs assez de loisir. A force de questions, je recueillis sur sa personne des détails d'abord assez incohérens, puis des renseignemens plus précis; enfin, j'obtins du serviteur fidèle qui veillait près de lui le récit des principaux épisodes de sa vie, tels que je vais essayer de les raconter.

I.

Dans un village de la petite île de Salsette, située tout près de Bombay, et que ses temples souterrains ont rendue célèbre, vivait un brahmane du nom de Nilakantha. Il desservait une pagode dont le revenu suffisait à son existence; l'étude des textes sacrés, la méditation et les rêveries extatiques occupaient ses journées. Moins que personne il doutait de ses propres vertus et de l'autorité de sa parole sur les Hindous de basse caste dont il recevait les offrandes. Par malheur, des missionnaires s'établirent dans son voisinage; la cloche de l'église attira peu à peu une partie considérable des ouailles du brahmane, qui se trouva presque seul au pied de ses idoles. Ruiné par la désertion des fidèles, Nilakantha les menaça d'abord de la colère des dieux, puis il se décida à chercher un autre genre de vie. Parmi les professions que les lois de sa caste lui permettaient d'embrasser, il choisit celle d'écrivain. Un riche *babou* (1), qui détestait les Européens et leur prêtait son argent à gros intérêts, lui offrit une place dans ses bureaux. Cette circonstance fut cause que Nilakantha transporta ses dieux domestiques au milieu d'un des hameaux qui environnent la grande ville de Bombay.

Résigné à son sort, exact à remplir son emploi, Nilakantha s'asseyait sur ses talons entre deux coussins, en face du divan où trônait le *babou;* là il passait la moitié du jour à couvrir de chiffres, avec sa plume de roseau, les feuilles de palmier qui lui servaient de registre; mais, quand arrivait l'heure du repos, il se redressait de toute sa hauteur.

(1) Nom que l'on donne dans l'Inde aux banquiers et aux négocians indigènes.

L'humble écrivain, redevenu brahmane, traversait avec dignité les cours et les galeries multipliées qui donnaient à la demeure du *babou* l'aspect d'un palais. Dans les rues encombrées de palanquins, de voitures rapides et de lourds chariots, il marchait les yeux à demi clos, le parasol sur l'épaule, laissant flotter sur ses genoux les plis ondoyans de son pagne, traînant ses babouches avec cette lenteur dédaigneuse, cette nonchalance affectée qui, dans un Asiatique, trahit la fierté et le sentiment de sa propre valeur. A mesure qu'il s'éloignait de la ville, son visage s'épanouissait; l'air libre, la brise fraîche de la mer se jouant dans les palmiers, la lumière versée à torrens par un soleil de feu sur un horizon étendu, tout lui rappelait l'influence de cette nature souveraine à laquelle les Hindous rendent un culte comme à la manifestation visible de la divinité. Il repassait dans son esprit les miraculeuses légendes de tant de solitaires, brahmanes comme lui, qui, en se livrant à la contemplation au fond des forêts, avaient acquis sur les créatures une puissance illimitée. Le souvenir de sa pagode lui revenait aussi, son imagination s'exaltait, et il arrivait, plein d'aspirations mystiques, jusqu'à l'entrée de sa demeure, où une main attentive avait tout disposé pour flatter son orgueil et réjouir son regard. L'image du lotus, dessinée à la craie sur le seuil, traçait une large rosace et formait une espèce de parvis que nul pied profane n'aurait osé fouler. Une guirlande de fleurs fraîchement cueillies se balançait au-dessus de la porte et décorait la statuette de Ganeça, idole à tête d'éléphant, que les brahmanes invoquent comme le dieu de la sagesse. Enfin, le sanctuaire d'une pagode n'eût pas été plus proprement arrosé que l'intérieur de cette mystérieuse habitation; Nilakantha, en y posant le pied, reconnaissait la présence et les soins empressés de sa fille.

Élevée dans les préjugés de sa caste, Roukminie, la fille du brahmane, se regardait comme appartenant à une race peu inférieure à celle des dieux, très supérieure à celle des hommes. Elle n'avait pas même un regard de curiosité pour les calèches élégantes qui traversaient parfois le hameau, emportant les riches Anglais de Bombay vers leurs opulentes villas. Les jeunes Persans coiffés du turban de mousseline à bande d'argent, dont les beaux traits rappellent ceux des héros peints sur les ruines de Persépolis, avaient beau jeter sur elle un regard curieux: ils n'étaient à ses yeux que des barbares. Puiser chaque jour aux étangs consacrés l'eau des ablutions, folâtrer quelques instans au bord des fontaines avec ses jeunes compagnes, puis revenir, sérieuse et fière, vaquer aux travaux du ménage, qu'elle considérait comme autant d'actes pieux, tel était l'emploi constant de ses journées. Le soir, elle s'asseyait, en compagnie de son père, sous la galerie de sa maison; alors seulement elle se revêtait de sa plus riche toilette. Une plaque

d'or ajustée sur le sommet de la tête, une couronne de fleurs d'un blanc de lait posée sur les tempes, des bracelets de toutes couleurs échelonnés sur le bras depuis le coude jusqu'au poignet, des anneaux de cuivre reluisans et sonores attachés autour de la cheville du pied, des brillans précieux suspendus aux oreilles, et une longue écharpe à bandes roses qui, roulée autour de la taille, se perdait sous l'épaule en voilant la poitrine, composaient cette parure. Roukminie la portait gravement, comme l'oiseau son plumage, sans joie puérile, sans désir d'attirer les regards. La teinte jaune du sandal en poudre semé à profusion sur son visage donnait même à sa physionomie de quinze ans l'aspect morne et inanimé d'une statue peinte.

En face de sa fille parée comme une idole, Nilakantha s'asseyait à l'autre extrémité de la galerie, dans le simple costume du brahmane officiant, les cheveux déliés, les bras et la poitrine rayés de lignes grisâtres qu'y avaient appliquées ses deux mains trempées dans les cendres du foyer. Ce bizarre tatouage et le mince cordon, signe distinctif des hautes castes, posé en sautoir sur l'épaule droite, formaient le seul vêtement qui couvrît la partie supérieure de son corps. Ses jambes croisées se perdaient sous les plis bouffans du pagne, qui présentaient dans leur arrangement un certain art, car il y a encore de la coquetterie dans la disposition de ce costume, simple jusqu'au cynisme. Le dos humide du brahmane portait les traces des ablutions par lesquelles il s'était purifié des souillures de la journée. Dans cette tenue traditionnelle du prêtre hindou, Nilakantha se livrait avec ardeur à la méditation. Alexandre environné de toute sa pompe se fût approché de lui, que cet autre Diogène n'eût pas même levé les yeux pour lui dire : « Retire-toi de mon soleil ! »

II.

Cette existence monotone ne fatiguait point le brahmane et n'ennuyait point sa fille; ils n'en rêvaient pas d'autre. Les bruits lointains de la ville européenne ne leur causaient pas plus d'impression que le murmure des flots sur la plage. Un soir donc que Roukminie et son père, assis à leur place accoutumée, se laissaient pénétrer doucement à la brise qui soufflait de la mer, il arriva que deux cavaliers passèrent par le village. C'étaient deux Européens, l'un jeune encore, mais déjà bruni par le soleil de l'Inde; l'autre plus près de l'adolescence, rose et frais comme l'est un nouveau débarqué, parti d'Angleterre depuis six mois à peine. Montés sur de jolis chevaux de race persane, ils se promenaient au pas, en suivant la route tracée au milieu des champs et des jardins; sentier sinueux, tout ombragé de man-

guiers épais sous lesquels des bananiers aux larges feuilles montraient leurs grappes de fruits mûrs. A un détour du chemin, un gros figuier de l'espèce des multiplians laissait pendre du haut de ses branches toute une forêt de racines effilées qui cherchaient à s'implanter en terre. Derrière ce rideau de verdure se cachait la maison du brahmane, ce qui fit que les cavaliers la découvrirent à l'improviste.

— Par ma foi, sir Edward, s'écria le plus jeune des deux cavaliers en arrêtant son cheval, voilà deux personnages qui se font l'un à l'autre un étrange pendant! On croirait voir sur la même branche un oiseau de paradis et un hibou. En vérité, je donnerais dix guinées pour avoir sur mon album le portrait en pied de cette jolie Hindoue.

Sir Edward tira doucement la bride de son cheval, comme pour attendre son ami, mais sans tourner la tête et sans répondre un seul mot.

— Mais voyez donc, continua avec enjouement le plus jeune des deux cavaliers, comme sa physionomie est grave et distinguée! quelle harmonie entre cette lèvre supérieure légèrement renflée et ce menton si fermement arrondi! Et quelle pose!... Ne dirait-on pas qu'elle veut singer la statue de la Nuit de Michel-Ange? Quant au père, avec son enduit de cendres mouillées, il ressemble assez à un caïman qui se sèche au soleil.

— Allons, Arthur, répliqua sir Edward, ne restons pas ainsi à flâner le long des chemins; voici l'heure où la haute société de Bombay va se réunir sur l'esplanade autour de la musique. Venez, je vous présenterai à quelques *gentlemen* de ma connaissance.

— Je serais pourtant curieux de voir cette charmante créature faire quelque mouvement. Quel singulier costume!... Une seule pièce d'étoffe autour du corps, et des colifichets des pieds à la tête!

La jeune fille, fatiguée de ce regard attaché sur sa personne, s'était levée tout d'un coup pour fuir dans sa maison.

— Bravo! reprit Arthur, elle saute comme une biche; les anneaux de cuivre résonnent à ses jambes comme les grelots du tambour de basque aux mains d'une almée. Et ce vieux rêveur! a-t-il juré de rester là jusqu'au jour du jugement?... Je ne pars pas d'ici que je ne l'aie fait sortir de sa rêverie... Eh! brahmane! — Et il se mit à crier aux oreilles de l'impassible Hindou.

— Ne voyez-vous pas qu'il est en extase et que rien au monde ne le tirera de sa méditation? interrompit sir Edward. En le regardant ainsi, vous avez excité son amour-propre de dévot hindou; soyez certain qu'il ne cédera pas. — Et comme Arthur, se piquant au jeu, agitait sa cravache autour du visage du brahmane. — Attendez, dit sir Edward avec impatience; puisque vous le voulez absolument, je vais recourir aux grands moyens. J'en sais un infaillible pour mettre hors de lui le

plus patient, le plus saint de ces hypocrites personnages; voyons s'il me réussira.

En parlant ainsi, le cavalier avait sauté à terre; il prit délicatement dans sa main gantée les babouches que le brahmane avait rangées près de la porte, et les lui plaça sur la tête, droit au-dessus de la triple ligne rouge et bleue qui ornait son front (1). Le brahmane ne remua pas; mais la jeune fille, qui se tenait blottie dans un coin de la maison, poussa un cri perçant. Les deux cavaliers s'éloignèrent au grand trot, sir Edward un peu contrarié d'avoir touché inutilement les vieilles chaussures de l'Hindou, Arthur riant tout à la fois de l'espièglerie et du désappointement de son ami. Au tournant du chemin, ils jetèrent un regard en arrière; mais un groupe de laboureurs qu'ils venaient de croiser au passage les empêcha de voir si le brahmane portait encore les babouches sur le front.

Un quart d'heure après cette petite scène, sir Edward avait conduit Arthur au milieu des promeneurs répandus dans la plaine qui entoure Bombay du côté de la mer. Cette plaine s'étend entre les murailles épaisses de la ville européenne, appelée communément le Fort, et une autre ville plus gracieuse, plus aérée, dans laquelle *civiliens* et militaires regardent comme une faveur de pouvoir s'établir. Ce quartier si recherché se compose simplement d'une file de maisons légères, de tentes spacieuses, entourées de fleurs et décorées avec d'autant plus de luxe à l'intérieur qu'elles paraissent plus modestes au dehors. Quand éclate la saison des pluies, la plupart de ces habitations disparaissent, laissant à nu la plage attristée et la grève battue par la tempête; mais les gros vents et les orages ont à peine cessé, que ces demeures temporaires se relèvent comme par enchantement. En quelques jours, la verdure les a couvertes de nouveau; la décoration a si vite reparu, qu'on croit avoir rêvé. Alors aussi recommencent, dans l'espace compris entre la ville de pierre et ce quartier mobile, les promenades, les réunions du beau monde, que la chaleur du jour retient captif à peu près tant que le soleil reste sur l'horizon.

Autour de ce noyau d'Européens s'agite une multitude confuse d'indigènes des diverses provinces de l'Inde, de mahométans venus des bords de la mer Rouge et du golfe Persique, d'Arméniens de Trébizonde, de Juifs d'Alep et de Bassora, de Persans, de Kourdes; car Bombay est l'entrepôt de toute la partie de l'Orient où retentit jadis le nom d'Alexandre, c'est-à-dire la partie qui s'étend, dans les contrées musulmanes, du Nil aux sables du Bélouchistan et, dans les régions idolâtres, de l'Indus à Ceylan. Cette foule devient plus compacte à mesure que les

(1) C'est un signe nommé *tilak*, que les Hindous attachés aux pratiques de leur religion renouvellent chaque jour après les ablutions du matin et du soir.

cent navires et les mille barques du port y versent leur population flottante. Des *péons* hindous appuyés sur des massues de bois stationnent de distance en distance pour maintenir l'ordre. Les marins de la presqu'île Arabique, les pêcheurs de la côte mahratte et du Cambaye, race de pirates incorrigibles qui ne se feraient aucun scrupule d'enlever un navire en pleine mer, se promènent là de l'air du monde le plus pacifique. Si parfois on entend des clameurs, si la foule s'émeut sur quelque point, ce tumulte sera causé par un matelot européen qui, enivré de sa force et exalté par de trop copieuses libations, aura culbuté d'un coup d'épaule une famille hindoue trottant sur un petit chariot, ou renversé d'un revers de main des porteurs de palanquins assez insolens pour se refuser à le voiturer gratis. Quelques coups de massue appliqués à longueur de bras par les *policemen* sur la nuque du délinquant suffisent à rétablir la paix publique, et les indigènes vengés applaudissent à grands cris. Ce bruit passager n'a pas troublé la musique, point central autour duquel circulent lentement les brillans cavaliers et les élégantes *ladies* en calèche. Ce groupe peu nombreux, enfermé dans les flots d'une multitude étrangère comme une île dans les vagues menaçantes de l'océan, c'est l'Europe avec sa puissance intellectuelle, son génie dominateur, sa force créatrice.

Tout homme comme il faut tient à faire acte de présence au milieu de cette société choisie; sir Edward, qui, par sa grande fortune et la distinction de ses manières, s'était acquis un certain renom parmi la jeunesse fashionable de Bombay, ne manquait jamais d'y paraître. Ce jour-là, il resta sur l'esplanade tant que la musique y retint les promeneurs. Quand il songea à regagner la ville, le bruit de la mer agitée par la brise dominait de plus en plus celui de la foule qui se dispersait; les blanches tuniques des guèbres, rangés sur les remparts pour adorer le soleil couchant, s'effaçaient dans l'ombre : il faisait nuit. En se retirant, sir Edward crut apercevoir un Hindou qui s'attachait à ses pas; il lança son cheval et emmena Arthur à un *tea-party*. La réunion était nombreuse; la conversation ne tarda pas à s'animer, et Arthur se rapprocha d'un groupe où l'on s'entretenait des mœurs des habitans de l'Inde. Il écouta d'abord très attentivement; puis, enhardi par l'accueil bienveillant que lui valait sa qualité de nouveau-venu, il se risqua à raconter le tour que sir Edward venait de jouer à un brahmane. Sir Edward lui lança un coup d'œil sévère, ce qui fit qu'il n'eut garde de nommer les personnages.

— Ne riez pas, répondit à demi-voix un homme âgé qui cherchait à donner à ses paroles un accent paternel; l'espièglerie a été un peu forte. L'Européen dont vous parlez a fait à ce brahmane une injure irréparable. Celui-ci est dégradé, il a perdu sa caste par le seul contact d'un objet impur qui a souillé son front; il ne survivra peut-être

pas à ce déshonneur,... et peut-être aussi voudra-t-il en tirer vengeance.

— Un duel par hasard? demanda Arthur en souriant.

— Un duel si vous voulez, mais où le choix et l'avantage des armes seraient entièrement du côté de l'Hindou. Cependant, si l'injure qu'il a reçue n'a pas eu d'autres témoins que des Européens, il se pourrait qu'il n'y attachât pas une aussi grande importance. Quant à moi, je ne m'y fierais pas, car les brahmanes ne pardonnent jamais un affront.

Sir Edward, pour donner un autre tour à la conversation, parla d'un épagneul qu'il venait de recevoir d'Europe et qu'il s'agissait de mettre à l'épreuve dans les marais de Panwell, où les *sportmen* de Bombay vont chasser la bécassine. On projeta des parties à cheval et en bateau sur divers points de l'île de Bombay et des côtes voisines. — L'hiver se passa fort agréablement sans que les deux amis entendissent parler du brahmane; ils avaient même oublié la petite aventure que nous venons de raconter, quand un incident fortuit la leur remit en mémoire. Sir Edward allait partir pour le Bengale, où l'appelaient de grandes chasses au tigre et à l'éléphant. La veille du jour où il devait quitter Bombay, il dînait avec quelques amis : Arthur était de la fête. Vers la fin du repas, les serviteurs, fatigués d'agiter les éventails sur la tête des convives, s'endormaient dans les coins de la salle; les maîtres d'hôtel se retiraient après avoir versé la dernière bouteille de champagne. Tout à coup un *kouli* (commissionnaire hindou) vint apporter un paquet très proprement enveloppé et adressé à sir Edward.

— De la part de qui? demanda celui-ci.

— *Maâloum nahin, saheb*, je n'en sais rien, monsieur, répondit le *kouli* en s'inclinant, et il disparut.

Ce paquet, sir Edward le délia à moitié, et reconnut qu'il contenait les babouches que de sa propre main il avait posées sur le front du brahmane. Il se hâta de le refermer en jetant sur Arthur un regard qui semblait dire : « Pourquoi m'avez-vous poussé à faire cette folie? » Tous les conviés l'accablèrent de questions pour savoir ce que renfermait ce mystérieux paquet; sir Edward se contenta de répondre : — C'est un Hindou de ma connaissance qui m'envoie son présent d'adieu !

III.

Le lendemain, sir Edward, ayant expédié ses bagages en avant, s'embarquait dans un bateau qui allait le conduire de l'île de Bombay à la grande terre; une fois sur le continent, il devait retrouver ses chevaux et poursuivre sa route jusqu'au Bengale. Au moment où il quittait le rivage, un pénitent hindou du genre de ceux qu'on nomme *san-*

niassy s'approcha de lui; il avait les cheveux en désordre, les ongles longs et crochus comme les serres du vautour, le corps presque nu et tout barbouillé de cendres. Sur le dos il portait un petit vase de cuivre, sous le bras une peau d'antilope, à la main un bâton formé de trois branches roulées ensemble comme des serpens (1); ses yeux, où se peignait une fureur extatique, lançaient des éclairs. Le sanniassy, debout devant sir Edward, lui adressa d'un ton paternel, qui contrastait singulièrement avec l'expression menaçante de son visage, cette formule d'adieu souvent employée par les poètes : « Va, mon fils, va où tes vœux t'appellent, et que les routes te soient douces! » Sir Edward, sans même paraître le voir ni l'entendre, donna l'ordre de larguer les voiles; la barque s'inclina sur les eaux et vogua légèrement vers la côte. Les matelots tournaient fréquemment leurs regards dans la direction du rivage qu'ils venaient de quitter; ils se montraient les uns aux autres le sanniassy toujours debout à la même place et qui ne semblait plus qu'un point noir sur le sable. Quand il eut disparu, ils se parlèrent à voix basse en prononçant le nom de Nilakantha.

Sir Edward atteignit bientôt le continent; il avait une longue route à parcourir : aussi la commença-t-il à petites journées, d'abord à cause de la marche pesante de ses équipages, et puis afin de ménager ses chevaux, auxquels il tenait beaucoup. Aller vite est difficile quand on mène à sa suite des chariots attelés de bœufs et des serviteurs à pied. D'ailleurs, à quoi bon se hâter, quand le voyage, loin d'être une fatigue, a tout le charme d'une promenade? Dans les pérégrinations les plus lointaines que les Anglais entreprennent d'un bout à l'autre de l'Inde, ils peuvent avoir des dangers à courir de la part des tigres et des voleurs; mais quant à des privations, ils n'en ont jamais à supporter. Tout est prévu, calculé avec un soin merveilleux pour que la vie errante, déjà pleine d'attraits dans un pays aussi prestigieux que l'Asie, s'embellisse encore de toutes les aises de la vie sédentaire. Un nombreux domestique entoure le voyageur; dès le matin, une tente, portée par des chameaux, l'a précédé à la halte qu'il lui a plu d'indiquer. A son arrivée, il trouve le déjeuner servi. Rien ne manque à son repas, fût-il au sommet des montagnes, au milieu des forêts : les bières anglaises et les vins d'Espagne, la fine vaisselle et l'argenterie brillante l'attendent sur sa table. Le lit de repos est dressé pour qu'il puisse sommeiller pendant la chaleur du jour. Bientôt arrivent les charrettes qui portent les bagages, les coffres, le palanquin; le gros de la troupe s'arrête quelques heures, puis prend les devans avec une seconde tente qui sera disposée pour la grande halte du soir. C'est là l'instant solen-

(1) Le vase de cuivre sert aux ablutions; sur la peau d'antilope, le fakir s'assied pour méditer ou se couche pour dormir; le bâton à trois branches (*tridanda*) est l'emblème de la triade brahmanique.

nel; les palefreniers plantent les piquets auxquels ils attacheront les chevaux; des malles et des coffres sort une multitude d'ustensiles et de petits meubles à garnir toute une maison; un essaim de serviteurs, maître-d'hôtel, cuisinier, *groom*, porte-pipe, hommes de peine destinés à doubler les chefs d'emploi, coupeurs d'herbe, conducteurs de chariots, chameliers, etc., s'agitent autour de la tente, mais sans bruit, sans désordre. Les chevaux hennissent à la fraîcheur du soir, les bœufs vont paître librement sous les grands arbres, les chameaux agenouillés broutent les pousses tendres des buissons, les chiens flairent l'horizon et aboient dans l'obscurité. Puis, peu à peu, le silence s'établit. Le maître a fini son dîner, il va dormir, tout se tait; on n'entend plus que le chuchotement des cipayes appuyés sur leurs lances qui causent à demi-voix aux abords du camp, et au loin les cris étranges des oiseaux nocturnes et des bêtes fauves qui saluent le retour des ténèbres. Au matin, avant le lever du soleil, tout s'ébranle; les tentes sont repliées, une épaisse poussière signale la marche du convoi qui s'éloigne. Le laboureur hindou, qui tire l'eau des étangs pour arroser ses rizières, regarde d'un œil indifférent les fardeaux sans nombre que l'Européen traîne après lui, l'embarrassant attirail d'ustensiles dont il ignore l'usage, et, sans interrompre ses travaux, il se dit : « C'est un officier de la compagnie qui passe! »

Ainsi voyageait sir Edward. Il avait fait déjà les deux tiers de la route sans éprouver le plus léger contre-temps; ses chiens d'arrêt, conduits en laisse par un *dog-boy* (1), paraissaient en fort bon état; ses chevaux, quoiqu'un peu harassés, avaient encore l'oreille droite et l'œil animé. Quant à lui, il commençait à s'ennuyer de ce long tête-à-tête avec une nature admirable, mais sauvage; car le flegme britannique ne s'arrange pas mieux de la solitude que la pétulance française: il y a si peu de gens d'ailleurs qui ne regardent pas comme perdu le temps qu'ils passent loin des hommes! La rencontre de quelques officiers venant de Madras, dont sir Edward trouva les tentes dressées près du chemin, vint donc fort à propos rompre la monotonie du voyage. Il campa à côté d'eux, à l'entrée d'une plaine de toutes parts dominée par de beaux arbres. Entre ces jeunes gens de même âge, de même rang, s'établit bientôt cette intimité passagère, qui consiste à chasser de compagnie, à parler de choses indifférentes et à faire parade de sa fortune. Dans des réunions de ce genre, l'amour-propre se met toujours de la partie. Sir Edward, habitué à briller en toute circonstance, ne laissa point échapper cette occasion de remporter, chemin faisant, un triomphe qui établit sa réputation parmi les officiers de l'armée de Madras. Un soir que chacun vantait ses chevaux, il proposa

(1) Valet de chiens.

d'improviser des courses, et le lieu paraissait trop bien choisi pour que son idée ne fût pas accueillie avec empressement.

Tous les officiers étaient parfaitement montés; sir Edward avait aussi des chevaux excellens, mais un surtout de race arabe. Il le tenait d'un riche musulman, qui ne l'aurait cédé à aucun prix, s'il n'eût été marqué au front d'une lune blanche, signe que les Orientaux regardent comme un mauvais présage. Pendant la route, deux *saïs* (palefreniers persans) le conduisaient par la bride en marchant à pied; sir Edward avait eu des peines infinies à le dompter, à l'habituer à voir en face un habit rouge, et surtout à se laisser monter par un cavalier qui ne portât ni larges caleçons, ni turban. Cet animal précieux faisait la gloire et l'orgueil de sir Edward, qui, comptant sur une victoire assurée, attendait avec impatience le moment d'entrer en lice.

On était convenu de laisser aux chevaux quelques jours pour se reposer, ce qui n'empêchait pas les jouteurs de se préparer à la lutte par des courses d'essai. Plus l'instant décisif approchait, plus il se mêlait d'animation à ces exercices préliminaires; sir Edward, fier de la supériorité de son cheval, tenait tête à tous les parieurs. Enfin arriva le jour fixé; les tentes, rangées à l'extrémité de la plaine, rappelaient les pavillons élégans que l'on élève en Europe pour de pareilles fêtes. Les drapeaux flottaient au vent; des cipayes, armés de lances et placés à intervalles égaux, marquaient la ligne à suivre. Une pagode en ruine, à demi cachée par des figuiers, formait le point extrême et comme la borne de l'hippodrome; c'était là qu'il fallait tourner.

Au signal donné, tous les coursiers se précipitèrent avec impétuosité dans l'arène. Sir Edward, qui, au premier tour, avait déjà pris la tête, sentit son cheval tressaillir en passant près de la pagode; mais la rapidité de la course fit qu'il ne put distinguer ce qui effrayait l'animal. Au second tour, il eut soin de plonger d'avance ses regards au fond du vieux temple; il ne vit rien qu'une statue noire, à huit bras; cependant l'animal broncha légèrement. Au dernier tour, les cavaliers laissés en arrière redoublaient d'efforts; pour le vainqueur, il ne s'agissait plus d'arriver le premier, c'était un point gagné, mais de toucher le but bien avant ses rivaux. Ce double succès, sir Edward le regardait déjà comme assuré; pour la troisième fois, il rangeait la pagode, quand un fragment de la statue, lancé avec vigueur, vint frapper son cheval droit au milieu du front. La bête se cabra tout d'un coup, retomba à faux sur ses pieds de devant, et roula dans la poussière.

La victoire était perdue; sir Edward, hors de lui, se releva précipitamment et courut à la pagode. Il n'y trouva rien que la statue immobile qui semblait le regarder avec surprise; en l'examinant d'un œil attentif, il remarqua qu'il manquait à l'idole la moitié d'une main. Dans le premier moment de colère, il eut envie de lui faire sauter la

tête d'un coup de pistolet; mais il reprit son sang-froid en songeant que cette vengeance inutile ajouterait le ridicule à l'humiliation de sa défaite. Son coursier favori était pour toujours hors de service; lui-même il se sentait le bras foulé; les officiers, pour le consoler, citèrent beaucoup d'exemples de l'inconvénient qu'il y a à se servir dans l'Inde de chevaux arabes qui sont parfois fantasques et sujets à avoir peur des idoles à huit bras. Quant à la pierre lancée par une main invisible, sir Edward n'en voulut pas parler; il eût passé pour un visionnaire, et rien de plus.

Le lendemain, sir Edward se remit en route avec le bras en écharpe, ce qui ne l'inquiétait guère, mais très contrarié de l'échec qu'il venait d'éprouver. Comme il gravissait au pas et de fort mauvaise humeur la colline au pied de laquelle les courses avaient eu lieu, il vit un grand nombre d'indigènes se presser le long des sentiers. La conque dont les prêtres hindous se servent pour appeler les fidèles aux cérémonies religieuses retentissait sourde et mugissante à travers la forêt. Les femmes se hâtaient, portant les petits enfans à cheval sur leurs hanches; les hommes couraient de ce pas leste et souple du sauvage que l'absence presque complète de vêtemens rend si libre dans ses allures. Tout ce monde se groupait autour d'un brasier, ou plutôt d'un lit de charbons ardens sur lequel des dévots enivrés d'opium marchaient les pieds nus. Auprès de ce feu s'élevait un poteau que traversait à son sommet une longue perche posée en équilibre. Au moment où sir Edward passait, — car cette fête (1) se tenait sur le bord du chemin, — un sanniassy, amenant à lui l'un des bouts de la perche, s'y suspendit au moyen d'un croc de fer qu'il s'enfonça dans le flanc. Au signal qu'il donna lui-même, vingt bras pesèrent sur l'autre extrémité de la perche, qui s'éleva dans l'espace. Il pirouetta d'abord avec une rapidité extraordinaire; puis, comme un oiseau qui plane, il flotta doucement de droite à gauche, jetant sur la foule ébahie des masses de fleurs. Le sang ruisselait à flots sur les reins du sanniassy; quand sir Edward fut près de lui, il le regarda fixement, d'un air à la fois triomphant et inspiré. L'Européen détournait ses yeux de ce spectacle repoussant; mais le sanniassy, comme pour le contraindre à lever la tête, lui lança une tige d'asclépiade fraîchement épanouie, avec cette phrase : « Va, mon fils, va où tes vœux t'appellent, et que les routes te soient douces! »

IV.

A cette phrase du sanniassy, le cavalier tressaillit involontairement; puis, quand il eut fait une centaine de pas, l'envie le prit de lui envoyer

(1) A Pondichéry, on appelle cette solennité la fête du *vire-vire*.

les deux balles de sa carabine. Abattre au vol un pareil fou lui semblait un beau coup; mais, quand il tourna la tête, la perche, en s'abaissant, déposait au milieu de la foule exaltée le sanniassy tout sanglant.

Sir Edward arriva bientôt au Bengale, parfaitement rétabli de sa chute; une vie de fêtes et de plaisirs l'attendait à Calcutta. Si la langue anglaise avait la sonorité des langues méridionales, Calcutta serait célèbre dans le monde par un de ces dictons que la rime rend populaires, comme *Sevilla maravilla, Lisboa cousa boa.* Bombay, on le sait, représente la face occidentale de l'Asie; Madras est la tête et le cœur de la presqu'île indienne; Calcutta, c'est l'Asie tout entière. La puissance anglaise s'y montre dans sa plus grande splendeur; il semble que le million d'indigènes qui l'entoure n'est là que pour lui faire cortége et ajouter à son éclat. Briller sur un pareil théâtre était le plus ardent désir de sir Edward, et il y réussit. La nature l'avait doué de ces qualités précieuses aux yeux du monde qui sont l'apanage du parfait *gentleman;* il s'avançait hardiment dans la vie, plein de confiance en sa destinée, sûr de ne jamais faillir aux occasions d'être heureux que le sort lui offrirait, mais comptant aussi que le bonheur ne lui devait jamais faire défaut. Il y a des mortels gâtés par la fortune qui traversent l'existence comme l'oiseau franchit l'espace, sans même voir ni les pierres, ni les ronces de la route. Pour ceux-là, et sir Edward était du nombre, pas un jour qui n'amène un nouveau plaisir, qui n'ajoute un chapitre au roman de leur vie, roman plein d'épisodes, de variété et de mouvement, qu'ils sèment feuille à feuille sur leurs pas et laissent à d'autres moins favorisés le soin de recueillir.

Quelques mois de séjour à Calcutta avaient suffi à sir Edward pour s'y faire remarquer et devenir un homme à la mode. Quand il se sentit parvenu à son apogée, il se maria. Ses amis prétendaient qu'il voulait s'ensevelir dans toute sa gloire : il les laissa dire et s'abandonna doucement au bonheur. Parties bruyantes, chasses hasardeuses, il oublia tout pour mieux goûter le charme d'un amour partagé; assez longtemps il avait vécu dans le tourbillon d'une vie errante et agitée pour que le repos lui parût compenser le sacrifice qu'il faisait de son indépendance. La jeune fille sur laquelle son choix s'arrêta était une Anglaise née dans l'Inde, qui joignait à la délicatesse gracieuse des races du Nord la beauté plus sévère du type asiatique. Le climat brûlant du Bengale, qui avait imprimé à ses traits une molle langueur, semblait avoir développé, au lieu de l'abattre, l'énergie de son caractère. On reconnaissait en elle une de ces femmes courageuses et romanesques qui se confient sans crainte au galop d'un cheval fantasque et aux caprices d'une mer menaçante, et qui courent avec témérité au-devant des périls et des émotions, mais sans oublier jamais que devant le monde il convient de ne rien trahir de leurs élans passionnés. Sir Ed-

ward, qui l'aimait tendrement, se retira avec elle dans une belle habitation située au bord du Gange.

De tous les plaisirs tranquilles que lui offrait sa nouvelle résidence, sir Edward affectionnait surtout les promenades sur le fleuve. Comme beaucoup de riches Anglais établis au Bengale, il possédait un de ces bateaux décorés avec luxe qui portent à l'arrière des cabines spacieuses; on les nomme *bholia*. Quand la brise du soir jetait quelque fraîcheur dans la campagne, il donnait l'ordre d'armer son *bholia*. En une minute, cuisiniers et maîtres d'hôtel transportaient à bord tout ce qui était nécessaire au service de cette maison flottante; les préparatifs se faisaient avec cette ponctualité, cette exactitude qui rend la vie dans l'Inde si douce et si facile qu'on est tenté de commander pour le simple plaisir d'être obéi. Le plus souvent sir Edward remontait le Gange au-dessus de Calcutta, pour jouir de la vue des sites, qui deviennent plus variés et plus pittoresques à mesure qu'on s'avance dans les terres; parfois aussi il se rapprochait de l'Océan, parce qu'il aimait à voir, du pont de son *bholia* paisiblement porté sur des eaux calmes, les vagues lointaines de la mer brisées par le courant du fleuve.

Un soir, il voguait vers l'embouchure du Gange; la lune se levait, resplendissante et pure, sur un ciel encore embrasé des feux du soleil couchant. Sa jeune femme, accoudée sur le bord, laissait flotter sa noire chevelure à la brise qui commençait à souffler de la mer. Elle s'abandonnait à sa rêverie en regardant tourbillonner l'eau sous les avirons des rameurs.

— Que regardez-vous ainsi, chère Augusta? lui dit sir Edward en s'approchant d'elle.

— Je regarde ces flots qui se rendent à l'Océan comme la vie coule vers l'éternité, répondit-elle avec calme.

— Et ne trouvez-vous pas qu'il y a dans cette vie, qu'on maudit si souvent, des jours, des instans au moins, où l'on se sent trop heureux pour rien désirer au-delà?... Quelle nuit splendide! Voyez ces figuiers immenses qui penchent vers les eaux leurs branches altérées, ces palmiers élancés qui découpent sur le firmament leur sombre panache. O Augusta! nos froids climats n'ont pas de jours qui se puissent comparer aux nuits du tropique; le ciel d'Europe n'a ni cette transparence ni cette profondeur. Les étoiles semblent s'épanouir comme autant de fleurs sur cette voûte sereine; on dirait que ce sont elles qui répandent sur la terre cette fraîche senteur.

— Edward, reprit Augusta, vous me rappelez que j'ai oublié les belles fleurs que vous m'avez apportées ce soir.

— J'y ai songé pour vous, répliqua sir Edward, et il frappa dans ses mains. Un domestique hindou parut sur le pont, apportant un grand vase de Chine rempli de fleurs du plus magnifique éclat.

— Merci! merci! s'écria Augusta en s'approchant avec vivacité du bouquet colossal dont le parfum sembla l'électriser tout à coup; maintenant, rien ne manque à la beauté de la scène qui nous entoure. Voguons plus doucement, je vous prie; retardons, s'il est possible, ces heures charmantes, qui ont la douceur d'un rêve!

A un signe que fit sir Edward, les rameurs levèrent leurs avirons; le *bholia* se mit à dériver au courant. Les chakals commençaient à glapir le long des rives du Gange; ils se taisaient par intervalle pour reprendre à l'envi leurs aboiemens entrecoupés, qui ressemblent à des sanglots. Des oiseaux plongeurs, surpris dans leur sommeil par les fanaux de la barque, s'envolaient sous les arbres en frappant du bout de leurs ailes la surface des eaux. Çà et là de petits esquifs à l'ancre au fond des anses tranquilles dormaient sous leurs voiles à demi pliées. Appuyée au bras de sir Edward, Augusta se promena quelques instans sur le pont du *bholia;* puis, attirée par le parfum des fleurs, elle prit une tige d'asclépiade qui couronnait le bouquet et s'assit à la poupe.

Depuis quelques instans, le *bholia* dérivait ainsi; le plus profond silence régnait à bord. Tout à coup les matelots, qui sommeillaient sur leurs bancs, se levèrent en parlant tous à la fois sur ce ton particulier aux Bengalis qu'on prendrait pour un gazouillement d'oiseaux. Quelques-uns d'entre eux, s'armant de leurs avirons, poussèrent au large, avec précaution, une espèce de radeau que le courant venait de heurter contre les flancs de la barque. Au bruit qu'ils firent, sir Edward se pencha sur le bord; il vit un faisceau de joncs à peine liés ensemble, sur lequel un Hindou se tenait immobile.

— Qu'y a-t-il? demanda Augusta.

— Peu de chose, répondit sir Edward; un fanatique hindou qui se rend à la mer pour y mourir (1). La rencontre du *bholia* pouvait retarder son voyage, et nos rameurs l'ont pieusement remis dans sa route. Entraver la marche de ce pèlerin parti pour aller vers Brahma serait à leurs yeux un gros péché, car il est déjà paré pour le sacrifice. Son front et ses joues sont barbouillés de la vase du Gange, qui purifie l'homme de ses souillures.

— Je veux le voir, dit Augusta en se levant. Pauvre vieillard! il fut un temps où la vie lui paraissait le souverain bien. Il avait sans doute une famille, des enfans qu'il aimait! Oh! que je serais curieuse d'entendre son histoire! Croyez-vous, Edward, qu'on puisse ainsi courir au-devant de la mort sans avoir été détaché de la terre par quelque douleur?

— Oh! répliqua sir Edward, ces Hindous sont des rêveurs qui se

(1) La mer qui reçoit les eaux des fleuves sacrés, comme le Gange, le Godavery, etc., est sainte aux yeux des Hindous. Il arrive parfois qu'un ascète ou un pénitent, pour couronner une vie d'austérité et d'expiation, y va chercher la mort.

décident un matin à se mettre en route pour l'autre monde, comme nous à partir pour la campagne!

Tout en parlant ainsi, il ordonna aux rameurs de reprendre leurs avirons. Le *bholia* se mit en mouvement, et le faisceau de joncs sur lequel flottait l'Hindou disparut dans l'ombre. Augusta, vaincue par le sommeil, se retira dans la cabine pour y prendre quelques heures de repos. Sir Edward resta constamment sur le pont, afin de diriger la course du *bholia*, qui, poussé par les rames, marchait assez vite, malgré son poids. Cependant, comme l'eau peu profonde sur les grèves obligeait la grande barque à faire de fréquens détours, tandis que le radeau de joncs dérivait en ligne droite, il arriva qu'au point du jour sir Edward et l'Hindou se trouvèrent encore fort près l'un de l'autre. Déjà se montrait à l'horizon la ligne verte et écumeuse qui annonce la mer; les voiles blanches des navires de haut bord se dessinaient dans le lointain. Sir Edward descendit dans la cabine pour éveiller Augusta : celle-ci dormait d'un profond sommeil, tenant à la main la belle branche d'asclépiade qu'elle n'avait pas quittée.

— Venez, venez, lui dit vivement sir Edward, le soleil vous attend pour paraître; les étoiles pâlissent, la brise du matin fait murmurer les flots; déjà sur la cime des palmiers le vautour a secoué ses ailes...

Augusta, pour toute réponse, entr'ouvrit les yeux et serra la main de sir Edward. — Qu'avez-vous? s'écria-t-il; Augusta, êtes-vous souffrante? Et, comme il courait sur le pont chercher les servantes assises à la poupe loin du regard des matelots, il entendit une voix qui semblait sortir des eaux répéter ces paroles : « Va, mon fils, va où tes vœux t'appellent, et que les routes te soient douces! »

A ces mots, il se souvint du sanniassy, de la fleur d'asclépiade que celui-ci lui avait jetée certain jour du haut des airs avec cette même formule de souhait. Épouvanté, il se précipita de nouveau dans la cabine et arracha la fleur déjà fanée qu'Augusta serrait entre ses doigts. Celle-ci le regarda tristement, essaya de parler et ferma les yeux. — « *Mar djati! mar djati!* elle se meurt! elle se meurt! » criaient les servantes fondant en larmes, et l'une d'elles lança dans le Gange la branche perfide, qui, en tombant, teignit les eaux d'une couleur bleuâtre. Sur le pont, les matelots effrayés parlaient de poison subtil versé dans la corolle de l'asclépiade.

Le *bholia* avait changé de route; les rameurs le ramenaient vers l'habitation de leur maître aussi vite que le leur permettait la force du courant doublée par celle du flux. Pendant que la barque splendide voguait silencieusement vers la ville, emportant le corps inanimé d'Augusta, le radeau de joncs, à peine visible au milieu du grand fleuve, commençait à vaciller sur les flots. L'Hindou s'y tenait toujours dans la même posture, et la vague grossie le ballotta pendant quelque

temps, sans lui faire perdre l'équilibre; puis, peu à peu, il s'enfonça sous la lame. Après avoir sombré un instant, les joncs reparurent à la surface, mais dispersés et flottant au hasard; cette fois, le sanniassy n'y était plus : il venait de quitter son frêle esquif pour plonger sous l'eau, comme l'oiseau quitte la branche pour s'élancer dans l'air.

Quelques jours après, sir Edward s'éloigna du Bengale, en proie à une agitation violente. Pour chercher une distraction à sa douleur, il erra dans les provinces de l'Inde les plus reculées et les plus sauvages. Comme il traversait le Mysore dans la saison la plus dangereuse pour les Européens, la fièvre des *jungles* le saisit. Ses porteurs de palanquin l'abandonnèrent au milieu d'un village où il ne pouvait trouver aucun secours. Un domestique fidèle qui lui restait se chargea de le faire transporter sur la côte, dans l'espoir que l'air de la mer calmerait un peu ses souffrances. C'était lui que j'avais rencontré dans le caravansérail d'Alepey, debout sur le seuil de ma porte, pâle comme le soleil éclipsé qui répandait sur sa physionomie une teinte lugubre, abattu par la douleur et la maladie, incapable de penser et de se souvenir.

Arthur, cet ami qui, passant avec sir Edward devant la cabane du brahmane, l'avait poussé à jouer à celui-ci le tour que nous avons raconté en commençant, quitta Bombay peu de jours après le départ de son ami pour le Bengale, et se rendit sur les bords de l'Indus, pays redouté des troupes anglaises à cause de l'insalubrité du climat. Il y souffrit constamment de douleurs aiguës que les médecins traitèrent comme une affection du foie, maladie commune aux Indes; mais les Hindous attribuaient sa langueur à un maléfice, car l'Orient aussi a des sorciers et des sorcières qui sont fort à craindre.

Quant à Roukminie, la fille du brahmane, à peine son père l'eut-il abandonnée, qu'elle se livra à des œuvres pieuses et méritoires, dont voici en peu de mots le détail. Dans une pagode très voisine de Bombay vit une nuée de pigeons qui se multiplient de telle sorte, que le sol et les murs en sont couverts; on ne peut y poser le pied ni y faire un mouvement sans fouler et heurter ces bienheureux volatiles, auxquels les dévots apportent des grains en abondance. Au milieu de ces pigeons et comme incrusté dans la terre végète un brahmane très vieux, qui, depuis une vingtaine d'années, n'a pas changé de posture. Il est couché sur le dos et tient une main élevée en l'air; cette main supporte un vase où poussent et meurent successivement des herbes et des fleurs. Roukminie s'est consacrée au service de ce pénitent; c'est elle qui, deux fois par jour, lui apporte le riz et l'eau qui composent sa nourriture. Elle espère ainsi se réhabiliter de l'injure faite à son père et qui avait rejailli sur elle.

TH. PAVIE.

DE

LA LITTÉRATURE

EN

EUROPE ET EN AMÉRIQUE.

ŒUVRES DE HENRI WADSWORTH LONGFELLOW.

I. *The Spanish Student, a play.* Cambridge, 1844. John Owen. — II. *The Belfry of Bruges and other Poems.* Cambridge, 1846. John Owen. — III. *Voices of the Night.* Boston, 1848. W. D. Ticknor et Co. — IV. *Ballads and other Poems.* Boston, 1848. — V. *Evangeline, a tale of Acadie.* Boston, 1848. — VI. *Hyperion, a romance.* Boston, 1848. — VII. *Outre-Mer, a pilgrimage beyond the sea.* Boston, 1848. — VIII. *Kavanagh, a tale.* Boston, 1849. Ticknor et Co.

Notre temps est fécond en tristes spectacles, mais il n'y en a aucun qui excite un sentiment plus douloureux que celui de cet affaissement intellectuel qui se manifeste de plus en plus dans le monde entier. Au milieu des insurrections, des guerres, des tumultes parlementaires qui assourdissent toutes les oreilles et hébètent tous les esprits, il serait doux par momens de se retirer dans les terres fleuries créées par les poètes et par les artistes, dans les mondes nouveaux découverts par eux. Vaine espérance! A peine entré, vous vous voyez entouré d'ombres et de fantômes; aucun être réel ne s'approche de vous, vous n'entendez aucune histoire nouvelle, vous n'apprenez aucun secret inconnu. Alors

vous retournez, comme auparavant, aux journaux, à la polémique, au spectacle de votre époque. Cela au moins est émouvant et réel, et, si ce fracas ne réjouit pas votre esprit, au moins il fatigue votre corps. Le hasard invente mieux que les poètes du monde entier; il compose avec autant d'habileté et de logique, il crée et travaille au jour le jour comme nous le faisons tous. — Cependant cet affaissement profond, cette impuissance, d'où vient-elle? Est-elle un effet de la sénilité des civilisations en Europe? est-elle un effet de l'adolescence des peuples nouveaux, de la civilisation américaine par exemple? Quelles sont les causes qui, en Amérique et en Europe, paralysent la vie intellectuelle et l'originalité individuelle, qui étendent sur toutes les productions de l'esprit le démocratique niveau? Les livres d'un écrivain américain, de M. Henri Longfellow, nous aideront à jeter quelque lumière sur ce triste sujet.

Philosophes, et vous qui ne faites pas profession de l'être, mais qui aimez à penser, avez-vous jamais réfléchi, médité sur le spectacle que présentent à l'heure qu'il est et la France, et l'Europe, et le monde? Puis, en contemplant ces révolutions, ces catastrophes, ces grandes infortunes nationales et ces passions furieuses, vous êtes-vous demandé quelquefois : D'où vient donc qu'au milieu de toutes ces convulsions rien ne germe et n'arrive à éclosion? Pourquoi ne voit-on se manifester aucune grande intelligence? Pourquoi les fleurs les plus belles de la pensée humaine, la poésie, les arts, demeurent-elles à peu près stériles? — Ah! direz-vous, le temps des grandes individualités est passé, désormais les masses sont maîtresses. Voyez plutôt : nous qui sommes journalistes, avocats, professeurs, hommes de lettres, vainement nous réclamons au nom de l'aristocratie intellectuelle. On ne nous répond que par des sarcasmes. — On vous donnera comme aux autres dans la répartition des produits, nous dit-on; d'ailleurs l'intelligence n'a pas de prix : c'est vous-mêmes qui l'affirmez. Eh bien! soit, vous gouvernerez et nous mangerons. — Que voulez-vous donc écrire, enseigner, versifier pour de pareilles gens? Ils demandent si les arts et la poésie sont des choses qui peuvent nourrir, et si, comme le dit le philosophe Apemantus dans *Timon d'Athènes*, ils peuvent servir de manteau, afin de nous préserver de la bise. Le mérite n'est plus récompensé. — Ce ne peut pas être là une bonne raison, répondrons-nous; dans d'autres temps, les masses ont été maîtresses, et le génie individuel n'en continuait pas moins sa marche. Le tocsin et les batailles n'ont jamais pu éteindre la voix solitaire du poète et les méditations du sage. Pendant que, de nos jours, les rues de Paris, mornes et silencieuses, retentissaient du bruit du canon, il y avait dans cette France révolutionnaire d'heureuses vallées où brillait le soleil de juin. Je ne dirai pas qu'il y eût d'insoucians bergers chantant gaiement sur la flûte, mais certai-

nement les jurons, le patois, les paroles grossières des petits pâtres déguenillés, épurées et adoucies par l'écho, y retentissaient comme la plus douce musique. S'il y eût eu là un Robert Burns, évidemment il eût continué ses chants à la marguerite coupée, aux abeilles, à la rivière de l'Ayr, à Mary, à Jeannie, sans s'inquiéter beaucoup de la prépondérance et de l'avenir des masses, sans se demander si par hasard il n'appartenait pas à l'aristocratie de l'intelligence, si ces masses le gênaient ou bien si son talent s'élèverait plus haut, si, au lieu de chanter pour lui-même, il chantait pour les foules assemblées. Il y a une chose pour laquelle je ne crains pas la prépondérance des masses et leurs passions gloutonnes : c'est la poésie, c'est l'art. Les théories communistes ne peuvent pas plus les abattre que les faire éclore. Supposez le communisme au pouvoir : il est très possible qu'un Rubens, s'il existait, ne portât pas sous son règne les insignes des grands d'Espagne; mais il serait toujours Rubens. Les communistes peuvent démolir les sociétés modernes, saccager les villes, renverser les édifices : ils ne détruiront jamais la nature et la beauté éternelle, qui, au-dessus d'eux, sourit avec insouciance et dédain. Quant au mérite qui n'est pas récompensé véritablement, — cette observation n'est pas neuve; il y a long-temps que se sont passées les histoires de Camoëns et du Tasse, et les souffrances de ces grands hommes n'ont pas empêché Jean-Jacques d'écrire et Milton de chanter, tous les deux de souffrir comme leurs devanciers. Il faut donc que cette stérilité ait de tout autres causes. — Ah! oui, me dit-on alors : c'est que la société moderne ne facilite pas l'éclosion du génie; ses mœurs sont vulgaires, la vie moderne est prosaïque.

La vie moderne est prosaïque! Mais vous n'y pensez pas! Il y a dans les événemens contemporains de quoi fournir la matière de dix mille chants héroïques et autres aux poètes de l'avenir. Le merveilleux nous entoure, et, pour prendre l'exemple le plus vulgaire, le plus humble d'entre nous n'a pas besoin d'aventures pour décorer sa vie. Le dernier des Français modernes ne vit-il pas dans l'inconnu? Peut-il dire véritablement quels hommes le gouverneront demain et quelles institutions le protégeront? Depuis deux ans, combien n'avons-nous pas eu de tressaillemens, de craintes, de cauchemars, de songes colorés de rose? En vérité, si les événemens contemporains n'ont pas en eux de poésie, dites-moi alors comment vous comprenez la fameuse théorie des romantiques sur l'union de l'élément tragique et de l'élément comique; et pendant que les spectateurs souffrent et regardent l'étrange pièce, considérez un peu les acteurs, la scène et le drame en lui-même, avec ses mille péripéties. C'est tout un monde shakspearien avec ses mille personnages, ses complications infinies, ses contrastes. Aujourd'hui l'homme est toujours l'homme, et il l'est plus que jamais; il obéit à sa

double tendance, c'est-à-dire qu'à la fois il cherche passionnément la vérité et ment effrontément. — Il n'y a plus de poésie! Mais ouvrez les journaux et lisez. Connaissez-vous un trait d'un héroïsme plus lugubre que cette action de Bem se faisant clouer vivant dans une bière pour échapper à l'Autriche victorieuse, se préparant ainsi une mort imaginaire pour échapper à une mort réelle? Et voyez à Prague, en juin 1848, celui dont Bem, quelques mois après, redoutait les vengeances. La femme et le fils du prince de Windischgraetz, disaient les journaux d'alors, ont été assassinés sous les yeux du prince; celui-ci était au pouvoir des insurgés, ils l'entouraient, le menaçaient, et lui, impassible, a donné l'ordre de bombarder Prague. Le courage et l'héroïsme existent donc absolument comme autrefois, et avec toutes les formes qu'ils revêtaient jadis. Raisonnez tant que vous voudrez sur l'esprit poétique des populations barbares, sur le courage romanesque des femmes scandinaves et germaniques : soudain la singulière épouse de Garibaldi arrive pour ressusciter en sa personne toute la tribu des femmes des *outlaws* et des proscrits. Dans cette époque, il semble que tous les temps soient mêlés. Au milieu de la civilisation la plus raffinée, on a vu se produire des actes d'une sauvagerie incroyable; il n'y a pas, dans toute l'histoire des Normands, d'acte plus sauvage que celui de cette bande s'enivrant à Neuilly et brûlant avec le château qu'elle a incendié. Que manque-t-il à tout cela pour devenir de la poésie? — D'être jeté dans une perspective plus lointaine, d'être transfiguré par la lumière du passé. Et les traits de douceur poétique et de piété extraordinaire ne manquent pas non plus au milieu de tous ces faits terribles. Tout récemment, n'avez-vous pas lu que lady Franklin s'était embarquée pour aller à la recherche de son mari, parti pour faire le tour du monde, et dont on n'a plus reçu que des nouvelles incertaines? Nous n'hésitons pas à déclarer (et cela sans malice sous-entendue) que cette conduite est infiniment plus belle que celle de Pénélope. Cette dernière se contenta d'attendre patiemment et prudemment.

La seconde raison n'est donc pas plus valable que la première : il y a, dans notre temps, tout autant d'élémens poétiques qu'autrefois. D'où vient donc cette stérilité littéraire? demanderons-nous pour la troisième fois. — Alors arrive une troisième réponse. — C'est que nous sommes un peuple vieux; l'élément générateur est épuisé en nous, les sources de l'intelligence sont taries. — Mais véritablement, si nous sommes trop vieux, tournons nos regards vers les peuples les plus jeunes, la Russie et les États-Unis : est-ce que la littérature et les arts sont très florissans dans ces deux pays?

J'ai connu des esprits très cultivés, très élevés, qui, dans leurs conversations, m'ont souvent annoncé la mort prochaine de toute littéra-

ture, des pessimistes, — qui ne sont cependant pas des iconoclastes, — qui allaient envoyant des billets de faire-part de la perte douloureuse que l'humanité avait éprouvée dans la personne des arts et de la poésie. Vous souriez et je souris de même; cependant beaucoup de gens vont criant que le christianisme est mort : or, il est incontestable que, si le christianisme a pu mourir, à plus forte raison la littérature peut éprouver le même sort. Mais ne prenons pas les choses d'aussi haut et bornons-nous à indiquer les causes qui peuvent expliquer cette stérilité intellectuelle. A notre avis, il n'y en a que deux : l'influence de l'esprit révolutionnaire et l'absence d'une foi commune.

Qu'entendons-nous par esprit révolutionnaire? Nous avons déjà dit que les insurrections et les masses ne pouvaient avoir aucune influence sur les arts et la littérature. Il faut séparer le fait de la pensée. Nous ne voulons pas dire que les barricades et les coups de fusil soient les causes de cette stérilité intellectuelle; mais nous disons que l'esprit révolutionnaire moderne, le satanique esprit de révolte, exerce sur l'ame des populations une influence aussi délétère que le despotisme le plus oriental. La littérature, la poésie et les arts sont choses d'aspiration, d'harmonie et de beauté. L'esprit révolutionnaire est entièrement destructeur; ses aspirations consistent à détruire; sa beauté est celle des ruines, ses harmonies sont celles des cris de triomphe, de rage et de folie. Comprenez-vous maintenant comment, si cet esprit parvient à pénétrer l'esprit des masses, il y éteindra complétement le sens moral et le culte de l'admiration, en même temps qu'il frappera de vertige l'intelligence du poète et de l'artiste? Qu'on y réfléchisse : le mot *révolutionnaire* est un mot tout moderne; le droit d'insurrection est un droit tout nouveau. Les guerres civiles ne datent certainement pas d'aujourd'hui; il y a long-temps que Lucrèce nous a décrit en vers magnifiques les douleurs des rois pleurant leur couronne emportée par le souffle des tempêtes politiques; les faits révolutionnaires, les insurrections, les bouleversemens, tout cela est vieux comme le monde; l'esprit révolutionnaire est tout jeune, il date de soixante ans à peu près. D'une émeute il ne résulte après tout que quelques existences humaines de moins, des têtes brisées, des blessures saignantes et un chiffre néfaste de plus dans l'histoire; mais qu'on brise ces têtes, qu'on moissonne ces existences en vertu d'un droit supérieur et antérieur à toutes les lois positives, voilà qui est tout nouveau. Cet esprit est certainement un fait plein d'enseignement pour celui qui sait regarder. Maintenant il a envahi toutes les ames. Il y a chez tous les hommes de notre temps une rage de désorganisation qui va jusqu'à la folie. Et puis, il est arrivé que dans une société qui n'a plus aucune tradition, et qui pour ce fait a tant de peine à vivre, il s'est formé une tradition révolutionnaire, tradition orale au sein des masses, et qui a

trouvé chez les esprits les plus cultivés ses historiens, ses philosophes, ses théoriciens, ses poètes et aussi (ô comble de l'horrible!) ses conservateurs, ses conservateurs retardataires. Oui, dans notre pays il y a une tradition révolutionnaire qui a ses Burke et ses Metternich, ses jésuites et ses dominicains. Le droit d'insurrection, en pervertissant le sens moral des esprits, a créé entre les différentes générations une solidarité satanique. Soyez dignes de vos pères, écrit tous les jours tel écrivain radical; cela veut dire : non-seulement conservez leur œuvre, mais prolongez-la, conservez leurs méthodes, leurs idées, leurs passions, leurs traditions révolutionnaires. Depuis soixante ans, les masses, ainsi perverties moralement, ont vécu sur le même fonds de croyances fatales et de souvenirs terribles; elles ne se sont élancées à la poursuite d'aucune chose nouvelle, elles ont simplement continué ce qui fut inventé dans quelques heures d'éternelle horreur et de désespoir frénétique. Ce sont les mêmes chants, les mêmes idées, les mêmes tendances. Les révolutionnaires ont leurs évangiles d'après Mably, d'après Robespierre, d'après Babœuf; ils ont leur martyrologe, leurs légendes, leurs reliques, leurs catacombes, qui sont les sociétés secrètes, enfin tout ce qui compose une tradition. Ajoutez que cette tradition a, comme toutes les autres, ses obscurités, ses symboles, son mysticisme, ses croyans, ses superstitieux. Tout cela est bizarre, et pourtant nous n'exagérons rien. Quiconque a rencontré dans la vie quelques radicaux des nuances avancées comprendra très bien ce que nous entendons par le mysticisme révolutionnaire. Et en littérature, voyez les œuvres que produit cet esprit. Les meilleurs romans de notre temps sont des romans révolutionnaires où plane l'esprit de vertige, de désorganisation, d'anarchie; les meilleures poésies sont peut-être les plus ivres et les plus folles. Étonnez-vous maintenant que la littérature ne produise que des fruits sauvages et impurs!

Si cet esprit est dominant, si cette tradition révolutionnaire est la seule tradition existante aujourd'hui, que voulez-vous qui sorte de cette époque, sinon des destructions politiques et des œuvres littéraires négatives ou corrosives? Les esprits, semblables aux moissons ravagées par la grêle et aux arbres abattus par la tempête, devront de plus en plus se démoraliser, perdre le sens véritable des notions morales les plus élémentaires. Non-seulement nos intelligences porteront en elles-mêmes les déchiremens du doute, mais à la longue elles devront regarder avec l'insouciance des idiots et des fous tout ce qui passera sous leurs yeux. Nous en sommes là déjà. Il n'y a plus que notre corps qui vive, qui frissonne, s'agite et s'irrite. Notre ame est pleine de lassitude. L'atmosphère morale est desséchée par l'esprit révolutionnaire, comme l'atmosphère des pays du Midi par le souffle ardent du sirocco.

Entassez des débris les uns sur les autres, et puis annoncez qu'un nouvel édifice va s'élever; entassez toujours ruines sur ruines, sous prétexte de mieux déblayer le sol : où en arriverez-vous? La nature décorera de mousses vos pierres éparses, jettera quelques guirlandes de lierre sur ces débris; au milieu des fentes et des crevasses, quelques orties élèveront leurs têtes chargées de dards imperceptibles; des serpens et de hideux reptiles habiteront à l'intérieur; quelques fleurs malfaisantes et quelques champignons vénéneux pousseront tout auprès. Voilà le spectacle qui s'offrira; voilà toutes les beautés et toutes les images que vous avez à espérer : n'en attendez pas d'autres. Et alors à ce spectacle l'ame se replie sur elle-même et se dit : Peut-être en moi-même trouverai-je l'harmonie! Mais l'ame ne trouve rien que des désirs qui se contredisent, des opinions qui se querellent, qu'elle ne peut accorder, et dont pourtant elle ne peut se défaire. Étant révolutionnaire et n'étant pas religieuse, elle ne peut trouver en elle ni l'harmonie, ni l'ordre, ni la paix, ni la sérénité.

Ajoutez qu'elle ne peut avoir, par conséquent, ni la concentration ni la profondeur; la religion seule confère ces deux qualités morales. Lorsque l'ame est remplie par une croyance, alors toutes les facultés, toutes les idées se fondent et s'unissent. Nous ne pouvons mieux définir matériellement la croyance qu'en disant qu'elle est à la fois une fournaise et un océan, et que, par conséquent, elle unit ces deux choses : concentration et profondeur. Toutes les idées que l'imagination ou l'entendement présente à l'ame, la croyance les dissout, les épure, les fond, les transforme dans son sein. Mieux que la volonté, elle sait rassembler les élémens épars d'une doctrine ou d'un poème; elle ne résiste pas au hasard et à l'occasion, comme le fait la volonté; au contraire, elle ne refuse aucune occasion, aucune idée fortuite; elle ne les trie pas, elle ne dit pas : Celle-ci est noble et celle-là est ignoble; mais, comme la religion dont elle émane et qui accueille tous les hommes, elle accepte toutes les idées, elle les revêt aussi déguenillées qu'elles soient, elle les sanctifie aussi souillées qu'elles puissent être. En même temps, au fond d'une ame religieuse, il y a des milliers de pensées endormies, des élans sans nombre qui gisent enfouis comme les perles au fond de la mer. Réfléchissez à ce que c'est que la croyance: c'est le fond tout-à-fait primitif de la nature humaine, et de même que les traditions nous apprennent qu'il n'y a que deux lois au monde, la loi naturelle et la loi apportée par la révélation, ainsi il n'y a que deux élémens réels dans la nature humaine : l'instinct et la croyance. Ce sont les deux choses les plus naturelles de toutes, celles que l'on n'acquiert pas, que l'on apporte en naissant et que l'on accepte sans contrôle. L'analyse ne peut atteindre ni l'une ni l'autre; elles ne peuvent pas être disséquées, leur essence est tout aussi inconnue que la nature

réelle de Dieu. Eh bien! que pensez-vous qui puisse arriver d'un peuple qui n'a ni l'une ni l'autre chose? L'instinct nous manque, nous n'avons plus aucune spontanéité; rien ne jaillit en nous; tout est trouvé, saisi par artifice. Aussi notre littérature n'a-t-elle absolument rien d'humain; elle a toujours l'air d'être composée pour des êtres bizarres, habitans de planètes lointaines. La croyance nous manque également. Aussi l'ame de l'écrivain ne parle plus et ne répond plus à l'ame du lecteur. Nous sommes tous divisés, séparés; il nous est impossible de nous comprendre mutuellement. Chacun suit sa route comme il l'entend. Dans la littérature aussi, il y a libre concurrence morale; tout est soumis à la loi de l'offre et de la demande. Je ne te demande pas, à toi, écrivain, à toi, poète, de m'enseigner ce qui est bien et de me montrer ce qui est beau; non, non, ton Dieu, si tu en as un, n'est certainement pas le mien; garde ta religion de fantaisie; j'ai la mienne qui me suffit. Tu es panthéiste, dis-tu, et moi je suis déiste; tu es conservateur, et moi je suis radical. Ton rôle n'est pas de m'instruire, mais seulement de me plaire. Allons, amuse-moi, éblouis-moi, excite-moi, endors-moi, réveille-moi; sans cela, très certainement, je n'ai que faire de tes livres. De leur côté, le poète et l'artiste se prêtent lâchement à toutes ces sensualités de l'esprit et à toutes ces criminelles concupiscences de l'imagination. Comprenez-vous après cela que, sous le souffle de l'esprit révolutionnaire et en l'absence de toute croyance fécondante, la littérature actuelle puisse rester stérile et laisser çà et là seulement dans ses domaines de folles avoines et des plantes parasites, agréables à contempler comme les fleurs du nénuphar et les étranges herbes des marais, mais empestées, narcotiques, fatales?

Mais s'il en est ainsi de la littérature européenne, il doit en être tout autrement de la littérature des peuples nouveaux, de la Russie, des États-Unis, et pourtant nous n'apercevons dans ces deux nations qu'une littérature aussi stérile que celles des vieux peuples. Le fait vaut la peine d'être creusé, car nous touchons ici à l'un des plus curieux phénomènes de ce temps.

Ces deux peuples, la Russie, les États-Unis, sont deux peuples nouveaux dans l'histoire du monde, mais ils ne sont pas pour cela des peuples jeunes. L'une et l'autre nation ne sont, à tout prendre, que des *prolongemens* de l'Europe. C'est peut-être la seule chose qui puisse rassurer sur leur compte la vieille civilisation européenne. On ne peut nier qu'en bien des sens ces deux pays ne soient un danger pour l'ancienne société; jusqu'à ce jour cependant, les signes et les caractères qui indiquent les germes d'une civilisation nouvelle et originale ne s'y laissent pas apercevoir. Jean-Jacques Rousseau a dit quelque part que la Russie ne serait jamais civilisée. « Pierre-le-Grand, dit-il, fut un singe de génie. Au lieu de chercher quelle était la civilisation propre

au peuple russe, et d'inventer une société qui fût en rapport avec le génie national, il a cherché à composer une société avec des élémens divers pris dans toutes les sociétés européennes, en Angleterre, en Hollande, en France. » La remarque nous a toujours paru profonde, surtout si l'on considère l'époque où écrivait Jean-Jacques. On retrouve en effet dans la société russe tous les élémens de la civilisation européenne à ses différens âges. C'est un mélange bizarre de servage et de bureaucratie, de théocratie et de centralisation administrative, d'autocratie militaire et de mœurs libérales, de force brutale et de finesse diplomatique. Est-ce que vous ne trouvez pas là ce que nous appelions tout à l'heure un prolongement de la civilisation européenne?

C'est surtout aux États-Unis que ce fait est le plus facile à constater, non-seulement parce qu'ils tirent leur existence de l'Angleterre, mais par le spectacle bizarre qu'ils présentent. Ce spectacle est peut-être le plus curieux qui puisse s'offrir aux yeux sur notre planète. Toute l'Europe se retrouve aux États-Unis, mais par fragmens, par débris; *disjecti membra poetæ*. Jetez un coup d'œil sur cet immense pays : il y a là des Français, des Anglais, des Polonais, des Espagnols, des Irlandais, des représentans de toutes les nations de la terre, des sectes de toute couleur, des puritains, des quakers, des unitaires, des trinitaires, des millénaires, des catholiques, des anglicans, des mormonites, des swedenborgiens, puis des prédicans sans nombre, des *meetings* et des sociétés pour toute espèce de choses, pour organiser la paix universelle, pour recommander la tempérance, pour la propagation de la Bible, pour le libre commerce, pour l'abolition de l'esclavage, pour le soulagement des pauvres. Il y a des démocrates, des planteurs féodaux, des esclaves, des sauvages, des demi-barbares nommés *squatters*, des associations sur les plans et les modèles de Saint-Simon, de Fourier, de Robert Owen. Aucun pays au monde n'offre un pareil coup-d'œil. Il faut véritablement être ignorant comme un radical français pour aller présenter aux vieilles civilisations européennes la société de la Nouvelle-Angleterre comme le type le plus achevé et l'exemplaire le plus parfait qui aient existé. Ils ne voient pas au contraire que ce pays n'a pas encore de civilisation véritable, qu'il contient dans son sein tous les élémens politiques, religieux, économiques de la vieille Europe; qu'il y a à la fois aux États-Unis libre concurrence et protection, égalité et esclavage, politique de non-intervention et esprit d'envahissement, ambition et amour du repos, prédication de la paix et fureur de propagande; que ce pays n'est en résumé qu'une immense fournaise où fondent ensemble les élémens les plus hétérogènes et les plus opposés; qu'il n'appartient à personne de dire quelle sera, même dans un avenir très rapproché, la forme politique des États-Unis; qu'à plus forte raison il est impossible de dire quelle sera leur civilisation.

Dieu sait ce qui sortira un jour de cette cuve où fermentent ensemble tant d'ingrédiens de toute nature; mais pour le moment il nous suffira de faire remarquer que tous ces élémens sont, à peu d'exceptions près, européens. Il n'y a là, à bien considérer, qu'un pêle-mêle de langues, de races, de sectes, de religions, d'idées, de mœurs, venues de tous les pays du monde, si bien que les États-Unis ressemblent beaucoup à un immense *meeting* où tous les peuples de la terre sont venus pour se concerter, se connaître et discuter sur les moyens de refaire une nouvelle civilisation.

Ce prolongement de l'Europe se fait bien mieux sentir lorsqu'on étudie la littérature des États-Unis. Il y a peu d'Américains qui reproduisent avec talent les scènes, les mœurs, les habitudes, les tendances, les traditions, l'histoire des États-Unis. Chacun peint les mœurs du peuple qu'il préfère, imite la littérature qu'il chérit. La littérature des États-Unis n'est pas plus féconde que celle de l'Europe, et comme en résumé elle est très généralement une imitation des littératures étrangères, il suit de là qu'elle a encore moins de vie et d'originalité.

Les deux premiers écrivains des États-Unis sont deux hommes politiques, Franklin et Jefferson. Nous prions les esprits subtils de nous montrer où donc dans Franklin l'Américain commence et où l'Européen finit, comment ils se séparent et se distinguent l'un de l'autre; nous avouons que nous n'avons jamais pu le découvrir. La culture intellectuelle de Franklin est entièrement européenne; elle est toute du XVIIIe siècle : il est le disciple le plus pratique de Locke; sa démocratie est tirée de Locke, son fameux plan de conduite est inspiré par Locke, sa religion naturelle appartient à Locke, son *Almanach du bonhomme Richard* est la philosophie de Locke mise en pratique, ce sont ses théories appliquées. Jefferson laisse peut-être moins voir que Franklin les traces de la culture européenne, mais ces traces n'en subsistent pas moins. Voyez dans les mémoires de Jefferson les charmantes pages sur la France et l'Europe; elles indiquent un homme qui connaît bien l'Europe, qui l'aime, et qui en sait le délicat langage.

Passons aux littérateurs qui sont simplement littérateurs. Les deux plus grandes renommées que nous rencontrons sont Fenimore Cooper et Washington Irving; on dirait que l'Europe est toujours présente à leur esprit. Voyez Fenimore Cooper : il s'efforce de nous peindre des types aborigènes, des sauvages, des planteurs, des pionniers, des colons, et il faut avouer qu'il s'en tire avec facilité et succès, sinon toujours avec un vrai talent; mais ne croyez pas qu'il va trouver des couleurs nouvelles, mettre en jeu son originalité, fouiller sa nature d'Américain pour y chercher ce qui appartient essentiellement à cette nature : pas du tout. Il a devant les yeux un modèle, Walter Scott; il l'imitera constamment. Il décrit ses paysages américains avec l'aide

des procédés descriptifs de Walter Scott; ses personnages entrent en scène avec le maintien des héros de Walter Scott; ses conversations sont conduites absolument comme Walter Scott conduit les siennes, et pourtant nous avouerons que, malgré cette préoccupation constante de Walter Scott, l'imitation est plutôt latente et cachée qu'évidente. Il est probable que Fenimore Cooper n'aurait jamais songé à peindre les sauvages, les pionniers et la vie nomade des Américains, si son esprit et son ambition n'avaient pas été éveillés par le monde sauvage de Walter Scott et par le succès qu'obtinrent naguère les sorcières, les mendians, les chefs de clan, les *outlaws* et les bandits de Walter Scott. Toutefois le sentiment de la vie sauvage dans le romancier américain est vrai, réel et sincère. Qu'il y a loin du monde barbare de Walter Scott au monde barbare de Cooper! Les barbares guerriers, les Robin Hood et les Rob-Roy en lutte avec la civilisation et les lois, voilà ce que Walter Scott a décrit; mais le barbare qui travaille à devenir civilisé, qui lutte avec la nature, avec les débris de la vie sauvage, qui défriche et plante, qui s'avance avec une rapidité inouie et une persistance extrême à la conquête du monde, voilà le type qui appartient réellement à Fenimore Cooper. C'est lui qui, pour la première fois, a montré à l'Europe ces races fortes et jeunes qui doivent renouveler la civilisation à force d'activité et de travail. Malgré ses défauts, nous tenons Fenimore Cooper pour le romancier le plus éminent qu'aient encore produit les États-Unis.

Cooper, s'il imite, imite simplement la manière du fameux romancier écossais, mais il sait les histoires des solitudes et des forêts, il décrit les mœurs américaines. Quant à Washington Irving, il peint tous les pays, excepté le sien. Il fait des descriptions de l'Angleterre, des descriptions de l'Espagne : il raconte de vieilles histoires mauresques et grenadines, ou imite le style des auteurs du *Spectator*. Bref, ses livres sont très littéraires et parfaitement puérils. Washington Irving nous a toujours rappelé cette fausse littérature romanesque du XVIIIe siècle, *Gonzalve de Cordoue*, et les innombrables romans arabes, turcs, tartares et indiens qui pullulèrent à cette époque. Les traditions espagnoles et mauresques, sous sa plume agréable et facile, prennent tout-à-fait la tournure de ces tableaux du règne de Louis XV qui représentent de charmantes Françaises sous des costumes d'un orientalisme suspect.

Il y a quelques années déjà, nous avons lu les contes d'Edgar Poë, contes très littéraires, trop littéraires à mon sens. Il en a été question dans cette *Revue* (1). Or, ces contes n'ont absolument rien de national. Il y est question de choses et d'êtres très fantastiques, de la méthode d'a-

(1) Voyez la livraison du 15 octobre 1846.

nalogie, de matière raffinée s'élevant par degrés jusqu'à la nature des purs esprits, de magnétisme, de swedenborgianisme, d'animaux exerçant sur les destinées de l'homme une influence occulte; mais on jurerait que l'auteur a appris les lois de l'analogie dans Fourier, qu'il a pris sa philosophie dans les livres de Mesmer et de Swedenborg, et qu'il a emprunté à M. de Balzac sa manie d'inductions et d'hypothèses.

Il se publie aux États-Unis des *revues* dont la plus célèbre, sans contredit, est celle intitulée : *North American Review*. Nous y avons trouvé la menue monnaie du talent courant en Europe, un calque assez bien fait des *revues* anglaises, mais en somme peu d'originalité. Quant à leurs immenses journaux sans polémique, sans tactique, sèche nomenclature de faits et d'anecdotes, nous les déclarons à peu près illisibles.

Les écrits philosophiques d'un certain Brown ont fait fureur en Amérique. Or, ces livres qui frisent le matérialisme ne sont absolument que le dernier écho de l'école écossaise dégénérée, si tant est que l'école écossaise puisse dégénérer. On dirait un Laromiguière américain. La philosophie appelle naturellement la théologie. Dernièrement nous avons lu un livre étincelant d'esprit intitulé : *Discours sur les matières religieuses,* par Théodore Parker, livre imprimé à Boston. Nous n'y avons pas trouvé trace de protestantisme. Ce livre, sous apparence religieuse, renferme un écho lointain des doctrines philosophiques européennes. On dirait tantôt que c'est le vicaire savoyard qui parle, tantôt Herder, tantôt Condorcet, tantôt même Benjamin Constant.

Emerson a cherché à réagir contre cette littérature d'imitation et de pastiches européens. Il a essayé de ramener ses compatriotes à la contemplation de la nature qu'ils ont sous les yeux, à l'observation d'eux-mêmes, à la peinture de leurs habitudes, de leur manière de vivre, et de substituer, à Paris et à Londres toujours présens à l'esprit des écrivains de son pays, le Massachussets et la Virginie. Il a cherché à les détourner de cette littérature de touristes, de *dilettanti,* de rôdeurs. L'ame n'est pas voyageuse, leur dit-il souvent; pourquoi allez-vous chercher si loin, à Naples, à Rome, à Londres, à Paris, ce qui est tout près de vous? Cherchez en vous-mêmes; la vie qui est en vous, aussi faible qu'en soit l'étincelle, vaut encore mieux que la splendide poussière des peuples éteints. Malheureusement lui-même, le plus original et le plus profond de tous, a donné dans ce travers. Il a lu Carlyle, il a lu Novalis, il a lu Coleridge, il a lu Wordsworth, il ne les oublie pas assez parfois. Cependant il faut dire que ses idées, son style, ses tableaux, ses paysages, se ressentent beaucoup plus de la nature et de la société américaines que tout ce que nous connaissons et que nous avons énuméré (1).

(1) Voyez, sur Ralph Waldo Emerson, la *Revue* du 1er août 1847.

L'homme qui a montré, après Emerson et Fenimore Cooper, le plus d'originalité et d'initiative littéraire, est Halliburton, habitant de la Nouvelle-Écosse. Là, il n'y a absolument rien qui sente l'Européen; tout est américain. Il y a sans doute plus d'un Samuel Slick en Europe et dans l'industrie européenne, il y a aussi en Europe des sectes, des prêtres cupides et avares, des hypocrites; mais rien de tout cela ne ressemble aux personnages et aux scènes dessinés par Halliburton. Samuel Slick est le point de jonction de deux mondes, il réunit en lui le sauvage et le civilisé; ce n'est pas un sauvage, il n'en a pas la naïveté et la poésie, mais il en a la finesse, la ruse; ce n'est pas un homme civilisé, il n'en a pas l'élégance, mais il porte l'habit de la civilisation, il tient d'elle ses scrupules de légalité, d'honnêteté apparente dans ses expédiens, sa logique de conduite au milieu de ses pérégrinations sans fin; bref, il est nomade comme le sauvage et n'est nulle part un étranger. Il y aurait un curieux rapprochement à faire pour montrer à ceux qui exaltent la nature humaine et à ceux qui la dénigrent comment les mêmes élémens, selon qu'ils sont contenus et dirigés, peuvent travailler dans un sens différent pour le bien ou pour le mal, comment la civilisation des États-Unis s'élève et grandit avec les élémens au milieu desquels l'Europe étouffe et agonise, l'âpreté du gain, le désir des jouissances, la rage industrielle. On n'aurait qu'à comparer le spirituel, le brillant, le rusé Samuel Slick avec l'affreux Robert Macaire, deux types contemporains, l'un appartenant à une jeune civilisation, l'autre à un peuple vieilli et blasé. Halliburton est l'écrivain le plus original de l'Amérique et celui qui a le moins de prétentions littéraires (1). Les prétentions littéraires ont toujours gâté la spontanéité de l'esprit et la réalité des observations.

M. Henri Longfellow a, au contraire, de grandes prétentions, et il est en effet, après Washington Irving, l'écrivain qui a le plus de culture littéraire. On remarque çà et là, dans ses livres, de jolis détails trop souvent noyés dans de mélancoliques puérilités. Ce qui lui manque complétement, c'est la concentration, l'énergie. Pour donner une idée de cette poésie, nous choisirons la pièce la plus virile que nous ayons pu trouver dans ses nombreux recueils.

PSAUME DE LA VIE.

CE QUE LE CŒUR DU JEUNE HOMME RÉPOND AU PSALMISTE.

« Ne me dis pas sur un rhythme gémissant : La vie n'est qu'un vain rêve; l'ame qui sommeille est une ame morte, car les choses ne sont point ce qu'elles nous paraissent.

(1) Voyez, sur Halliburton, l'article de M. Chasles dans la livraison du 15 avril 1841.

« La vie est réelle! la vie est sérieuse! le tombeau n'est pas sa fin; ce n'est pas de l'ame qu'il a été dit : Tu es poussière, tu retourneras en poussière.

« Ce n'est point la joie, ce n'est point la douleur qui sont notre destination ici-bas. Notre tâche est d'agir, afin que chaque matin nous trouve un peu plus avancés que la veille.

« L'art est long, le temps est rapide, et nos cœurs, bien que droits et braves, sourdement, comme des tambours couverts d'un crêpe, battent des marches funéraires jusqu'à la tombe.

« Dans le large champ de bataille du monde, ne sois pas semblable aux muets troupeaux; sois un héros dans la lutte.

« Ne te confie pas à l'avenir, bien qu'il te semble charmant; laisse le passé ensevelir ses morts. Agis dans le présent d'où coule la vie. Tu as en toi-même un cœur et Dieu au-dessus de ta tête.

« La vie des grands hommes nous apprend que nous pouvons rendre nos existences sublimes, et, en partant, laisser par derrière nous des traces dans les sables du temps,

« Des empreintes dont la vue peut-être un jour ranimera le courage dans le cœur d'un frère abandonné et naufragé. »

Évidemment ces vers, pleins de bonnes intentions, courageux, stoïques même, ont été écrits après une lecture d'Emerson, dont ils résument toute la philosophie en l'énervant et en l'affaiblissant; mais tel n'est pas le ton habituel des poésies de M. Longfellow. Il y a là une douceur qui ne s'épuise jamais, une mélancolie pleine de persistance. Les mêmes tendres et flottantes images, les mêmes expressions reviennent à chaque instant; ce sont toujours les clairs de lune, les étoiles, le son des cloches et les voix gémissantes. Il y a dans tous ses vers je ne sais quel quiétisme poétique qui berce et charme un moment, mais qui paraît bientôt factice. La pensée se perd dans la musique, et la musique finit ensuite par se perdre dans je ne sais quel murmure monotone. En sortant de la lecture de ces livres, on se réveille comme d'une longue rêverie au bord de l'eau; on a vu passer sous ses yeux des flots transparens et limpides, et l'on se lève en se disant que rien ne vaut le sentiment de la vie réelle, avec son activité et ses détails infinis et changeans.

M. Longfellow, Suédois d'origine, a surtout le défaut que je reprochais à la littérature américaine en général. Cela ressemble à la littérature d'un émigré. Il est plein d'admiration pour le poète suédois Isaïe Tégner, et il paraît l'imiter beaucoup. Il a traduit des poésies de toutes les contrées; la moitié de ses poésies sont des traductions. M. Longfellow semble peu s'attacher au public qui l'entoure. Il vit dans un pays protestant, et il traduit les sonnets, les tercets des poètes catholiques, de Lope de Véga, de Francisco de Aldana, de Dante; il vit dans un pays de commerçans et de démocrates, et il traduit les chevaleresques poésies d'Uhland et de Schiller. Tous ses livres sont

des fantaisies de dilettante. Il s'amuse à reproduire la manière des différens poètes. Il imite Novalis dans certaines pièces du recueil intitulé *Voix de la Nuit*, quelquefois Goethe, quelquefois Uhland; il a même essayé de reproduire la naïveté des anciennes ballades allemandes. M. Longfellow est, disons-nous, un esprit très cultivé, trop cultivé. Il y a chez lui une habitude de citations, un luxe immodéré de science, un étalage de connaissances fatigant, et qui n'est pas à sa place très souvent. Ainsi, dans le roman intitulé *Kavanagh*, nous avouons ne pas comprendre l'opportunité de la lecture que le maître d'école fait à sa femme, et pourquoi il l'initie aux singuliers et complexes problèmes arithmétiques d'un certain poème indien. Nous en dirons autant du livre intitulé *Hyperion*. L'idée première du livre semble avoir été empruntée au *Sternbald* de Tieck; M. Longfellow nous paraît avoir voulu créer un roman analogue. Le héros accomplit son pèlerinage artistique à travers l'Europe du XIXe siècle comme Sternbald au XVIe. *Hyperion* est un roman esthétique; on n'agit pas, on ne vit pas dans ce livre; on voyage, on cause, on disserte sur tout le monde, sur Goethe, Jean-Paul, Carlyle, Paul de Kock, Hoffmann, M. Edgar Quinet, George Sand, Victor Hugo, et sur beaucoup d'autres encore. M. Longfellow a encore fait un drame intitulé *l'Étudiant espagnol*, où il a essayé tant bien que mal de reproduire la forme shakspearienne, mais sans y réussir. Ce drame est la plus faible de ses productions.

Nous préférons de beaucoup les vers de M. Longfellow à sa prose. *Évangéline*, dont M. Philarète Chasles a donné dans cette *Revue* (1) une analyse complète, contient de jolis passages, mais qui ne ressortent pas assez vivement au milieu de la monotone mélancolie du poème. *Évangéline* est néanmoins le meilleur ouvrage de M. Longfellow. Les descriptions et les paysages y sont plus nettement accusés que dans ses autres poésies; quant aux vers, ils roulent lourdement comme « les flots tristes et brumeux de l'Atlantique, » et, grace à la forme qu'a adoptée le poète, ils rendent un son sourd et grave comme un sanglot. La fin d'*Évangéline* surtout est charmante. C'est dans ce poème que M. Longfellow a porté jusqu'où elles pouvaient s'élever les qualités délicates qui distinguent son esprit, la fraîcheur, la grace, le sentiment de la solitude et la piété du foyer domestique. La forte doctrine du devoir elle-même s'y affaiblit sous le sentiment naturel de la piété, et s'y fond dans les larmes.

M. Longfellow imite donc, et les poètes américains imitent également; le reproche ne tombe pas sur lui seulement, il porte sur toute la littérature américaine. Les citoyens des États-Unis ont leurs affaires et s'inquiètent peu de poésie; cependant ils sont passionnés d'instruc-

(1) Voyez la livraison du 1er avril 1849.

tion, et ils le deviendront de plus en plus. Cette curiosité intellectuelle explique le succès des livres de M. Longfellow en Amérique et le nombre prodigieux d'éditions qu'ils ont atteint. Jetez les yeux sur la première page de ces livres : *Hyperion* en était à sa sixième édition en 1848, les *Ballades* ont eu dix éditions, *Évangéline* six, les *Voix de la Nuit* douze; *le Beffroi de Bruges* en avait trois en 1846. Comparez ce fait avec ce qui se passe chez nous. Les poètes d'un talent égal et analogue à celui de M. Longfellow ne manquent pas en France, nous pourrions en citer plus d'un. Cependant leurs poésies meurent au printemps, aussitôt qu'elles sont écloses; les meilleures d'entre elles obtiennent au plus l'honneur d'une seconde édition très modeste et d'un très petit tirage. Ce succès matériel des livres en Amérique, ce succès qui s'exprime par des éditions sans fin, les cours librement ouverts, où l'on professe sur toute sorte de matières, l'obtiennent également. Un Français, un Européen quelconque en quête de moyens d'existence ouvre un cours où pour tout enseignement il se borne à lire, avec quelques maigres commentaires, les tragédies de Racine ou une œuvre poétique de tel ou tel auteur européen, et il trouve des auditeurs : les Américains y accourent en foule. Dans l'ordre de la pensée, ils imitent comme des enfans; dans l'ordre des faits, ils agissent comme des hommes.

On nous demandera sans doute : — Mais les causes de cette stérilité intellectuelle que vous avez signalées suffisent-elles à expliquer la pénurie littéraire des États-Unis? peut-on bien les invoquer? L'esprit révolutionnaire ne domine pas chez eux : c'est l'esprit religieux qui domine : tous n'y sont-ils pas soumis à la loi? Enfin est-ce qu'il y a chez eux une autre morale que la morale du devoir? — Le protestantisme, répondrons-nous, est, en effet, dominant aux États-Unis; mais, chose étrange, cette doctrine, qui est si fortement marquée dans les habitudes des Américains, a eu beaucoup moins d'influence sur leur intelligence. Il semble que le protestantisme soit relégué dans l'intérieur du temple et du foyer domestique, et qu'il s'arrête au seuil du cabinet de travail du penseur et du poète. En Angleterre, au contraire, le protestantisme a laissé des monumens littéraires éclatans et durables; il a imprimé son sceau sur les hommes qui ont le plus cherché à secouer son influence. Il a produit toute une forte race d'écrivains; il a inspiré Milton, il a créé John Bunyan, Daniel de Foë, Samuel Johnson. et même David Hume et Swift; il a été représenté par Cromwell, il a été pratiqué par Newton. Aux États-Unis, il n'y a rien de pareil, et il est très probable que cette influence ne se reproduira pas. On ne retrouve plus guère l'influence protestante dans les écrivains américains. Il faut même avoir un coup d'œil suffisamment subtil pour reconnaître les quelques traces que le protestantisme a laissées chez eux. Il a laissé

dans Channing et dans Emerson une trace morale; mais les doctrines protestantes, chez eux, prennent une forme laïque, philosophique, souvent assez peu orthodoxe. Le sentiment de la liberté et de la dignité humaines devient chez eux non plus du christianisme, mais du stoïcisme. L'esprit du christianisme n'est plus pour eux qu'un souffle, un esprit sans corps, qu'aucune forme ne peut revêtir. Le protestantisme perd de son influence : il n'y a pas d'ailleurs unité de croyances; car le protestantisme, en se démembrant et en laissant créer dans son sein les dissidences les plus nombreuses, a prouvé qu'il était incapable d'imprimer l'unité, qu'à bien prendre il n'était qu'une religion purement individuelle, relevant de la conscience de chacun, principe qui conduit aux conséquences les plus monstrueuses et les plus folles, témoin les millénaires, témoin les sottises et les extravagances des mormonites. L'influence de la religion sur l'esprit et l'intelligence des Américains n'est donc pas aussi forte qu'on le croit généralement. Quant à l'esprit révolutionnaire, sans doute il n'existe pas au même degré qu'en Europe; pourtant il y existe. N'oublions pas, comme nous l'avons déjà dit, que l'Amérique est l'écho de tous les bruits du vieux continent; n'oublions pas que les États-Unis sont, jusqu'à un certain point, dans un état révolutionnaire, qu'ils ne sont ni hiérarchisés ni groupés, pour nous servir des mots à la mode, et que les scènes étranges que nous apportent leurs journaux prouvent jusqu'à l'évidence qu'au fond de cette société il y a anarchie.

Mais il y a une dernière cause de stérilité commune à la fois aux deux mondes, c'est l'esprit d'industrie. Le monde aujourd'hui n'est plus que le champ de bataille des intérêts, les idées ne sont plus le mobile de ses combats et le stimulant de son enthousiasme. Les hommes travaillent pour s'approprier le sol comme en Amérique, ou pour se l'arracher comme en France. De New-York à Paris, de Londres à Calcutta, les hommes travaillent simplement pour se nourrir, se vêtir, se loger et dormir; ils produisent pour consommer, ainsi qu'ils le disent avec énergie et précision dans la langue économique qu'ils ont inventée. Les esprits les plus élevés de notre temps n'ont pas résisté à cette tendance générale. Voyez dans *Wilhelm Meister* quelles magnifiques paroles Goethe met dans la bouche de Werner pour lui faire exprimer son enthousiasme pour la richesse, le commerce et le bonheur; les charmantes plaintes de Wilhelm sur la poésie évanouie sont presque triviales à côté des fermes et positives paroles de Werner. On dirait véritablement une panique immense, la crainte d'un an 1000 futur qui s'est emparée de l'esprit des hommes, qui les pousse à entasser, à fabriquer, à amonceler. Au milieu de cette fébrile activité, que peuvent devenir la poésie, les arts et tous les nobles emplois de l'ame humaine? Dans cette cohue immense, dans cette foule où les hommes se jettent

en aveugles, assaillis par tant de maux physiques, qu'ont-ils à faire des souffrances intellectuelles, des joies morales, des douleurs imaginaires? Ils ont dans la tête plus de rêves fantastiques de fortune, de gloire mondaine, que n'en peuvent rêver les poètes. Ils ont de l'enthousiasme pour la fortune, de l'amour pour les lettres de change bien payées à l'échéance; ils acquièrent une gloire immense aux yeux de leurs semblables lorsqu'ils se sont courageusement dévoués à leurs intérêts privés. La poursuite de la richesse, du bonheur, du comfort, du luxe, les entraîne tous. Nous ne jugeons pas le fait, nous le constatons simplement.

Sans doute, les combats de l'industrie, les luttes de l'activité humaine, cet amour du gain matériel, ont aussi leur poésie et leur beauté, nous ne le contestons pas; mais ce n'est qu'après le combat, et lorsqu'on aura compté les morts, qu'il sera temps de chanter la victoire. Certainement ce repos, cette tranquillité de l'ame, ne nous sont pas destinés. Consolons-nous cependant, tout indique que le nuage qui nous couvre cache une lumière pleine d'éclat et de beauté. Lorsque le droit d'insurrection n'existera plus, lorsque la nécessité d'une foi commune et d'une loi fraternelle se fera sentir aux hommes, alors, je le crois, une ère spirituelle meilleure, plus pure et plus céleste, commencera, qui rendra à la vie humaine la fraîcheur et l'harmonie, et renouvellera les sources de la pensée. « O Dieu éternel, dit Jean-Paul, tu forceras l'aurore à briller; mais aujourd'hui les oiseaux nocturnes volent sur l'aile du vent, les vivans rêvent et les morts se promènent. » Un jour viendra où toutes les angoisses modernes seront évanouies, et où l'homme reprendra sa manière de vivre véritable, l'usage de ses facultés divines, de la pensée et de l'amour!

ÉMILE MONTÉGUT.

SACS ET PARCHEMINS.

QUATRIÈME PARTIE. [1]

X.

M. Levrault était bien malheureux. Il avait vu toutes ses ambitions trahies, toutes ses illusions mutilées, toutes ses espérances hachées menu comme chair à pâtée. Pour sauver sa dignité, il avait fait d'abord bonne contenance; mais il était tombé bientôt dans une espèce de marasme dont rien ne pouvait le tirer. En perdant son vicomte, il avait perdu le mouvement, la joie, le bonheur de sa vie. Hélas! ce n'était plus le grand industriel que nous avons connu, toujours en belle humeur, le verbe haut, la face épanouie, remplissant le pays à deux lieues à la ronde du bruit de sa richesse. La foi et la confiance étaient mortes en lui. C'est à peine s'il croyait encore à son importance. Son sommeil, autrefois si paisible, et que visitaient seulement de riantes images, était agité par d'épouvantables cauchemars; il lui arrivait fréquemment de rêver qu'il vendait du drap rue des Bourdonnais. Si ses nuits étaient mauvaises, ses journées n'étaient pas meilleures. Le comte de Kerlandec et le chevalier de Barbanpré avaient partagé la

(1) Voyez les livraisons des 1er, 15 septembre et 1er octobre.

disgrace de Montflanquin. La Trélade était devenue silencieuse comme un tombeau. Les chevaux restaient dans les écuries, les voitures sous les remises. Les serviteurs, qui se réjouissaient tout bas des mésaventures de leur maître, avaient l'air tout à la fois goguenard et consterné. M. Levrault ne sortait de sa chambre que pour promener ses ennuis sous les ombrages de son parc. Le front baissé, les mains derrière le dos, il pleurait le long des charmilles son titre de baron et son brevet de pair. Ce n'est pas tout. Le dernier entretien qu'il avait eu avec Étienne Jolibois avait laissé dans son esprit des traces qui, loin de s'effacer, s'étaient creusées à la réflexion. Il avait commencé par rire des sinistres prophéties du notaire; il avait fini par s'en alarmer sérieusement. C'était une ame facile à troubler que l'ame de M. Levrault. Je n'affirmerais pas que ce fût l'ame d'un poltron, mais à coup sûr ce n'était pas l'ame d'un brave. Depuis sa dernière entrevue avec le tabellion, il interrogeait avec effroi l'horizon politique, ne déchirait qu'en tremblant la bande de son journal, et s'attendait à recevoir d'un jour à l'autre la nouvelle que le navire de l'état avait sombré sous les assauts d'un coup de vent révolutionnaire. Ainsi, rien ne manquait à ses tribulations; tout contribuait à le plonger dans un abîme de tristesse. La république était sa bête noire; il pensait vaguement à quitter la France, à chercher un coin de terre où sa tête et ses écus fussent à l'abri des vengeances et des appétits populaires. Pour tout dire, M. Levrault ne savait que résoudre ni à quel dessein s'arrêter. Il flottait entre les partis les plus contraires, et, de quelque côté qu'il se tournât, n'apercevait que périls, guet-apens et catastrophes de tout genre. L'expérience qu'il venait de faire avait singulièrement amorti ses feux pour la noblesse. Il ne voyait partout que piéges à millions, traquenards tendus par l'aristocratie pour prendre les grands industriels. La Bretagne n'était plus à ses yeux qu'un vaste repaire de larrons. Il se défiait surtout du château de La Rochelandier, qu'il s'obstinait à regarder comme une tanière de chouans, comme un foyer de conspirations, comme un centre d'intrigues et de menées légitimistes. On se rappelle qu'au moment où Gaspard traversait la cour de la Trélade, il avait crié d'une voix de tonnerre qu'on attelât, qu'il allait au château de La Rochelandier; ce n'avait été de sa part qu'une façon ingénieuse de donner le coup de grace à Gaspard. A tort ou à raison, sans s'expliquer pourquoi, il détestait les La Rochelandier. Je ne saurais dire par quel raisonnement saugrenu ce spirituel bourgeois en était arrivé à les accuser sourdement de toutes ses infortunes. Toutes ses déceptions dataient de l'heure où sa fille avait mis le pied chez la marquise; la paix et le bonheur étaient sortis de la Trélade en même temps que le jeune marquis y était entré. M. Levrault ne semblait pas éloigné de croire que, sans les La Rochelandier, le vicomte eût été réellement tout ce qu'il avait

voulu paraître, le modèle des preux, le miroir de la chevalerie. Si Gaspard n'était qu'un vaurien, c'était la faute des La Rochelandier. Enfin le grand fabricant se souvenait des bons avis de Jolibois; il sortait d'un guépier et n'était pas d'humeur à se fourrer dans un nid de vipères.

Pendant qu'il s'affaissait sous le poids du chagrin et gémissait comme un hibou dans son trou solitaire, Mlle Levrault, légère et gaie comme un bouvreuil, s'abandonnait tout entière à ses nouvelles espérances. Je l'ai dit, et je le répète, afin qu'on ne puisse pas se faire d'illusion sur le caractère de notre héroïne, Gaspard eût été l'honneur même et la loyauté en personne, il eût été jeune et charmant, en un mot tout ce qu'il n'était pas, que les choses ne se fussent point passées autrement dans le cœur de Laure : le vicomte eût pâli nécessairement et se fût éclipsé devant le marquis, comme une perle auprès d'un diamant, comme une étoile au lever du soleil. Laure n'avait revu ni Gaston ni sa mère; pendant tout le trajet du gothique manoir à la Trélade, Gaston n'avait pas dit un mot qui pût encourager les rêves de sa jeune compagne; son attitude vis-à-vis d'elle avait été grave, sévère, compassée, même un peu hautaine; il n'avait fait dans le salon du grand industriel qu'une apparition de quelques minutes; il était sorti fièrement, comme il était entré, et cependant Laure espérait. Elle avait déjà calculé toutes ses chances de succès. L'étourderie n'était pas son défaut; sa patrie n'était pas le pays des chimères; elle avait pris racine de bonne heure dans le terrain de la réalité. Comme toutes les ames froides, comme toutes les imaginations rassises, Mlle Levrault ne manquait pas d'esprit d'observation; il lui avait suffi d'une visite au château de La Rochelandier pour savoir à quoi s'en tenir sur la fortune de ses hôtes. Quelques paroles échappées à la marquise et à son fils avaient achevé de l'initier au secret de leur destinée. Plus elle réfléchissait à l'accueil qu'elle avait reçu, plus elle s'affermissait dans la conviction qu'elle avait tout lieu d'espérer. Elle ne cherchait pas à s'abuser sur le sens des prévenances dont l'avait comblée la marquise; elle comprenait sans efforts et sans humiliation que les chatteries de la noble dame s'étaient adressées moins à sa beauté qu'à son opulence; elle ne demandait rien de plus. Quant aux répugnances de son père, elle ne s'en préoccupait pas. Ce que fille veut, Dieu le veut; Laure se disait que le jour où elle le voudrait bien, M. Levrault se laisserait conduire comme un enfant au château de La Rochelandier; elle pressentait que ses dispositions hostiles ne tiendraient pas long-temps contre la grace et les cajoleries de la châtelaine. En effet, six semaines au plus s'étaient écoulées depuis la disgrace du vicomte, et déjà la marquise avait arboré sur la Trélade la bannière des La Rochelandier.

On peut croire que M. Levrault n'était pas allé chez la marquise sans

regimber comme un mulet qui sent pour la première fois le mors ou le bât, l'éperon ou la houssine; mais Laure savait, mieux que personne, la façon de le prendre, de le brider, de le mettre au pas. Que lui importaient, en fin de compte, les opinions politiques de la marquise et de son fils? Ignorait-il, en quittant Paris, que la Bretagne fût le dernier boulevard de la légitimité? Devait-il s'étonner qu'une des plus illustres maisons de cette terre chevaleresque eût gardé pieusement le culte du malheur et la religion de l'exil? Dieu merci! tous les gentilshommes n'étaient pas taillés sur le même patron que Gaspard. D'ailleurs, il ne s'agissait plus, cette fois, de courir après un gendre qui lui ouvrît la porte des honneurs et des dignités; il n'était point question de rechercher l'alliance des La Rochelandier. Il s'agissait tout simplement de n'être pas la fable du pays et de se relever au grand jour de l'échec qu'il avait essuyé. Que dirait-on dans la contrée s'il n'était venu s'installer avec fracas à la Trélade que pour servir de jouet à un chevalier d'industrie? On en ferait des gorges chaudes. Tant de chevaux, tant de laquais, tant de voitures, pour aboutir à quoi? au vicomte de Montflanquin. Il fallait se réhabiliter par un coup d'éclat, montrer aux sots et aux envieux que les Levrault n'étaient pas au ban de la noblesse, qu'ils frayaient, quand ils le voulaient bien, avec les gros bonnets de l'aristocratie. Enfin, ils ne pouvaient se dispenser de faire tout au moins une visite aux La Rochelandier, sous peine de passer, à leurs yeux, pour des gens mal appris, pour de petits bourgeois. Le grand manufacturier s'était rendu à ce dernier argument. Il comptait qu'une fois la visite faite, les choses en resteraient là; mais Laure et la marquise, chacune de son côté, en avaient décidé autrement. Comment le brave homme eût-il résisté aux manœuvres combinées de ces deux volontés féminines qui se devinaient l'une l'autre, s'entendaient en silence, marchaient vers le même but, et se prêtaient tacitement un mutuel appui? J'en connais de plus fins qui auraient succombé. Des relations intimes s'étaient établies peu à peu entre les deux châteaux, et, bref, il eût été moins difficile à Laocoon de se débarrasser des étreintes de ses deux serpens qu'à M. Levrault de se dégager, au bout de six semaines, des liens dont la marquise avait su l'enlacer.

M. Levrault s'était d'abord tenu sur le qui vive. Pour me servir, à mon tour, d'expressions empruntées au vocabulaire des petites gens, chat échaudé craint l'eau chaude : or, le grand industriel avait été échaudé jusqu'à la brûlure. Cependant, lorsqu'il avait vu pour la première fois la marquise de La Rochelandier monter majestueusement les degrés du perron de la Trélade; après s'être empressé d'ouvrir lui-même la porte à deux battans, lorsqu'il l'avait vue entrer au salon et s'avancer avec une grace imposante, la tête haute, la poitrine en avant,

la bouche épanouie en un demi-sourire, M. Levrault avait failli étouffer d'orgueil : il avait cru voir une reine. Avec un peu de littérature, il se fût pris pour Leicester recevant Élisabeth dans son château de Kenilworth. Vainement il s'était promis d'échapper aux charmes de l'enchanteresse : comme ce chevalier dont on avait dévissé l'armure, il avait senti, en moins de six semaines, toutes ses défiances, toutes ses préventions se détacher, tomber, s'évanouir une à une. Était-ce là cette marquise dont avait parlé le vicomte, remplie de morgue et d'insolence, entichée de ses aïeux, ennemie née de toute idée nouvelle, regrettant le régime de la féodalité, et rêvant, dans son château branlant, le rétablissement de la dîme et de la corvée? Elle portait fièrement son nom; mais la fierté n'était chez elle qu'une séduction, une grace de plus. Loin de se traîner dans l'ornière du passé, son esprit avait marché avec le temps. Son ame était un instrument qui vibrait à tous les bruits du siècle. Elle honorait la haute industrie, et ne parlait qu'avec déférence de ses travaux et de ses mérites. Sans s'humilier devant l'aristocratie nouvelle, elle était la première à reconnaître ses titres et à les proclamer. Était-ce là cette marquise que maître Jolibois avait représentée comme la Jeanne d'Arc de la légitimité, comme un brandon de guerre et de discorde, comme une torche toujours prête à mettre le pays en feu? Elle restait fidèle au malheur; son cœur avait suivi la race de saint Louis sur la terre étrangère. Comme une hirondelle qui bâtit son nid dans les ruines, sa pensée habitait avec les exilés; mais elle ne cherchait pas à dissimuler les fautes de la restauration et se faisait peu d'illusions sur les chances du prétendant. Ce qu'elle demandait par-dessus tout, c'était le développement des institutions libérales, qui seules pouvaient assurer la grandeur et la prospérité de la France. Elle répétait volontiers qu'une seconde restauration n'était possible qu'à la condition d'entrer franchement dans la voie du progrès et de s'étayer de la bourgeoisie. S'il lui arrivait parfois de rêver le retour de la branche aînée, elle ne s'exprimait jamais qu'avec une excessive réserve sur le compte de la branche cadette. Elle avait la reine en grande estime, n'aimait point le roi, mais respectait en lui l'élu de la nation. Il n'eût tenu qu'à elle d'agiter la Vendée, de ranimer les cendres d'un foyer mal éteint; cependant elle s'était prononcée contre la dernière levée de boucliers, et n'avait pas cessé de travailler depuis à la pacification et à la fusion des partis. Telle était la marquise de La Rochelandier; M. Levrault ne revenait pas de son étonnement. Il s'émerveillait surtout de se sentir si parfaitement à l'aise auprès d'elle. Il s'était effarouché d'abord à la pensée que la marquise le tiendrait à distance et le forcerait à se souvenir de la boutique de ses pères. Loin de là, sans rien perdre de sa dignité, de ses belles manières, la marquise avait réussi à l'apprivoiser. M. Le-

vrault avait déjà des airs de cour; il n'était pas la rose, mais il vivait près d'elle.

La Trélade avait pris une face nouvelle. La vie renaissait, s'agitait, bourdonnait dans ces lieux où Gaspard avait laissé la désolation, le silence et la solitude. Laure triomphait en secret. Avec le sentiment de son importance, M. Levrault avait retrouvé toute sa verve et tout son entrain. S'il pensait encore aux prédictions de Jolibois, c'était pour en rire. Comment aurait-il douté de la solidité du trône de juillet, quand la marquise elle-même se permettait à peine d'en douter? Avec cette finesse d'intelligence qui lui faisait rarement défaut, il en était venu tout doucement à suspecter le désintéressement des bons avis du tabellion, à se demander si le drôle n'avait pas tenté, lui aussi, un coup de main sur les millions du grand industriel; il se gaudissait tout seul en songeant au pied de nez avec lequel maître Jolibois avait dû, ce jour-là, rentrer dans son étude. Qu'on se rassure donc, notre Levrault nous est rendu. Engourdies un instant par la mélancolie, sa sottise et sa vanité s'étaient réveillées plus vivaces, plus florissantes que jamais. Pour tenir tête aux grands airs de la noble dame, il avait redoublé de faste, et, comme disent les marins, mis toutes voiles dehors. Jamais ses écus n'avaient fait autant de tapage, jamais il n'avait déployé tant de luxe et de magnificence. Il se fût agi d'héberger la cour et la ville qu'il n'aurait fait ni plus ni mieux. Quand il allait chez la marquise, il allongeait son chemin de deux lieues pour pouvoir arriver en calèche attelée de quatre chevaux; il se vengeait ainsi de ses créneaux, de ses tours et de ses portraits de famille.

Il faut bien le dire cependant, le grand manufacturier n'était pas heureux. Quelque chose manquait à son bonheur : c'était la perspective d'un gendre. Gaston ne remplaçait point Gaspard. M. Levrault n'ignorait pas qu'une alliance dans le parti légitimiste ne pouvait le conduire à rien. Vainement Laure l'entretenait du prochain retour d'Henri V, de l'honneur d'être reçu, en attendant, chez les duchesses du faubourg Saint-Germain : M. Levrault n'entendait pas de cette oreille. Il ne se souciait guère des salons du noble faubourg, et sentait bien qu'il n'avait chance de percer, de fleurir, qu'aux rayons vivifians du soleil de la bourgeoisie. D'ailleurs, l'attitude du jeune marquis n'avait rien d'encourageant. Si Gaston en voulait, lui aussi, aux millions du grand industriel, du moins il ne semblait pas disposé à se baisser pour les ramasser. Il laissait à sa mère le soin d'en diriger le siége, trop fier pour monter lui-même à l'assaut, mais bien résolu toutefois à entrer dans la place, aussitôt que les portes en seraient ouvertes. C'était un cœur loyal; ce n'était pas une ame poétique et rêveuse, entièrement détachée des biens d'ici-bas. Quoique jeune encore

il avait déjà mordu aux réalités de la vie. Toute sa jeunesse ne s'était pas écoulée sous le toit de ses pères. Sans mener grand train, il avait vécu à Paris dans un monde élégant, frivole, dissipé, honorable pourtant, qui s'était empressé d'accueillir, de fêter son nom, son esprit et sa bonne mine. Au bout de quelques années, comprenant que les débris de son patrimoine ne lui permettaient plus de tenir son rang dans ces régions dorées, condamné à l'inaction par les traditions de sa famille, trop honnête pour accepter l'existence d'un Montflanquin, il avait pris le parti héroïque de se retirer dans le château ruiné de ses ancêtres, où sa mère et lui se mouraient littéralement de tristesse et d'ennui, quand les Levrault étaient venus s'établir à la Trélade. Notre ami Gaspard avait fait de la marquise un portrait peu flatté, mais assez ressemblant. Il n'était bruit dans le pays que de la sottise et des millions du grand industriel. Depuis quelque temps, Mme de La Rochelandier, dont l'orgueil, aux prises avec la pauvreté, s'était décidé à courber la tête, quitte à la relever plus tard, rêvait pour son fils une mésalliance lucrative qui l'aidât à restaurer la fortune de sa maison et leur permît d'attendre sans trop d'impatience le retour de la légitimité. Mlle Levrault lui était apparue comme la colombe annonçant la fin du déluge. La marquise, qui connaissait tous les visages de la contrée, s'était dit sur-le-champ que cette jeune et gentille amazone, arrêtée dans la cour de son château, ne pouvait être que la fille du grand manufacturier. On devine le reste. A la proposition d'épouser Mlle Levrault, Gaston s'était révolté d'abord; puis il avait hésité; bref, il avait fini par se soumettre. Ses visites à la Trélade avaient achevé d'irriter en lui les appétits de la richesse. Il n'était pas épris de Laure; mais il n'est si bon gentilhomme qui n'en arrive aisément à se démontrer à lui-même qu'il peut épouser sans amour une jeune et jolie personne affligée d'un million de dot. Il ne s'abusait pas sur les sentimens de Mlle Levrault, et se disait que, puisqu'elle ne recherchait en lui que son titre, il pouvait bien, de son côté, ne rechercher en elle que son opulence.

Le siége durait depuis deux mois; les millions ne se rendaient pas. Lasse d'attendre, la marquise, pour en finir, se décida à donner l'assaut. Elle possédait son Levrault aussi bien que nous le possédons nous-mêmes. Elle avait étudié tous ses côtés faibles, tous ses points attaquables, et n'ignorait aucun de ses travers. Cette science, à vrai dire, ne lui avait pas coûté grand travail. L'ame de M. Levrault était un abîme dont on avait bientôt touché le fond, un labyrinthe où, pour se diriger, il n'était pas besoin du fil d'Ariane. Pour y voir clair, on n'avait qu'à ouvrir les yeux; pour en connaître tous les détours, il suffisait d'y faire un pas ou deux. Les confidences de Laure avaient com-

plété les observations de la marquise. Dans l'espoir que la noble dame saurait en profiter, la jeune fille lui avait livré charitablement les clés de la place.

Un jour donc qu'elle avait dîné à la Trélade, Mme de La Rochelandier s'empara du bras de l'amphytrion, et, sous prétexte de respirer l'air embaumé du soir, l'entraîna doucement au parc. Ce jour-là, Gaston n'avait pas accompagné sa mère; Laure, un peu souffrante, s'était retirée de bonne heure. La soirée était belle, la brise tiède et parfumée des premières senteurs de l'automne; mais ce n'était point là ce qui préoccupait la marquise et M. Levrault. Ils avaient gagné, tout en causant, une des allées les plus mystérieuses, et marchaient à pas lents sous un dôme de feuillage que formait une double rangée d'érables et de platanes. Jamais le bras de la grande dame ne s'était appuyé si tendrement sur celui du grand manufacturier; jamais, dans aucun de leurs entretiens, sa voix n'avait trouvé d'accens si pénétrans, d'inflexions si câlines. Elle disait les ennuis de la solitude, les joies de l'intimité, combien sa vie avait changé d'aspect et s'était embellie depuis qu'une jeune et blanche créature était venue s'abattre, comme une colombe, à la porte du vieux manoir. Dans quelle atmosphère assez enchantée, dans quelles régions assez éclatantes, achèverait de s'épanouir cette merveille de grace et de beauté? Puis, par un mélancolique retour sur elle-même, elle demandait avec tristesse ce qu'elle deviendrait, si M. Levrault, en quittant la Trélade, ne se décidait pas à s'établir dans le pays. Rien que d'y songer, son cœur se serrait; ils étaient, sa fille et lui, un second printemps dans son existence. A tous ces discours, comme maître corbeau tenant en son bec un fromage, M. Levrault se croyait le phénix des hôtes de la Bretagne. Il se rengorgeait, faisait la roue, et répondait par-ci par-là quelques platitudes que la marquise avait l'art de relever en leur donnant un tour galant. Prêter de l'esprit aux sots est le plus sûr moyen de les flatter. De détour en détour, elle en arriva à l'interroger avec une affectueuse sollicitude. Elle s'étonnait que, dans une époque où la bourgeoisie régnait et gouvernait, où l'intelligence pouvait prétendre à tout, un homme de sa valeur n'eût pas l'ambition de prendre au soleil la place qui lui était due; elle ne comprenait pas qu'avec l'expérience des affaires et tant de facultés éminentes, il se résignât à l'inaction, à l'obscurité, et se contentât modestement des jouissances de la fortune, quand une foule de médiocrités qui ne lui allaient pas à la cheville se carraient et se prélassaient sans vergogne dans les hautes sphères du pouvoir. Certes, il était beau de s'élever jusqu'à l'opulence sur les ailes de son propre génie: elle ne savait pas de conquête plus respectable, plus glorieuse, plus légitime; mais, pour les ames bien nées, la richesse n'était qu'un instrument, un point d'appui: il n'appartenait qu'au vulgaire de la con-

sidérer comme le but suprême de la destinée humaine. Ces paroles de la marquise ne tombaient pas dans l'oreille d'un sourd. Encouragé par l'intérêt que lui témoignait sa compagne, M. Levrault ouvrit les digues de son cœur, et laissa couler à grands flots tous les secrets enfermés dans son sein. Entraîné par le courant, il se livra à des épanchemens immodérés; il raconta naïvement quel espoir charmant l'avait amené en Bretagne, quelles déceptions amères il avait essuyées. La marquise semblait suspendue à ses lèvres; de temps en temps, par un mouvement d'irrésistible sympathie, sa belle main blanche et potelée se posait sur la grosse patte de l'ancien marchand de drap, qui prenait alors des airs de vainqueur et se demandait avec une adorable fatuité ce que devait penser Mme Levrault, si la digne femme voyait, du haut du ciel, ce qui se passait en cet instant au fond du parc de la Trélade. Quand il eut achevé le récit de ses infortunes, la marquise resta silencieuse, et parut méditer profondément sur tout ce qu'elle venait d'entendre.

— Mon ami, dit-elle enfin avec gravité, je comprends, j'approuve la pensée qui vous a conduit en Bretagne. Votre ambition n'avait rien dont personne dût s'étonner; pour ma part, je ne connais pas de maison qui ne s'empressât de s'ouvrir devant vous, qui ne s'estimât heureuse et fière de recevoir à son foyer l'ange que Dieu vous a donné pour fille. Ce que j'ai peine à m'expliquer, quand bien même je mets de côté la moralité de M. le vicomte de Montflanquin, c'est que vous vous soyez adressé à la noblesse fraîchement ralliée, au lieu de tendre votre main loyale à cette aristocratie chevaleresque dont rien n'a pu entamer la foi, et qui s'obstine à bouder le présent au fond de ses châteaux solitaires.

A ces mots, M. Levrault dressa les oreilles. Il n'avait pas oublié les avertissemens de Jolibois. Où la marquise voulait-elle en venir? Dévoué corps et ame au trône de juillet, à l'ombre duquel il espérait croître en puissance, qu'il regardait comme son trône à lui, comme son bien, comme sa propriété, le grand industriel n'était pas disposé le moins du monde à mettre ses millions au service de la légitimité; il se tint prudemment sur ses gardes.

— Madame la marquise, répliqua-t-il avec réserve, je ne saisis pas bien, je ne m'explique pas moi-même....

— Vous allez me comprendre, reprit la marquise d'un ton de douce autorité. Depuis deux mois, je vous observe, je vous étudie. Aucune des grandes questions qui agitent les sociétés modernes ne vous est étrangère ou indifférente; c'est ma conviction, vous avez en vous l'étoffe d'un homme d'état. — Quelle était votre pensée en recherchant l'alliance d'une famille aristocratique? Votre cœur, votre esprit généreux, n'obéissaient-ils qu'à un sentiment d'égoïsme? Non, mon aimable

ami. Vous pensiez, avant toutes choses, à rapprocher deux classes trop long-temps divisées, à donner l'exemple de l'oubli, du pardon; vous vouliez, en un mot, consommer l'union de la noblesse et de la bourgeoisie.

— C'est la vérité, madame la marquise, je ne m'en défends pas, répondit M. Levrault avec une modeste assurance.

— Eh bien! mon ami, pour atteindre le but élevé que vous vous proposiez, était-ce à la noblesse déjà ralliée, déjà réconciliée avec les institutions nouvelles, que vous deviez vous adresser? Ne comprenez-vous pas qu'une alliance entre elle et vous eût été sans portée, sans signification, sans valeur aucune aux yeux de l'avenir? que ce n'eût été qu'une espèce de superfétation, un pléonasme, un stérile échange d'influences, d'intérêts, de passions identiques? Comprenez-vous enfin qu'au lieu de chercher à planter votre drapeau sur une forteresse déjà réduite, au lieu d'entrer en conquérant dans un pays déjà soumis, vous deviez tourner vos regards vers cette noblesse ennemie dont je vous parlais tout à l'heure? Il en est temps encore. Quel triomphe pour vous, quel honneur d'arracher quelque jeune Achille de sa tente, de restaurer l'éclat d'une maison qui menaçait de laisser un vide dans l'histoire, de rendre à la vie publique un des grands noms de l'ancienne monarchie, de rallumer au ciel de la France une de ses étoiles qu'elle croyait disparue pour toujours! Au point de vue de vos ambitions personnelles.....

— Oui, madame la marquise, au point de vue de mes ambitions personnelles? demanda M. Levrault, médiocrement charmé jusqu'à présent des perspectives, très confuses d'ailleurs, qui s'ouvraient devant lui.

— Eh quoi! monsieur, s'écria la marquise, vous n'entrevoyez pas les avantages d'une pareille alliance? vous ne sentez pas qu'en mariant votre adorable fille dans une des grandes familles demeurées fidèles au culte du passé, vous assurez votre fortune politique? C'est bien simple pourtant. Vous ralliez votre gendre, vous attachez à la couronne de juillet un fleuron dérobé à celle de saint Louis. Cela fait, pensez-vous que la nouvelle cour ait quelque chose à vous refuser?

— Mais, madame la marquise, s'écria M. Levrault, qui avait tressailli comme un coursier généreux au son du clairon, l'aristocratie dont vous parlez est bien trop entêtée,.... trop chevaleresque, ajouta-t-il se reprenant avec respect, pour adhérer jamais au gouvernement de 1830. Si elle s'est obstinée jusqu'ici à bouder au fond de ses châteaux solitaires, ce n'est pas moi qui réussirai à l'en tirer; ce n'est pas entre mes mains qu'elle abjurera ses rancunes et ses croyances.

— Mon ami, dit en souriant la marquise, on se lasse de tout, même de l'ennui. L'ennui est un rude maître qui a déjà dompté bien des

ames, ébranlé bien des convictions. Voici bientôt vingt ans qu'il habite avec nous, qu'il s'assied chaque jour à notre table, à notre foyer, chaque jour plus maussade et plus renfrogné que la veille. Bouder peut être une douce chose; mais, lorsqu'on a boudé pendant près de vingt ans, malgré soi on éprouve un vague besoin de s'égayer, de se distraire un peu, de vivre comme tout le monde et de faire bonne mine aux gens. Je vous le dis bien bas, je ne le dis qu'à vous, ne le répétez à personne : nous enrageons tous en silence, notre fidélité commence à nous peser.

— Eh! vive Dieu! madame, s'écria dans un mouvement d'enthousiasme M. Levrault, qui frétillait déjà autour de l'hameçon, puisqu'il en est ainsi, pourquoi ne pas vous séparer ouvertement d'un parti sans avenir, et qui, je ne dois pas vous le dissimuler, n'a jamais eu mes sympathies ni mon approbation? Madame la marquise, ce n'est pas à votre âge, belle encore comme vous l'êtes, qu'on s'enveloppe d'un suaire, qu'on se couche parmi les morts. Pourquoi n'iriez-vous pas aux Tuileries? Je suis sûr que le roi et la reine vous y verraient avec plaisir.

— Non, mon ami, non, répliqua Mme de La Rochelandier avec mélancolie. Je suis allée trop souvent aux Tuileries pour pouvoir y retourner jamais, à moins qu'un jour..... mais je n'y compte plus. Je me plais à le répéter, ma semaine est achevée; pour moi-même, je n'espère plus rien ici-bas. Je n'irai pas à la nouvelle cour; Gaston s'y présentera sans sa mère.

— Qu'entends-je! M. Gaston, votre fils....

— A Dieu ne plaise que je veuille emprisonner sa vie dans le cercle de mes regrets et de mes affections. Gaston est jeune et n'a point d'engagemens avec le passé. Il n'a jamais connu ses princes légitimes; c'est tout au plus s'il se souvient de la tempête qui fracassa le vieux trône de France et rejeta dans l'exil les derniers descendans d'une race de rois. Gaston est un enfant du siècle. Il a grandi librement, sans contrainte, dans l'atmosphère des idées libérales. Au collége, il s'asseyait sur le même banc que les princes de la branche cadette; il les aime et ne s'en cache pas. Puisqu'il peut se rallier sans honte, qu'il suive le courant qui l'entraîne, que ses destinées s'accomplissent!

— Ainsi, madame la marquise, demanda M. Levrault en appuyant sur chaque mot, c'est l'intention formelle de M. Gaston, votre fils; c'est sa volonté bien ferme, bien nette, bien arrêtée, de se rallier à la nouvelle dynastie, et vous n'y mettez point obstacle, vous ne cherchez pas l'en détourner?

— Que voulez-vous? J'en souffre bien un peu; je mentirais si j'affirmais le contraire, et vous ne me croiriez pas. J'en souffre, je m'en afflige en secret; mais je me dis qu'en fin de compte, quel que soit le

drapeau qui flotte sur les Tuileries, c'est toujours le drapeau de la France. Vous, mon ami, dites-moi si vous m'approuvez?

— Si je vous approuve, madame la marquise! s'écria le grand industriel avalant l'hameçon tout entier avec la gloutonnerie d'un brochet; non, madame, non, je ne vous approuve pas, je vous admire. Plût à Dieu que tous les légitimistes fussent comme vous! La raison, la sagesse, s'expriment par votre bouche. C'est toujours le drapeau de la France! je n'ai jamais rien lu de mieux dans mon journal.

— Et cependant, vous le dirai-je? il y a des instans où j'hésite, où je sens mon cœur se révolter ou défaillir, en songeant que mon fils, un La Rochelandier, prêtera l'appui de son nom à un trône devant lequel aucun de ses aïeux n'eût courbé le front ni fléchi le genou. Il me semble parfois que les portraits de ses ancêtres me regardent d'un air irrité; je crois voir parfois leurs lèvres s'entr'ouvrir pour me reprocher mon indigne faiblesse.

— Autres temps, autres mœurs, madame la marquise. Quand ils vivaient, les ancêtres de M. Gaston en faisaient à leur tête; ils sont morts, qu'ils trouvent bon que M. Gaston en fasse à la sienne. Je vous le demande, où en serait aujourd'hui le monde, si, depuis qu'il existe, chaque génération eût suivi servilement, pas à pas, les traces de la génération précédente? Nous irions encore vêtus de peaux de bêtes. L'humanité n'est pas un écureuil en cage, un cheval borgne attaché à une manivelle. Tout change, tout se renouvelle, tout se perfectionne. Les chemins de fer ont remplacé les routes royales; la monarchie constitutionnelle a détrôné le droit divin. Mes pères avaient sur la grande industrie des idées qui ne sont pas les miennes; faut-il s'étonner que monsieur votre fils ait en politique des opinions qui ne sont pas celles de ses aïeux?

— Allons, qu'il se rallie! dit la marquise avec un geste de résignation. Ce sera un grand jour pour la nouvelle dynastie, le jour où un La Rochelandier lui présentera sa foi et son hommage. Ce jour-là, monsieur, on se réjouira aux Tuileries, on prendra le deuil à Frohsdorf.

— Eh bien! madame la marquise, on prendra le deuil à Frohsdorf. Parce qu'il plaît à M. de Chambord de se poser en prétendant et de jouer au roi de France dans son petit castel allemand, est-ce une raison pour que notre jeune noblesse reste les bras croisés au fond de ses domaines et s'abstienne de prendre part au maniement des affaires du pays?

— Allons, qu'il se rallie! répéta la marquise en soupirant. Je ne veux pas, je ne dois pas être un empêchement dans la destinée de mon fils. Cependant la royauté de 1830 vous paraît-elle bien solidement établie? Pensez-vous qu'elle ait dans le sein de la nation des racines vives et profondes? La jugez-vous inébranlable? Mon ami, la fortune des rois

a d'étranges reviremens. Quand on a vu crouler en trois jours un trône de plusieurs siècles, il est permis de douter de la longévité d'une monarchie qui sort à peine du berceau. Je souhaiterais que Gaston ne se pressât point, je voudrais qu'il observât la marche des événemens, qu'il attendît quelque temps encore.

— Eh! madame, est-il besoin d'attendre? s'écria M. Levrault impatient déjà de tenir et de rallier son gendre. Que représente la royauté de 1830? La bourgeoisie. Que représente la bourgeoisie? La nation tout entière. A ce compte, comment le trône de juillet pourrait-il être renversé? Il faudrait que la France consentît à se suicider. Je sais bien qu'on rencontre par-ci par-là de petites gens qui se permettent de blâmer les tendances du gouvernement, qui ne se gênent pas pour parler tout haut du prochain avénement de la république...

— De la république? répliqua la marquise avec dédain; quelle sottise! Ces gens-là sont fous. Il n'y a plus de révolution possible en France. Si la nation, usant de son droit, se décidait à briser le trône qu'elle a élevé de ses propres mains, ce ne serait, ce ne pourrait être que pour revenir au grand principe de la légitimité. Il n'est pas impossible qu'un jour elle y revienne. Quoi qu'il arrive, je suis tranquille, je n'ai point à m'inquiéter de l'avenir politique de mon fils. Le trône de juillet peut voler en pièces sans que Gaston coure le risque de rester enseveli sous ses débris. Rallié à la dynastie nouvelle, il ne cessera pas de tenir à l'ancienne par son nom, par sa mère, par les traditions de sa famille; quels qu'en soient les hôtes, les Tuileries s'ouvriront toujours avec orgueil devant un La Rochelandier.

La marquise se tut, pour laisser à ses dernières paroles le temps de s'infiltrer dans l'esprit de son compagnon et de produire tout l'effet désiré. Silencieux comme elle, M. Levrault savourait avec délices le breuvage enivrant qui venait de tomber goutte à goutte des lèvres de sa compagne. Le monde des honneurs et des dignités se rouvrait devant lui. Le chemin du pouvoir s'aplanissait de nouveau sous ses pas. Tous ses rêves, toutes ses espérances se réveillaient et battaient des ailes. Il retrouvait au centuple ce qu'il avait perdu en perdant le vicomte. C'était lui-même qui rallierait son gendre; c'était à lui qu'en reviendraient l'honneur et le profit. Rallier un marquis, un La Rochelandier, quelle aubaine! La cour aurait à compter avec lui; M. Levrault était bien décidé à lui tenir la dragée haute. On n'aurait pas un La Rochelandier pour rien; il faudrait qu'on y mît le prix. Pour surcroît d'avantages, point de changement de dynastie à redouter; quoi qu'il arrivât, Gaston retombait sur ses pieds, et M. Levrault sur son gendre. Ainsi, tout lui souriait, tout l'attirait; il ne découvrait de toutes parts que joies, satisfactions, promesses, sécurité. Il ne s'agissait plus que d'amener la marquise à consentir à une alliance avec les Le-

vrault. Le grand industriel avait en lui tant de ressources ingénieuses, ce diable d'homme se sentait si retors, si madré, qu'il ne désespérait pas d'en venir à ses fins et de prendre la marquise dans ses filets.

— Revenons à vous, mon ami; c'est assez parler de Gaston, reprit enfin Mme de La Rochelandier. Où donc en étions-nous? que vous disais-je tout à l'heure?

— Madame la marquise, répliqua le rusé Levrault, vous me disiez que vous ne connaissez pas une grande maison qui ne s'ouvrît devant moi avec empressement, qui ne s'estimât heureuse et fière de recevoir à son foyer l'ange que Dieu m'a donné pour fille.

— Eh bien! mon ami?...

— Eh bien! si j'allais un jour vous rappeler ces belles paroles? si, prenant ma fille par la main, j'allais vous dire : Madame la marquise, nos enfans s'aiment, ne formons qu'une seule et même famille?...

— Ah! répondrais-je, soyez les bienvenus! s'écria la marquise avec effusion. Béni soit le jour qui me donne une fille...

— Et qui me rend un fils! s'écria M. Levrault couvrant de gros baisers la blanche main qu'il pressait dans les siennes.

Puis, au plus fort de son ivresse, il porta son mouchoir à ses yeux.

— Quoi! mon ami, demanda la marquise avec intérêt, auriez-vous eu le malheur de perdre?...

— Ah! madame, un enfant si charmant, si blond, si blanc, si rose! Perdu, hélas! oui, madame, perdu!... Souvenir affreux!... C'était à Paris, par un soir de fête... On tirait un feu d'artifice sur la place de la Concorde...

— Mon ami, reprit la marquise peu curieuse d'en savoir davantage, ne soyons pas ingrats envers la destinée, ne mêlons point de funèbres images aux douces joies de l'heure présente. Vous l'avez dit vous-même, mon fils vous rendra celui que vous avez perdu.

Une heure après cet entretien, la marquise reprenait le chemin de son manoir, et M. Levrault entrait d'un air de triomphe dans l'appartement de sa fille.

— Madame la marquise, s'écriait-il, embrassez votre père!

— Mon fils, disait la marquise en rentrant, embrassez votre mère, vous avez des millions!

JULES SANDEAU.

(*La cinquième partie au prochain n°.*)

REVUE LITTÉRAIRE.

LE THÉATRE. — LES ROMANS.

Le spectacle qui se présente à nos regards offre un phénomène particulièrement triste à l'observateur. La politique, qui, par nature, vit de tradition, qui, malgré les passions dont elle se complique, suppose dans ses développemens une certaine logique, dans le but qu'elle poursuit une certaine fixité, la politique, à ne prendre même les choses que depuis les derniers temps, déconcerte l'attention la plus vigilante par la brusque mobilité de ses changemens à vue. L'art, au contraire, empire naturel de l'esprit d'innovation et de l'audace entreprenante, l'art, qui ne vit qu'à la condition de se transformer sans cesse, l'art reste immobile! Là des révolutions sans cesse, ici un *statu quo* qui ne paraît pas toucher à sa fin. Là une pensée impatiente d'avenir qui se cherche elle-même à travers les ténèbres de la guerre intellectuelle et le sang de la guerre sociale, ici une mémoire éprise du passé qui ne se lasse pas de tourner dans le cercle d'une énervante imitation. Nous n'avons en vue ici que la situation littéraire. Eh bien! nous le demandons, non par boutade de pessimiste, mais en témoin attristé d'un fait qui saute aux yeux : quel signe de vie a donné la littérature depuis dix-huit mois? Tout est changé; a-t-elle changé? La production s'est ralentie; la qualité a-t-elle d'un degré élevé son niveau? A-t-elle montré tant soit peu qu'elle vivait de la vie commune, que, lorsque l'arbre entier frémissait sous le vent des révolutions, elle aussi se sentait palpiter et frémir? Nous serions trop heureux vraiment d'avoir à consigner ici l'espérance d'un pareil réveil; il nous plairait infiniment plus d'entonner l'*Alleluia* que le *De profundis*. Mais quoi! la réalité n'est-elle pas là? Est-ce la faute de la critique, attentive à épier les moindres symptômes d'espérance, si, loin d'avoir à signaler la nouvelle arche qui porte les destinées et les germes précieux de l'art futur, elle n'aperçoit même pas une barque que ses yeux n'aient vue cent fois, qui n'apparaisse bariolée de couleurs que nos pères ont pu contempler plus

fraîches, plus éclatantes, et qui ne soit chargée de marchandises de contrebande et de produits avariés?

Encore si, pour raviver l'émotion, nous avions à raconter quelque orage; mais non, pas même le plus petit *grain* qui rompe avec l'immobilité ordinaire. C'est bien toujours le même ciel grisâtre, la même atmosphère paisible, le même flot lourd et monotone. On a répandu le bruit qu'un trône avait été brisé en trois heures, qu'une forme de gouvernement avait été renversée en moins de temps qu'il n'en faut aux démolisseurs pour mettre bas la maison du plus modeste habitant; qu'une guerre civile épouvantable s'était levée sur Paris et sur la France, que les vérités les plus fondamentales avaient été livrées à la double attaque du sophisme et des balles; on a dit que ces événemens avaient eu lieu, que tous ces poèmes, que tous ces drames faits de paradoxes et de larmes avaient passé sous nos yeux, et il y a eu toute une classe d'hommes qui s'est refusée obstinément à y croire, qui n'y croit pas encore, qui y croira Dieu sait quand! C'est la classe de ceux qu'on appelle et qui s'appellent eux-mêmes l'avant-garde de la civilisation, les éclaireurs du progrès, les écrivains d'imagination, les poètes! La tempête qui a renversé une monarchie et ébranlé tous les trônes de l'Europe n'a pas même fait réfléchir les rois du feuilleton. Ces respectables souverains, tant ils se sentaient bien assis! ont cru qu'il suffisait de la vieille expérience pour faire face à des nécessités nouvelles. Ils se flattent d'échapper aux réformes; ils espèrent que leurs féaux sujets ne leur demanderont pas davantage, et leurs féaux sujets, qui semblent avoir pris pour devise le mot d'Horace, *nil admirari*, ne paraissent pas jusqu'à présent leur avoir donné tout-à-fait tort.

Quant au théâtre, il semble bien décidément préférer l'ancien régime au nouveau. Il n'a pas eu à devenir réactionnaire; c'était fait depuis long-temps. Loin de devancer l'avenir, ne se faisait-il pas, sous le roi Louis-Philippe, Athénien, Romain, contemporain de Louis XIV et de Louis XV, tout, excepté Français du XIXe siècle, témoin et peintre du règne de la bourgeoisie? A la monarchie constitutionnelle il n'empruntait qu'un trait qu'il savait d'ailleurs fort mal s'approprier, je veux dire la recherche du mouvement allié à la sagesse dans un certain mélange d'élémens qui n'arrivaient qu'à former un tout des plus équivoques. Cette physionomie de la veille, il l'a gardée. Entrez à ce théâtre, dit, nous ne savons pourquoi, *de la République*; ouvrez les yeux et prêtez l'oreille. Où donc, vous demandez-vous, où donc est la république? Où se cache la révolution? Ce ne sont que soubrettes et cornettes, que duchesses et paniers, que marquis et cheveux poudrés, que subtilités prétentieuses, bavardage raffiné, clapotage interminable, persiflage et papillotage d'un autre temps. M. Pierre Leroux aurait-il raison? Les grands-pères revivraient-ils dans leurs petits-fils? Les jeunes auteurs de ces antiquités seraient-ils par hasard de vieux courtisans de Versailles, reparaissant en pleine république et protestant à leur manière? O illusion de ceux qui se croyaient à l'abri de toute illusion! N'avions-nous pas eu un moment la pensée que ce vent révolutionnaire, qui a brisé tant de choses fortes et menacé tant de choses saintes, dissiperait toute cette vapeur de parfums, emporterait cette odeur de boudoir, soufflerait sur cette poudre surannée de perruques centenaires? Que nous étions ingénus!

Mon Dieu, nous comprenons à merveille qu'un mouvement qui s'est opéré

au nom des intérêts matériels, au nom de questions de boire et de manger, n'ait pas une bien grande fécondité littéraire. Pour communiquer la vie, la première condition c'est de l'avoir. Comment la pensée d'un temps à qui l'ame fait défaut inspirerait-elle la poésie? La plus philanthropique question de pot-au-feu ne s'élèvera jamais à la hauteur d'une poétique, nous le savons, et il faut un grand fonds de confiance pour s'imaginer que la muse moderne trouvera son Ithaque ou son Italie dans la *portion congrue*. Le moment où le petit Ascagne peut enfin satisfaire son appétit et manger ses *tables*, suivant la parole de la pythonisse, serait en vérité une conclusion trop singulière à l'Énéide. Une Iliade et une Odyssée qui ne connaîtraient d'autres inspirations, d'autres récits, que la coupe joyeuse qui circule à la table du vieux Laërte et que les repas des guerriers sous la tente, ne seraient pas des poèmes dignes d'intérêt, même aux yeux des habitans du phalanstère. La gamelle ne saurait devenir un idéal. Et cependant, pour balancer ces excuses d'un art en défaillance, quels spectacles inspirateurs! quelle lutte, à quelque point de vue que vous vous placiez, de l'ordre et du désordre, du vrai et du faux! Que de lumières qui s'éteignent ou pâlissent! que de phares qui s'allument ou du moins semblent poindre à l'horizon! Êtes-vous de ceux qui espèrent au-delà même de toute raison? Quel Éden doit vous apparaître à travers le brouillard de poussière et de sang qui s'élève entre le présent et l'avenir! Êtes-vous de ceux qui se lamentent et qui regardent la société comme un navire près de sombrer? Les traits de feu d'un Ézéchiel, la poésie en deuil d'un Jérémie, les terribles tableaux d'un Alighieri, ne sont-ils donc pas de mise, et pourraient-ils paraître exagérés, soit pour marquer au front la Jérusalem impénitente qui s'obstine à mourir, soit pour exprimer dignement cet enfer social d'où l'espoir même doit être banni? Êtes-vous d'une plus douce humeur, d'une complexion plus accommodante? Les travers de l'humanité vous frappent-ils plus que ses calamités? La triste expérience des choses vous dispose-t-elle plus au sourire qu'aux larmes? Du moins êtes-vous enclin à cacher les sérieuses convictions de votre esprit, la plaie saignante de votre cœur sous le voile transparent de l'ironie? Eh bien! pourquoi allez-vous demandant la comédie à tous les échos du passé, au XVIIIe et au XVIIe siècle, à la poussière des bibliothèques, au fantôme grimaçant d'un monde qui n'est plus? Regardez, regardez à vos pieds, autour de vous, et voyez-la, qui coule à pleins bords, cette comédie intarissable, cette *ample comédie aux cent actes divers*, dont les ondes reflètent toujours de nouveaux visages, sollicitant incessamment l'œil et la main qui doivent saisir la mobile image, et fixer les fugitifs contours près de se confondre au souffle des révolutions nouvelles!

Si une partie du domaine littéraire pouvait tirer quelque renouvellement des événemens politiques, assurément c'était le théâtre. Que disaient avant février ceux qui maintenant gardent le silence ou continuent à suivre le chemin banal? Nous ne l'avons point oublié : — Oh! si l'on pouvait toucher aux abus et aux personnes, si tout ce qui est constitué voulait bien consentir à se laisser jouer par la comédie, que d'Aristophanes tout prêts s'élancer, le rire sur les lèvres, le fouet de la satire à la main! que de Shéridan destinés à illuminer la scène française d'un rayon plus pénétrant et plus âpre! que de Beaumarchais n'attendant que l'occasion pour éclater en œuvres hardies et triomphantes! — Cette liberté

inattendue du *fas atque nefas*, elle arriva, on sait comment. Le public attentif et bienveillant, malgré les sombres distractions du dehors, prêta l'oreille, d'autant plus disposé à se montrer tolérant pour bien des licences qu'il y avait plus d'hommes et plus de choses dont il n'eût pas été fâché de tirer en riant quelque petite vengeance. Un auditoire presque tout entier de l'opposition et d'avance en complicité avec l'auteur, quelle bonne fortune pour la comédie politique! quelle place admirable à prendre, si elle eût su s'en emparer! A peine quelques théâtres répondirent-ils à l'appel, ceux-là que l'on nomme les petits théâtres. Je ne me demande pas si le succès fut justifié, mais il fut réel, tant la masse avait besoin de trouver un aliment littéraire à ce besoin de critique qui l'agitait! Avide d'allusions, le public alla battre des mains à des œuvres qui n'avaient rien de commun avec l'art, mais qui répondaient tant bien que mal à sa pensée. Quant à la grande scène, quel enseignement, quel parti tira-t-elle du mouvement extérieur et de la disposition générale? Si ce n'est un chant exprimant la pensée d'un autre âge, si ce n'est *la Marseillaise* faisant son apparition sous les traits d'une Hermione travestie en citoyenne, quel bruit vint avertir ces tranquilles échos que la liberté illimitée était enfin délivrée du vautour rongeur de la tyrannie? Chose triste et piquante, assez ordinaire toutefois, il se trouva que ceux qui se plaignaient que la censure leur coupât les ailes n'avaient pas d'ailes. Quand la liberté de tout dire leur eut été laissée, ces bouches prodigues de promesses n'avaient rien de plus à dire que la veille. Comédie de plus donnée par la réalité parmi tant d'autres comédies non écrites!

Je n'en doute pas pourtant, il n'est pas jusqu'au plus épuisé des genres, jusqu'à la tragédie, qui n'aurait pu gagner au mouvement passionné du dehors. La politique prise sur le fait pouvait éclairer l'histoire. Nos pères peignaient par la divination du génie, aidée de l'étude des annales, les révolutions qu'ils n'avaient pas vues. Le sort nous a prodigué l'expérience. Nous avons pu toucher de près ce qu'ils ne faisaient que pressentir; nous avons nous-mêmes mesuré l'abîme où ne plongeaient que leurs regards. Ce qui nous paraissait chez l'historien tableau trop abstrait, peinture exagérée, boutade chagrine, s'est vivifié, réalisé, justifié. Pour peindre le passé éclairé par le présent, ce ne sont pas les couleurs qui manquent : le peintre seul fait défaut. Est-il permis du moins de l'entrevoir? A défaut de Corneille, avons-nous un Rotrou? Non, nous n'avons que des Jodelle. Je jette les yeux sur les derniers produits de la scène, et là j'aperçois, comme un point, parmi tant de chefs-d'œuvre qu'une semaine apporte et enlève, une pièce intitulée *la Chute de Séjan*. Je doute que l'ame ignoble du ministre de Tibère puisse devenir aisément la matière d'un drame. Il est peu probable que le talent s'aventurerait à tirer une tragédie de cette fange. Cependant, l'aventure tentée, l'étude approfondie des révolutions pourrait fournir plus d'un trait profond et accusé. A défaut de *Jules César* et de *Richard III*, il n'était pas exorbitant, d'après les données, d'espérer une forte étude dans le goût du *Tibère* de Marie-Joseph Chénier. Au lieu de cela, qu'avons-nous? Une tragédie tatouée, peinte de toutes les couleurs, où *Marion* heurte *Andromaque*, où le Charles-Quint d'*Hernani* apprend la politique et la philosophie au Séjan de Juvénal, la fantaisie faussant l'histoire, Triboulet commentant Tacite.

O comédie, comédie qui nous presses et qui nous enveloppes, ô comédie,

où n'es-tu point?... Nous l'avons déjà dit, au théâtre de la République! *Ligue des Amans*, *Passe-temps de Duchesse*, vieilles pièces, dites-vous en regardant l'affiche, pièces contemporaines du *Vert-Galant* de Dancour, ou tout au moins du *Manteau* de ce bon Andrieux? Mais non : approchez un peu, et voyez! Quoi?... de jeunes noms? C'est singulier, un *passe-temps de duchesse!* Comme s'il y avait encore des passe-temps et encore des duchesses, du moins à mettre en scène! Voilà un art bien orgueilleux et qui tient fort à honneur de se détacher de la réalité. Quand nos aïeux voyaient sur l'affiche ces mots : *Précieuses*, *Femmes savantes*, *Tartufe*, ils savaient ce que cela voulait dire. Voyons pourtant. Ces vieux titres cachent peut-être de piquantes nouveautés. Voici bien une autre affaire!... Géronte, Scapin, Zerbinette, Valère, Harpagon, *la Gageure imprévue*, *l'École des Maris*, le *Caprice*, Marivaux, Molière, Musset, ce que nous connaissions depuis deux siècles, depuis un siècle, depuis un an, les voici tous, héros et pièces; les voici, hélas! moins l'originalité profonde ou piquante! Nous nous adressons ici sérieusement à la génération dont les auteurs de ces pastiches ont le tort d'exprimer trop fidèlement les instincts. Elle imite, elle ne fait qu'imiter, cela n'est un secret ni pour elle ni pour personne. Qu'elle apprenne donc de ses propres maîtres comment l'imitation peut devenir féconde. Voyons, messieurs, qu'est-ce que Plaute et Rabelais pour Molière? Des instrumens d'optique dont peut s'aider avec avantage la vue la plus sûre et la plus perçante, une méthode d'observation en actes et en exemples. Les emprunts parfois sont plus directs, je le sais; mais alors il s'agit de types qui restent et non de travers qui changent. Appartient-il à Plaute ou à Molière, à Rome ou à la France, au paganisme ou au christianisme, l'avare, cet avare éternel qui n'a ni religion, ni patrie, ni famille, qui traverse toutes les civilisations sans en être entamé, aussi incorruptible au temps que l'or qu'il entasse? Quelle ombre de réminiscence intercepte le rayon direct à ce microscope d'une ténuité merveilleuse que Marivaux promène sur son temps, avec tant d'agrément, de finesse et presque toujours de sûreté? M. Alfred de Musset a trempé son talent dans plus d'une source; la jeune école, qui a bien ses raisons pour cela, ne se lasse pas de le répéter. Que Byron, Shakspeare, Hoffmann, aient en effet contribué à creuser sur le front de la muse du jeune poète d'*un Spectacle dans un fauteuil* le pli de la mélancolie, à jeter dans sa mobile humeur la fantaisie étincelante, à déposer sur ses lèvres le sourire mêlé de tristesse qui provoque tant de sympathie, cela peut être, et M. de Musset lui-même n'aurait aucun intérêt à le contester; mais que les jeunes adeptes, si prompts à passer, par le temps qui court, de l'admiration au plagiat, veuillent y regarder de plus près: ils se convaincront que ce poète, si long-temps méconnu par les gens qu'on nomme sérieux et par les prétendus amis de la tradition, est un vrai compatriote de Regnier et de Voltaire, et de plus un contemporain, qui ne cesse pas d'être lui-même; jugement libre, même au milieu des aspirations éthérées et des rêves bizarres dont il s'empreint ou qu'il imagine; esprit aimable, leste, malicieux, rieur, comme un véritable enfant du XVIIIe siècle, et pensif comme un enfant du XIXe; poète qui unit dans un mélange singulier et embarrassant au premier abord le fou caprice à la passion sincère, la raillerie douce ou l'ironie plus pénétrante à l'idéal. Que la jeune littérature ne mette donc pas ses emprunts à l'abri d'une individualité déjà si nette et si distincte; qu'elle n'attribue pas da-

vantage notre sévérité à un parti-pris contre les jeunes gloires : l'hommage que nous rendons avec tant de plaisir à son poète aimé déjouerait un tel sophisme d'amour-propre. Nous ne cherchons que ce qui est vrai, nous n'aspirons qu'aux œuvres sincères, et c'est au nom de ce sentiment que nous lui déclarons qu'il est bien temps d'en finir avec le pastiche. La critique est ici parfaitement à l'aise; elle n'a point à craindre de décourager le talent par des rigueurs prématurées. L'art même imparfait, l'inspiration même débile, ont des susceptibilités d'imagination, des délicatesses qu'il convient de ne pas froisser à l'excès, qu'il est bien de respecter au moins dans leur source; mais le pastiche, dans ses adroites combinaisons, dans ses feintes habiles, dans ses calculs compassés, me paraît avoir bien plutôt l'esprit rassis et l'imperturbable sang-froid du joueur. Pourquoi craindre de blesser des vanités et des intérêts? Si le pastiche n'est par hasard pour quelques-uns que le début, le tâtonnement de l'inexpérience, ceux-là n'ont-ils pas tout à gagner à ce que des voix amies leur répètent qu'ils ne profiteront guère à consulter une sibylle épuisée qui ne répond que par des hémistiches brisés et des centons de collége, et qu'en fardant à outrance de leurs mains de vingt-cinq ans une vieille coquette qui eut jadis de l'esprit, de la grace et de la beauté, ils ne lui rendront pas sa jeunesse et ses fraîches couleurs? L'érudition a sa place sérieuse, aimable parfois, mais à l'Académie des Inscriptions. N'y aurait-il pas une manière moins détournée d'y poser sa candidature? Autrement, qu'on ne s'y méprenne pas. En visant au rôle de Sophocle, on manquerait même celui de Brumoy.

Est-ce au second Théâtre-Français, est-ce au Théâtre-Historique, est-ce sur les principales scènes du boulevard, que nous rencontrerons cette comédie vierge, si pleine de secrets non soupçonnés, qui, dans la solitude où elle se morfond, n'attend qu'un fiancé digne d'elle? Il serait, disons-le *à priori*, permis d'en douter. En matière de théâtres non plus qu'en matière de journaux, multiplicité n'est pas synonyme de fécondité. S'il en était autrement, l'art et la politique n'auraient jamais été dans un état plus prospère. Nous avons vu se multiplier les feuilles quotidiennes; une idée de plus s'est-elle fait jour? La quantité des scènes depuis Corneille et Molière s'est démesurément accrue : en est-il sorti une œuvre de quelque valeur? Deux ou trois petites questions se présentent ici, et le moment est peut-être venu de les poser aux législateur. La multiplicité des théâtres est-elle un fait naturel ou factice? Si elle est un fait naturel, comment se fait-il qu'elle soit improductive sous le double rapport de l'art et du revenu? Si elle est un fait factice, dès-lors stérile, pourquoi s'obstiner à le perpétuer? Toute argumentation languit auprès des réponses trop péremptoires du budget. Certains théâtres ont trouvé une singulière façon d'établir l'équilibre; ils compensent le passif financier fort surchargé par un actif littéraire qui est à peu près nul. Saurait-on mieux s'y prendre pour donner des armes contre soi aux adversaires du régime protectionniste appliqué aux choses de l'art? Que répondre, en vérité, quand on vient vous dire : Le même fait qui appauvrit le budget appauvrit la scène? On établit une concurrence qui nuit aux théâtres existans par eux-mêmes sans rendre viables ceux qu'on institue et qu'on soutient arbitrairement. On place follement au pied des deux ou trois arbres survivans qui pourraient être vigoureux des plantes parasites qui leur soutirent une partie de leur sève sans devenir elles-mêmes pour cela ni plus

fortes ni plus saines. On tue l'émulation; on entretient l'incurie, la négligence; on détruit dans le contrôle qui accueille ou repousse les pièces cette sévérité éclairée qui seule maintient le niveau. Sous prétexte d'encourager, on énerve. Loin que rien y gagne, si ce n'est la médiocrité, tout y perd, la richesse publique et le talent. A ces considérations fort graves je crois qu'on pourrait en ajouter d'autres qu'on a le tort de trop négliger. Ne soyons pas dupes de ces mots brillans et sonores : *Encourager l'art*. Il n'y a pas de plus beau texte ni de plus populaire. Frappez à tort et à travers sur cette cymbale retentissante, et vous serez sûr d'attirer la foule et de provoquer les plus bruyans bravos. Ouvrez la bouche timidement pour présenter vos humbles observations, vous serez traité d'iconoclaste. Cependant il serait bien temps d'envisager sérieusement et en face ces mots dont tant de gens abusent et qui abusent tant de gens. Ici, comme en d'autres sujets, il se pourrait bien que les ennemis fussent surtout les faux amis et que le langage de la flatterie impliquât au fond plus de mépris que d'estime. D'abord n'est-ce pas traiter l'art un peu légèrement que de réclamer pour lui une tutelle? Est-il donc tellement enfant, qu'il ait besoin de lisières? est-il si faible, qu'il ne puisse faire un pas sans s'appuyer sur les béquilles que vous lui présentez? Ou bien est-ce le public qui est si sot et si peu expert en ce qui concerne ses plaisirs, qu'il faille les lui offrir officieusement, que dis-je? officiellement les lui imposer? En ce dernier cas, prenez-y garde. Comme on ne s'amuse pas par ordre, comme il est bien possible de forcer les gens à payer une fois sous forme d'impôt pour la danse, pour le chant et pour le spectacle, qu'ils n'aiment pas, mais non de les obliger à payer une seconde fois pour aller s'y ennuyer, il arrivera que l'art que vous vouliez encourager se mettra à tâter les dispositions, à flatter les penchans, à courtiser les instincts de la foule, — à moins qu'il ne préfère rester pur, mais solitaire. Dans la première hypothèse, vous pouvez peut-être combler votre déficit pécuniaire, mais vous créez un déficit moral que rien ne comblera; vous avez de vos mains élevé une école d'immoralité, de scandale; dans la seconde, vous avez beaucoup dépensé pour ne rien faire, et encore nous nous servons à tort de cette expression adoucie. « Tout oisif, a dit Rousseau, est un citoyen dangereux. » La maxime est bien plus vraie appliquée aux choses qu'aux hommes. Ce qui ne sert à rien fait du mal. C'est souvent une bien cruelle sympathie que celle qui encourage les artistes à se multiplier, cruelle pour eux, cruelle pour le public. La véritable humanité n'est pas plus ici avec les déclamations de la philanthropie que le véritable intérêt de l'art avec le fastueux étalage des prétendus Mécènes littéraires. On a encouragé l'éclosion artificielle d'une foule de médiocrités : qu'arrive-t-il? Ces médiocrités qu'eût rebutées le premier obstacle, si on les eût abandonnées à elles-mêmes, pressées par le besoin auquel les réduit le manque du succès qu'on avait oublié de garantir, s'adressent à l'état : peut-on les blâmer? se plaignent si on ne fait rien pour elles, se plaignent encore si on fait trop peu, accusent la main qui a aidé à les conduire là, et en conscience peut-on dire qu'elles aient tout-à-fait tort? L'encouragement factice, et, par la force même des choses, insuffisant, a produit son fruit naturel, le découragement; le travail superflu a amené la mendicité. De là des souffrances réelles et incessantes : souffrances d'amour-propre, souffrances de misère; de là la grande armée du paupérisme et du méconten-

tement augmentée des nouvelles recrues que lui envoient chaque jour l'orgueil irrité et la faim non satisfaite. Nous avions donc raison de le dire : la question n'est pas seulement littéraire, elle est sociale; elle est du ressort de la législation non moins que de la critique; elle touche à toutes les sortes d'intérêts, et nous avons dû y insister quelque peu.

Le second Théâtre-Français s'adresse à un auditoire jeune et passionné, si passionné qu'il ne s'est pas contenté de goûter dans *Lucrèce* une œuvre recommandable, mais qu'il l'a applaudie à outrance comme un chef-d'œuvre. Pourtant, si ce n'est pour l'infériorité ordinaire des produits, nous ne voyons pas en quoi la seconde scène française diffère de la première. Sur une rive comme sur l'autre, nous rencontrons force jeunes preux qui ont conçu le projet singulièrement héroïque de monter à l'assaut du passé et d'entrer en vainqueurs dans des places prises : braves gens qui, pour s'attacher au char du triomphe, se mettent en tête qu'ils sont les triomphateurs; honnêtes antiquaires qui, n'étant pas, tant s'en faut! des Champollion, se donnent volontiers pour des Sésostris! Est-ce par hasard dans *la Jeunesse du Cid* qu'il faut saluer l'ère nouvelle de la comédie et du drame? Mais ce n'est encore là qu'une traduction médiocre, qui s'évertue assez gauchement à simuler la fantaisie? Est-ce dans *le Trembleur*, petite pièce qui ne semble avoir été écrite que pour encadrer quelques épigrammes superficielles à l'adresse des alarmistes politiques? Vraiment, ce serait prendre bien au sérieux un rien agréable! Otez à *la Farnesina* les paillettes brillantes d'un style inégal et ces lambeaux d'un lyrisme où l'esprit a trop de part pour être jamais fort émouvant, que devient la pièce? Ne fond-elle pas tout entière entre les mains de la plus indulgente critique, pour peu que celle-ci demande à la comédie autre chose que des images imprégnant un tissu sans consistance et des arabesques assez peu variées sur un fond qui se se dérobe? Au Théâtre-Historique, mieux achalandé, à vrai dire, M. Dumas règne et gouverne. Naguère on y jouait *la Jeunesse des Mousquetaires;* hier paraissait *le Chevalier d'Harmental;* aujourd'hui nous avons *la Guerre des Femmes*. Les titres changent, la pièce est toujours la même. Quelle idée c'est donner à des spectateurs français de la tradition, de l'histoire de leur pays, qui fait la meilleure partie du vrai patriotisme, quelle peinture c'est leur tracer du génie et de la politique de Richelieu que de l'exposer pour ainsi dire au mépris populaire dans une courte et odieuse apparition! Dans *d'Harmental,* dans *la Guerre des Femmes*, même insistance sur les côtés misérables, même absence de noblesse, même trait superficiel, même oubli, au point de vue moral comme au point de vue historique, de tous ces sentimens élevés toujours si sûrs de rencontrer la sympathie des hommes assemblés. Nous accueillerions avec grande joie l'espoir d'une conversion. Malheureusement il est avéré que M. Dumas vise de moins en moins à l'enseignement. Aucun de ceux qu'il amuse ne doute que le triomphe d'aucune idée ne vient troubler ou préoccuper ses veilles, et il y aurait, même à ses yeux, de la naïveté à le supposer. Le nouveau collaborateur de M. Dumas, le ciseau, n'est pas de nature à opérer cette transformation; il ne fera pas ce que la plume n'a pas su faire. Nous ne saurions blâmer M. Dumas. Il est certain que, pour le but qu'il se propose, il est infiniment plus expéditif de couper des chapitres dans ses romans et de les habiller en drames, sorte de toilette ou de déguisement qui ne coûte guère à un prestidigitateur aussi alerte, que de créer des œuvres

originales, à la fois populaires et hautes, portant le cachet d'une vigoureuse maturité. L'auteur du *Chevalier d'Harmental* et de *la Guerre des Femmes* reste un metteur en scène fort habile; mais il subit la fatalité de la position qu'il s'est faite. Ne pouvant se renouveler, il se répète. C'est un signe de vieillesse de ne se plaire qu'avec ses souvenirs. M. Dumas est-il donc si pressé de nous faire assister à la vieillesse d'un homme d'esprit?

Contrairement au théâtre, pendant les dernières années, le roman avait pris les devants sur la révolution qu'il a en partie préparée. Tandis que le théâtre ne se plaisait plus guère que dans les boudoirs, le roman se faisait habitant des tavernes. Peintre à sa manière de la vieille société qu'il prétendait flétrir et d'un socialisme de fantaisie, il s'est montré un des plus actifs instrumens des novateurs; on dirait qu'il s'était donné pour mission de prouver, même par le mal, que la puissance des lettres dans ce pays n'était pas encore périmée. Loin de raviver le roman socialiste, la révolution de février l'a fort assoupi. On pourrait presque dire qu'il a péri dans son triomphe. Il ne faut pas s'en étonner. Le roman humanitaire, si indépendant d'allure, si frondeur, a un maître, et quel maître, grand Dieu! un despote tantôt lui permettant tout, tantôt rempli de défiance à son égard, selon que le vent souffle au dehors. Le roman socialiste attaque en public la tyrannie du capital, mais en particulier on le soupçonne fort de courtiser ce maître impérieux, étrange tyran, en vérité, qui ne fait sentir sa tyrannie que par son absence. Il se met donc en frais de complaisance pour retenir ce cher despote, qui parle de le quitter s'il ne se modifie pas. S'il n'améliore pas sa marchandise, du moins il la change ou la dissimule. C'est ce qu'on le voit faire depuis que ces dix-huit mois ont servi de leçon aux lecteurs, naguère si accommodans. Ou il a fait volte-face, ou il s'est adouci. Il y a eu moins de romans socialistes, et ceux qui s'obstinent à l'être le sont d'une façon plus bénigne sans comparaison. Ainsi M. Sue, qui se présente d'abord, sans se démentir, s'est fort effacé. Ceux qui chercheraient *les Mystères de Paris* dans *les Péchés capitaux* seraient loin de compte. M. Sue a gardé sa prédilection pour la peinture du mal; il a établi son quartier-général au cœur même de tous les vices; il se complaît au milieu des trésors que prodiguent à sa verve enluminée l'*orgueil*, l'*avarice*, la *luxure*, etc. Quand M. Sue était entièrement laissé à ses propres instincts, sans arriver jamais à la proportion, à la mesure de l'art, ses qualités énergiques se faisaient jour du moins librement dans leur incontestable puissance. En s'abandonnant à une prédication moins directe et moins violente des idées qui lui sont chères, M. Sue a-t-il gagné quelque chose en délicatesse? Son énergie, retenue d'un côté, n'a-t-elle pas de plus en plus dégénéré en grossièreté? C'est une question que nous posons à ses lecteurs. M. Dumas, que nous rencontrons ici encore, si ce n'est par quelques péchés de jeunesse que nous croyons peu systématiques, comme *Antony*, a donné peu de gages jusqu'à présent au socialisme. Ce n'est pas qu'il ne lui soit venu en aide à certains égards. L'exaltation du bien-être matériel n'est pas, que je sache, un trait moins accusé chez l'auteur de *Monte-Cristo* que chez le peintre de Rodolphe; mais, en fait de chimères, M. Dumas, esprit d'un vol moins ambitieux, même dans ses rêves, paraît s'être arrêté jusqu'ici au magnétisme, qui lui tient lieu du phalanstère. Alexis a remplacé pour lui Fourier et Saint-Simon. Il a laissé à d'autres la psychologie, et il s'est installé dans l'histoire. Seulement, il

faut en convenir, M. Dumas, dans le roman non plus que dans le drame, n'a la main heureuse pour le choix ou l'exécution de ses personnages. Ce défaut, déjà plus d'une fois reproché à l'auteur des *Mousquetaires*, n'a jamais été si sensible que dans ses dernières publications. Le régent, Dubois, Louis XV, voilà les héros qu'il affectionne, héros de chroniques et de scandales, sur lesquels, il est vrai, l'imagination peut broder, et qui, par le manque de sérieux, conviennent merveilleusement au talent du narrateur. Certes, nous n'avons aucun goût à défendre le roi du Parc-aux-Cerfs. Que l'auteur des *Mille et un Fantômes* le montre égoïste et vil, c'est assurément son droit, bien que l'opportunité de ces peintures cent fois faites ne nous apparaisse pas fort clairement; mais est-il conforme aux lois du goût et à celles de la vérité de prêter à ce roi bien élevé un langage de la plus triste vulgarité, en même temps qu'empreint d'un certain genre d'esprit faussement naïf et prétentieusement trivial, qui date exclusivement de M. Dumas et de son école? Le rapide, le sémillant conteur survit peut-être encore dans ses derniers romans; mais, outre le contraste plus que jamais pénible de tant de légèreté et d'insouciance, d'une telle absence de conviction en face du mouvement environnant, il n'échappe à personne que cette verve si agile perd, sinon de sa souplesse, du moins de sa vigueur, que les qualités deviennent moins brillantes à mesure que les défauts deviennent plus accusés, que les caractères sont inférieurs en relief sans gagner en finesse, que le style se dépouille de jour en jour de ce qu'il avait de force et de véritable éclat pour accorder davantage au délayage, à la banalité, au clinquant. Comment en serait-il autrement? comment la forme n'accuserait-elle pas par sa décadence l'insuffisance et l'inanité du fond? Nous en sommes convaincu : ce n'est qu'en se retrempant soit dans la vérité morale, soit dans la réalité contemporaine, que le roman peut avoir quelque chance de se régénérer. Le roman a été tour à tour le calomniateur et le courtisan de ce temps; il lui resterait à en être le peintre.

A défaut de grandes compositions, qui annoncent ce retour de l'art à ses destinées véritables, on est heureux de rencontrer du moins çà et là des œuvres gracieuses, qui ne soient inspirées ni par le sophisme ni par l'industrialisme littéraire. C'est une de ces consolations malheureusement trop rares que nous donne l'auteur de *Valentine* dans *la Petite Fadette*.

Sans prétendre appliquer à l'art les classifications de la botanique, sans essayer de compter rigoureusement les *âges* du génie, comme le géologue fait pour la terre, il est aisé de distinguer nettement dans le talent de George Sand trois momens ou au moins trois faces bien tranchées. D'abord c'est l'écrivain d'imagination qui domine, c'est le poète dans le sens le plus élevé et le plus séduisant du mot. Certes, je ne nie pas qu'il y ait une pensée, une pensée de protestation déjà, dans *Indiana* et dans *Jacques;* mais l'imagination évidemment y garde le pas sur le parti pris et passe bien avant le souci sérieux de la thèse. Alors Mme Sand, avec un juste sentiment de ses forces, se donnait elle-même pour un pur romancier. Quand on l'accusait de toucher, pour les envenimer, aux grandes thèses sociales, elle n'était, disait-elle avec bonhomie, qu'un pauvre artiste : de quoi venait-on lui parler? Quand on lui reprochait d'en vouloir au mariage, elle répondait qu'elle n'en voulait qu'aux maris. Sans doute, les gens sévères se demandaient déjà, et non sans colère, on s'en souvient, si

tant de haine contre le prêtre implique une bien vive sympathie pour le culte, si ce dénigrement perpétuel et systématique du magistrat s'accorde avec une tendresse fort sincère pour l'institution, si, tout mari étant nécessairement un être féroce ou stupide, le mariage doit se tenir pour très satisfait; mais l'art, qui prédominait sur le paradoxe, couvrait, effaçait tout. Le talent merveilleux de l'écrivain avait su s'arrêter en général à ce point où le sophisme n'est plus seulement une faute contre le droit sens, mais une tache, une corruption qui se mêle à l'essence même du beau pour la ternir et l'altérer. *Lélia* seule faisait exception. Là, une philosophie effrénée s'alliait à un art souvent accompli dans les détails, mais confus dans l'ensemble et désordonné dans ses développemens. La critique fit preuve, selon nous, d'une imprévoyance fâcheuse en se montrant trop accommodante pour un si déplorable symptôme. C'est en effet à *Lélia*, non moins qu'à la funeste influence de l'auteur du livre de l'*Humanité*, que se rattache pour l'éloquent écrivain ce que nous nommions sa seconde période, cette période où ce qui n'était jusque-là chez lui que l'accessoire devient le principal, où la prétention philosophique usurpe les droits de l'art, où l'*idée*, comme on dit, non pas l'idée simple, vraie, morale, éternelle, dont les titres sont imprescriptibles, mais l'idée paradoxale, dissolvante, systématique, illuminée, passagère, manquant à la fois de calme et de mesure, envahit tout et finit par corrompre et par égarer l'imagination de l'artiste au lieu de la nourrir et de la maîtriser. C'est le temps des romans socialistes où tout personnage est un type déifié des idées nouvelles ou un type sacrifié des vieux erremens, où des ouvriers communistes, déblatérant contre les abus, un bâton à la main, le long des grandes routes, sont invariablement amoureux de marquises qui ont lu Jean-Jacques à la dérobée pour se mettre à la hauteur de leurs poursuivans; où les riches ont nécessairement tous les vices et les prolétaires toutes les vertus; où, à moins d'être né ébéniste, serrurier, menuisier, ou de se faire volontairement garçon de moulin comme Henri Lémor, il faut renoncer à toute chance d'avoir un peu de cœur et quelque talent en partage; c'est le temps des métempsycoses, des hallucinations mystiques, des visions transcendantales et translumineuses, le temps, en un mot, du *Meunier d'Angibault*, du *Compagnon du tour de France*, de *Consuelo* et de *la Comtesse de Rudolstadt*. Voilà le roman tel que le pratiquait Mme Sand avant février : plein encore d'échappées éblouissantes, presque toujours fidèle à cette grande tradition de style maintenue par l'écrivain avec une constance si digne d'éloges au milieu de ses transformations, mais discoureur sans fin et sans raison, perdu dans ses rêves, confinant plus d'une fois à l'ennui et portant au cœur un germe mortel dans l'idée fausse, dans le sentiment exagéré, dans le ton déclamatoire. Pourtant, admirez comme un véritable artiste revient toujours, ne fût-ce que par exception et par boutade, à l'art pur, à la vérité simple, à la vérité vraie! Au lendemain d'un interminable roman humanitaire, George Sand renouait la chaîne interrompue d'*André*, la tradition de ces nouvelles d'autrefois si exemptes de toutes prétentions systématiques, de toute velléité d'apostolat, et laissait échapper un de ses chefs-d'œuvre les moins contestés : *la Mare au Diable*. C'est à cette veine heureuse qu'appartient *la Petite Fadette*.

Sauf la préface, qui respire une certaine lassitude politique, sauf une étrange dédicace dont il faut se contenter de sourire, nulle trace de politique dans *la*

Petite Fadette. Nous en félicitons sincèrement Mme Sand. Autant nous croyons à l'avenir de la comédie politique, autant nous croyons peu à celui du roman métaphysique et social. De même que *la Mare au Diable* et *François Champi*, *la Petite Fadette* est tout simplement une pastorale. Comme ces fleurs qui croissent au milieu des ruines, mêlant la grace de leurs couleurs, la suavité de leurs parfums à la poussière des débris, la pastorale se plaît, on l'a dit souvent, à fleurir au milieu des révolutions. Reposer sa pensée sur ce qui reste toujours beau, toujours jeune et toujours pur, en face des misères, de la décrépitude et des bouleversemens qui affligent, courbent, agitent l'humanité, c'est à la fois pour l'art un des plus naturels instincts, et pour le témoin des temps désastreux un des plus vifs et des plus doux besoins. La pastorale offre donc à la fois l'opportunité immortelle de la nature et l'attrait piquant du contraste. Le roman de Mme Sand a, cette fois, un avantage incontestable au point de vue de l'art. Il s'adresse à toutes les classes, à toutes les opinions, et je dirai presque à tous les âges. Il ne choque ni une vérité ni un préjugé. Il est vrai de la vérité morale la moins changeante, et c'est dans la famille qu'il va chercher ses inspirations. Intéresser à l'amitié de deux enfans, de deux jumeaux, au simple amour d'une fille des champs, voilà ce qu'a su faire Mme Sand dans *la Petite Fadette*. Nous en indiquerons au moins la donnée. C'est une tradition accréditée dans quelques campagnes que l'amitié de deux jumeaux, de deux *bessons*, comme dit l'auteur, empruntant le langage des paysans du Berry, dégénère souvent en une sorte de fièvre, de langueur, de véritable maladie en un mot. Mme Sand a trouvé les nuances les plus délicates pour peindre ce sentiment pur comme l'amitié, tendre et ombrageux comme la passion, inquiet, jaloux et exigeant comme l'est l'amour à l'âge des vives impressions et des premiers attachemens. *La Petite Fadette* rappelle à plus d'un égard, et sans la plus légère trace d'affectation, la fable des *Deux Pigeons*. De même que dans l'apologue charmant où deux pigeons *s'aiment d'amour tendre*, ce qui n'empêche pas l'un d'eux de *s'ennuyer au logis* (conciliez cela!), il se trouve, après un certain temps, que l'un des deux *bessons* a moins que l'autre besoin de son frère, et ne pense pas toujours comme lui que l'absence *soit le plus grand des maux* : tant il est vrai que c'est la loi de nature, entre pigeons et enfans, entre frères et sœurs, entre amans et maîtresses, que, dans cet échange d'affection et de tendresse où il semblerait que tout dût être égal, l'un donne plus que l'autre de sa vie et de son cœur! Pour attrister, irriter le cœur malade du pauvre Sylvain, Mme Sand place entre lui et son frère Landry un tiers, un tiers bien redoutable pour les amitiés fraternelles, l'amour. Cet amour, celle qui d'abord le ressent et qui bientôt l'inspire, c'est la fille de la vieille sorcière du lieu, de la *fadette* du pays, une enfant n'ayant d'abord ni la beauté qui doit, avec l'âge, s'ajouter à sa grace, ni la fortune qui viendra plus tard, une enfant partout moquée, haïe, persécutée pour sa famille, pour son humeur fantasque, pour sa malice, pour sa laideur et pour sa misère. Personne comme Mme Sand n'a peint l'enfance. Je ne crains pas de dire que la plume qui a tracé les jeunes et pures amours de la petite Consuelo et d'Anzoleto adolescent n'avait rien fait encore en ce genre qui égalât ces figures, si poétiques dans leur simplicité, Sylvain, Landry, Fanchon Fadette; j'y ajouterai le petit *Sauteriot*, ce frère malingre de l'héroïne. L'écueil de ce genre de tableaux, c'est, on le sait, l'exagération fade, la niaiserie prétentieuse. Mme Sand

a su se tenir à ce point où la vérité et l'art se rencontrent : elle n'a pas transformé la réalité, on dirait même, tant son tableau est naturel, qu'elle ne l'a pas idéalisée; mais elle a choisi, trié chaque trait d'une main sûre et délicate. Rien de plus poétique que les scènes si franchement et si simplement passionnées pendant la fête du village, ou, à la nuit tombante, dans les prés, ou à l'ombre des retraites enchantées, entre ces deux enfans qui ignorent leur propre secret. Avec une exaltation naïve et rêveuse inconnue avant le sentiment chrétien, avec une retenue de sens qui ne se rencontre pas toujours dans les peintures de Mme Sand, la petite Fadette et ses innocentes amours rappellent, par la grace des descriptions et par la fraîcheur du coloris, la naïve, la savante pastorale de *Daphnis et Chloé*. Il y a dans ce récit d'un paysan du Berry un tour vieilli et charmant qui remet en mémoire, sans nul effort, le naïf français d'Amyot venant s'ajouter à l'art habile de Longus.

En achevant ce charmant récit, on est amené presque inévitablement à reconnaître que cette veine, trop rarement exploitée par l'auteur de *Mauprat*, n'est pas seulement la plus pure de son talent, qu'elle serait aussi, pour lui, la seule sûre désormais. Mme Sand devrait y songer. Ses romans prétendus philosophiques, sur lesquels sans doute elle faisait le plus de fonds, sont déjà oubliés; ils n'ont pas cinq ans, et ils sont déjà plus vieux que l'*Histoire des deux Indes*. Pour nous, quand nous lisons des écrits comme *la Mare au Diable*, nous ne pouvons nous défendre d'une triste réflexion sur les faux jugemens que le talent porte de lui-même. Si un rayon de vérité pouvait encore pénétrer dans la nuit que Mme Sand a faite volontairement autour d'elle; si on n'était sûr à l'avance qu'il y aura toujours des voix empressées, qui ont toutes chances d'être écoutées, pour traiter avec gravité et respect ses plus tristes écarts et pour pousser sans cesse à les renouveler un esprit qu'elles cherchent avec trop de succès à accaparer, la tentation ne serait-elle pas bien vive de lui dire : Laissez là, ne reprenez du moins que par exception le roman à grandes passions, à grandes aventures; laissez là surtout le paradoxe d'emprunt, le sophisme de seconde main, non pour leur erreur, non pour leur péril, mais pour le tort qu'ils font chez vous à l'art, cette vocation, la seule vraie, de votre génie. L'imagination et le cœur, dit-on, ne vieillissent pas. Pourtant, êtes-vous bien sûre de trouver toujours sur votre palette les couleurs brûlantes d'autrefois? La clarté fausse à laquelle vous marchez conservera-t-elle toujours le pouvoir d'animer votre poésie, le don d'échauffer votre verve? Croyez-nous donc, ô artiste, que la vérité inspire mille fois mieux que le mensonge : ne plaidez plus, contez! Contez, et on ne se lassera pas de vous entendre. Contez, et la nature et l'observation, qui ne s'épuisent pas comme des idées d'un jour, qui ne s'effacent pas comme des systèmes de fantaisie, vous inspireront des œuvres durables comme la source à laquelle les vrais poètes les empruntent. C'est pure duperie à vous que de confier l'art au triste esquif qui porte la fortune des modernes théories. Allez, on lira encore *André* quand, depuis long-temps, *l'Humanité* de M. Leroux ne sera plus feuilletée que par quelques rares érudits qui se résoudront à écrire gravement l'histoire de nos folies. Nous ne vous demandons qu'une chose, et qui, pour vous, n'a rien d'injurieux : restez ce que Dieu vous a fait. — Mais cela est-il encore possible?

Dans ce champ de la vérité morale, de l'observation des passions et des ca-

ractères, on est toujours sûr de rencontrer M. Jules Sandeau. On s'accorde à rendre cette justice à l'auteur de *Marianna* : en décrivant avec une liberté absolue le jeu puissant, les ressorts énergiques de la passion, il a toujours su cacher, et cela sans la moindre apparence de pédantisme, la leçon sous le récit. Le talent de M. Sandeau a, si l'on peut dire ainsi, deux cordes toujours également prêtes à résonner sous ses doigts : l'une est le cœur humain dans ses replis profonds et dans ses mouvemens impétueux, l'autre est cette observation fine et douce dont *le Docteur Herbeau* est un délicat modèle. Ce n'est pas au drame sérieux, c'est bien plutôt à cette comédie souriante qu'appartient *la Chasse au Roman*. Le roman! qui ne l'a poursuivi une fois au moins dans sa vie? Quelle jeunesse ne s'y est laissé prendre, que dis-je? ne l'a appelé de tous ses vœux, sauf à en revenir les mains écorchées et le cœur saignant? C'est cette poursuite acharnée de l'aventure, de l'épisode passionné, que M. Sandeau a voulu peindre dans l'aimable récit qu'il nous donne. Ses personnages sont tracés d'une main ferme, élégante, et Valentin, son héros, est un type qui ne manque pas d'agrément. Toutefois nous pensons que M. Jules Sandeau aurait pu, sans faillir à son but, sans manquer à l'intention critique qui le guidait, prêter à ce jeune homme un peu moins de facilité à être dupe et un degré un peu plus élevé de poésie. L'auteur de *Fernand* est assez riche pour ne pas craindre de se mettre en frais à cet égard. Ce qui fait le charme de ce récit, écrit avec le soin qui distingue tout ce qui sort de la plume de M. Sandeau, c'est que l'auteur de *la Chasse au Roman* traite avec indulgence, et même avec une sorte de complaisance très aisée à concevoir, ces rêves que sa raison condamne. Il ne rit pas de ces maladies de l'imagination, il se contente d'en sourire. Il y a une grande injustice à accuser M. Sandeau de bafouer l'illusion. Sa morale n'a pas tant de sécheresse, et celui qui l'enseigne ne craint pas d'avouer à quel prix il a acquis le droit de donner des conseils; la façon enjouée dont il les présente est une preuve de plus de sa sincérité. Moitié moqueur, moitié complice, il peint des erreurs qu'il pardonne, et son imagination se charme encore de ce que sa prévoyance doit blâmer. Si l'auteur de *la Chasse au Roman* n'a plus vingt ans, on sent qu'il les a eus, et que lui-même s'en souvient. Rien n'est mieux fait que le souvenir mélancolique de l'illusion pour tempérer l'ironie de l'âge mûr.

Les *Mémoires d'un Notaire* offrent peu de rapports avec ces romans dont la donnée est si simple; ils nous ramènent à ces œuvres fortement intriguées où dominent le mouvement et l'action. L'auteur, M. A. de Pontmartin, prétend, dans ce livre, avant tout intéresser, et il y réussit. Son ouvrage, rempli d'heureux détails, mêle souvent la vigueur du récit à la grace des descriptions, à l'éclat des peintures. Toutefois le spirituel écrivain, habitué à exercer ici même les fonctions de la critique (avec quel charme et quelle sûreté, les lecteurs de la *Revue* le savent), nous pardonnera notre franchise : il faut toute la souplesse d'un talent aussi ingénieux pour dissimuler, même en partie, l'invraisemblance du fond sur lequel se détachent d'élégantes broderies. Une vengeance qui dure quatre-vingt-dix ans, de père en fils, pour punir un mari dont la femme est morte de chagrin, c'est là une bien sombre légende, une bien longue horreur. Les *Mémoires d'un Notaire* ne se recommandent pas moins par des qualités d'une rare distinction. De courtes, mais vives échappées de paysage, une pein-

ture fine et pénétrante de la société polie, un récit aussi rapide qu'attachant, rachètent ce qu'il y a d'exagéré ou de faux dans le choix du sujet. Même en se hasardant sur ces cimes escarpées du roman d'aventures, l'auteur sait encore prouver qu'il n'abandonne jamais entièrement les sentiers plus unis, les routes plus droites et plus vraies d'*Octave*, et qu'il est toujours prêt à y revenir.

Une réflexion, par laquelle nous terminerons, plane, pour nous, sur toutes ces remarques provoquées par notre situation littéraire. Il est fâcheux de le dire : les écrits que nous avons eu à louer appartiennent tous à des écrivains antérieurs à la génération la dernière venue. De celle-ci, nous n'avons pas même eu depuis long-temps à constater des promesses. Pas un roman émané d'elle qui se distingue dans la foule, pas une tentative au théâtre qui annonce un salutaire ennui de la routine. Ce qui est encore plus triste, rien qui soit, parmi le mal qui abonde, regardé en face, flétri ou raillé; on dirait que ce n'est pas l'esprit, que c'est, hélas! le cœur qui manque. Nous ne savons si Molière, à l'heure qu'il est, court les tréteaux, si Beaumarchais observe du coin de l'œil l'immortel ridicule qui survit, en y trouvant son compte, à toutes les révolutions, si l'auteur de *Gil Blas*, nous épiant dans l'ombre, prépare son roman de mœurs; mais il est assurément bien patient et bien modeste, l'artiste qui se cache pour nous observer! Peut-être sera-t-il donné à ces écrivains de l'avenir, à ces messies si vivement attendus, d'atteindre du premier coup à la virilité de l'esprit, qui, de notre temps, n'a été que le privilége de très peu d'hommes, presque tous étrangers à la littérature proprement dite. Que ce soit une décadence ou une transformation, un avril qui sourit à peine ou le plus maussade des hivers, sur cela la pensée peut hésiter; mais les devoirs de la critique nous paraissent indiqués plus nettement que jamais. C'est le cas pour elle de se montrer fidèle à son double rôle, rôle de censure et de répression par lequel elle indique les fautes à éviter et accuse les fautes commises, rôle d'initiation par lequel elle éclaire et montre du doigt aux nouveaux arrivans les routes à parcourir. Ces deux rôles impliquent eux-mêmes deux conditions à remplir : l'inflexibilité pour les œuvres sans franchise qui ne trahissent que la vanité de l'écrivain, le *paraître* et non l'*être*; la bienveillance et l'encouragement pour les œuvres où se font jour à quelque degré l'inspiration non feinte, l'indépendance de la pensée. Se réjouir conviendrait mal, on en tombera d'accord. S'affliger à l'excès conviendrait encore moins. Prêcher le découragement, quand il est partout, serait mal prendre son temps. Au milieu de tant de signes attristans, il faut se dire que c'est après tout une condition heureuse pour l'art d'être condamné, par la force même des choses et par son intérêt bien entendu, à faire un retour vers la sincérité, qui seule peut lui donner le succès. Jamais il n'a été acculé, par une démonstration plus triomphante, à cet aveu qu'il n'y a pour lui nul moyen d'arriver au beau sans d'abord revenir au vrai. L'art ne peut être seul à méconnaître, quand elles frappent tous les yeux, ses conditions vitales dans la société nouvelle. C'est ce qui nous dit encore de ne pas désespérer.

HENRI BAUDRILLART.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1849.

Les vacances de l'assemblée législative ont cessé le 1er octobre. Quoi! déjà! Ç'a été, dit-on, le mot de beaucoup de représentans; ç'a été aussi, à ce qu'on assure, le mot de beaucoup de fabricans, de commerçans et de marchands dans Paris et hors de Paris. On nous a même raconté à ce sujet une scène assez piquante. Dans la commission intérimaire, un jour de séance, les membres de la commission s'enquéraient de la tranquillité des esprits, et comme les rapports officiels n'étaient pas encore arrivés, un membre de la commission dit qu'il avait reçu une lettre du directeur de la police municipale. — Pouvez-vous nous la communiquer? — Sans doute. — Dans cette lettre, le directeur témoignait de l'ordre qui régnait dans Paris. Il attribuait ce calme salutaire à plusieurs causes, mais particulièrement à l'absence de l'assemblée. Là-dessus, quelques membres de la commission et, un d'eux surtout qui avait pris part à la rédaction de la constitution de 1848, et qui, à ce titre, croyait à l'excellence des assemblées permanentes, se fâchèrent, disant que c'était une insolence. — Non, répondit le membre auquel la lettre avait été adressée, ce n'est point une insolence, puisque la lettre est toute confidentielle, et que je ne l'ai communiquée que sur votre demande; c'est tout au plus une vérité.

Est-ce même une vérité? Non. N'en déplaise aux trembleurs, la présence de l'assemblée législative n'est point une cause d'agitation et d'inquiétude. La majorité de cette assemblée est le plus grand instrument d'ordre et de salut publics que nous ayons; mais, quoi! on craint les divisions et les schismes, si fréquens en France : on craint cette excitation que la vie parlementaire donne aux passions, aux rivalités, aux zizanies. Notre pauvre pays a tant souffert de ce qu'on appelle la liberté, qu'il craint tout; la discussion même lui semble avoir

ses dangers. Le gouvernement parlementaire n'a évidemment pas beaucoup gagné à la dernière révolution.

Et pourtant que veulent ces esprits que la peur rendrait au besoin si décisifs et si hardis? Ne voient-ils pas que le gouvernement parlementaire, soit sous une forme, soit sous une autre, est le seul possible? Ne voient-ils pas qu'il est impossible de détruire en France une habitude de trente ans? Ne comprennent-ils pas que la monarchie pure et simple n'est pas un expédient efficace ni surtout un dénoûment définitif? La grande affaire aujourd'hui n'est pas de savoir comment le gouvernement républicain mourra, au profit de quelle dynastie, si les dynasties s'entendent ou ne s'entendent pas, s'il y a une alliance entre les deux branches de la maison de Bourbon : questions fort oiseuses en ce moment, supposé même qu'elles ne soient pas dangereuses! La question, selon nous, n'est pas de savoir comment le gouvernement républicain mourra, mais comment il vivra, et nous posons d'autant plus hardiment la question sur le genre de vie de la république, et non sur son genre de mort, que nous ne sommes pas suspects d'avoir aucun enthousiasme pour l'enfantement du 24 février.

En posant ainsi la question, nous croyons répondre à la véritable pensée publique; oui, la pensée publique comprend chaque jour davantage que la république ne peut pas vivre dans les conditions qui lui ont été faites. La machine semble avoir été fabriquée pour produire des révolutions, non pour produire un gouvernement régulier; elle n'est propre qu'aux mouvemens brusques et soudains. C'est un grand ressort pour le hasard. Ces vérités-là commencent à se faire jour. Il y a quelques mois encore, tout ce qui tenait à l'organisation électorale du pays semblait quelque chose de sacré. Toucher au scrutin de liste, c'était un attentat. Aujourd'hui, les temps de la superstition sont passés; on discute les reliques. Une circulaire excellente du ministre de l'intérieur appelle les conseils municipaux des villes de plus de vingt mille ames à délibérer sur l'organisation des élections municipales. Le ministre demande si, avec le scrutin de liste, « la représentation n'est pas restée défectueuse, en ce sens que, par l'effet du mode d'élection qui y est appliqué, tous les intérêts, toutes les professions et tous les citoyens n'ont pas été représentés, et par conséquent défendus dans la question des affaires communales. » Puis le ministre ajoute avec un grand sens, selon nous : « Ces questions méritent d'autant plus d'attention que le suffrage universel a remplacé les électeurs censitaires, et que, dans les villes de vingt mille ames, les plus fort imposés ne sont pas appelés à participer au vote du conseil municipal en cas d'impôts extraordinaires. »

Pour être indiqués avec un point d'interrogation, les défauts du scrutin de liste n'en sont pas moins signalés avec beaucoup de justesse dans la circulaire du ministre de l'intérieur. Non, dans les élections municipales le scrutin de liste ne donne aucune garantie à la diversité des intérêts et des professions. Le scrutin de liste éloigne l'électeur de l'élu, en ce sens que sur la liste chaque électeur trouve à peine un nom qu'il aime et qu'il connaît. Tous les autres lui sont inconnus. Le scrutin de liste est un mode d'élection tout politique, et d'une politique révolutionnaire. La liste qui l'emporte met aux affaires des hommes qui sont tous de la même opinion, si bien qu'avec ce genre de scrutin le mélange et le tempérament des opinions sont impossibles. On était tombé

d'un côté, on tombe de l'autre, et c'est ainsi que l'équilibre s'établit aux yeux de l'histoire, mais avec grand dommage pour les contemporains, qui ne se guérissent d'une contusion à gauche qu'en se faisant une contusion à droite. Ces inconvéniens du scrutin de liste, grands dans les élections municipales, ne sont pas moins grands, tout le monde le comprend, dans les élections politiques. Le gouvernement ne peut avoir aucun esprit de suite, ni surtout aucun esprit de modération. Aujourd'hui rouge, parce que la liste rouge l'a emporté; demain blanc, parce que la liste blanche a prévalu. Passe encore si de cette façon vous aviez la véritable opinion du pays; malheureusement vous n'avez que l'opinion d'une majorité formée à l'aide d'arrangemens arbitraires. Pourquoi, en effet, groupez-vous les opinions du département et non pas celles d'un ressort judiciaire ou d'une division militaire? Pourquoi même ne groupez-vous pas les opinions de tout le territoire? Il y aurait deux listes de 750 noms : les électeurs prendraient l'une ou l'autre. Ce procédé électoral correspondrait mieux au principe du scrutin de liste. Le principe du scrutin de liste, en effet, n'est pas d'avoir l'opinion de chaque électeur, mais l'opinion de tous. Les lois électorales qui s'inquiètent d'avoir la véritable opinion de chaque électeur et qui veulent ménager la liberté des consciences individuelles vont chercher l'électeur chez lui, dans son arrondissement, dans sa commune, dans sa section; elles ne lui donnent qu'un candidat à choisir, de sorte que l'électeur sait ce qu'il fait et ne nomme que celui qu'il connaît. Les gouvernemens au contraire qui n'ont qu'une chambre unique, qui craignent en tout l'équilibre et le tempérament, qui aiment à aller par sauts et par bonds au lieu de marcher régulièrement, ces gouvernemens-là ne vont pas chercher dans chaque localité les opinions diverses pour les tempérer l'une par l'autre; ils forcent les électeurs à faire un choix absolu et aveugle. Ils excluent, de dessein prémédité, les opinions et les partis modérés, et, comme le remarque avec raison la circulaire ministérielle, ces scrutins cassans et tranchans sont mille fois plus dangereux avec le suffrage universel qu'avec le suffrage censitaire. Avec le suffrage censitaire, il y avait entre l'électeur et l'élu une relation directe; l'électeur connaissait ou pouvait connaître personnellement les candidats; le suffrage universel rend cette connaissance impossible. Pour employer ici une expression de commerce, on vote sur échantillon.

La question du scrutin de liste contient inévitablement la question du suffrage universel. Cette question, au surplus, du suffrage universel commence à être discutée librement. La république peut-elle continuer à vivre avec le suffrage universel? Tel est le doute qui s'élève dans les esprits. Le suffrage universel peut être bon pour fonder un gouvernement, surtout dans un pays qui ne croit qu'à la légitimité du nombre ou de la force, et qui ne croit plus ni à la raison ni à la tradition. Le suffrage universel est un principe; ce n'est pas une institution; il est né pour toujours faire quelque chose, et par conséquent pour défaire tout ce qui le précède. Et ne croyez pas qu'il se respecte lui-même; ne croyez pas que le suffrage universel de 1852 respecte le suffrage universel de 1848 ou de 1849. Si le suffrage universel tenait compte d'autre chose que de sa volonté de la minute, il se suiciderait. Le suffrage universel crée sans cesse et détruit sans cesse. C'est sa nature et sa manie de toujours créer, et par conséquent il faut qu'il détruise. Il a créé la république et la présidence de

1848, et il détruira, soyez-en sûr, la république et la présidence, si au lieu de le renfermer dans sa nature et dans sa force, c'est-à-dire de le fixer et de le consolider comme un principe, on continue à en faire une institution, un procédé d'organisation politique. Changer un principe en procédé, erreur des gouvernemens théoriques, qui veulent toujours mettre en avant leur raison d'existence, et qui passent leur vie à toujours naître; changer un procédé en principe, erreur des gouvernemens de fait, qui ne croient pas aux causes et ne croient qu'aux occasions.

Quand nous parlons ainsi, nous parlons du suffrage universel comme d'un principe abstrait; nous ne considérons pas le milieu dans lequel ce principe se développe. Ce principe, en effet, pourrait ne pas avoir le genre d'activité que nous lui attribuons; il pourrait être propre à faire vivre les gouvernemens, comme il est propre à les faire naître, qu'il pourrait toutefois être mauvais, à cause de l'état de la société. Nous ne sommes pas de l'école qui croit à la légitimité du suffrage universel : nous sommes de l'école qui ne reconnaît de droit que là où il y a la capacité de l'exercer; mais, à côté et au-dessus de cette question de légitimité, il y a la question d'à-propos et de convenance. Dans un pays calme, où il y aurait des habitudes d'ordre et de régularité, où la vie patriarcale serait en honneur, où les traditions seraient puissantes et respectées, dans un pays pareil, le suffrage universel serait de mise sans inconvénient, et nous ne chercherions pas si le suffrage universel est légitime là où nous le trouverions utile et honnête. Est-ce là l'état de notre pays? Chaque représentant revient de sa province; il a vu, il a entendu. Que pense-t-il de l'état des esprits? Le respect de la religion, du pouvoir, de la famille, de la propriété, est-il, oui ou non, en progrès? Le socialisme est-il en décadence et en discrédit? Il a peut-être quitté les faubourgs de nos villes manufacturières, ou du moins il n'y a plus le même ascendant; mais il se répand dans les campagnes. Voyez les placards, les affiches, les prophéties qui infestent les provinces. A Vouziers, le partage des terres est affiché. Quarante et quelques ares de terre labourable, quatre ares de vignes, huit ares de pré, voilà la part de chaque citoyen; nous ne savons pas si c'est la part des citoyens de la commune de Vouziers, ou s'il en doit être ainsi pour toute la France. Ailleurs, le socialisme se fait chansonnier, et c'est à l'aide des chansons que la colère et l'envie se répandent dans les classes laborieuses. Le pain en ce moment est bon marché, et c'est une grande grace du ciel. Cela n'empêche pas de faire et de chanter *la chanson de la Faim* :

La faim arrive au village,
Dans la ville, par les faubourgs;
Allez donc barrer le passage
Avec le bruit de vos tambours!
Malgré la poudre et la mitraille,
Elle traverse à vol d'oiseau,
Et, sur la plus haute muraille,
Elle plante son noir drapeau.

La question du travail n'est pas moins envenimée que la question du prix du pain. Écoutez le couplet du *Chant des Ouvriers* :

Quel fruit tirons-nous des labeurs
Qui courbent nos maigres échines?
Où vont les flots de nos sueurs?
Nous ne sommes que des machines.
Nos babels montent jusqu'au ciel,
La terre nous doit ses merveilles :
Dès qu'elles ont fini le miel,
Le maître chasse les abeilles.

Et ne dites pas que les chansons que nous venons de citer n'ont pas l'allure populaire, qu'elles sont prétentieuses et déclamatoires, que vous ne retrouvez pas là les flon flon de carrefour. La haine et l'envie font tout passer. Qu'importe que les mots ne se comprennent pas tous? Dans les temps de guerre sociale, dans les pays en proie au sophisme, avec des natures aisément accessibles à l'envie, l'oracle n'a pas besoin d'être clair; il suffit qu'il réponde à la passion qui le consulte.

Maintenant, pour résister à tant de pernicieux efforts, que font les classes qui sont attaquées? que fait la bourgeoisie? que fait la noblesse? Nous nous servons à dessein de ces mots hors d'usage, parce qu'ils correspondent à deux grands partis dans la société. Nous ne parlons pas ici de ceux qui font chanter dans leurs salons toutes ces belles chansons populaires, et qui jouent avec le cordon qui les étranglera. Ceux-là seront fort étonnés quand, au cinquième acte de la tragédie qu'ils se font représenter si gaiement, on viendra leur signifier qu'on a besoin d'eux pour le dénoûment, c'est-à-dire pour l'immolation de la victime. Ceux qui n'ont pas ces fantaisies d'artiste, que font-ils? Ils se disputent, ils se discréditent mutuellement. Le bourgeois n'a rien perdu de ses rancunes contre l'ancien noble; l'ancien noble ne peut pas pardonner au bourgeois son avénement de juillet.

« Savez-vous ce qui fait la force du socialisme dans la Haute-Loire? dit fort bien le journal du département. — Vous-mêmes, vous, rien que vous, propriétaires, petits et grands!

« C'est un spectacle rare dans l'histoire que des classes englobées dans la même proscription et se faisant la guerre quand même.

« La conduite des démagogues est bien simple, et nous n'éprouvons aucune répugnance à accorder un grossier savoir-faire à ceux qui l'ont introduite au Puy. « Se servir de la haine que les propriétaires ressentent les uns contre les « autres; user les uns par les autres, en les frottant au fil de leurs amours-« propres; en un mot, *diviser pour régner*, » voilà tout le secret.

« On dit aux légitimistes :

« Voyez M. *Flamand*. Comment s'est-il enrichi? Homme d'affaires, il a ex-« ploité la manie processive de nos campagnards. C'est en les volant, en leur « prêtant de l'argent à 12 pour 100, en les fesant passer par les fourches caudines « du tarif, qu'il est devenu assez riche pour briguer les plus hautes fonctions. « Membre du conseil général, il n'a pas abdiqué ses pratiques déshonnêtes, et « il moissonne de nouvelles richesses mal acquises. »

« Le légitimiste, flatté dans ses rancunes, écoute avec complaisance, et répète volontiers : « Il y a du bon dans ce discours-là. »

« D'autre part, les éternels fauteurs de désordre vont trouver les bourgeois et lui tiennent à peu près ce langage :

« Voyez-vous ce gros monsieur de la Croque-en-Sel? Son *de* vient on ne sait « d'où; il y en a beaucoup comme cela au Puy. Il prend des airs protecteurs « en vous saluant, et se croirait déshonoré en franchissant le seuil de votre « porte. C'est un carliste, malade d'une rage rentrée depuis la révolution de « 1830, qui lui a enlevé sa place et qui vous a donné la vôtre. Il préférerait la « république au régime constitutionnel bourgeois; c'est un habit brodé qui « vous fera, si Henri V revient, monter derrière sa voiture, comme un *groom* par- « venu. Plutôt la potence et les rouges que cet affront! »

« *Bravi, bravo, brava!* crient nos bourgeois, qui répètent à leurs cliens : « Les socialistes ne parlent pas trop mal; ils ont parfois de l'esprit et sont d'ail- « leurs très bien intentionnés. »

« Si bien intentionnés, messieurs et mesdames, que, si cela continue, ils vous couperont le cou un de ces matins, et ce sera votre faute. En temps de révolution, c'est la récompense de la sottise politique. »

Les couleurs de ce tableau sont un peu crues; mais le tableau est vrai. C'est aussi à un excellent journal des départemens, *la Province*, publiée à Limoges, que nous avons emprunté nos citations de chansons. Avant la révolution de février, quand les questions étaient toutes politiques, nous allions dire toutes personnelles, la presse des départemens ne pouvait ou ne voulait pas suivre dans tous ses détails le jeu compliqué des partis parlementaires. Depuis la révolution de février, comme la question est une question sociale et que la partie se joue partout, la presse départementale a pris un grand ascendant. Elle est partout sur la brèche; partout elle fait sentinelle pour avertir la société, pour indiquer l'approche des ennemis. Que manque-t-il donc au parti modéré pour fonder la sécurité du pays? Il a partout des organes courageux et habiles; il a la majorité dans l'assemblée législative, et cette majorité a réélu pour son président l'homme qui, jusqu'ici, a le mieux su maîtriser les incartades turbulentes de la montagne. Le pouvoir exécutif n'est pas moins dévoué que le pouvoir législatif à la cause de la modération et de l'ordre. Averti du danger par les vigilantes sentinelles qu'il a partout dans les départemens, maître des lois et de leur exécution, que manque-t-il donc au parti modéré? Ne sait-il pas où est le mal? ne sait-il pas que les doctrines socialistes qui s'accréditent dans les campagnes ne sont dangereuses que parce que, dans trois ans, ces doctrines voteront sur la présidence, sur l'assemblée législative, sur la république en un mot? Séparez le vote des doctrines, le danger disparaît. En parlant ainsi, nous ne proposons pas d'abolir le suffrage universel, nous proposons seulement de le régler. Établissez, comme l'avait fait la constitution de 91, l'élection à deux degrés; faites que les électeurs primaires aient à nommer d'autres électeurs qui eux-mêmes nommeront les représentans; nous sommes sûrs alors que les électeurs primaires ne nommeront pas, dans leurs communes, les plus brouillons et les plus factieux. Comme ils nommeront ceux qu'ils connaissent, ils nommeront les honnêtes gens, et ceux-ci, à leur tour, enverront à l'assemblée des hommes honnêtes et éclairés. La réforme du suffrage universel, voilà le but auquel doit tendre l'assemblée législative; sans cela, elle n'aura été qu'une halte dans le mal.

Ce qui doit encourager le parti modéré à oser se défendre dans l'avenir, c'est l'affaiblissement et la division continue du parti socialiste. Chose singulière en effet, les doctrines font des prosélytes, et nous ne nous en étonnons pas; elles ont pour prise sur le cœur humain les sept péchés capitaux : c'est une prise éternelle; mais, si les doctrines s'étendent, le parti ne s'accroît pas : il n'a ni plus d'union ni plus de force qu'il n'en avait. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les déclarations des chefs du parti à propos du procès de Versailles. Ils annoncent qu'ils ne viendront pas prendre part aux débats de ce procès. Nous ne sommes pas surpris de cette résolution, mais nous appelons l'attention sur les deux derniers paragraphes de la déclaration. « On nous a dit que notre résolution serait calomniée, qu'on l'interpréterait à mal. Si cela vient de nos ennemis, peu nous importe; si ce sont nos amis, qu'ils réfléchissent avant de blâmer. Nous leur dirons à tous, en finissant, que, s'il leur arrive jamais d'être jetés en exil après un grand devoir accompli, leur liberté ne nous paraîtra pas un privilége, et *nous ne les accuserons pas de bonheur*. » Comme cette dernière phrase est de quelqu'un qui connaît bien la démagogie et ses instincts envieux! C'est donc de bonheur que les chefs réfugiés à Londres sont accusés par leurs compagnons d'émeute : la prison jalouse l'exil!

La déclaration de M. Ledru-Rollin n'est pas signée par M. Considérant. M. Considérant, cependant, a déclaré aussi, de son côté, qu'il ne viendrait pas se constituer prisonnier; mais il l'a déclaré avec cette manière originale et presque comique qui appartient à M. Considérant. On se souvient que, racontant la scène du Conservatoire des Arts-et-Métiers, M. Considérant disait que lui et ses amis étaient là, attendant l'émeute qui allait venir, et se demandant les uns aux autres : Ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir? Pour des conspirateurs, l'attitude était grotesque. Le contumace n'est pas moins gai que le conspirateur : il propose aux cent quarante ou cent cinquante membres de la montagne dont les noms figurent au bas de la proclamation du 12 juin, « de déposer au parquet de la république une déclaration judiciaire, en conséquence de laquelle force sera à MM. les magistrats de les joindre au procès. Quelle que soit physiquement, dit-il, la question de signature, ils ont moralement adhéré, ils adhèrent moralement encore à notre protestation, et ils ont tous communié, pour le moins en esprit, avec la manifestation, constitutionnelle à notre sens et au leur, qui l'a suivie.

« Il n'y a entre eux et nous d'autre différence que celle d'avoir échappé, nous à la prison, eux à l'accusation. Ils ont, au même titre que nous, le droit d'être accusés et de se faire condamner. Qu'ils revendiquent leur droit. On peut d'ailleurs, en faisant courir des listes de déclaration judiciaire convenablement formulées, donner à la mesure une extension magnifique..... C'est précisément la situation que je voulais créer, quand je proposais, le 11 et le 12 juin, à mes collègues, de décréter, à l'assemblée, la déchéance du pouvoir exécutif et de sa majorité, et de nous faire jeter cent cinquante ou deux cents, toute la représentation démocratique et sociale, en prison. Si nous suivons ce plan (mais il faut le bien suivre et se faire carrément arrêter), ces messieurs de la réaction se seront bientôt entre-dévorés.

« Je me résume : si l'on veut accomplir quelque chose de grand, frapper un coup décisif, rendre à la cause un service sérieux, *bien que ma mission spéciale*

soit plutôt de faire des idées et de préparer les solutions organiques, je n'y résiste pas, j'offre ma liberté. S'il ne s'agit que d'actes individuels, sans portée, sans effet général; s'il ne s'agit que d'un petit et faux calcul d'ambition, que de se grandir dans l'opinion démocratique, *comme disent ceux de mes amis qui penchent pour que j'aille à Versailles;* s'il ne s'agit que de cela, je n'en veux pas. Eh! bon Dieu! je ne refuse pas de grandir; mais j'estime que l'on ne grandit sérieusement que par des services sérieux, non par des artifices.

« Résumant en deux mots mon résumé, je dis : Ou toutes les têtes engagées du parti, ou, de ceux que l'ennemi ne tient pas, personne. »

Nous avons cité la déclaration de M. Considérant pour plusieurs raisons : et d'abord remarquons que, si la prison jalouse l'exil, voilà l'exil à son tour qui jalouse le domicile. L'instinct démocratique est partout le même. Cependant nous trouvons assez raisonnable la réflexion de M. Considérant à propos des signataires de la proclamation des Arts-et-Métiers. Ils ont tous adhéré moralement à cet acte; ils ne l'eussent probablement pas désavoué, s'il avait réussi. Quelle est donc la différence entre eux et M. Considérant? M. Considérant est à Bruxelles, quoique accusé, et ils sont à Paris, quoique accusables, moralement du moins; mais ils ont, eux et lui, voulu la même chose. Quand donc les accusables disent à M. Considérant l'accusé : Venez vous mettre en prison, venez être le martyr de la cause, cela fera bon effet pour vous et pour nous, M. Considérant répond gaiement : Venez vous-mêmes; et comme on insiste, comme ses amis veulent à toute force qu'il aille à Versailles sans y aller eux-mêmes, M. Considérant explique avec beaucoup de sérieux, ce qui n'est pas moins gai, que son rôle est *de faire des idées* et non d'être martyr. Parti héroïque où chacun veut de son ami faire un illustre martyr, mais ne se soucie pas de l'être soi-même!

La montagne était en train d'être plaisante cette quinzaine. Elle a cru en effet devoir livrer un grand combat sur la suppression du mot citoyen dans le *Moniteur*. Voici comment les choses se passaient : à la tribune, tout le monde disait *messieurs;* dans la salle des conférences, tout le monde disait *monsieur;* à la ville et à la campagne, tout le monde disait *monsieur;* dans le *Moniteur*, on disait *citoyen*. Pourquoi le *Moniteur*, si exact en toutes choses, était-il inexact en ce point? Il paraît que le salut de la république était intéressé à cette inexactitude. Cela nous a rappelé le temps où, sous la restauration, aucun député ne pouvait parler à la tribune sans avoir son habit. Le salut de la monarchie était intéressé, disait-on, au décorum du costume. Chose bizarre que chez nous le théâtre empiète toujours sur la vie réelle? Nous aimons les oripeaux et le clinquant, clinquant monarchique un jour, clinquant démagogique un autre jour. Nous ne nous étonnons pas, au surplus, que la montagne tienne tant aux effets de scène. Éprise de chimères et de souvenirs, elle court après une société factice et impossible. S'appeler *monsieur* dans le *Moniteur*, fi donc! le *Moniteur* est la scène, et sur la scène les acteurs se traitent de seigneur! Appelons-nous donc *citoyens* pour la plus grande pompe de l'opéra parlementaire; nous nous appellerons *monsieur* à la ville.

Toute ridicule qu'elle est, cette discussion a cependant son fonds sérieux. Le *citoyen* du *Moniteur* est un reste du protocole de cette république de mars et d'avril 1848, qui aurait été tout-à-fait une mascarade, si elle n'avait été en même

temps un malheur. Qui ne se souvient du décret qui réglait le costume des représentans du peuple, et qui faisait une institution politique du gilet à la Robespierre? Et les funérailles des victimes de février, où *les différens peuples du monde devaient avoir leurs représentans* (*Moniteur* du 4 mars 1848)? Et les représentations nationales du Théâtre de la République, dans les entr'actes desquelles des masses musicales devaient exécuter des airs et des chants nationaux? Et le progamme de la fête du 14 mai, avec les jeunes filles vêtues de blanc, les trophées d'outils et d'instrumens, le char de l'agriculture portant trois arbres : un chêne, un laurier, un olivier, avec une charrue au milieu d'un groupe d'épis et de fleurs? C'est dans ce temps-là que M. Ledru-Rollin, parlant au peuple dans la cour du ministère de l'intérieur, le 20 avril, après la revue de ce jour, disait gravement : « Ce soir, monté sur le faîte de l'Arc-de-Triomphe, je contemplais avec une indicible émotion, du haut de ce monument élevé à nos gloires, la grande scène qui se déroulait sous nos regards. Tout à coup un arc-en-ciel a sillonné les cieux; j'ai senti mes paupières s'humecter à la vue de ce symbole d'amour et de concorde, et j'ai cru y reconnaître une sanction divine de notre immortelle, de notre évangélique devise de fraternité. » (*Bulletin de la République*, 20 avril.)

Pourquoi avons-nous rappelé les souvenirs de ce temps grotesque et désastreux? C'est qu'ils expliquent les manies de la montagne; elle vit dans un milieu composé des souvenirs de 93 et des mimodrames du Cirque-Olympique. Mais ces manies, elle veut les imposer à la France moderne, elle veut l'assujétir à cette vie de théâtre, et, si elle était la maîtresse, elle ferait de ce carnaval tragique le régime de la société moderne; voilà où est le sérieux, voilà où est le danger.

Ne craignons donc pas de défendre la société moderne contre les tentatives qui ne sont que ridicules, sachant bien qu'ici le ridicule couvre et précède le danger. Soyons citoyens, c'est-à-dire prenons part aux affaires de la cité; mais ne faisons pas de ce titre un mot de passe et une étiquette de parti. Soyons peuple aussi, c'est-à-dire sachons bien que nous avons tous les mêmes droits et qu'il n'y a plus de classe privilégiée, et, pour cela, repoussons les prétentions *du peuple* tel que l'entend M. Juéry. M. Juéry a découvert que le peuple n'assistait pas aux séances de l'assemblée nationale. Quoi! n'y allons-nous pas, vous, moi, quiconque en a le loisir ou l'envie, tantôt dans la tribune publique, tantôt avec le billet de M. Juéry ou de tout autre? — Oui, mais ni vous ni moi nous ne sommes le peuple de M. Juéry. — Pourquoi? Est-ce parce que nous ne portons ni la veste ni la blouse? A ce compte, la blouse a remplacé l'habit français. L'habit français était le costume de la noblesse; la blouse sera le costume d'une nouvelle caste. Nous commençons à entendre le dictionnaire de la montagne : les citoyens sont ceux qui portent le gilet de 93, et le peuple ce sont les blouses du 23 juin 1848.

Avec la montagne, on passe aisément du ridicule à la chimère. Aussi, entre la discussion sur le titre de citoyen et celle sur les droits du peuple de M. Juéry, nous avons eu les mille et une banques de M. Pelletier. — Et comment doter ces mille et une banques? — C'est bien simple, on les dotera avec les biens des communes, avec les fonds des compagnies d'assurance et avec de nouveaux impôts. — Il faudra donc vendre les communaux! — On les vendra. — Et où le

pauvre paysan mènera-t-il paître sa vache? Où ira-t-il couper de la litière? — Nous oublions toujours qu'avec le système des mille et une banques, il n'y aura plus de pauvres; on prêtera au paysan de quoi acheter un pré pour sa vache; oui! et le miracle, c'est que la banque prêtera à 3 pour 100, et paiera elle-même intérêt à 5 de tous les fonds qu'elle prendra : différence, 2 pour 100. Ordinairement, les banques font leurs affaires en prêtant, je suppose, à 5, et en empruntant à 3. Ici les mille et une banques feront le contraire et ne feront pas banqueroute. C'est le cas de s'écrier, comme Molière : O la grande vertu de l'orviétan!

L'assemblée législative voulait écarter ces chimères par la question préalable; mais M. Charles Dupin, rapporteur, a insisté pour qu'il y eût une discussion, et il a eu bien raison. Les gens d'esprit, et il y en a beaucoup dans l'assemblée législative, ont un grand défaut : ils ne tiennent pas assez compte de la bêtise humaine. Ils croient volontiers que ce qui est absurde paraît tel à tout le monde; c'est une grande erreur. L'ignorance et l'erreur, qui, au temps de Molière,

> En habits de marquis, en robes de comtesse,
> Venaient pour diffamer le chef-d'œuvre nouveau
> Et secouaient la tête à l'endroit le plus beau,

ne portent plus aujourd'hui les vêtemens que leur donnait Boileau; mais, pour avoir changé de costume, elles n'ont pas changé de nature. Elles honnissent encore volontiers la raison et le bon sens, elles applaudissent à la chimère et à l'absurdité. Ce qui leur plaît surtout, c'est la promesse de l'impossible, et c'est là la grande amorce que les docteurs du socialisme tendent à ce qu'ils appellent le peuple. Comment donc détruire les grossiers sortiléges qu'ils emploient? Les mépriser et les négliger? Non. Il faut les discuter; il faut avec patience et avec fermeté traîner au grand jour tous ces sophismes pernicieux; il faut montrer combien ils sont vides et creux. Il y avait autrefois de méchans enchanteurs qui, prenant des feuilles de chêne, les faisaient passer aux yeux de leurs dupes pour des pièces d'or; mais au bout de quelques heures l'enchantement se dissipait, et les pièces d'or redevenaient des feuilles de chêne. Il faut exposer aussi au contact de la vérité et du bon sens les promesses fallacieuses des orateurs populaires. M. Charles Dupin a appliqué cette méthode à l'institution des mille et une banques de M. Pelletier. Il a prouvé avec un grand et rare talent tout ce qu'il y avait de déceptions et surtout de spoliations dans ce système. Il est plus difficile qu'on ne pense de démontrer que l'absurde est absurde et que la raison est raisonnable. Il faut pour cela une force et une clarté d'esprit singulières; il faut aussi beaucoup de vivacité, car les raisonnemens semblent souvent manquer pour démontrer la raison, et il faut les remplacer par des appels énergiques à la conscience publique. M. Charles Dupin a eu, dans sa réfutation du système de M. Pelletier, toutes les qualités qu'il fallait à la bonne cause qu'il défendait. Il n'a pas parlé seulement pour l'assemblée, et je l'en loue; il a parlé pour tout le monde. Il a bien fait, car croyez-vous que M. Pelletier et les orateurs montagnards parlent pour l'assemblée? Non; ils parlent par la lucarne; ils font de la tribune un tambour qui retentit dans la foule. Les orateurs du parti ont leur public, auquel ils s'adressent à travers

l'assemblée; et comme le langage de ces orateurs, quelque peu mesuré qu'il soit, pourrait en core n'être pas compris par le public de la montagne, il y a des commentateurs chargés d'expliquer dans le patois du lieu l'éloquence des orateurs de la montagne. Dans ces transformations successives, ce que le sophisme de la tribune acquiert de grossièreté et d'épaisseur peut à peine se concevoir; mais ce qui est triste à dire, c'est qu'il ne perd rien de son efficacité perverse. Il y a des sophismes pour toutes les intelligences, comme il y a du vin pour tous les gosiers.

Si des affaires du dedans nous passons aux affaires du dehors, devons-nous parler de la question romaine? L'assemblée législative dira dans quelques jours son dernier mot sur cette affaire, et déjà M. Thiers, dans un rapport qui est un modèle de justesse et de mesure, a inauguré et réglé la discussion. Nous ne voulons aujourd'hui dire qu'un mot à ce sujet. Nous n'avons jamais hésité sur la nécessité de cette expédition, et nous ne sommes pas aujourd'hui embarrassés du dénoûment. Il ne nous étonne pas; il ne nous fait pas repentir de l'humble approbation que nous avons toujours donnée. Nous avons été à Rome pour détruire la démagogie; nous y étions d'autant plus obligés, que nous sommes une république. Les monarchies peuvent parfois laisser subsister les démagogies à côté d'elles. L'esclave ivre à Lacédémone enseignait la sobriété. La démagogie, par ses excès, est un exemple favorable à la monarchie; mais elle discrédite évidemment la république. La république est donc plus intéressée qu'aucun autre gouvernement à détruire la démagogie. Il y avait de plus, dans l'affaire de Rome, une circonstance à noter. Toutes les démagogies en Europe, la démagogie allemande, la démagogie italienne et la démagogie française, se donnaient la main, et toutes assaillaient à l'envi la république en France. Il fallait donc que la république française se défendît, et qu'elle continuât à Rome la victoire qu'elle avait remportée à Paris le 13 juin. C'est ce qu'elle a fait. Elle a détruit la démagogie romaine. C'était un des buts de notre expédition. Ce but est atteint. Nous regardons donc la mission militaire de la France en Italie comme accomplie et consommée.

Il y a une autre mission que la France peut s'efforcer d'accomplir à Rome, c'est de procurer aux populations romaines un gouvernement et une administration aussi appropriée que possible aux besoins du temps et du pays. C'est une mission toute diplomatique, et qui comporte dans son accomplissement du plus et du moins. Avons-nous, en effet, la prétention de rédiger à Paris la constitution que le pape doit donner à ses sujets? Avons-nous la prétention d'imposer cette constitution au pape, sans qu'il puisse en changer un article? Voulons-nous mettre sur ce point notre infaillibilité à la place de la sienne? Non. La lettre du président, dont il a tant été question, indiquait les réformes que la France demandait au pape : elle en déterminait la nature, et, sous ce rapport, elle se rapprochait extrêmement du memorandum de 1831; mais elle n'était pas un ultimatum. Elle résumait les vœux de la France; elle ne dictait pas des lois. Elle rentrait donc, par cela même, dans le cercle de notre action diplomatique, qu'elle aidait et qu'elle hâtait.

Ne faisons pas l'affaire de Rome plus grosse qu'elle n'est, et surtout ne transportons pas à Paris les difficultés qui sont à Rome. Quant à nous, nous n'hésitons pas à dire que nous étions obligés de renverser M. Mazzini, et que

nous ne sommes point obligés de gouverner au lieu et place du pape, selon nos idées et non selon les siennes. Si le pape gouverne mal, l'exemple des maux du gouvernement théocratique ne discréditera pas le gouvernement républicain; nous sommes tranquilles sur ce point.

Une autre raison nous fait penser que nous devons, à Rome, nous contenter d'exercer une action diplomatique et ne point aller jusqu'à l'action administrative : c'est que, pour établir à Rome ce gouvernement équitable que nous imaginons, et qui ne serait ni trop ecclésiastique ni trop séculier, il faudrait qu'il y eût un parti modéré sur lequel nous pussions nous appuyer, et si nous en croyons tous les rapports qui nous sont faits, il y a à Rome des mazziniens et des grégoriens, des partisans de la démagogie et de la théocratie; mais il n'y a point de parti modéré. Le gouvernement que nous souhaitons à Rome n'y a donc ni base ni milieu. Comment créer tout cela du jour au lendemain? Il faut demander des institutions qui permettent au parti modéré de naître et de grandir; nous ne pouvons pas exiger que le présent soit déjà égal à l'avenir.

Les partis modérés ont de la peine à réussir en Italie. Voyez la chambre des députés en Piémont. Si la modération doit avoir quelque part l'ascendant de l'expérience, c'est en Piémont. La démagogie, qui a ruiné l'Italie centrale, a risqué aussi de ruiner le Piémont. Elle l'a mis à deux doigts de sa perte. Pendant la première guerre de Lombardie, et au moment des succès de Charles-Albert, la démagogie, en Italie (et peut-être faut-il dire en France aussi), a tout fait pour que ces victoires avortassent. Créer un roi et un royaume de l'Italie septentrionale, quelle horreur! Qu'eussent dit les grands citoyens de Paris? Aussi les grands citoyens de Milan s'employèrent-ils de leur mieux à brider l'essor de Charles-Albert. Ils ont réussi, ils ont changé sa victoire en retraite, ils ont ramené Radetzky à Milan, et aujourd'hui nous lisons que l'Autriche a augmenté l'impôt foncier de 50 pour 100 dans le royaume lombardo-vénitien. Ce sont les 45 centimes de la démagogie italienne. Seulement en Italie, si c'est la démagogie qui impose, c'est l'Autriche qui reçoit. Charles-Albert était vaincu une fois; la démagogie l'a poussé à se faire vaincre une seconde fois. Cette fois elle n'a pas eu seulement le plaisir d'aider à la chute d'un roi, elle a ouvert le pays à l'ennemi, et nous avons vu le moment où cette monarchie piémontaise, qui s'est faite peu à peu aux pieds des Alpes pour séparer la France de l'Autriche, allait s'écrouler. Tant et de si douloureuses leçons auraient dû convertir le parti démagogique; mais la démagogie est sourde et aveugle, et elle semble, en Piémont, vouloir reprendre, après Novarre, le jeu qu'elle a joué avant. Quelles ruines lui reste-t-il donc à faire? Veut-elle détruire la tribune constitutionnelle et libérale qui est encore debout à Turin? Le libéralisme en Italie n'aurait plus nulle part la parole. Ce serait une grande joie, car ce que la démagogie déteste le plus, c'est le libéralisme. Avec le despotisme, la démagogie espère toujours; une insurrection peut lui rendre le pouvoir. Le libéralisme, au contraire, ruine la démagogie par sa base. De là la haine de la démagogie pour le libéralisme; de là, à Turin, l'opposition folle et misérable que la majorité de la chambre des députés fait au ministère libéral de M. d'Azeglio.

La démagogie piémontaise croit-elle par hasard que, si elle renversait le ministère Azeglio, elle pourrait s'emparer des finances? Ce serait comme à No-

varre : elle ferait l'avénement du parti rétrograde, comme elle a fait la victoire de Radetzky. Où vivent donc les députés de Piémont? Est-ce en Europe ou en Chine? Ne voient-ils rien? ne comprennent-ils pas la différence des temps et des momens? Sont-ils encore en 1848, quand le monde est en 1849? N'ont-ils rien entendu de la Hongrie vaincue, de l'Allemagne revenant au gouvernement de la vieille diète monarchique de Francfort? Le Piémont est en Italie, et le ministère d'Azeglio est en Piémont la dernière carte de la liberté. Faut-il la brûler?

Pendant que la démagogie compromet à Turin l'avenir déjà si réduit de la liberté italienne, à Naples, où il restait encore quelques formes de liberté, ces formes vont disparaître, dit-on, devant les alarmes vraies ou fausses du pouvoir monarchique. Les libéraux napolitains sont emprisonnés ou exilés, et l'un d'eux, M. Ruggiero, chassé de Naples comme un démagogue, est insulté à Civita-Vecchia comme un absolutiste, passant en quelques heures des injustices d'un parti sous les injustices de l'autre, et donnant par cette double épreuve un triste exemple de l'état des esprits en Italie.

Nous étions tentés tout dernièrement de plaindre le roi de Naples, que lord Palmerston recommence à tourmenter par des notes diplomatiques. Nous étions tentés de nous demander pourquoi lord Palmerston, quand la Sicile est à peine soumise et calme, rallumait par son intervention inopportune cette vieille et sanglante querelle de Naples et de Palerme. Les nouvelles qui viennent de Naples, les exils qui frappent les libéraux modérés, les intentions absolutistes que semblent manifester ces exils, changent quelque peu nos dispositions. Si le roi de Naples emploie le calme dont il jouit à persécuter sans motifs le libéralisme italien et à abolir les garanties que donnent les institutions encore existantes, autant vaut alors que lord Palmerston vienne, par ses notes, troubler ce calme qui ne profite pas à l'ordre. Nous ne comprenons pas, nous l'avouons humblement, que l'Angleterre vienne ressusciter la constitution sicilienne de 1812, qu'elle s'en fasse de nouveau la protectrice, quand cette constitusion de 1812 a été tout récemment le sujet d'une guerre cruelle entre Naples et la Sicile, quand surtout pendant cette guerre l'Angleterre n'a point cru devoir prendre fait et cause pour la Sicile insurgée. Tant que la question de Sicile était un danger pour la paix européenne, l'Angleterre s'est prêtée aux nécessités de la paix, et nous l'en félicitons; aujourd'hui que la Sicile ne peut plus être qu'un embarras pour Naples, l'Angleterre se sert avec un malin plaisir de cet embarras et l'augmente à dessein. Cela veut-il dire que lord Palmerston aime mieux donner aux gens des coups d'épingle que des coups d'épée? Cela veut-il dire que, voulant détourner le roi de Naples et même le pape de leurs penchans vers la réaction absolutiste, il a voulu, en parlant de la Sicile, mettre la puce à l'oreille des deux augustes habitans de Portici? Nous confessons que, pour notre part, nous eussions mieux aimé un autre genre d'avertissement. La démagogie, même la démagogie sicilienne, toute recommandable qu'elle est à cause du voisinage de Malte, ne nous paraît pas un bon contrepoids à l'absolutisme. Ce sont des excès qui se remplacent l'un par l'autre, au lieu de se tempérer.

Et, puisque nous sommes en train, à ce sujet, de parler de nos sentimens de la veille, nous dirons que la note du ministre des affaires étrangères à Na-

ples, en réponse à celle de M. Temple, est pleine à la fois de justesse et de dignité. Nous en aimons la conclusion, quand, faisant remarquer à M. Temple que la Sicile jouit d'une parfaite tranquillité, que les habitans sont heureux d'être rendus à la protection de leur souverain légitime, « il affirme au ministre anglais que, si *aucun agent étranger ne* tente de troubler la paix qui règne actuellement dans l'île, le roi est certain que tous ses sujets seront unis par un indissoluble lien d'affection et de fidélité pour leur légitime souverain. » Il est assurément impossible de mieux mettre l'adresse d'une lettre; mais, encore un coup, tout ce que nous disons là, c'est ce que nous pensions il y a huit jours, avant les récentes nouvelles de Naples; c'est ce que nous penserons dans huit jours, si nous voyons que le roi de Naples, au lieu de chercher sa force dans la restauration du pouvoir absolu, la cherche dans la pratique modérée du gouvernement constitutionnel qu'il a fondé.

Nous avons parlé avec quelques détails des trois questions italiennes : celle de Rome, celle de Turin et celle de Naples, parce que ces questions n'ont plus long-temps peut-être à occuper l'attention du public : non pas que nous les croyons près d'être résolues, elles peuvent durer encore long-temps; mais d'autres questions plus importantes sont en train de naître, et l'intérêt du drame européen va passer du midi à l'orient et au nord. Nous voulons parler de la question allemande et de la question turque.

Un mot d'abord sur l'Allemagne. Il faudrait peut-être expliquer les diverses phases par lesquelles la question allemande a passé depuis un mois, phases fort tristes et fort pénibles pour quiconque avait espéré que l'année 1848 ne serait pas seulement en Allemagne une année d'aventures et d'illusions. Faut-il renoncer complétement à cette espérance? Faut-il se dire que l'œuvre de l'unité allemande, commencée par des philosophes et continuée par des démagogues, est une chimère qui était devenue un danger? Faut-il que l'Allemagne reprenne patiemment le vieux collier de la diète de Francfort? Nous reviendrons sur ces divers points; nous ne voulons, en ce moment, que considérer l'Allemagne dans ses rapports avec l'Occident, et chercher si elle pèse encore ce qu'elle pesait, il y a quelques années, dans la balance diplomatique.

Que si quelque vieux Teuton, piqué de notre question, vient nous dire d'un air de défi : Et vous, qui êtes la France, pesez-vous aussi ce que vous pesiez, il y a quelques années, dans la balance diplomatique? nous sommes forcés, hélas! de dire non; mais c'est précisément cette faiblesse progressive de l'Occident, sauf l'Angleterre, c'est cet amoindrissement de la France et de l'Allemagne, causé par les tentatives de la démagogie, qui nous fait trembler quand nous jetons un regard sur l'état de l'Europe. Loin de nous consoler de l'affaiblissement de la France par l'affaiblissement de l'Allemagne, nous sommes d'autant plus inquiets. La Russie grandit chaque jour. Nous ne jalousons pas cet agrandissement, nous sommes même heureux que quelque chose de grand se fasse de notre temps et sous nos yeux. Seulement nous avons le droit de souhaiter que cet agrandissement ne soit ni aux dépens de notre indépendance ni aux dépens de la civilisation. Or, pour maintenir l'équilibre entre la Russie et l'Occident, il ne faut rien moins, nous en sommes persuadés, que les forces réunies de la France et de l'Allemagne. Oublions-nous l'Angleterre en parlant ainsi? Non; mais nous sommes persuadés que, si la lutte existait seulement

entre l'Angleterre et la Russie, cette guerre colossale serait le *consummatum est* de l'indépendance européenne. Nous appartiendrions au vainqueur, quel qu'il fût. Nous tenons donc beaucoup à la force de l'Allemagne, comme l'Allemagne doit tenir à la force de la France; car c'est à l'Allemagne et à la France de maintenir entre la Russie et l'Angleterre l'équilibre de l'Europe.

Pénétrés de cette idée, cherchons quel poids l'Allemagne peut encore avoir dans les questions européennes. Il y a un an, l'Allemagne semblait acquise à la cause libérale; il y a un an, le boulevard que nous fait l'Allemagne contre la Russie semblait s'affermir par l'union et l'affranchissement de toutes les populations allemandes. Nous n'en sommes plus là. Ce qui voulait être l'Allemagne a disparu; l'unité allemande est rentrée dans le secret des ames et de l'avenir. Il n'y a plus en Allemagne que la Prusse et l'Autriche, l'Autriche affaiblie par son alliance avec la Russie, la Prusse cherchant sa destinée dans les incertitudes du libéralisme allemand, mais chaque jour perdant une illusion de ce côté et reprenant un souvenir de l'autre côté. Comme ce n'est pas seulement l'Allemagne éventuelle et chimérique que nous aimons, mais l'Allemagne réelle, nous souhaitons à la Prusse une destinée, à l'Autriche une réhabilitation. En attendant, nous n'avons en face de la Russie que deux puissances vacillantes et ébranlées, au lieu de deux puissances vivaces et fortes. Voilà l'attitude de l'Allemagne en Europe.

Tout ceci nous conduit à la question turque, et nous y conduit à travers les inquiétudes qu'excite cette question.

La question turque n'est rien, ou est tout. Si la Russie et l'Autriche ont demandé l'extradition de Bem et de Kossuth pour avoir le plaisir, l'une d'envoyer Bem en Sibérie, et l'autre de faire pendre ou fusiller Kossuth, c'est une mauvaise pensée de la part des deux puissances, c'est une petitesse et une cruauté, ce sera en même temps pour la Turquie l'occasion d'une conduite honorable et généreuse. Dût la guerre sortir de la querelle, si le but de la guerre, comme le but de la demande d'extradition, n'est qu'une œuvre de rancune et de vengeance, nous pouvons dire sous le rapport de la politique et non sous le rapport de la morale, nous pouvons dire hardiment ce que nous disions en commençant : La question turque n'est rien.

Mais, comme il est évident que deux grands souverains ne peuvent pas avoir été mus par une petite pensée de vengeance, il faut nécessairement qu'en demandant l'extradition de Bem et de Kossuth, ils aient eu l'espoir qu'on la leur refuserait. Ils ont cherché un grief et non un succès misérable : dans ce cas alors, la question turque est tout.

La Russie n'a rien demandé à l'Autriche pour récompense de la Hongrie reconquise; mais elle peut prendre sur la Turquie le prix des services qu'elle a rendus à l'Autriche, et c'est à quoi peut lui servir la querelle qu'elle vient de faire à la Turquie. Victorieuse en Hongrie et jouissant désormais d'un grand ascendant sur le haut Danube, la Russie peut, à l'aide d'une bonne ou mauvaise querelle avec la Turquie, s'emparer définitivement du Danube intérieur, c'est-à-dire des principautés moldo-valaques. Alors son pouvoir ira jusqu'à Orsova, et son influence jusqu'à Presbourg. Du Danube alors, que restera-t-il à l'Autriche? Elle aura perdu la grande prise qu'elle avait sur l'Orient. Elle n'étendra plus la main jusqu'à la mer Noire, elle l'étendra à peine jusqu'au

bout du *Prater* de Vienne, qui deviendra de plus en plus une capitale de plaisance, au lieu d'être une capitale politique.

Nous ne sommes pas étonnés que la gravité de la question turque, considérée de ce côté, ait frappé tous les esprits en Europe; nous ne sommes pas étonnés que l'Angleterre, qui voit s'approcher la grande lutte qui finira l'Europe, s'émeuve tout entière, et qu'elle veuille entraîner la France dans ses colères et dans ses prévoyances. Nous penchons, quant à nous, pour l'alliance anglaise; seulement nous faisons quelques réserves.

La première est un long et instructif souvenir de 1840. En 1840, l'Angleterre était depuis dix ans notre alliée intime. Elle nous a cependant sacrifiés le plus lestement et le plus dédaigneusement du monde. Nous nous sommes un beau matin trouvés seuls contre toute l'Europe, et cela par le fait de l'Angleterre. Il ne faut pas l'oublier. Cela ne doit pas nous faire rejeter l'alliance anglaise; cela doit seulement nous avertir que nous devons, à l'exemple de l'Angleterre, n'être son alliée que dans la mesure de nos intérêts véritables, et que les sentimens ici ne sont pas de mise.

La seconde réserve que nous faisons, c'est que l'action que nous exercerons pour la défense de la Turquie sera purement maritime. Nous n'entendons pas commencer une guerre continentale. Une guerre continentale serait la guerre de l'Angleterre contre la Russie. C'est cette guerre-là que nous ne devons pas faire. Une guerre maritime est seulement une guerre de protection en faveur de la Turquie. C'est la guerre qui sort de la question actuelle; nous n'entendons pas que la guerre soit plus grosse et plus étendue que la question qui l'aura enfantée. Nous savons bien que les distinctions que nous faisons en ce moment seront inapplicables, une fois la guerre commencée. La guerre ne pourra pas être maritime sans devenir bientôt continentale; cela est vrai : raison de plus pour n'entrer dans cette guerre qu'à bon escient; raison de plus pour qu'il soit bien entendu que nous faisons la guerre pour soutenir la Turquie dans la question présente, mais que nous ne faisons pas une croisade contre la Russie avec et pour l'Angleterre.

Nous avons cru devoir indiquer, dès le commencement de la question turque, de quelle manière nous la considérons, à ne regarder que l'état extérieur de nos relations. A regarder notre état intérieur, nous sommes encore plus convaincus que nous ne devons faire de guerres que celles qui sont inévitables, celles où notre intérêt et notre honneur sont évidemment engagés.

Un incident qui ne peut point en lui-même avoir de suites bien graves, mais qui mérite cependant d'être apprécié, a récemment éclaté entre notre diplomatie et celle de l'Amérique du Nord. Depuis son origine, dont nous avons bien quelques raisons de nous souvenir, ce pays nous est uni par une permanente communauté d'intérêts, à laquelle notre dernière révolution est venue ajouter la similitude des formes de gouvernement. Nous n'ignorons pas que les hommes d'état de l'Amérique, en cela d'ailleurs parfaitement habiles et sagement pratiques, ne prennent point plus que de raison souci de la forme des gouvernemens avec lesquels ils sont en relations. Nous savons bien, par exemple, qu'ils n'ont nulle répugnance à vivre en bonne amitié avec la Russie, et nous

n'y voyons rien à redire, puisqu'ils ont appris que cette entente amicale peut servir la prospérité de la république américaine. Nous ne doutons point pourtant qu'ils n'aient plus de satisfaction à entretenir la même amitié avec un pays où ils trouvent la communauté des principes unie à celle des intérêts. C'est pourquoi la durée des relations cordiales de la France avec l'Amérique du Nord nous semble suffisamment garantie. Que cette réciprocité de bon procédés, si naturelle et si facile entre elles, soit quelquefois altérée par de légères contestations de circonstance, cela reste cependant possible. Les circonstances de la vie extérieure d'un peuple sont infinies, les manières d'envisager les moindres intérêts varient autant que les personnes qui en ont charge; des discussions surviennent. Entre pays qui ne veulent point être en de mauvais rapports, on y porte d'ordinaire un cordial esprit de conciliation avec toutes les hautes convenances de langage qui sont de tradition et de devoir en diplomatie. Ces incidens passagers ne sont ainsi qu'une occasion internationale de se prouver la considération et la courtoisie que l'on se doit mutuellement. S'ils prenaient un autre caractère, ce ne pourrait être que la suite de malentendus réparables, de mouvemens non assez réfléchis, qui auraient un peu trop percé dans les formes. Il se pourrait d'ailleurs que l'irritation produite par les expressions d'une susceptibilité de part et d'autre non assez savamment réservée, fût le fait des intermédiaires plutôt que celui des gouvernemens eux-mêmes. De cette sorte, la question aurait encore moins de gravité; dès l'instant où elle serait portée directement devant les deux cabinets, les causes de cette irritation sans fondement réel auraient bientôt disparu, elle serait elle-même promptement oubliée. Ainsi le pensait M. de Tocqueville, comme l'indique clairement la note qu'il adressait au ministre des États-Unis à Paris, à la suite de la contestation très vive qui s'est élevée entre le secrétaire d'état américain, M. Clayton, et M. Poussin.

M. de Tocqueville, tout en réservant la question d'intérêt commercial, qui était l'occasion du débat, avait fait, avec toute la convenance des formes, la part des circonstances et des personnes. D'ailleurs, avec l'accent très vrai de la sincérité, il en appelait de ce malencontreux incident aux sentimens de confiance réciproque qui inspiraient précédemment les rapports des deux pays. A la vérité, M. de Tocqueville n'avait pas mis tous les torts du côté de M. Poussin, et, à notre avis, c'était justice. Il est difficile de penser cependant que ce fût une raison suffisante pour le secrétaire-d'état, M. Clayton, de répondre à ces avances par des considérations trop manifestement opposées à ces sentimens de conciliation auxquels M. de Tocqueville avait fait appel. Ce n'est point, en diplomatie, un fait rare de voir un gouvernement témoigner à un autre telle ou telle répugnance à entrer ou à rester en communication avec tel ou tel agent; mais eût-on à exprimer la volonté absolue de ne le point accueillir ou de rompre avec lui personnellement, il y a des formes de confiance amicale ou de convenance réservée auxquelles assurément M. Clayton eût pu recourir, sans cesser pour cela d'être un excellent patriote américain. Quoi qu'il en soit, l'incident a trop le caractère d'une pure question de personnes pour laisser dans l'esprit des hommes d'état quelques craintes. L'attitude nécessairement amicale des deux pays dominera toujours des contestations d'un genre aussi peu international. En définitive, il n'y a point au monde deux états dont les rapports d'a-

mitié soient aussi nettement tracés par les circonstances et par la nature, par les intérêts et par les principes. Dans le cas particulier, du point de vue diplomatique, c'est un avantage d'à-propos dont nous réclamons le bénéfice. Puis donc que la question est toute de personnes, nous terminerons par une remarque sur les personnes elles-mêmes. N'est-ce pas un jeu assez curieux du hasard que ce débat soit survenu précisément sous le ministère du savant et judicieux appréciateur des institutions et de la société américaines à l'occasion d'un autre écrivain admirateur passionné de l'Amérique du Nord, et que l'opinion de ce pays tient pour un *demi-Américain?* On se trouve par instant mis à de singulières épreuves dans ses amitiés ou ses admirations politiques. M. Poussin aura reçu ainsi des siennes un fâcheux retour. On lui devra toutefois la justice de reconnaître qu'il a porté dans ses fonctions un zèle dont le commerce de la France aux États-Unis lui sait gré. Le différend dont il subit aujourd'hui la peine est même la preuve de l'activité persistante avec laquelle il se faisait le champion de l'intérêt de ses nationaux.

— Nos possessions du nord de l'Afrique sont, depuis quelques mois, le théâtre d'événemens qui ne manquent pas d'une certaine gravité. La province de Constantine, jusqu'alors si tranquille, vient d'être troublée par la révolte de quelques tribus, tant au nord qu'au sud. Ces désordres seront promptement réprimés; mais il est pourtant curieux de dire quelles en sont les causes et quelle est la gravité de la situation. La tranquillité n'est pas la soumission, et c'est là la grande erreur de la France à l'égard de la province de Constantine. Une moitié de la population, les Arabes, nous sont soumis; les autres, les Kabyles, ne reconnaissent que d'une manière nominale l'autorité de la France. Cette province, enfin, renferme de grands feudataires auxquels les populations obéissent, et qui nous paient directement un tribut. Ben-Asdin, l'un d'eux, dont l'autorité s'étendait sur le pays connu sous le nom de Zouaga, qu'il maintenait sous sa domination, comme autrefois les barons féodaux leurs fiefs, avec six cents cavaliers bien équipés et bien armés, eut, au printemps de cette année, des difficultés avec l'autorité française. Ces difficultés devinrent assez graves pour que M. le général Herbillon crût devoir sortir avec une colonne. Il en eut bientôt raison, et Bou-Lakrass, un des parens de Ben-Asdin, fut nommé chef du Zouaga à sa place; mais, au lieu de s'appuyer sur les influences de famille et de tente, il continua le système de Ben-Asdin, qui, retiré dans la montagne, ne cessa pas d'inquiéter par ses courses les populations. Bou-Lakrass, d'un caractère timide et peu énergique, n'était pas l'homme de la situation. Il eût fallu un homme vigoureux pour lutter avec Ben-Asdin. Le remplacement de Bou-Lakrass était devenu nécessaire. Pourtant M. le général de Salles, nommé au commandement de la subdivision de Constantine, hésitait encore à prendre un parti. Ces délais ont singulièrement aggravé les affaires dans le nord de la province, et bientôt on allait ressentir de ce côté le contre-coup de l'agitation des Ziban, ce pays dont Biskara est le chef-lieu. Ces troubles avaient pour origine une faute de l'autorité française. M. le commandant de Saint-Germain, de si regrettable mémoire, avait été emmené, on ne sait trop pourquoi, par M. le général Herbillon, dans son expédition contre Ben-Asdin. Pendant ce temps, le cercle de Biskara avait été laissé aux soins de M. Dubousquet, chargé des affaires arabes. Cet officier était loin de

connaître le pays, et il crut trop légèrement des gens qui vinrent lui parler complots et révoltes, quand il s'agissait simplement d'une chose fort ordinaire parmi les Arabes. Les spahis envoyés pour arrêter le prétendu fauteur de l'agitation, nommé Bou-Zian, eurent un conflit avec la population, et furent obligés de se retirer sans avoir pu exécuter les ordres qu'ils avaient reçus. L'étincelle était partie; le désordre se propagea aussitôt. On se plaignit de ce que les marabouts, jusqu'alors exempts d'impôts, y avaient été assujettis cette année, et de ce que chaque dattier avait eu à payer 45 centimes de plus que d'ordinaire. Cette agitation, qui n'était qu'une fable un mois auparavant, ne devint ainsi que trop réelle, et l'on dut se hâter de la réprimer; mais, à cette occasion encore, des fautes graves furent commises. Par son imprudence, M. le colonel Carbuccia éprouva un échec devant le *ksour* de Zaacha, et sur-le-champ l'insurrection se propagea d'une manière effrayante, excitée par les marabouts. Sidi Abd-el-Afid, marabout, un des dignitaires de l'ordre de *Sidi-Abderrhaman* (association religieuse), se mit à la tête de l'insurrection, et fut assez confiant dans ses forces pour venir attaquer Biskara; mais il fut devancé par le commandant Saint-Germain, et le succès aurait été complet, si la mort de ce brave officier n'eût fait regarder aux Arabes cette affaire comme une victoire pour eux. L'agitation fut donc loin de se calmer. Propagée par les frères de l'ordre de *Sidi-Abderrhaman*, dont presque tous les Kabyles font partie, elle a donné la main à l'agitation du nord, au pays du Zouaga. M. le général Herbillon est maintenant dans les Ziban, avec une forte colonne, et sans doute en ce moment la révolte est près d'être comprimée. La gravité de la situation pour la province n'est pas là, elle est dans le commandement même. Les Arabes, pour qui la force est le grand prestige et le grand droit, ne comprennent que l'action directe. Un *général-papier* ne peut leur entrer dans l'esprit. Or c'est ce que paraît à leurs yeux le général Herbillon, depuis que le général de Salles, nommé au commandement de la subdivision de Constantine, reçoit ses ordres et parle directement aux Arabes. Ceux-ci croient l'autorité déplacée, et la considération du commandant de la province en souffre. Autrement dit, la première mesure à prendre serait de supprimer la *subdivision de Constantine*, rouage inutile. Une autre cause de désordre dans la province est le tiraillement de l'autorité civile et militaire. Il faudrait transporter à Philippeville le siége de la préfecture. Philippeville, plus près de Bône, renferme 5,000 Européens et 300 Arabes; Constantine, 22,000 Arabes et 1,500 Européens. Et que peut le préfet, M. Carette, lorsqu'il est brouillé avec l'autorité militaire? Il n'a peut-être pas la prétention de garder sa banlieue de 14,000 hectares avec ses vingt gendarmes et ses deux gardes-champêtres, à douze lieues de Ben-Asdin, qui est libre de venir s'y promener selon son caprice. Grace à cette mesure, on verrait disparaître ces froissemens d'amour-propre et de vanité personnelle qui nuisent tant au bien du service, et que Constantine, comme toutes les villes où l'on est constamment en contact dans un étroit espace, voit renaître trop souvent. Le grand point pour la province, ce serait donc, avant tout, d'y relever l'autorité et le principe d'autorité, car du jour où ce prestige s'affaiblit pour les Arabes, ils songent à un soulèvement. Vis-à-vis des Arabes, l'action personnelle du chef est presque tout, l'expérience nous l'a prouvé maintes fois. On dit, du reste, qu'appréciant la gravité de cette situation, le gouver-

nement songe à nommer au commandement de la province un homme qui, par sa longue expérience des Arabes et son contact avec eux, a su acquérir une grande influence sur ces populations mobiles dans tous les postes qu'il a occupés, M. le général Bosquet.

— Les chambres espagnoles sont à la veille de reprendre le cours de leurs travaux. Donneront-elles au gouvernement une majorité aussi compacte que dans la précédente session? Tout le fait croire. La retraite de M. Mon ne change rien à la politique du cabinet, ni à sa situation vis-à-vis du pays. L'unique chance de dislocation pour la majorité est dans l'absence des difficultés et des dangers qui, en 1848, rallièrent au gouvernement toutes les nuances du parti conservateur; mais, dans ce cas même, bien loin de créer des embarras, la demi-rupture de M. Mon et de ses anciens collègues ne serait plus qu'un accident heureux. L'ancien ministre réformateur se désignerait en effet assez aux regards pour grouper autour de lui tous les modérés dissidens, de sorte que le futur tiers-parti, si tant est qu'il arrivât à se dessiner, recevrait précisément son impulsion du plus actif promoteur des mesures que le ministère a pour mission et pour programme d'appliquer. M. Mon deviendrait ainsi, pour ses anciens collègues, un auxiliaire plutôt qu'un obstacle. Aux différences de situation près, il serait pour le cabinet de Madrid ce qu'est sir Robert Peel pour le cabinet de Saint-James : un rival en principe, un point d'appui en fait.

Ce stimulant d'une opposition bienveillante et loyale intervenant dans les questions courantes, non pour entraver le ministère, mais bien pour accélérer sa marche, pour partager sa responsabilité, serait peut-être plus nécessaire qu'on ne croit. Assurément, les anciens collègues de M. Mon n'ont pas abandonné ses plans financiers, ils les ont plutôt étendus; mais ils tâtonnent un peu trop, quand plus que jamais ils ont le champ libre pour agir. La nouvelle loi douanière, par exemple, avait été assez mûrement étudiée pour qu'aucun doute ne pût planer sur son esprit : comment s'expliquer dès-lors le retard apporté à la promulgation de cette loi, si ce n'est par des scrupules hors de saison, par je ne sais quelle prudence vétilleuse qui s'attache gratuitement à ménager des exigences déjà vaincues et à tourner des difficultés déjà surmontées? M. Mon, avec cette obstination systématique, avec ce caractère un peu entier, qui, dans ses rapports individuels, lui ont fait plus d'un ennemi, mais qui sont le secret de ses plus heureux coups de main politiques, M. Mon serait allé plus rondement au but. Et qu'importe en effet que la nouvelle loi douanière pèche par les détails? La grande question, c'est d'utiliser en toute hâte et à tout prix le principe même de cette loi, c'est de supprimer la contrebande; car voilà la condition première des innombrables réformes à opérer dans les finances, dans le personnel administratif, dans l'armée, dans tous les services publics.

Quel sera le rôle de l'ancienne opposition dans les luttes pacifiques qui vont s'engager? Ce qu'il était dans la session précédente : l'inaction absolue. Dès 1848, à une époque où les idées révolutionnaires semblaient avoir conquis tout le reste de l'Europe, les principales notabilités du petit groupe espartériste des cortès avaient eu le bon esprit de refuser l'alliance des partis extrêmes, et, pour leur tendre la main, elles n'iraient certes pas choisir l'heure où ces partis ont perdu tout concours moral au dehors, tout concours matériel au dedans. Dernièrement, à propos des élections municipales, les démocrates du *Clamor pu-*

blico ont essayé d'organiser une sorte d'agitation légale : leurs plans ont surtout échoué devant les antipathies du groupe dont nous parlons. Il boude encore, mais il cherche évidemment à se rallier, et accepte en attendant, avec assez de philosophie, des faveurs que fait pleuvoir sur lui l'administration du général Narvaez.

Il est fortement question à Madrid d'affermer le revenu des douanes. Ruineuse sous l'empire de l'ancien système douanier (car les fermiers trouvaient alors tous les premiers leur compte à faire la contrebande), cette mesure semblerait devoir offrir aujourd'hui de notables avantages. Les fermiers, ne pouvant plus compter désormais que sur leur bénéfice légal, chercheraient à l'étendre, et, comme l'intérêt particulier est beaucoup plus vigilant que l'intérêt public, quelques années de ce régime suffiraient pour discipliner le personnel des douanes, pour assurer et régulariser l'entière perception des droits. Ce n'est pas tout : le gouvernement, qui a besoin d'argent, soit pour éteindre des dettes ruineuses, soit pour subvenir à des dépenses productives, et qui ne pourrait emprunter aujourd'hui qu'à des conditions exorbitantes, trouverait des conditions équitables le jour où il pourrait offrir à une compagnie de capitalistes un gage sûr. Toutefois, si l'on y regarde de près, les inconvéniens de cette mesure l'emportent de beaucoup sur les avantages. On ne peut oublier le rôle qu'a joué l'esprit d'agiotage dans la plupart des troubles civils de la Péninsule : serait-il dès-lors prudent de mettre aux mains de quelques spéculateurs tout le personnel des douanes, c'est-à-dire un véritable corps d'armée? Ajoutons que la compagnie concessionnaire, afin d'obtenir des conditions plus avantageuses lors du renouvellement de bail, aurait intérêt à dissimuler le chiffre réel de ses bénéfices, ce qui priverait en partie l'état de l'accroissement indéfini de revenu qu'amènera le nouveau tarif. Le gouvernement espagnol a prouvé, depuis dix-huit mois, qu'il voulait renoncer à la politique d'expédiens; il a plus que jamais besoin ici de cet esprit de prévoyance auquel nous nous sommes plu des premiers à rendre justice.

Le projet d'expédition contre les Maures du Riff n'a pas encore eu de suite sérieuse, et cependant l'attitude de ces turbulens voisins des possessions espagnoles est de plus en plus audacieuse, la complicité de Muley-Abderrhaman de plus en plus évidente. Il est à regretter que, dans un moment où la France avait, elle aussi, à régler un nouveau compte avec la duplicité marocaine, les deux pays n'aient pas joint leurs griefs. Nous l'avons déjà dit, la France et l'Espagne ont dans le Maroc les mêmes intérêts à défendre, le même mauvais vouloir à combattre, les mêmes intrigues européennes à déjouer.

— Les théâtres lyriques, à moins d'une œuvre dramatique sérieuse que rien malheureusement ne fait prévoir, conserveront encore cet hiver la prééminence sur les théâtres littéraires. Déjà ils ont inauguré avec bonheur la saison, et, en attendant la prochaine réouverture du Théâtre-Italien, nous avons eu deux nouveautés piquantes à l'Opéra et à l'Opéra-Comique. *La Filleule des Fées*, que le premier de ces théâtres a donnée il y a peu de jours pour Mlle Carlotta Grisi, est un charmant ballet, quoique un peu long; la musique de M. Adam et surtout la danseuse ont été parfaitement accueillies par le public. Mlle Grisi a déployé une grace, une légèreté et une souplesse qui font presque oublier sa cé-

lèbre devancière, Mlle Taglioni. Avec *la Filleule des Fées*, la reprise du *Prophète* et des *Huguenots* pour Mme Viardot, l'Opéra pourra monter à son aise la nouvelle partition de M. Auber. Quant à l'Opéra-Comique, sa situation prospère sera long-temps continuée par *la Fée aux Roses* et Mme Ugalde, la cantatrice à la mode. Il n'a manqué à M. Halévy, pour faire de son dernier opéra un petit chef-d'œuvre, que d'avoir pu substituer quelques phrases de récitatif au dialogue banal qui vient çà et là interrompre l'harmonie de sa partition. La fantaisie du sujet, le monde idéal dans lequel il se meut, et que la musique de l'habile compositeur a réussi à peindre avec toutes les délicatesses des plus fines nuances, demandaient cette unité harmonieuse. M. Halévy est certainement poète beaucoup plus que l'auteur de son libretto; quand sa musique est chargée de la situation, elle l'exprime avec un lyrisme bien loin de la vulgarité où vous rejette le dernier point d'orgue de la prima donna. Après les éclats de sa voix si limpide et si bien perlée, dont chaque note se détache ronde, pure et brillante, qui n'a ni arrière-saveur d'étude ni hésitation, qui chante comme les oiseaux du ciel, pour le bonheur de chanter, quand de ce monde lumineux où cette voix vous laisse vous êtes rappelé à terre par l'émission d'un organe lourd ou commun, le contraste est d'autant plus grand, le désenchantement d'autant plus cruel, que Mme Ugalde, qui est une ravissante chanteuse, dit la prose d'une manière déplorable. Tout le monde eût gagné à ce que M. Halévy fît des récitatifs. *La Fée aux Roses* nous a rappelé un charmant opéra de M. Auber, *le Dieu et la Bayadère,* partition pleine d'imagination et d'élégance. Ce n'est pas seulement le dieu Brahma et les pagodes indiennes qui nous font trouver de l'analogie entre ces deux ouvrages, mais bien le sentiment spirituel et fin, l'entente délicate de ce monde fantastique dont tout musicien croit tenir les ailes entre les doigts en mettant des sourdines à son orchestre, et qui cependant a toujours été intraduisible aux esprits vulgaires. M. Halévy, comme M. Auber, possède dans sa mélodie ce charme qui fait danser les sylphes au bout de chaque note; on sent, au premier accord des instrumens combinés, qu'on est transporté loin du monde réel, que le caprice et la fantaisie vous entraînent. Au premier acte, le trio des trois soprani et la ronde qui le suit, la romance de Nérilha et une grande partie du second acte, sont des morceaux excellens de sentiment et de couleur. Quant à la partie de l'opéra que j'appellerai la partie réelle, elle est traitée avec la consciencieuse supériorité que M. Halévy met en toute chose; nous n'avons pas à nous occuper de ce côté dans lequel le compositeur a fait depuis long-temps ses preuves.

V. DE MARS.